

Sommaire

I) «MOUVEMENT DE LIBERATION NOIRE» ET LUTTES DES PROLETAIRES AFRO-AMERICAINS

Sur le «mouvement de libération noire» aux Etats-Unis	5
Un grand oublié : le prolétariat afro-américain	14
Commentaires de Loren Goldner	31
Chronologie utile mais absolument pas exhaustive	34
Statistiques des grèves aux Etats-Unis depuis 1947,	40
Camille Estienne : J.A. Geschwender, <i>Classe, race et insurrection ouvrière. La Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires</i>	42
Camille Estienne et Y.C. : Sam Johnson <i>Toute ma vie j'ai lutté. De l'Alabama à Los Angeles et à Detroit,</i>	54
Camille Estienne : Annelise Orleck, <i>A l'assaut du Caesars Palace, Comment des mères afro-américaines ont mené leur propre guerre contre la pauvreté,</i>	59

II) DEBATS ET POLEMIQUES 69

Burkini et prétendues « <i>crispations réciproques</i> » : Quand <i>Le Monde</i> raconte n'importe quoi,	71
Azar Majedi :La bataille du burqini : «Islamophobie», «impérialisme culturel» ou laïcité ?	73
Réponse à Azar Majedi : La peur et la «phobie» de l'islam ne peuvent, en aucun cas, être «justifiées» !	79
«Islamofascisme» et «islamo-gauchisme» : deux concepts inopérants pour comprendre des phénomènes réactionnaires (plus ou moins) nouveaux,	87
Pourquoi l'esprit critique est-il si peu répandu à gauche et dans les milieux libertaires ? (débat),	98
Commentaire de Pierre Sommermeyer	116
De la dénonciation des petits bourgeois à celle des bobos ¹ : comment la gauche reprend le vocabulaire de l'extrême droite, 118	
Claude Guillon : «La Discordia», les «dieux», La mort, l'humour, le mauvais goût et les fascismes...,	126

¹ Je n'avais pas lu cette interview d'Anne Steiner avant d'écrire ce texte, mais je ne peux qu'en recommander chaudement la lecture : <https://i-d.vice.com/fr/article/jeunes-bobos-coupables-et-si-on-navait-rien-compris-la-gentrification>

Réponse à Claude Guillon : L'humour juif n'a rien à voir avec les «plaisanteries» antisémites ! Tout comme l'humour africain n'a rien à voir avec les «blagues» racistes du Front national !, 129

Claude Guillon : Réponse à Yves Coleman sur divers sujets d'importance, 136 Deuxième réponse à Claude Guillon : De la cécité face au négationnisme, 139

Deuxième réponse à Claude Guillon : De la cécité face au négationnisme 140

Agressions contre La Discordia et Mille Bâbords : les Identitaires de gauche, héritiers honteux de SOS Racisme, détestent les librairies, les livres et les débats d'idées !, 154

III) PISTES DE REFLEXION : SOURIEZ, LA REVOLUTION EST POSSIBLE !!!

Angry Workers of the World : Insurrection et production, 163

**«Mouvement
de
libération
noire»
et luttes
des prolétaires
afro-américains**

Sur le «mouvement de libération noire» aux Etats-Unis

Les **politiques identitaires**, celles qui mettent en avant l'identité nationale des différents peuples d'Europe, ont le vent en poupe sur ce continent européen à la fois à l'extrême droite (cf. le développement des mouvements nationaux-populistes et d'extrême droite) mais aussi à gauche et à l'extrême gauche.

L'un des modèles à l'extrême gauche et dans une partie du mouvement libertaire est celui fourni par le **mouvement de libération noire** (Black Liberation movement), que les médias et l'historiographie dominante préfèrent appeler le «mouvement des droits civiques» mais qu'il nous semble plus juste d'appeler le mouvement de libération noire¹, suivant ainsi

¹ Cette expression a sans doute des limites dont je n'avais pas clairement perçu les implications négatives en écrivant cet article. En tout cas, elle est contestée par Adolph Reed Jr. : *«Des formulations comme le Black Freedom Movement (Mouvement pour la liberté des Noirs) et la Black Liberation Struggle (Lutte de libération des Noirs) reposent sur un raisonnement circulaire: elles posent comme acquis ce qui doit être démontré par l'analyse historique et politique. Il ne s'agit pas simplement d'une erreur de formulation. Ces expressions imposent une cohérence idéaliste, qui est en fait une supra-conscience raciale ou l'équivalent téléologique d'un parti d'avant-garde. Et cette démarche obscurcit l'histoire de la différenciation politique entre les Noirs américains et son importance pour la compréhension du passé et du présent. Ces expressions fixent un but transcendant (fondé sur des signifiants vides tels que "liberté", "libération" ou "autodétermination") censé unir et définir les aspirations politiques des Noirs américains. Cette présomption qu'une vérité raciale plus profonde, constante à travers les contextes historiques et sociaux, guide la politique noire, conduit à diminuer l'importance et, assez souvent, à effacer de façon brutale et arbitraire la spécificité historique de la dynamique politique dans laquelle sont engagés les Afro-Américains, et tout cela en vue de renforcer le récit téléologique d'une continuité fondamentale.»* Ces lignes sont extraites d'un texte polémique («Splendeurs et misères de la gauche antiraciste»)

l'exemple de ses protagonistes les plus radicaux, «nationalistes culturels» ou «nationalistes révolutionnaires» pour reprendre une terminologie qu'utilisait notamment le Black Panther Party, le parti des Panthères noires.

Même si ces termes sont en partie trompeurs, ils éclairent aussi, cinquante ans plus tard, une partie des écueils sur lesquels tombent (volontairement ou involontairement) l'extrême gauche et le mouvement libertaire français quand ils essaient de reprendre à leur compte des discussions qui durent depuis plus d'un demi-siècle, dans le monde anglo-saxon, chez celles et ceux qui avaient à cœur d'analyser, de dénoncer et de combattre le racisme spécifique qui vise les Afrodescendants particulièrement en Amérique du Nord mais aussi dans d'autres pays anglo-saxons.

Les «nationalistes culturels» américains dans les années 60 ne formaient évidemment pas un courant homogène pas plus que les «nationalistes révolutionnaires». Mais si l'on veut dans un premier temps définir très grossièrement leurs caractéristiques elles étaient les suivantes.

1° Les deux courants étaient profondément marqués par l'essor et les victoires des mouvements de libération nationale dans les années 60, que ce soit le FLN en Algérie, le FNL au Sud-Vietnam (à l'époque le Vietnam était divisé en deux Etats suite aux manœuvres de l'impérialisme français et à la guerre d'Indochine), le régime nationaliste-castriste qui prétendait construire le socialisme à Cuba et lutter contre l'impérialisme en alliance avec l'URSS stalinienne, le PAIGC en Guinée Bissau ou le MNLA en Angola et le FRELIMO au Mozambique. Les deux courants s'intéressaient évidemment aux nouveaux Etats indépendants apparus en Afrique : pour les Noirs Américains (que l'on commençait à appeler les Afro-Américains) les plus politisés, le fait que dans toute l'Afrique des militants se soient dressés, les armes à la main, contre le colonialisme et le néocolonialisme européen (portugais, britannique et français essentiellement) était un formidable exemple à suivre et un encouragement extraordinaire à rompre avec la soumission et l'autodénigrement que les classes dominantes d'Europe et d'Amérique avaient tenté d'imposer aux minorités originaires d'Afrique vivant dans les pays capitalistes développés, mais aussi aux «élites» africaines. Le fait que des Africains à la peau noire aient pu devenir chefs d'Etat, ministres, généraux, etc., offrait un démenti cinglant à tous les discours officiels, y compris chez les «libéraux» américains (les réformistes), qui prétendaient que les Afro-Américains étaient en retard sur les «Blancs» et qu'il faudrait des siècles pour qu'ils les rattrapent, acquièrent les mêmes connaissances et le même niveau intellectuel, et soient capables d'accéder à des postes de responsabilité.

<http://nonsite.org/editorial/splendors-and-miseries-of-the-antiracist-left-2>
que nous espérons traduire au moins partiellement.

Dans les écrits d'Angela Davis, de Malcolm X, de George Jackson, de Bobby Seale, de Huey Newton, d'Eldridge Cleaver, de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires, de la Nation de l'Islam comme dans bien d'autres témoignages de militants de base noirs américains on retrouve partout cette influence «tiersmondiste» : l'idée que les Noirs américains constituaient une **nation** opprimée (ou une **colonie**) qui pouvait et devait se libérer comme les nations opprimées du Sud (à l'époque on disait du tiers-monde).

On voit donc clairement d'où viennent les théories «postcoloniales» à la mode dans les milieux universitaires et une grande partie de la «gauche radicale» ou du mouvement libertaire : d'une admiration éperdue pour le nationalisme et la rhétorique «anti-impérialiste» des mouvements de libération des années 60 et d'un refus obstiné de tirer le bilan de l'échec de ces mouvements dits «révolutionnaires» une fois qu'ils sont parvenus au pouvoir. Il est donc «normal» qu'un demi-siècle plus tard ces militants puissent se référer, de façon totalement acritique, à des hommes d'Etat comme Guevara, Lumumba, Sankara ou Boumedienne, ou à des penseurs et militants comme Fanon, Malcolm X, Angela Davis, Eldridge Cleaver, Bobby Seale, etc. Ce qui caractérisait ces courants c'était aussi un philostalinisme plus ou moins discret ; or, on constate les mêmes tares chez leurs thuriféraires «gauchistes» actuels, qu'ils aient la nostalgie de l'URSS stalinienne, de la Chine maoïste ou qu'ils frétilent encore devant la dictature castriste.

2° **Les deux courants mettaient donc l'accent sur les liens qu'il fallait établir et développer avec l'Afrique¹ et les Caraïbes**, et bien sûr avec l'Asie, beaucoup moins avec l'Amérique latine à l'époque parce que les mouvements indigénistes n'étaient pas encore développés pas plus que les mouvements des Afro-descendants au Brésil ou ailleurs. Mais le Che Guevara (en tout cas sa figure ultramythifiée) était très populaire dans ses deux courants.

3° **Nationalistes culturels et nationalistes révolutionnaires partageaient évidemment la même dénonciation virulente du racisme**

¹ Ce lien avec l'Afrique avait déjà été mis en avant par C.L.R. James dans les années 40 et suivantes, tout comme la nécessité de l'autonomie d'un mouvement politique afro-américain de masse par rapport aux organisations dominées par les Euro-Américains, ne serait-ce que sur des bases démocratiques. Mais C.L.R. James était peu connu dans les années 60 aux Etats-Unis. Il fallut attendre 2012 pour qu'une petite partie de ses écrits politiques soient traduits aux éditions Syllepse et 2016 pour qu'une biographie de C.L.R. James paraisse aux éditions La Découverte. Malheureusement la parution des écrits de C.L.R. James en France est surtout l'occasion pour ses promoteurs postmodernes de vanter les vertus du tiers-mondisme, et de combattre, frontalement ou sournoisement, la nécessité d'une organisation indépendante des prolétaires....

et de la ségrégation mises en place par les Etats-Unis et tentaient de montrer que, s'il existait des différences entre le Sud et le Nord des Etats-Unis, partout les Noirs américains étaient traités comme des esclaves, des sous-hommes, des délinquants et des criminels.

4° **Les divergences apparaissaient au niveau des priorités à établir et des moyens à utiliser** : les nationalistes culturels mettaient davantage en avant l'idée d'une sécession politique nécessaire entre les Noirs et les Blancs (sécession à la fois organisationnelle pour ensuite éventuellement devenir territoriale), les nationalistes révolutionnaires soutenaient aussi l'idée d'une organisation politique séparée et autonome «des Noirs, des Blancs et des Bruns» mais cette séparation était vue comme un moyen de lutter pour un objectif commun : une révolution sociale ou socialiste (à la sauce léniniste, castriste ou maoïste) qui bénéficierait à tous les exploités quelle que soit leur couleur de peau.

Les «nationalistes culturels» mettaient l'accent sur des réformes radicales (création d'écoles et d'universités noires avec leurs propres programmes, d'entreprises noires, de tribunaux noirs, d'équipes de gestion noires des municipalités, etc). Certains envisageaient la création d'un ou de plusieurs Etats noirs autonomes ou indépendants sur le territoire américain lui-même ; d'autres voyaient cette lutte comme un moyen de créer un rapport de forces à long terme avec les autres communautés ethniques présentes aux Etats-Unis. Le mouvement le plus militant et ayant le plus d'influence populaire chez les nationalistes culturels était et est encore la Nation de l'Islam (ce qu'on appelle en France les Black Muslims) et qui a connu plusieurs scissions depuis.

Les nationalistes révolutionnaires, eux, étaient représentés par une partie du Parti communiste (stalinien) américain, le SNCC, les Black Panthers, la Ligue des ouvriers révolutionnaires noirs et bien d'autres groupes qui ont presque tous disparu.

De fait, avec le recul, on voit que ce sont les nationalistes culturels qui ont gagné avec le soutien de la classe dominante américaine qui a dû accepter, bien à contrecœur, et après avoir tout fait pour discréditer, emprisonner et assassiner les militants des deux courants, de laisser se développer une petite bourgeoisie et une grande bourgeoisie afro-américaines dont des personnages comme Condoleeza Rice (secrétaire d'Etat donc ministre des Affaires étrangères de Bush), Colin Powell (chef d'Etat major des armées) et Barack Obama (président deux fois élu) sont les représentants les plus connus en France, mais on pourrait citer de nombreux autres exemples.

Cette reconnaissance de l'héritage sanglant de l'esclavage s'est traduit par les politiques dites de l'action affirmative ou de la discrimination positive, par la création d'une Journée consacrée à Martin Luther King, d'un mois consacré à l'histoire des Afro-Américains, par un clonage de la fête de Noël (Kwanza), par la création de départements d'études afro-

américaines dans les universités mais **n'a jamais abouti à une remise en cause fondamentale du racisme** aux Etats-Unis.

Si l'on compare le nombre de musées consacrés à l'extermination des Juifs d'Europe, et la place que tient la dénonciation de l'antisémitisme dans la culture officielle américaine avec la place réservée au génocide des Indiens américains et à ce que les nationalistes «afro-américains» appellent eux aussi un génocide (l'exportation de 20 millions¹ d'esclaves dans des conditions humaines ; leur exploitation économique au Sud comme au Nord ; la ségrégation imposée aux descendants de ces esclaves et les mécanismes étatiques et sociaux garantissant la suprématie des Euro-Américains² ; l'impunité dont bénéficient les milices racistes et d'extrême droite ; le harcèlement policier et judiciaire, la criminalisation, l'emprisonnement systématique et encore aujourd'hui le permis de tuer délivré par la classe dominante aux forces de police – que les policiers soient blancs ou noirs - aux Etats-Unis), **il est évident que la minorité noire constitue encore aujourd'hui une minorité discriminée et surexploitée comme en témoignent toutes les statistiques gouvernementales officielles.**

La «question noire» prend de l'ampleur en France, après des décennies d'ignorance et de négation du racisme structurel gaulois, notamment depuis les révoltes des banlieues en 2005, l'apparition de groupuscules médiatisés comme le CRAN, le Mouvement des Indigènes de la République puis le PIR, et surtout la volonté d'une partie du monde universitaire, et des journalistes, d'utiliser (et souvent de manipuler) des concepts élaborés dans le contexte de la lutte contre les conséquences de l'esclavage, le racisme structurel de l'Etat américain mais aussi les tares originelles du mouvement ouvrier américain.

La position de certains «antiracialisateurs» libertaires ou ultragauches, même si elle peut partir d'une critique juste des courants tiersmondistes et identitaires, rejoint paradoxalement celle de l'économiste Milton Friedman. Celui-ci expliquait déjà dans *Capitalisme et liberté* que les discriminations disparaîtraient avec l'approfondissement du capitalisme de libre marché et qu'il ne fallait surtout pas que l'Etat intervienne pour lutter contre les discriminations. Pour cet intellectuel réactionnaire, c'était une raison pour **ne rien faire contre le racisme** et se contenter de déplorer son existence. **Pour certains «radicaux» c'est aussi une bonne raison de rester les bras croisés et de dénoncer davantage l'antiracisme que le racisme**

¹ Dans la propagande du Black Panther Party, cela devenait le «génocide de 100 millions d'Africains»... Et à l'époque la concurrence mémorielle ne battait pas son plein comme aujourd'hui.

² J'ai décidé, même s'il s'agit certainement d'une tentative vouée à l'échec, de remplacer le plus souvent «Blancs» par «Euro-Américains» pour éviter les catégories raciales.

puisque le Capital, par son mouvement même de marchandisation des êtres humains, de destruction des frontières nationales et des modes de production précapitalistes, et de généralisation du salariat, éliminerait, selon eux, la plus grande partie des différences culturelles, sexuelles, religieuses et nationales qui existent entre les êtres humains. Le racisme serait donc un reste du passé, tout comme la religion, la nation, etc. Prétexe bien commode pour éviter de réfléchir à des questions complexes qui nous explosent pourtant littéralement à la figure tous les jours...

Pour avoir un débat sérieux sur ces questions, notamment sur le débat des relations entre domination de classe et oppression de race, il est indispensable d'avoir des connaissances minimales sur l'histoire des Etats-Unis et de sa minorité noire notamment depuis la Seconde Guerre mondiale. Et surtout de connaître quels ont été les combats concrets, les formes d'organisation et d'auto-organisation de la minorité noire aux Etats-Unis. Sans de telles connaissances, tout discours sur le racisme et l'antiracisme qui prétend s'inspirer du «modèle» américain est un discours creux qui ignore les acquis de la réflexion menée sur le mouvement de libération noire, acquis que l'on pourrait résumer en quelques points non exhaustifs :

- la tradition de l'autodéfense armée revendiquée, dans les «communautés noires», est antérieure à la création du Black Panthers Party en 1968, contrairement à la mythologie médiatique et gauchiste ; même s'il existe un débat¹ à propos de Robert Williams militant de la NAACP devenu plus tard maoïste et de sa milice des Deacons for Justice, il est évident que l'autodéfense armée a commencé bien avant le BPP en 1967 à Oakland puisqu'on en trouve des manifestations dans différentes villes du Sud ;

- le mouvement des droits civiques ne se résume pas à la seule personnalité de Martin Luther King, et des milliers de militants anonymes ont préparé le terrain aux combats des années 60 (toute une série de livres ont exploré ou sont en train d'explorer cette «histoire par en bas» totalement inconnue en France aujourd'hui) ;

- le mouvement ouvrier américain «blanc», qu'il s'agisse de minorités de gauche dans le mouvement syndical ou du Parti communiste (stalinien) a considérablement influencé la radicalisation du mouvement noir américain ;

¹ Certains historiens présentent les Deacons for Justice comme le prédécesseur direct des Black Panthers, d'autres considèrent qu'à l'époque les Deacons comme d'autres milices d'autodéfense noires du Sud étaient en fait parfaitement complémentaires des mouvements non violents noirs (comme en témoignent leur collaboration étroite) et ne se posaient en aucun cas le problème d'une révolution sociale ou nationale à l'échelle des Etats-Unis comme ce fut le cas du BPP.

– les femmes sont les grandes oubliées de l’histoire du mouvement de libération noir ;

- les courants religieux, protestants comme musulmans, ont été très présents et le sont toujours au sein des luttes des Afro-Américains et leur présence n’a jamais été massivement contestée, phénomène qui est riche d’enseignements et d’interrogations par rapport à la situation actuelle en Europe, et particulièrement en France. Même si les situations sont différentes, on sait que les opprimés se tournent vers les religieux, et que ceux-ci ont un rôle politique non négligeable dans les crises sociales et les conflits sociaux..

Y.C., 17/07/2016

Bibliographie provisoire (les comptes rendus paraîtront sur le site mondialisme.org et dans la revue au cours des mois... ou plutôt des années à venir)

- David Hilliard et Lewis Cole, *This side of glory, The autobiography of David Hilliard and the BPP*, 2002
- Huey P. Newton, *To die for the people*, Writers and Readers, 1971
- Huey P. Newton, *Revolutionary Suicide*, Writers and Readers, 1973
- Huey P. Newton, *War against the Panthers*, Harlem River Press, 1996
- Elaine Brown, *A taste of Power. A black woman’s story*, 1993
- Bobby Seale, *Seize the time. History of the BPP*, Arrow Books, 1970
- George Jackson, *Soledad Brother The prison letters of George Jackson*, Penguin, 1970
- Peniel E. Joseph (sous la direction de), *The Black Power Movement. Rethinking the Civil Rights Black Power Era*, Routledge, 2006
- Jake Henderson, *History Brief: African Americans a condensed history of resilient people*, 2016
- Keven Verney, *The debate on black civil rights in America*, 2006
- Ahmed Shawki, *Black and Red, Les mouvements noirs et la gauche américaine 1850-2010*, Syllepse, 2012
- Sylvie Laurent, *Martin Luther King*, Points Seuil, 2015
- Nicole Bacharan, *Histoire des Noirs américains au XX^e siècle*, Complexe, 1994
- Angela Davis, *Autobiographie*, Albin Michel, 1975
- Angela Davis, *Une lutte sans trêve*, La Fabrique, 2016
- Denise Dennis, *Black History for beginners* (Bande dessinée), Writers and Readers, 1984
- Malcolm X, *Le pouvoir noir*, Maspero, 1966
- *WEB Dubois speaks* (discours 1920/1963), Pathfinder, 1970
- *Les Etats Unis en questions*, numéro 361-362 des *Temps modernes* 1976

- WEB du Bois, *Les âmes du peuple noir (1903)*, La découverte, 2007
- Sam Johnson, *Toute ma vie j'ai lutté*, Les bons caractères, 2015
- *All power to the people*, textes et discours du BPP réédités chez Syllepse, 2016
- Jeffrey O.G. Ogbar, *Black Power Radical politics and African American identity*, Johns Hopkins University Press, 2004
- CLR James, *Sur la question noire*, Syllepse, 2012
- Mathieu Renault, *CLR James*, La découverte, 2016
- Craig Steven Wilder, *A covenant with Color: Race and social power in Brooklyn*, Columbia University Press, 2000
- Jerald E. Podair, *The strike that changed New York. Black, Whites and the Ocean Hill-Brownsville Crisis*, Yale University Press, 2002
- Charles M. Payne, *I've got the light of freedom. The organizing tradition and the Mississippi freedom struggle*, University of California Press, 1995
- Manning Marable, *Race, reform, and rebellion : the second reconstruction and beyond in black America 1945-2006*, University Press of Mississippi, 2006
- *A Narrative of Hosea Hudson: His Life as a Negro Communist in the South*, Harvard University Press, 1979
- Michael K. Honey, *Southern Labor and Black Civil Rights: Organizing Memphis workers*, University of Illinois, 1993
- Earl Anthony, *Picking Up the Gun; a Report on the Black Panthers*, Pyramid Books, 1970
- Eldridge Cleaver, *Post-prison Writings and Speeches*, Panther Book, 1971
- Lance Hill, *The Deacons for Defense : Armed resistance and the civil rights movement*, University of North Carolina Press, 2004
- George Lipsitz, *A Life In The Struggle: Ivory Perry and the Culture of Opposition*, Temple University Press, 1988
- Cedric Johnson, *Revolutionaries to Race Leaders: Black Power and the Making of African American Politics*
et sans doute quelques autres....

Articles ou livres disponibles sur Internet (liste évidemment non exhaustive !) :

- Adolph Reed, "Black Particularity Reconsidered."
<https://libcom.org/library/black-particularity-reconsidered-adolph-l-reed-jr>.
- The Black Radical Tradition (une anthologie essentielle)
<https://libcom.org/library/black-radical-tradition>
- Radical America, March-April 1971, Volume 5, number 2, www.freedomarchives.org/
- Black Autonomy: Civil Rights, the Panthers and Today

<https://libcom.org/library/black-autonomy-civil-rights-the-panthers-and-today>

- Robert Franklin Williams, Negroes with guns,
<http://www.pbs.org/independentlens/negroeswithguns/more.html#sources>

- “Ironies of the Saint” Malcolm X, Black Women, and the Price of Protection de Farah Jasmine Griffin

<https://libcom.org/files/Ironies%20of%20the%20Saint%E2%80%9D%20Malcolm%20X,%20Black%20Women,%20and%20the%20Price%20of%20Protection.pdf>

N’hésitez pas à nous envoyer les références d’autres articles ou livres intéressants !

Un grand oublié : le prolétariat afro-américain

Introduction

Comme l'écrit Steven A. Reich, «La proclamation de l'Emancipation [des esclaves] en 1863 a mis un terme à l'esclavage mais n'a pas donné la citoyenneté aux Noirs. Les lois du travail édictées par le New Deal dans les années 30 ont protégé les droits des ouvriers mais ont exclu ceux des travailleurs agricoles et des domestiques, dont beaucoup étaient noirs. Durant la Seconde Guerre mondiale, le Comité pour des pratiques équitables en matière d'emploi (Fair Employment Practice Committee) a interdit la discrimination raciale dans les industries de la défense mais a été peu soutenu et financé par le gouvernement fédéral. Celui-ci n'avait pas les moyens [et j'ajouterais surtout qu'il n'avait pas la volonté politique, Y.C.] d'obliger les patrons et les syndicats à appliquer ses directives. La loi sur les droits civiques (Civil Rights Act) de 1964 a interdit la discrimination raciale dans l'emploi mais l'Etat fédéral ne s'est pas donné les moyens de l'appliquer du moins au départ. Les ouvriers noirs ont compris qu'ils ne pouvaient pas compter sur les agences gouvernementales et les fonctionnaires qui peuplaient ces administrations ni pour les protéger ni même pour identifier leurs intérêts. (...) Les travailleurs noirs ont dû déployer toute leur vigilance pour transformer les lois fédérales en instruments efficaces des politiques publiques décidées et pour forcer le gouvernement fédéral à agir en leur nom.»

La citation ci-dessus résume assez bien les limites des progrès juridiques obtenus grâce aux lois fédérales et aux mouvements légalistes initiés par les Noirs américains, et notamment les partisans des droits civiques. Dans son livre non traduit intitulé «Un peuple de travailleurs. Histoire des travailleurs afro-américains depuis l'émancipation» (*A working people, History of African American Workers Since Emancipation*), Steven A. Reich essaie de décrire les interactions et les principaux conflits, de 1863 à 2008, entre le mouvement ouvrier noir américain, les patrons et l'Etat central comme les Etats locaux. Plutôt que de mettre l'accent uniquement sur le mouvement des droits civiques, ou comme d'autres auteurs uniquement sur le mouvement pour le Pouvoir

noir, les Black Panthers¹ et les différents groupes nationalistes (l'UNIA² de Marcus Garvey créée en 1914 et les deux Nations de l'Islam (celle d'Elijah Muhammad créée en 1930 par Wallace D. Fard Muhammad ; puis celle de Louis Farakhan fondée en 1978), Steven A. Reich souligne le rôle décisif des syndicalistes et des travailleurs afro-américains à la fois à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises, dans les quartiers, pour obtenir l'égalité politique, économique et sociale. Cette démarche nous semble utile parce qu'elle offre un éclairage nouveau sur les rapports entre «race et classe».

Des luttes convergentes

Pour celles et ceux qui pensent encore que la classe ouvrière a un rôle à jouer dans l'histoire, il faut bien avouer que nous connaissons peu la situation des travailleurs afro-américains. Nous connaissons par contre beaucoup mieux celle d'ex-délinquants comme Malcolm X³, Bobby Seale

¹ Les livres qui évoquent l'histoire romantique des Panthères noires s'intéressent exclusivement aux chefs charismatiques, à l'idéologie maoïste ou guévariste qui les animait, pas du tout à la vie quotidienne et aux luttes des prolétaires afro-américains qu'était censé représenter le BPP. L'essentiel des ouvrages les concernant sont surtout inspirés par leurs témoignages et autobiographies, forcément très subjectifs.

² *Universal Negro Improvement Association and African Communities League* soit l'Association universelle pour l'amélioration de la condition des Noirs et la Ligue des communautés africaines. Garvey soutenait la création d'entreprises noires, l'autodéfense, la fierté d'être Noir, l'autodétermination collective des Afro-Américains, la libération de l'Afrique du joug de l'impérialisme. Il n'a jamais appelé les Afro-Américains à se syndiquer, à s'organiser sur des bases de classe ni même à lutter pour le suffrage universel.

³ Pour ce qui concerne Malcolm X en dehors du mythe selon lequel il serait devenu marxiste à la fin de sa vie (mythe inventé par les trotskistes), les livres le concernant mettent surtout l'accent sur l'évolution de son approche envers l'islam et son rôle dans le «nationalisme culturel» des Afro-Américains, la fierté de leur «négritude» (*blackness*). Le fait que Malcolm X ait été un dirigeant charismatique et médiatique ; le fait que ses positions aient été en phase avec le tiers-mondisme à la mode dans l'intelligentsia de gauche et d'extrême gauche, tout cela a contribué paradoxalement à gommer l'influence souterraine importante de la Nation de l'Islam (puis de ses scissions), aussi réactionnaires, voire racistes et paternalistes qu'elles aient été à l'égard des Africains. Peu de gens savent que si le mot de *negro* (nègre) a été massivement remplacé par le mot *Black* c'est grâce à la Nation de l'Islam (cf. le livre de Jeffrey O.G. Ogbar, *Black Power. Radical Politics and African American Identity*, Johns Hopkins University Press, 2004, dont je ne partage pas du tout les positions mais dont l'analyse est assez convaincante sur ce point précis).

ou Eldridge Cleaver (leurs écrits autobiographiques – peu fiables – ont été traduits en français sans aucun appareil critique) ou celle de petits-bourgeois relativement privilégiés comme Angela Davis ou Martin Luther King.

Nous allons évoquer aujourd'hui les luttes et les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière afro-américaine depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous souhaitons montrer que le «mouvement des droits civiques» et plus généralement le «mouvement de libération noire» ne peuvent être séparés des combats des travailleurs afro-américains qui ont pris des formes très diverses :

- des émeutes des travailleurs, des chômeurs voire des membres des gangs des quartiers noirs contre les brutalités policières et les crimes racistes ;

- des grèves dans les entreprises pour l'égalité des droits des salariés, y compris des grèves contre les syndicats blancs ségrégationnistes ;

- des luttes de quartier légalistes pour faire appliquer des décrets ou des lois impulsés par les présidents des Etats-Unis (Wilson, Roosevelt, Eisenhower, Kennedy et Johnson), le Congrès ou la Cour suprême ;

- des luttes plus radicales, à l'exemple de l'autodéfense armée pratiquée dans certaines zones rurales ou des petites villes du Sud¹ bien avant les années 60 ; celle plus médiatisée nationalement des Deacons for Justice de Robert F. Williams qui était conçue en soutien au mouvement des droits civiques ; celle des Black Panthers dont l'objectif politique était beaucoup plus large ; et celles de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires de Détroit.

Les travailleurs afro-américains se sont donc battus au sein des syndicats mais aussi dans les *black communities*, les quartiers noirs, où vivaient et vivent toujours la majorité d'entre eux². Le combat pour

¹ Les Etats confédérés esclavagistes qui firent sécession en 1861 étaient au nombre de onze : la Caroline du Sud, le Mississippi, la Floride, l'Alabama, la Géorgie, la Louisiane, le Texas, la Virginie, l'Arkansas, le Tennessee et la Caroline du Nord. Deux autres Etats les rejoignirent : le Missouri et le Kentucky. D'un point de vue géographique on ajoute aujourd'hui à cette liste d'«Etats du Sud» le Delaware, le Maryland, l'Oklahoma, la Virginie et la Virginie-Occidentale (cf. la carte page 42).

² Il faut souligner un autre point important pour comprendre la situation des travailleurs afro-américains, c'est-à-dire l'importance de ce que les Américains appellent la *community* : le sens de ce mot recouvre la communauté ethnique, souvent la communauté religieuse et le quartier où l'on habite. Dans le contexte ségrégationniste américain, ces communautés ont évidemment joué un rôle essentiel non seulement pour les Afro-Américains mais pour les Euro-Américains. Et les Euro-Américains eux-mêmes se sont organisés sur une base communautaire en sous-catégories :

l'égalité politique et le droit de vote des Afro-Américains ; la lutte contre la ségrégation raciale, contre l'arbitraire policier et judiciaire, contre les milices racistes du Klan ou d'autres groupes partisans de la «suprématie blanche» furent en effet et sont toujours inséparables des combats pour l'égalité économique, mais aussi des luttes pour un accès égal au logement, à la santé et à l'éducation. Prenant leur essor dans les années 50, remportant des victoires juridiques indéniables, ces combats se sont poursuivis jusqu'à aujourd'hui, avec des avancées et des reculs dont il nous est difficile pour le moment de cerner la périodicité et toutes les causes mais que ce texte essaiera de préciser.

Le Capital américain réagit et se restructure

Sous la pression de ces différentes luttes, le capitalisme américain s'est considérablement transformé en tenant compte évidemment de ses propres besoins d'accumulation interne et d'expansion internationale :

– à partir de la Seconde Guerre mondiale les Afro-Américains ont pu accéder de façon beaucoup plus large au marché du travail et à l'éducation que pendant les trois siècles précédents ;

– toute une élite politique afro-américaine s'est formée (conseillers municipaux, maires, membres du Sénat et de la Chambre de représentants, dans chaque Etat mais aussi au niveau national) ;

– et enfin la bourgeoisie afro-américaine a acquis un poids économique significatif dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Le capitalisme américain s'est aussi considérablement restructuré à partir des années 70 et au fil des progrès de la «mondialisation». Ces restructurations successives, loin d'améliorer la condition du prolétariat afro-américain l'ont au contraire empirée au point qu'aujourd'hui, sous de nombreux aspects, la situation des Afro-Américains n'est pas meilleure qu'il y a 40 ans, d'autant plus qu'au sein même de la communauté, les écarts de salaire, de patrimoine, de conditions de vie se sont considérablement creusés, tout comme d'ailleurs ils se sont creusés à l'échelle de tout le pays, toutes communautés confondues, entre les plus riches et les plus pauvres, entre les hommes et les femmes, et entre les minorités ethniques.

Nous allons donc essayer de décrire rapidement la situation de la classe ouvrière afro-américaine depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais il nous faut d'abord donner quelques informations de base sur la situation des travailleurs afro-américains avant la Seconde Guerre mondiale.

De l'abolition de l'esclavage aux années 50

L'esclavage a été aboli en 1863 et la guerre de Sécession a pris fin en 1865. En 1900, donc 37 ans après l'abolition de l'esclavage, 90 % des Noirs habitaient encore dans le Sud et les trois quarts d'entre eux vivaient

Italiens, Irlandais, Allemands, Scandinaves, etc., sans compter les confessions religieuses (catholiques, protestants, juifs, etc.).

encore à la campagne. La moitié des hommes et 35% des femmes étaient des paysans ou des ouvriers agricoles. La plupart des enfants afro-américains étaient illettrés au début du XX^e siècle. Toute une série de lois (qu'on appelle les lois Jim Crow) furent adoptées dans le Sud : l'objectif était de contrôler la main-d'œuvre afro-américaine, notamment grâce à des lois contre le vagabondage ; mais aussi de restreindre les droits de pâturage, de pêche, de chasse, etc., pour que les paysans afro-américains soient à la merci des planteurs et grands propriétaires euro-américains. Il s'agissait aussi de ségréguer légalement les écoles, les transports, le logement, les fontaines, les salles d'attente, les bibliothèques, les parcs publics, les terrains de tennis ou de golf, les équipes sportives, les théâtres et cinémas, etc., opérations toutes menées au nom du principe hypocrite du «séparés mais égaux».

De fait, dans tous les domaines, les Etats du Sud favorisaient les Euro-Américains : par exemple les écoles blanches bénéficiaient de subventions bien plus importantes que les écoles noires, tant au niveau des salaires des professeurs, du nombre d'élèves par classe que de l'équipement scolaire, ce qui évidemment ne pouvait que handicaper les Afro-Américains durant le restant de leur vie. L'objectif était enfin d'empêcher les Noirs de voter : en Louisiane, par exemple, le nombre d'électeurs afro-américains passa en dix ans (de 1896 à 1906) de 130 000 électeurs à 1 300.

Jusqu'en 1915, la vie économique des Afro-Américains resta centrée autour de la culture du coton dans le Sud, leur condition de métayers et d'ouvriers agricoles, les mettant à la merci des propriétaires euro-américains. Sur les 5 millions d'Afro-Américains, 10 % seulement travaillaient dans l'industrie : scieries, fonderies de fer, chantiers forestiers, briqueteries, mines de phosphates et de charbons, dockers, camionneurs, entreprises d'égrenage de coton..

Les migrations internes et l'urbanisation les plus importantes vont avoir lieu entre 1916 et 1964. **L'existence d'un prolétariat afro-américain est donc beaucoup plus récente que celle du prolétariat euro-américain puisque l'entrée des Noirs dans les usines n'a vraiment commencé qu'après 1916.**

A partir de 1916, pendant un demi-siècle, les Afro-Américains ont immigré massivement, mais finalement de façon assez progressive vers les villes et vers le Nord, avec des pics à certains moments plus favorables comme les années 1915-1918 (où 500 000 Noirs émigrèrent vers le Nord) ou la fin des années 20 (où 750 000 autres émigrèrent), ou encore après la seconde guerre mondiale.

La détérioration des conditions de vie dans le Sud, sous le poids des lois racistes, a joué évidemment un rôle dans ces migrations internes successives et aussi bien sûr l'espoir de s'assurer un meilleur avenir économique. De plus, les industriels du Nord avaient besoin de main-d'œuvre. Or, pendant la première guerre mondiale et jusqu'à la fin de la

seconde guerre mondiale, notamment en raison du chômage, toutes sortes de lois furent prises pour limiter l'immigration européenne. Les capitalistes se tournèrent donc plus volontiers vers les travailleurs afro-américains du Sud, non pas à cause de leurs convictions antiracistes mais parce qu'ils avaient besoin d'une main-d'œuvre bon marché et non qualifiée. Ils envoyèrent notamment des recruteurs dans le Sud, comme la France le fit dans son empire colonial. Mais ces travailleurs noirs qu'ils recrutaient, ils les considéraient comme des êtres arriérés, des enfants, voire des sous-hommes.

Avant la première guerre mondiale, le Sud connut aussi une crise économique importante notamment dans le coton à cause de l'épidémie du charançon, ce qui contribua à l'exode rural. Mais cette immigration du Sud vers le Nord fut cependant assez lente ; 90 % des Afro-Américains vivaient dans le Sud en 1890, 79 % en 1930, 67 % en 1950, 53% en 1970... et ce pourcentage n'a guère varié depuis.

Cette immigration du Sud vers le Nord, si elle fut bénéfique au niveau des revenus des salariés afro-américains, n'eut pas que des avantages car la ségrégation au Nord était parfois encore plus importante au niveau du logement et de l'éducation, même si elle était dépourvue de toute base légale. C'est d'ailleurs ce qui explique les nombreuses émeutes dans le Nord et la radicalisation des Afro-Américains, notamment dans les années 60. Cela explique aussi la popularité du slogan en faveur du «Black Power», du Pouvoir noir, puis l'influence à long terme du «nationalisme culturel» dans les communautés afro-américaines.

Avant les années 60, au Nord comme au Sud, les travailleurs afro-américains avaient principalement accès aux travaux non qualifiés et ne pouvaient être embauchés que dans un nombre limité de branches et même d'entreprises. Par exemple Ford employait beaucoup de Noirs avant la Seconde Guerre mondiale mais les autres constructeurs automobiles se refusaient à le faire. Jusqu'aux années 60, les prolétaires afro-américains étaient généralement confinés aux travaux les plus pénibles (champs de coton, rizières, abattoirs, coupe des arbres, mines, fonderies et hauts fourneaux). Ils effectuaient les travaux les plus salissants, les plus dangereux, les plus mal payés et les plus mal considérés (domestiques, porteurs, éboueurs, serveurs, etc.).

Tous les obstacles étaient mis en place pour restreindre leurs libertés au niveau du travail : ils étaient cantonnés à des travaux où leur statut était très proche de celui de l'esclavage ; leurs espoirs de progresser un peu dans une entreprise étaient très limités. Dans un hôtel, ils pouvaient par exemple espérer passer du statut de portier, de garçon d'ascenseur, de chasseur-bagagiste, à celui de responsable des chasseurs-bagagistes, mais leurs espoirs d'ascension sociale s'arrêtaient là. Encore en 1968, lors de la grande grève des éboueurs de Memphis les travailleurs afro-américains

défilèrent avec des pancartes proclamant «*I am a Man*» (Je suis un être humain).

Travailleurs afro-américains et syndicats

Face à cette situation catastrophique des travailleurs noirs on peut se demander pourquoi les Afro-Américains ne se sont pas tournés massivement vers les syndicats. Une raison historique d'abord : le mouvement ouvrier nord-américain n'a pas combattu l'esclavage des Noirs dans le Sud durant presque tout le XIX^e siècle, ni les lois racistes dites Jim Crow. L'American Federation of Labor créée en 1886 puis le CIO créé en 1936 (qui eut une politique moins raciste que l'AFL) n'ont pas mobilisé toutes leurs forces contre la ségrégation. Par exemple, dans l'AFL, les syndicats des mécaniciens, des électriciens, des plombiers et des peintres n'admettaient pas les Noirs. Les Afro-Américains qualifiés n'avaient que deux solutions : travailler à bas prix dans des entreprises qui n'admettaient pas les syndicats (voire jouer les briseurs de grève en cas de conflit social) ; ou travailler à des postes très en dessous de leur qualification.

La majorité des ouvriers afro-américains se sont donc toujours méfiés des syndicats. Cette méfiance se manifestait dans tous les cas : que les syndicats soient dominés par des Euro-Américains ou qu'ils soient ségrégués, c'est-à-dire entièrement composés de Noirs (à l'exception du syndicat noir des employés des wagons-lits, la Brotherhood of Sleeping Car Porters, littéralement la Fraternité des employés des wagons-lits, qui fut massivement soutenu par les Afro-Américains dans les années 20 et 30). Cependant, il faut souligner que, à certaines périodes historiques (notamment pendant les années 30), les travailleurs afro-américains ont afflué en masse dans les syndicats (dans le CIO) et se sont servi d'eux pour faire avancer leurs revendications tant dans l'entreprise qu'à l'extérieur.

Et ce même si les syndicats (que ce soit l'AFL, le CIO puis l'AFL-CIO) tolérèrent pendant des décennies l'existence de sections syndicales totalement séparées et surtout de multiples mécanismes destinés à maintenir, voire à favoriser, les inégalités entre travailleurs afro-américains et euro-américains, notamment par l'intermédiaire d'accords d'entreprises discriminatoires signés entre les syndicats et les patrons, sans compter bien sûr l'existence de toilettes, de cantines, de douches et de vestiaires séparés dans les usines, etc.

A partir de 1940, l'augmentation de l'immigration vers le Nord a permis aux Afro-Américains de travailler dans la défense et les industries connexes pour la fabrication de munitions, de tanks, de jeeps, de bateaux, d'avions, etc.

Le flux d'immigration constant du Sud vers le Nord depuis le début du XX^e siècle a facilité la constitution de quartiers noirs importants dans le Nord, quartiers où leur vote a commencé à peser. Par exemple, à Détroit la population afro-américaine passa de 6 000 personnes à 120 000 entre 1910 et 1930.

Comme les journaux édités par les Noirs dans le Nord circulaient aussi dans le Sud, les informations qu'ils publiaient ont incité les Afro-Américains à immigrer dans le Nord parce que les salaires étaient plus élevés, parce qu'ils y avaient de la famille et des amis, et qu'ils pouvaient reconstituer la vie sociale traditionnelle du Sud dans le Nord. Il faut souligner que l'exode des Afro-américains vers le Nord n'a pas eu, pour eux, que des effets positifs ; en effet, si dans le Sud les travailleurs noirs combinaient travail dans les champs et à l'usine, et pouvaient donc s'assurer un revenu faible, mais à peu près toute l'année, ce n'était pas le cas dans le Nord où le chômage frappait beaucoup plus les Afro-Américains¹ que les Euro-Américains et où ils ne pouvaient pas s'assurer d'un revenu de complément.

Pendant et après la Seconde Guerre mondiale, les travailleurs afro-américains ont pu progressivement être embauchés dans la sidérurgie, l'abattage et la boucherie industriels, l'automobile et les chantiers navals qui leur étaient interdits auparavant. Pour les femmes, cela a été particulièrement important car cela leur a permis de sortir du secteur de la domesticité dans lequel elles avaient été cantonnées pendant des siècles. Après la seconde guerre mondiale, le niveau d'éducation augmenta notamment grâce au «*GI Bill*» (une loi qui finançait les études des soldats démobilisés) adoptée en 1944. Le gouvernement impulsa aussi une politique d'augmentation des bas salaires, ce qui améliora les conditions de vie des Noirs pendant les années 1940, mais ce processus se ralentit durant les années 50 à cause des effets de l'automatisation sur l'emploi des Afro-Américains peu qualifiés.

Il faut souligner que les périodes de crise et de chômage ont toujours beaucoup plus affecté les prolétaires afro-américains que les travailleurs euro-américains dans la mesure où les patrons licencient toujours d'abord les moins qualifiés ou ceux qui ont le moins d'ancienneté. Pour donner un exemple, dans les années 60, le taux de chômage des ouvriers noirs était deux fois plus élevé que celui des ouvriers euro-américains. La situation est la même aujourd'hui. Jusque dans les années 60, les ouvriers et syndicalistes euro-américains se débrouillaient pour que les Afro-américains ne bénéficient d'aucune formation professionnelle, d'aucune promotion (ou alors d'une promotion très lente) et que les règles concernant l'ancienneté ne les concernent pas. Par exemple, pour diminuer l'ancienneté des Noirs (et les droits et «avantages» maison qui y étaient liés) les syndicats blancs avaient obtenu des patrons, dans certaines entreprises, que les travailleurs afro-américains perdent leur ancienneté s'ils changeaient de département et voulaient occuper des postes plus

¹ En 1934, le taux de chômage chez les Noirs était de 40% à Chicago, de 48% à Pittsburgh et de 60 % à Détroit.

qualifiés. Cette opposition entre travailleurs euro-américainet afro-américains n'était pas seulement verbale mais aussi physique.

Il y a eu jusqu'aux années 60 d'innombrables débrayages, manifestations et grèves de syndicalistes euro-américains contre l'embauche d'ouvriers afro-américains, contre la promotion d'ouvriers noirs à des postes plus qualifiés ou de contremaîtres, contre l'accès d'ouvriers noirs à tel ou tel secteur de l'usine. Sans compter les pogromes contre les Afro-Américains (hypocritement appelés «émeutes raciales») durant lesquels des centaines d'ouvriers euro-américains descendaient dans les quartiers populaires noirs pour tuer des Afro-Américains et incendier leurs maisons.

Le mouvement des droits civiques et les syndicats

Pour revenir au contexte des années 50 et 60 il est important de souligner la convergence et les interactions entre au moins sept forces d'inégale importance :

- les syndicalistes noirs de base, et quelques syndicalistes blancs,
- les militants des droits civiques, afro-américains et euro-américains,
- une fraction des chrétiens noirs¹ qui se radicalisèrent notamment dans le Sud où la NAACP était accusée par les autorités locales d'être une organisation «subversive» et persécutée en conséquence,
- les étudiants afro-américains qui jouèrent un rôle plus important que les Eglises, contrairement à la légende²,
- les nationalistes afro-américains (qu'ils soient religieux ou marxistes-léninistes)
- les émeutiers du lumpen et certains gangs afro-américains,
- et de toutes petites minorités de gauche (Parti communiste) et d'extrême gauche, essentiellement issues du parti stalinien américain.

¹ N'oubliez pas que les églises pratiquaient la ségrégation jusque dans les années 60. De toute façon, même si elles ne la pratiquaient pas, l'habitat, lui, était et est encore massivement ségrégué ce qui fait que si vous êtes Noir, vous vivez dans un quartier à majorité noire et les fidèles de votre lieu de culte, vos voisins, sont aussi des Afro-Américains. L'influence des religions se traduisait et se traduit toujours par une influence des pasteurs dans la vie sociale et politique nationale et locale. Il suffit de citer les noms de Martin Luther King et Jesse Jackson. Un article récent de la revue *Insurgent Notes* apporte des informations sur le rôle modérateur des Eglises protestantes afro-américaines face au mouvement «Black Lives Matter».

² Lors d'une étude menée en 1964, 26 % des Afro-Américains se disant «très religieux» affirmaient être prêts à militer activement pour les droits civiques contre 70% de ceux qui se présentaient comme «pas religieux du tout». Une autre étude conclut que, entre 1955 et 1960, les Eglises furent à l'initiative de 12% des mouvements alors que les étudiants initièrent 31% des mouvements.

Si l'esclavage a été aboli à la fin de la Guerre de Sécession, les Afro-Américains n'ont jamais été considérés comme des citoyens égaux pendant le siècle qui a suivi et même davantage. Ils ont été privés du droit de vote par toutes sortes de combines, dans de nombreux Etats du Sud (test scolaire exigeant, paiement d'une taxe, etc.), jusque dans les années 60 (rappelons que de nombreux militants des droits civiques furent assassinés dans le Sud simplement parce qu'ils voulaient inscrire les Afro-Américains sur les listes électorales).

Les quelques livres français portant sur l'histoire récente des Afro-Américains et le mouvement des droits civiques offrent surtout des informations sur la petite bourgeoisie afro-américaine dont l'ascension sociale commença dans les années 60 et a abouti à l'accession d'Afro-Américains comme Rice, Powel et Obama à des postes vitaux au sein de l'appareil d'Etat américain. Ces livres dissimulent ou ignorent le fait que, particulièrement dans le Sud, les Eglises protestantes et catholiques ne s'opposèrent pas à la ségrégation. Les planteurs les subventionnaient grassement et les églises constituaient des lieux où l'autorité charismatique et le conservatisme social des pasteurs ou des prêtres permettaient de mieux contrôler les prolétaires afro-américains.

Dans les villes du Nord, la situation était différente mais les ecclésiastiques noirs, s'ils faisaient un peu plus de politique que dans le Sud, ne remettaient guère en cause le racisme dominant jusqu'au milieu des années 50 (même Martin Luther King se plaignait de leur «apathie» !).

Par contre, ce qui est vrai, c'est que, sous la pression des mouvements laïques des droits civiques, les Eglises mirent souvent à la disposition des militants leurs locaux et leurs moyens de communication. Elles servirent de caisses de résonance et de vivier de recrutement pour les mouvements antiségrégationnistes¹.

De même que beaucoup de livres surestiment le rôle des Eglises afro-américaines, ils sous-estiment la coopération entre le mouvement ouvrier organisé (en particulier afro-américain) et le mouvement des droits civiques, coopération qui s'était d'ailleurs déjà manifestée dans les années 30, entre le CIO et la NAACP.

Par «mouvement ouvrier organisé», j'entends évidemment les militants noirs de base et pas les bureaucrates syndicaux de l'AFL, ou même ceux du CIO, même s'ils adoptèrent un langage de plus en plus opposé à la ségrégation raciale dans l'espace public, suivant ainsi l'évolution gouvernementale entre 1954 et 1964.

¹ Pour une analyse plus détaillée, on lira le chapitre 4 du livre d'Adolph L. Reed Jr. *The Jesse Jackson Phenomenon*, Yale University Press, 1984, chapitre intitulé «Mythologique [du rôle] de l'Eglise dans la politique afro-américaine contemporaine» (p. 41-60).

Quant au mouvement des droits civiques, il comptait essentiellement cinq organisations (les «Big Four» plus une plus petite) :

- la NAACP (National Association for the Advancement of Colored People), créée en 1890,
- la National Urban League, créée en 1920,
- la SCLC (Southern Christian Leadership Council) créée en 1957 et à laquelle appartenait Martin Luther King,
- le CORE (Congress for Racial Equality), fondé en 1942,
- et le SNCC (Student National Coordinating Committee) créé en 1960.

Les trois premières (NAACP, Urban League et SCLC) étaient dirigées par les élites afro-américaines. Elles étaient hostiles à l'idée d'un nationalisme noir (celui de Marcus Garvey ou celui de la Nation de l'Islam) mais aussi hostiles, du moins dans un premier temps, à l'idée d'un «pouvoir noir¹» (Black Power). Les défenseurs du «pouvoir noir» se trouvaient à la tête du SNCC (qui a disparu dans les années 70) et du CORE (qui devint ensuite une organisation beaucoup plus conservatrice).

Si les travailleurs afro-américains se méfiaient des syndicats, ils étaient aussi méfiants vis-à-vis de ces organisations «communautaires» puisque celles-ci, surtout les plus anciennes, la NAACP et la National Urban League puis le SCLC, étaient dirigées par des individus extrêmement modérés : enseignants (surtout du primaire et du secondaire jusqu'aux années 60), avocats, commerçants, médecins et pasteurs plus quelques cadres du secteur public. Cette couche de la petite bourgeoisie noire a toujours préféré le dialogue poli avec les autorités blanches à la confrontation ne serait-ce que verbale ; elle a toujours préféré les sit-ins ou les marches pacifiques aux confrontations physiques avec les briseurs de grève ou les gardiens aux portes des usines ou avec les flics dans les rues.

Cette petite bourgeoisie avait, et a encore, un discours extrêmement moralisateur, même si les sources religieuses et politiques de ce moralisme ont varié. Selon cette petite bourgeoisie, le racisme, les discriminations et la ségrégation raciale étaient en partie liées à l'attitude des Afro-Américains : ils étaient trop agressifs, trop exigeants, trop nonchalants, pas assez polis ou pas assez bien habillés, dragueurs et infidèles, pas assez responsables vis-à-vis de leur femme et de leur famille, etc. Ou bien ils n'étaient pas assez

¹ Cette expression apparue en 1966 dans un discours du Stockely Carmichael, à l'époque dirigeant du SNCC, fut assez rapidement récupérée à la fois sur le plan commercial, mais aussi même par... Richard Nixon (dans un discours, en 1968, il affirma que les programmes du gouvernement fédéral devaient être «*d'avantage orientés vers la propriété des Noirs, d'où découlera le reste, la fierté des Noirs, les emplois des Noirs, des opportunités pour les Noirs et, oui, le Pouvoir Noir*») et par les dirigeants les plus modérés de la communauté afro-américaine qui vidèrent évidemment cette expression de son contenu radical originel.

ambitieux, n'avaient pas l'esprit d'entreprise et ne savaient pas profiter des opportunités offertes par la société capitaliste américaine. Ou encore ils avaient une mentalité de victimes et d'«assistés»¹ perpétuels. On retrouve ce type de discours chez tous les dirigeants communautaires afro-américains religieux qu'ils soient chrétiens ou musulmans. Même les membres de la Nation de l'Islam qui avait pourtant formé un service d'ordre réputé (le «Fruit de l'Islam»), S.O. entraîné aux arts martiaux, répondaient au harcèlement policier en incitant les jeunes des quartiers à prier et à... vendre davantage le journal de Nation de l'Islam.

Globalement, donc, cette petite bourgeoisie afro-américaine chrétienne, jusqu'aux années 50, privilégiait les négociations de couloir. Elle prônait la patience aux Afro-Américains ; elle les incitait à attendre que les Euro-Américains changent eux-mêmes d'attitude et se débarrassent petit à petit de leurs préjugés. Elle partageait l'idéologie antisocialiste, anti-anarchiste puis anticommuniste et évidemment l'idéologie antisyndicale. Cette idéologie les amenait à pousser les ouvriers noirs à ne pas se syndiquer, à se méfier des militants de gauche et d'extrême gauche, voire à servir de briseurs de grève, ou à collaborer étroitement avec les patrons paternalistes comme ce fut le cas chez Ford pendant des années.

Mais cette même petite bourgeoisie afro-américaine chrétienne conservatrice fut particulièrement bousculée à partir des années 50, plus spécifiquement à partir de l'année 1954, quand la ségrégation fut déclarée illégale par la Cour suprême donc à l'échelle de tout le pays. C'est à partir de cette année que les émeutes se multiplièrent dans le Sud puis dans le Nord. Ces émeutes populaires plus ou moins violentes se combinèrent avec les manifestations, les sit-ins, les *freedom rides*², pacifiques et non violents, et avec les luttes des syndicalistes afro-américain.

C'est à la même époque que les liens se resserrèrent entre les travailleurs afro-américains syndiqués et les organisations des droits civiques ; beaucoup d'ouvriers noirs syndiqués adhérèrent à des organisations comme la NAACP et poussèrent les petits cadres locaux de ces organisations voire certains de leurs chefs à se radicaliser.

Cette convergence entre différentes forces des communautés afro-américains, et notamment entre les syndicalistes de base et les militants des

¹ On en a une illustration dans le film *Boyz N the Hood* (1991) de John Singleton où le père du jeune héros est influencé par l'idéologie entrepreneuriale des Black Muslims.

² A l'initiative du CORE, en 1961, ces «voyages de la liberté» regroupaient des Euro-Américains et des Afro-Américains qui montaient ensemble dans le même bus pour contester la ségrégation et tester l'application de la loi. Ces actions militantes se terminèrent plusieurs fois par des passages à tabac sanglants administrés par des foules de Blancs haineux sous le regard impassible des policiers locaux.

droits civiques, les partisans de la non-violence et ceux du nationalisme culturel (Nation de l'islam) puis du nationalisme tiers-mondiste (Black Panthers et groupes partisans du Pouvoir Noir qui se radicalisèrent), cette convergence à **la base** donna aussi davantage de confiance en eux-mêmes aux travailleurs qui se battirent avec plus d'espoir et de détermination pour leurs revendications «économiques», ce qui à son tour poussa le pouvoir fédéral à passer des paroles aux actes.

A partir de 1965, de nouveaux changements importants se produisirent. Les mesures gouvernementales adoptées eurent des effets positifs pendant une dizaine d'années notamment dans les Etats du Sud où l'exode des Noirs se ralentit considérablement grâce à l'amélioration relative des conditions de vie et de travail. Les salaires des Afro-Américains augmentèrent durant les années 60 notamment en raison des mesures prises par le gouvernement fédéral et appliquées progressivement par les Etats du Sud.

Dans les années 1960 et 70 on assista à un nombre croissant de grèves des fonctionnaires, notamment les enseignants, les travailleurs municipaux, les policiers et les pompiers, même si la tendance aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale est plutôt, sur le long terme, à une baisse radicale du nombre de grèves¹.

Les conséquences économiques des deux guerres mondiales, l'embauche massive d'Afro-Américains, hommes ET femmes dans l'industrie, les différentes migrations du Sud vers le Nord des Etats-Unis, ont transformé la force de travail afro-américaine en profondeur. La situation des Noirs a évidemment radicalement changé durant la seconde moitié du XX^e siècle. Les Afro-Américains sont beaucoup moins concentrés dans le Sud (52 %) et dans des zones rurales (11%); ils n'occupent plus massivement des emplois agricoles et sont massivement présents chez les ouvriers et les employés.

Armée de réserve secondaire dans l'industrie, mais force de travail essentielle dans l'agriculture et la domesticité, les Afro-Américains ont finalement été intégrés dans les grandes entreprises et dans la fonction publique, qu'elle soit fédérale, ou locale. Et les luttes des prolétaires noirs leur ont permis d'acquérir de nouveaux droits aussi dans les usines, ce qui a changé un peu les rapports entre les travailleurs noirs et blancs.

¹ Si l'on en croit les statistiques très partiales et partielles du NLRB (National Labor Relation Board), ce nombre a chuté en effet de 470 grèves impliquant au moins 1 000 travailleurs ou plus en 1952, lorsque 2,7 millions de travailleurs se mirent en grève, à 12 grèves en 2015, lorsque 47000 travailleurs seulement débrayèrent. Notons quand même qu'il y eut, toujours selon cette source au moins deux autres pics de grèves en 1967 et en 1974. Cf. le tableau du NLRB page 42.

Déclin des luttes et régression sociale pour les travailleurs noirs américains

Mais la mécanisation dans l'agriculture du Sud, l'automatisation dans les usines du Nord et les délocalisations plus récentes du Nord vers le Sud des Etats-Unis vont bientôt frapper les catégories les moins qualifiées, donc davantage les Afro-Américains que les Euro-Américains. La stagnation de la situation des Noirs a repris à partir de 1979 même si les effectifs de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie noire ont considérablement augmenté.

Dans les années 1980, les employeurs se sont mis à remplacer les travailleurs syndiqués par des travailleurs non syndiqués. Le gouvernement fédéral donna l'exemple puisque, en 1981, par exemple, Reagan ordonna le remplacement des 8 590 contrôleurs aériens quand ils se mirent en grève.

Les pratiques antisyndicales se sont de nouveau développées dans les années 1980 et 1990. Nissan, Toyota et Hyundai ont ouvert des usines employant uniquement des non-syndiqués dans le Sud et, quand les travailleurs ont voulu créer des syndicats, ils se sont retrouvés face à un harcèlement permanent. La Poste fédérale a massivement rationalisé et réduit ses effectifs, affaiblissant considérablement le syndicat des facteurs et des postiers qui comptait de nombreux Afro-Américains.

De nombreuses entreprises nouvellement créées ont remplacé leurs employés noirs syndiqués par des travailleurs blancs non syndiqués. Pour ce faire, ils ont déplacé leurs sociétés du centre des villes aux banlieues ou alors dans des régions éloignées où les Afro-Américains ne pouvaient songer à déménager à cause de leurs faibles salaires, des prix élevés de l'immobilier et de la ségrégation spatiale qui sévit toujours, même si elle n'est plus légale.

Depuis la fin des années 70, les écarts de salaire se sont mis à augmenter de nouveau entre les Afro-Américains et les Euro-Américains, notamment parce que les Noirs non diplômés et ceux qui n'ont pas de diplôme d'études supérieures voient leur niveau de salaire baisser. Les ouvriers d'industrie ont été particulièrement frappés.

Le fossé des salaires entre les Afro-Américains et les Euro-Américains qui s'était amenuisé entre 1960 et 1975, a eu de nouveau tendance à se creuser. En 1960, un salarié noir gagnait 57% du salaire d'un Blanc. En 1976, ce pourcentage était monté à 73% mais cette évolution positive est bloquée depuis 40 ans. Même les Afro-Américains les mieux payés appartenant aux professions libérales gagnent aujourd'hui seulement 66% de ce que gagnent les Euro-Américains possédant la même qualification.

L'introduction de nouvelles technologies, les relocalisations vers les banlieues ou dans d'autres Etats, les transformations des centres villes en centres financiers ou en lieux réservés aux entreprises high tech, ont fragilisé l'emploi des travailleurs afro-américains. Le niveau d'éducation des Noirs est encore très inférieur à celui des Euro-Américains (à 25 ans

11% des Afro-Américains ont étudié durant quatre ans à l'université contre 22% des Euro-Américains). Et vu le coût des études supérieures aux Etats-Unis, voire même des formations professionnelles qualifiantes, il est peu probable que les Noirs puissent connaître une ascension sociale significative ou mieux se défendre sur le marché du travail. Enfin, les Afro-Américains plus qualifiés ou plus aisés (ceux de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie) qui pouvaient partir des centres villes pauvres les ont quittés, ce qui a encore augmenté le taux de pauvreté et de chômage dans ces quartiers populaires noirs.

Tous les secteurs qui employaient beaucoup d'Afro-Américains ont subi des restructurations violentes. Les industries textiles du Sud qui s'étaient ouvertes massivement aux Noirs pour la première fois dans les années 70 ont perdu plus d'un demi-million d'emplois. La sidérurgie a fait faillite et les ouvriers afro-américains qui travaillaient dans les secteurs les moins qualifiés de cette industrie ont payé un prix très lourd. Par exemple, les sidérurgistes licenciés (qui gagnaient de 10 à 15 dollars de l'heure) n'ont plus eu comme perspective que de se faire embaucher dans le secteur des services, notamment dans la restauration rapide à... 3,45 dollars de l'heure.

Ces fermetures d'entreprises sidérurgiques ont eu des effets dévastateurs sur les quartiers où vivaient ces travailleurs. La baisse considérable des taxes professionnelles sur les entreprises, due à leur disparition, a poussé les municipalités à procéder à des coupes budgétaires dans tous les services publics ; ces municipalités ont licencié une bonne partie de leur personnel, alors même que la demande de services sociaux augmentait massivement à cause de la hausse du chômage.

Une grande partie du secteur public a été privatisée, or c'est justement l'un des secteurs qui avait le plus embauché d'Afro-Américains dans les années 60 et 70 : que ce soit la collecte des ordures, le nettoyage des bureaux, le gardiennage, la réfection des routes et des chaussées, toutes ces activités ont été déléguées à des entreprises privées. Plus de 750 000 fonctionnaires, locaux et fédéraux, ont perdu leur travail entre 2008 et 2012. Et les Etats locaux comme les municipalités en ont profité aussi pour introduire des clauses antigrière, pour supprimer nombre d'«avantages sociaux», etc.

Si les restructurations puis la crise de 2008 ont touché tous les travailleurs, qu'elle que soit leur appartenance ethnique, encore une fois la «frontière raciale» au sein de la classe ouvrière américaine a joué à plein : dans les années 90, 1/5^e de la croissance nette des emplois provenait de 10% des secteurs où les salaires étaient les plus bas. Et comme par hasard ceux qui y étaient employés étaient aux trois quarts soit afro-américains soit latinos. Par contre parmi les 20% de nouveaux emplois les mieux payés les 3/4 étaient occupés par des Euro-Américains.

Le problème ne réside pas seulement dans les bas salaires de ces nouveaux emplois créés. Ces entreprises reposent également sur le travail

temporaire ou à mi-temps ; elles n'offrent aucune assurance santé, aucun plan de retraite. Il ne faut pas s'étonner que les travailleurs afro-américains soient ceux qui prennent le moins de congés maladie ou de congés maternité. Ce sont évidemment des boîtes où les syndicats n'existent pas et où il n'y a pas d'accords d'entreprises. Trois quarts des travailleurs afro-américains travaillent dans le secteur précaire des services (aide aux personnes âgées ; garde d'enfants ; sécurité et gardiennage ; hôtellerie, secrétariat, restauration rapide, chaînes de grands magasins, etc.

Aujourd'hui les Afro-Américains représentent 18 millions de travailleurs sur les 110 millions de salariés.

En dehors de la question de l'emploi et du chômage (deux fois plus élevé chez les Afro-Américains que chez les Euro-Américains **depuis 1940**), d'autres inégalités criantes sont à signaler.

Pour ce qui concerne les logements achetés à crédit, les travailleurs afro-américains ont aussi été beaucoup plus touchés que les Euro-Américains puisque que leurs maisons ont perdu 53% de leur valeur entre 2005 et 2009 alors que celles des Euro-Américains perdaient 16 % de leur valeur. Sans compter que la valeur moyenne d'une maison achetée à crédit par un Euro-Américain est dix fois supérieure à celle d'un Afro-Américain.

40% des détenus dans les prisons sont des Afro-Américains (soit environ 3 millions sur une population totale de 38 millions de Noirs) alors qu'ils ne représentent que 12 % de la population américaine totale (308 millions d'habitants). Une fraction importante du prolétariat afro-américain se trouve donc incarcéré, situation qui ne peut que nuire aux combats des travailleurs. Et cette fraction sert évidemment de main-d'œuvre bon marché, comme au temps de l'esclavage. Il ne faut pas oublier en effet que les chemins de fer (notamment le terrassement et la pose des rails), l'industrie forestière et les mines de charbon du Sud reposèrent jusque dans les années 20 sur le travail pénitentiaire des Afro-Américains. D'ailleurs, quand ils sortent de prison les Noirs ont peu de chance de trouver du travail. Et inversement quand un Blanc sort de prison, à qualification égale, il a plus de chances d'être embauché qu'un Noir qui n'a jamais été incarcéré !

Enfin, aujourd'hui l'espérance de vie est de 77 ans pour un Blanc et de 71 ans pour un Noir. Le taux de mortalité infantile est de 5,7 pour 1000 pour les Euro-Américains et de 14 pour 1000 pour les Afro-Américains.

Y.C., 27/7/2016

PS. Cet article et la chronologie qui suit s'inspirent essentiellement du livre de Steven A Reich, *A working people, History of African American Workers Since Emancipation*, de la brochure *Black Workers Matter*, de celui de Jeffrey O.G. Ogbar, *Black Power. Radical Politics and African American Identity* et d'un article de Thomas N. Maloney, «*African Americans in the Twentieth Century*» («Les Afro-Américains au XX^e siècle», <https://eh.net/encyclopedia/african-americans-in-the-twentieth-century/>).

Ce texte a été écrit pour animer une discussion en commun avec Camille Estienne (cf. ses deux articles cités à la fin de cet ensemble de textes) lors d'une réunion de l'Initiative communiste ouvrière en juillet 2016.

COMMENTAIRES

de Loren Goldner

Quelques remarques rapides :

1) Tu ne mentionnes pas les Industrial Workers of the Word (IWW) de la période 1905-1917 comme exception à l'exclusion des Noirs de la part des syndicats. Les IWW ont lutté contre le racisme antichinois sur la côte Ouest, et ont organisé des alliances entre Blancs et Noirs dans les Etats du Sud profond.

2) Il faudrait aussi souligner un peu mieux le fait que être «Blanc» aux Etats-Unis n'a jamais été une simple question de couleur de peau; jusqu'au milieu du XX^e siècle les Juifs, les Italiens, les Polonais, etc., n'étaient pas considérés comme des Blancs. Bien sûr, ils occupaient une zone intermédiaire entre les Blancs reconnus et les Noirs, et en général voulaient se faire accepter comme Blancs, mais il ne faut pas oublier qu'«être Blanc» aux Etats-Unis a toujours été une ligne mouvante.

La question «noire» est en vérité la question blanche aux Etats-Unis et elle pourrit la société américaine comme aucune autre. Il ne s'agit pas que d'une zone grise mais aussi de la barrière dressée entre la **suprématie blanche** au XVII^e siècle et les Noirs, qui ont toujours représenté l'autre pôle, le «mauvais côté».

Pour te donner un exemple (anecdotique): vers la fin du XIX^e siècle, l'écrivain Robert Louis Stevenson se rendit quelque part dans le Far West américain, et s'entretint avec un bûcheron. Il lui demanda comment ça allait dans «l'industrie» et le type lui répondit: «Il n'y a plus aucun Blanc.» Etonné, Stevenson lui demanda ce qu'il voulait dire. Le bucheron lui répondit : «Il n'y a que des Suédois maintenant.» Vers 1900, les immigrés suédois n'étaient pas considérés comme des Blancs!

Sur un plan plus général, au Royaume-Uni vers la même époque, les Irlandais étaient présentés dans des manuels d'histoire et de géographie avec des caractéristiques littéralement «négroïdes», et l'idéologie voulait qu'ils étaient tels... Il est évident que, aux Etats-Unis, on n'a pas réservé le même sort aux Suédois, Juifs, Italiens, Polonais, etc., qu'aux Noirs. Mais jusque dans les années 50, les Juifs ont été interdits dans beaucoup de banlieues aisées, dans beaucoup de clubs privés ; la plupart des universités d'Elite (Ivy League) avait un «numerus clausus» pour les Juifs. Ce n'était pas le ghetto européen du Moyen Age, mais un ghetto quand même. J'ai lu quelque part la citation d'une grande dame blanche de la «haute» déclarant à une Juive (après je ne sais quel incident) : «J'ai toujours su que les Juifs

étaient des Blancs!»

Les historiens ont généralement considéré la deuxième guerre mondiale comme le moment où beaucoup de groupes, les Italiens en tête, ont été «blanchis» par leur service militaire.

Dès le début (XVII^e siècle) la population noire a toujours constitué un cas-limite sur une gamme Blancs-Noirs par rapport à laquelle les Blancs essayaient de se différencier. Après le soulèvement de la «Bacon's Rebellion» de 1676 où les «*indentured servants*» (système de servitude «volontaire» selon laquelle les intéressés redevenaient libres au bout d'un contrat valable de 5 à 7 ans) anglais et les esclaves africains se sont révoltés ensemble contre les propriétaires des plantations, on a toujours essayé de faire accepter cette gamme aux Blancs nouvellement arrivés. Lyndon Johnson (!) a même déclaré : «*Si l'on dit à un pauvre Blanc qu'il est meilleur que le Noir le plus exalté, il ne remarquera pas que le Blanc riche a la main dans sa poche pour tout lui piquer.*»

Sans vouloir compliquer la discussion, il faudrait aussi mentionner la question intimement liée des Indiens (aujourd'hui on dit «*Native Americans*», Premiers Américains). Les Indiens et les Noirs sont les deux groupes aux Etats-Unis qui ne sont pas des immigrés (!). Je crois que c'est Thomas Jefferson qui a affirmé vers 1820 : «*Notre république est menacée de l'intérieur par l'homme noir, et à l'extérieur par l'homme rouge sur nos frontières.*» Bien sûr, il reste peu d'Indiens, mais les guerres contre eux ont été un fil conducteur des années 1620 jusqu'aux années 1870, c'est-à-dire durant 250 ans, le temps de la formation de la nation américaine.

Les Indiens vaincus, la même dynamique a continué jusqu'au Vietnam et au-delà: le «destin manifeste¹» des Etats-Unis, est un destin blanc bien sûr. Le lien entre les deux questions c'est la politique étrangère, c'est-à-dire l'expansionnisme américain. Il est essentiel de reconnaître que les deux crises les plus profondes de l'histoire américaine – les années 1840 menant à la Guerre de Sécession, et les années 1960 (Vietnam) – ont rapproché les deux dimensions: l'expansionnisme pose à bout portant la question noire. On invoque «l'idéal américain» (démocratie, égalité) pour justifier ces guerres, mais tout de suite il faut faire face au grand défaut de cet idéal: le statut des Noirs. Donc les années 1840 ont posé la question (guerre contre le Mexique en 1846) ouvrant la crise menant à la Guerre de Sécession; le Vietnam a reposé la question, en mobilisant les Noirs comme chair à canon juste au moment où le mouvement noir atteignait son point le plus élevé.

¹ Le «destin manifeste» est une allusion au fait que les Etats-Unis auraient pour mission divine de répandre la démocratie et la civilisation dans le reste du monde. Inventée en 1845 par un journaliste en 1845 pour justifier l'expansion interne du Nord-Est vers le reste du territoire américain, la portée de cette expression s'est élargie à l'Amérique latine, aux Caraïbes puis au reste de la planète (Note de *Ni patrie ni frontières*).

La crise des années 60 a commencé à dégonfler la suprématie blanche, mais seulement de façon relative. Il est certain qu'une classe moyenne noire existe aujourd'hui, bien plus importante qu'alors, mais le sort de l'écrasante majorité des Noirs est pire que dans les années 60: 1% de la population, en grande majorité noire et latino, croupit en prison; 1% attend d'être jugé et 1% est sous contrôle judiciaire après des années de prison. 3% de 320 millions, cela fait 10 millions. Le livre de Michelle Alexander *The New Jim Crow*, l'explique assez bien. On dépense plus d'argent pour emprisonner les Noirs que pour les éduquer!

Tout cela pour dire que les Noirs aux Etats-Unis ne sont pas un groupe ethnique de plus, comme le sont les Polonais ou les Suédois. Ils sont le «mauvais côté» du système social dans son ensemble. Dans le quartier très en vue à New York aujourd'hui, Jackson Heights, on vante la présence d'une trentaine de groupes ethniques de toutes sortes, y compris des Noirs des Caraïbes: une grande réussite «multiculturelle»! Il n'y manque qu'un seul groupe: les Noirs américains! Car peu de propriétaires veulent leur louer un appartement. Un exemple (parmi des dizaines d'autres) de la façon dont les Noirs américains (à la différence des Noirs antillais ou africains) représentent encore ces «bas-fonds» de la société par rapport auxquels tous les autres groupes, à commencer par les Noirs immigrés, se positionnent.

3) A ta place, je mentionnerais le contexte de la guerre froide pour les mouvements noirs des années 50 (intégration des écoles au Sud, etc.). L'URSS avait beau jeu de faire de la propagande anti-américaine en Afrique et généralement dans le tiers-monde sur le racisme ici. L'envoi par Eisenhower de **1 000 soldats** de la 101^e division aéroportée en 1957 à Little Rock pour obliger le gouverneur de l'Arkansas et les 2 000 étudiants blancs à accepter l'entrée de **neuf** étudiants afro-américains dans une fac locale a été motivée en partie par ce contexte. Comme la déségrégation de certains restaurants à Washington qui avaient refusé de servir des diplomates du tiers-monde, etc.

4) Sans vouloir en exagérer l'importance, je mentionnerais aussi le service militaire comme issue de secours pour pas mal de prolétaires afro-américains après la fermeture des usines dans les années 60/70.

Loren Goldner¹

¹ On trouvera de nombreux textes de l'auteur sur le site de la revue *Insurgent Notes* et sur son site *breaktheirhaughtypower* en anglais. Et en français, aux Editions *Ni patrie ni frontières* dans les recueils d'articles *Demain la révolution* (2008) et *La Gauche identitaire contre la classe*, ce second livre avec des contributions J. Bernardo et A. Reed Jr. (2017).

CHRONOLOGIE utile...

mais absolument pas exhaustive !

1861-1865. Guerre de Sécession. Première «grève générale contre l'esclavage». Fuite massive des Noirs du Sud qui désertent les plantations, les mines, les usines de munitions, la construction des fortifications, les cuisines des mess et des cantines des soldats, etc.

Septembre 1862 Lincoln proclame l'émancipation des esclaves du Sud qui devra prendre effet à partir du 1^{er} janvier 1863.

1865 Défaite des confédérés, fin de la «guerre civile» dite «guerre de Sécession». Adoption du 13^e amendement

1867 L'abolition de l'esclavage crée un million de nouveaux électeurs afro-américains dans les Etats du Sud, menace politique insupportable pour l'élite des planteurs et leurs représentants politiques démocrates.

1868 Adoption du 14^e amendement qui donne la citoyenneté à toutes les personnes nées aux Etats-Unis. Campagne de terreur contre les républicains qui essaient d'obtenir le soutien des Afro-Américains

1870 Adoption du 15^e amendement, accordant le droit de vote sans distinction de «race»

1876 Grèves victorieuses, au bout de plusieurs mois, des travailleurs afro-américains dans les rizières de Caroline du Sud. Fin de la «Reconstruction», période pendant laquelle les Etats étaient censés accorder l'égalité aux anciens esclaves, étendre le réseau ferré et construire des écoles publiques.

1886 Création de l'AFL (American Federation of Labor)

1887 Cent travailleurs massacrés par les milices de Louisiane suite à une grève de 10 000 ouvriers afro-américains dans l'industrie du sucre dans cette région

1890 Création de l'UMWA (United Mine Workers of America). Les organisateurs afro-américains du syndicat jouent un rôle déterminant et recrutent 40000 mineurs noirs, soit 70 % des travailleurs afro-américains syndiqués en 1912.

1890 Création de la NAACP (National Association for the Advancement of Colored People)

1896 Dans son arrêt Plessy contre Ferguson la Cour suprême donne une base légale à la ségrégation, sous le sophisme «séparés mais égaux».

1911-1913 La Brotherhood of Timber Workers (Fraternité des travailleurs du bois) fait campagne pour organiser les ouvriers afro-américains et euro-américains de l'industrie forestière, mais aussi les métayers à l'ouest de la Louisiane et au sud-ouest du Texas. Ils revendiquent une réforme agraire, la journée de 10 heures, une réduction des frais médicaux et hospitaliers

1914 Début de la première guerre mondiale en Europe. Marcus Garvey fonde l'Universal Negro Improvement Association (UNIA), une organisation nationaliste de masse qui acquerra une base ouvrière importante même si elle n'en fera rien...

1916 Début de la «Grande Migration» du Sud vers le Nord qui marque le commencement de l'intégration lente mais irréversible des Afro-Américains dans les principales industries.

1917 Les Etats-Unis entrent en guerre

1917/1920 La NAACP devient une organisation de masse. Elle regroupe 90 000 Afro-Américains, pour l'essentiel des travailleurs dans le Nord comme dans le Sud mais elle n'avance aucune revendication syndicale ou «économique». La mobilisation des Afro-Américains sur le front européen donne beaucoup plus d'assurance aux Afro-Américains à la fin de la guerre pour réclamer leurs droits.

1919 Vingt-cinq «émeutes raciales» contre les Afro-américains durant «l'été rouge» (Red Summer) entre avril et octobre 1919. Grande grève de la sidérurgie qui se détermine par une défaite (30 000 Afro-Américains sont embauchés pour briser cette grève). Création de l'ABB (African Blood Brotherhood) par un journaliste communiste, Cyril Briggs, qui organise pour l'essentiel des ex-conscrits afro-américains (environ 5000) pour l'autodéfense et l'action directe. Le journal de l'organisation *The Crusader* est distribué à 20 000 exemplaires.

1920-1921 Récession

1924 Le National Origins Quota Act (loi sur les quotas nationaux) restreint fortement l'immigration européenne, ce qui pousse à l'embauche de travailleurs afro-américains, et stimule l'immigration du Sud vers le Nord.

1925 Fondation de la Fraternité des employés de wagons-lits (Brotherhood of Sleeping Car Porters, BSCP) qui va jouer un rôle pionnier et décisif dans le mouvement ouvrier afro-américain. La BSCP organise 12000 salariés afro-américains : ils font les lits, nettoient les cabines, coupent les cheveux des passagers, leur apportent des boissons, etc. Ils choisissent comme dirigeant Asa Philip Randolph qui sera leur porte-parole pendant des années et aussi un élément clé dans le syndicalisme afro-américain et dans les mouvements des droits civiques dans les années 30, pendant la seconde guerre mondiale et jusque dans les années 60 et la grande marche de Washington en 1963.

1929 Effondrement de la Bourse. Commencement de la «Grande Crise».

1930 Création de la Nation de l'Islam qui deviendra une organisation de masse dans les années 50.

1932-1941 Commencée à Chicago, la campagne «Don't Buy Where You Can't Work» (N'achetez pas dans les magasins où vous ne serez jamais embauchés), s'étend à d'autres villes du Nord et dure une dizaine d'années. Frustrés par l'inaction de la NAACP et de l'Urban League, de

nombreux travailleurs afro-américains organisent, à grands coups de piquets devant les magasins et de réunions de masse, le boycott des commerces qui veulent bien accepter l'argent des Afro-Américains mais pas les embaucher.

1933 Election de Franklin Roosevelt qui soulève de nombreux espoirs chez les Afro-Américains, espoirs qui seront cruellement déçus puisque le New Deal ne s'intéressa nullement aux intérêts spécifiques des travailleurs afro-américains.

1934 Fondation du Syndicat des métayers du Sud (Southern Tenant Farmers Union, STFU) par des militants blancs de gauche, mais aussi par des militants radicaux de la NAACP et de l'UNIA (partisans de Garvey). Dans les années 30, les 14 millions d'Afro-américains qui vivent dans le Sud sont encore des paysans, des ouvriers agricoles et des métayers pour l'essentiel.

1935 Le CIO (Committee for Industrial Organization) est fondé lors du congrès de l'AFL. Sa création coïncide avec l'émergence de centaines de mouvements locaux pour les droits civiques (NAACP) qui aident aussi à construire le syndicat dans certains coins. Le Congrès des Etats-Unis adopte la loi sur les relations de travail (National Labor Relations Act)

1936 Première réunion du National Negro Congress (NNC), sous la direction d'Asa Philip Randolph. Elle réunit 8 000 participants qui veulent défendre les droits des travailleurs en donnant la priorité aux actions collectives et à la collaboration avec le CIO. De nombreux militants afro-américains recrutent pour le CIO et élargissent le terrain de lutte et de réflexion en liant luttes salariales et luttes pour les droits civiques, contre les discriminations dans le logement et l'éducation. Le Steel Workers Organizing Committee (SWOC) lance sa campagne pour organiser les travailleurs de la sidérurgie.

Durant ces mêmes années, la NAACP renforce encore son influence passant de 50 000 à 450 000 membres à la fin de la guerre. Beaucoup de ces nouveaux membres font partie des 500 000 travailleurs afro-américains qui rejoignent le CIO durant la décennie 1936-1946.

1937 Le BSCP réussit à obliger la compagnie des wagons lits Pullman à signer une convention reconnaissant les droits des employés afro-américains.

1938 Le CIO rompt avec l'AFL et devient une confédération syndicale indépendante : le Congress of Industrial Organizations (CIO). Le Congrès adopte le Fair Labor Standards Act (loi sur des normes de travail justes)

1939 Début de la Seconde Guerre mondiale

1941 L'UAW (United Automobile Workers, Syndicat des travailleurs de l'automobile) lance une grève chez Ford, usine paternaliste dans laquelle le patron a embauché une importante proportion d'Afro-Américains (soigneusement sélectionnés avec l'aide des pasteurs et des notables afro-américains), de surcroît avec des salaires plus élevés que dans les autres

entreprises. Le président Roosevelt fait adopter l'Executive Order 8802 et crée le Fair Employment Practice Committee qui sont censés inciter les patrons à embaucher davantage d'Afro-américains. Ces décrets auront certains aspects positifs du moins entre 1943 et 1945.

1943 «Emeutes raciales» à Mobile, Beaumont et Détroit

1945 Tout comme en 1917, la participation des Afro-Américains aux combats en Europe contribue à renforcer leur combativité quand ils reviennent au pays, et qu'ils se retrouvent face aux pratiques et comportements ségrégationnistes dans le Sud et dans le Nord.

1946 Le CIO lance l'opération Dixie mais échoue à organiser les travailleurs du Sud.

1947 Le Congrès adopte la loi Taft-Hartley qui limite le droit de grève, interdit le *closed shop* et oblige les dirigeants syndicaux à jurer qu'ils ne sont pas communistes.

1954 La Cour suprême prend position dans l'affaire Brown contre le Ministère de l'Education et déclare la ségrégation illégale sur tout le territoire américain ce qui va déclencher des centaines de mouvements notamment dans le Sud pendant la décennie suivante

1955 L'AFL et le CIO fusionnent, et donnent naissance à l'AFL-CIO. Le boycott des bus de Montgomery commence et va durer 13 mois.

août 1955 Lynchage d'un adolescent de 14 ans : Emmett Till. Les photos de son corps torturé créent un choc considérable dans les communautés afro-américaines et un sentiment de colère et de révolte pousse de nombreux Afro-Américains à s'engager politiquement

1957 Malcolm X entre à la Nation de l'Islam

1960 Fondation du Negro American Labor Council (NALC, Conseil des travailleurs noirs américains) qui vise à fusionner les efforts des syndicalistes de base et des mouvements des droits civiques.

1962 le président J. F. Kennedy édicte l'Executive Order 10988 qui reconnaît le droit aux syndicats de fonctionnaires de mener des négociations collectives et déclenche un afflux d'adhésions aux syndicats. Mais il maintient l'interdiction du droit de grève...

1963 Marches des droits civiques à Birmingham (Alabama). Manifestations à Philadelphie contre la discrimination dans le bâtiment (avril-mai). Marche de Washington regroupant 100 000 personnes pour le travail et la liberté (août)

1964 Le Congrès adopte le Civil Rights Act (loi sur les droits civiques) en 1964 dont l'article VII interdit les discriminations dans l'embauche, les licenciements, les promotions, la paie et les conditions de travail

1964 Malcolm X quitte la Nation de l'Islam (grâce à son charisme, et évidemment à la situation sociale particulière dans la décennie précédente, les effectifs des «Black Muslims» sont passés de 4 000 en 1952 à entre 100000 et 300 000 membres en 1964).

1965 Le Congrès adopte le Voting Rights Act (loi sur le droit de vote). Johnson impose, par l'intermédiaire de son Executive Order 11246, des règles plus sévères aux employeurs qui ont des contrats avec le gouvernement.

1965 Emeutes de Watts à Los Angeles, où 88% des Afro-Américains vivent dans des quartiers ségrégués ; à Watts le taux de chômage est de 34% et le taux de pauvreté le double de la moyenne locale. 90% des flics sont euro-américains, alors que les Afro-Américains représentent un tiers de la population de la ville. Trente-quatre personnes sont tuées par la police.

21 février 1965 Assassinat de Malcolm X

1965 Création de Us, une organisation nationaliste noire, par Maulana Karenga qui jouera un grand rôle dans le nationalisme culturel et s'appuie sur des gangs locaux pour contester la violence policière. Us aura des rapports particulièrement violents avec le Black Panther Party.

De nombreux petits groupes nationalistes noirs se créent à la même époque, lors de scissions de la Nation de l'Islam.

1966 Création du premier Black Student Union (BSU), syndicat étudiant afro-américain à San Francisco. Les BSU se généraliseront dans tous les établissements universitaires (*colleges* qui vont jusqu'à la maîtrise et *universities* qui vont jusqu'au doctorat) et joueront un rôle important dans les années à venir : création de centres culturels, ouverture de bâtiments séparés, programmes d'études afro-américaines, *soul food* servie dans les restaurants universitaires, etc. L'arrivée massive d'étudiants afro-américains dans le supérieur provoquent de nombreuses réactions racistes des étudiants euro-américains, ce qui contribue à radicaliser politiquement la jeunesse afro-américaine scolarisée et l'intelligentsia afro-américaine qui défend les thèses du Black Power et les prémices du multiculturalisme.

1966/1967 : environ une centaine de «révoltes urbaines» se produisent, dont seulement une minorité éclatent dans le Sud.

1967 Lors de son congrès annuel, la SCLC (l'organisation de Martin Luther King) reprend le discours des nationalistes culturels et tiers-mondistes : «Le noir est beau et c'est beau d'être Noir».

1968 Grève des éboueurs de Memphis. Création du Dodge Revolutionary Union Movement (DRUM) à Détroit.

4 avril 1968 Assassinat de Martin Luther King.

1968 Création de la Red Guard (environ 200 membres), la Garde Rouge, sur le modèle du BPP chez les étudiants asiatiques, qui disparaîtra en 1971 sous les coups de la répression policière. L'année suivante se créent la Yellow Brotherhood (Fraternité jaune), plus populaire, composée surtout de Nippo-Américains, membres de gangs, ex-prisonniers et ex-militaires ; l'Asian American Hardcore, et bien d'autres petits groupes, qui défendent le Yellow Power, le Pouvoir Jaune, et l'union de tous les peuples du tiers-monde contre l'impérialisme.

1969 Création des Brown Berets, les Bérêts Marron, à partir de la communauté chicano, qui disparaîtront en 1972 sous les coups de la répression et des provocations policières. La même année de nombreuses organisations étudiantes de Chicanos se créent en Californie et dans le Sud-Ouest des Etats-Unis.

1969 Création de la Ligue des ouvriers révolutionnaires noirs à Détroit

1977 Grève des éboueurs d'Atlanta

1992 Décision dans l'affaire Haynes contre Shoney's, action collective des salariés afro-américains contre la chaîne de restaurants Shoney's qui n'embauchaient des Afro-américains que dans les cuisines, jamais en salle. Se termine par une victoire à la fois financière (dédommagements) et sociale (embauche massive de personnel afro-américain chez les employés en contact avec le public)

2008 Crise économique. Election de Barack Obama

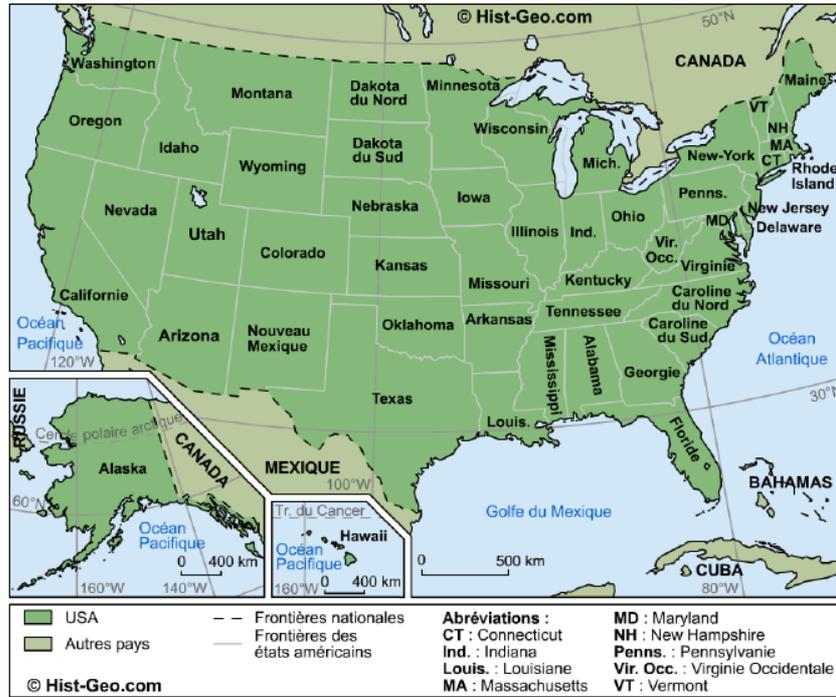
Y.C. 27/07/2016

STATISTIQUES DES GREVES AUX ETATS-UNIS

Année	Arrêts de travail	Travailleurs concernés	Jours de grève
1947	270	1 629 000	25 720 000
1948	245	1 435 000	26 127 000
1949	262	2 537 000	43 420 000
1950	424	1 698 000	30 390 000
1951	415	1 462 000	15 070 000
1952	470	2 746 000	48 820 000
1953	437	1 623 000	18 130 000
1954	265	1 075 000	16 630 000
1955	363	2 055 000	21 180 000
1956	287	1 370 000	26 840 000
1957	279	887 000	10 340 000
1958	332	1 587 000	17 900 000
1959	245	1 381 000	60 850 000
1960	222	896 000	13 260 000
1961	195	1 031 000	10 140 000
1962	211	793 000	11 760 000
1963	181	512 000	10 020 000
1964	246	1 183 000	16 220 000
1965	268	999 000	15 140 000
1966	321	1 300 000	16 000 000
1967	381	2 192 000	31 320 000
1968	392	1 855 000	35 367 000
1969	412	1 576 000	29 397 000
1970	381	2 468 000	52 761 000
1972	250	975 000	16 760 000
1973	317	1 400 000	16 260 000
1974	424	1 796 000	31 809 000
1975	235	965 000	17 563 000
1976	231	1 519 000	23 962 000
1977	298	1 212 000	21 258 000
1978	219	1 006 000	23 774 000
1979	235	1 021 000	20 409 000
1980	187	795 000	20 844 000
1981	145	729 000	16 908 000
1982	96	656 000	9 061 000
1983	81	909 000	17 461 000
1984	62	376 000	8 499 000
1985	54	324 000	7 079 000
1986	69	533 000	11 861 000
1987	46	174 000	4 481 000
1988	40	118 000	4 381 000
1989	51	452 000	16 996 000
1990	44	185 000	5 926 000
1991	40	392 000	4 584 000
1992	35	364 000	3 989 000
1993	35	182 000	3 981 000
1994	45	322 000	5 021 000
1995	31	192 000	5 771 000
1996	37	273 000	4 889 000
1997	29	339 000	4 497 000
1998	34	387 000	5 116 000
1999	17	73 000	1 996 000
2000	39	394 000	20 419 000
2001	29	99 000	1 151 000
2002	19	46 000	660 000

2003	14	129 000	4 091 000
2004	17	171 000	3 344 000
2005	22	100 000	1 736 000
2006	20	70 000	2 688 000
2007	21	189 000	1 265 000
2008	15	72 000	1 954 000
2009	5	13 000	124 000
2010	11	45 000	302 000
2011	19	113 000	1 020 000
2012	19	148 000	1 131 000
2013	15	55 000	290 000
2014	11	34 000	200 000
2015	12	47 000	740 000

Les Etats-Unis d'Amérique : une fédération de 50 Etats



James A. Geschwender, *Class, Race, and Worker Insurgency – The League of Revolutionary Black Workers* (Classe, race et insurrection ouvrière – La Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires), Cambridge University Press, 1977 (2009).

James A. Geschwender était professeur de sociologie à l'université Wayne State de Détroit de 1964 à 1968. Il a été en contact avec plusieurs membres fondateurs de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires, dont certains ont suivi ses cours. Son livre raconte la brève histoire de ce mouvement, de sa naissance en 1969 à sa disparition en 1973, sur la base de documents et d'entretiens prolongés avec plusieurs membres de la Ligue, avec lesquels Geschwender est resté en contact. Ce n'était pas pour lui simplement un sujet d'étude académique : il connaissait ces militants ; il sympathisait avec leur lutte ; il discutait avec eux des possibilités d'un mouvement révolutionnaire noir fondé sur les ouvriers d'industrie. Comme il le dit dès la première page, il n'aurait cependant pas pu faire partie de la Ligue, parce qu'il était blanc ; mais en même temps il ne s'est jamais senti dans la position de l'intellectuel blanc donnant des conseils aux ouvriers noirs pour l'organisation d'un mouvement révolutionnaire noir, ne serait-ce que parce que les fondateurs de la Ligue avaient les idées claires sur ce qu'ils voulaient faire.

Son livre comporte des chapitres purement historiques, dans lesquels il décrit le contexte dans lequel la Ligue s'est formée, et des chapitres plutôt théoriques, où il s'interroge sur les modèles de stratification sociale et raciale qui permettent de rendre compte de la réalité sociale des ouvriers noirs dans l'industrie américaine. Son intérêt pour cette question le pousse à accorder beaucoup de place à la description de l'idéologie de la Ligue, et aux contradictions ou aux tensions internes qu'il y percevait. Selon lui, ces contradictions internes ont affaibli la stratégie de la Ligue et sont l'une des principales causes de sa disparition, sans minimiser la forte hostilité des patrons de l'industrie automobile, de la direction des syndicats, et de la police de Détroit.

Modèles d'interprétation du racisme.

Dans un premier chapitre, Geschwender dresse une sorte de bilan des différents modèles d'interprétation de la question raciale aux États-Unis. La notion de «race» elle-même fait évidemment partie du problème, puisqu'elle suppose que l'on rapporte les caractéristiques de certains groupes sociaux à des déterminants biologiques, ce qui n'est souvent rien d'autre qu'une façon de donner un vernis «objectif» à des formes d'exploitation. Il ne paraît pourtant pas possible de décrire la situation des ouvriers de l'industrie automobile dans les années 60 en faisant abstraction

de la question «raciale», parce que cette dimension est devenue un déterminant de la stratification sociale.

Geschwender remarque que les sociologues qui se sont penchés sur ces questions se sont surtout intéressés aux *relations* entre les différents groupes identifiés comme des groupes raciaux, mais pas vraiment à la question de la *stratification* raciale, c'est-à-dire à la question de savoir comment la distribution inégale du pouvoir dans la société en vient à recouvrir en partie la division de la société en groupes identifiés comme des groupes raciaux.

Cela dit, il distingue quatre modèles d'interprétation de la question raciale.

– Le premier, le modèle *assimilationniste*, admet qu'il existe des minorités raciales discriminées, mais considère que ces groupes finissent par être intégrés grâce aux efforts individuels déployés par leurs membres pour s'assimiler les normes et les valeurs nationales. Selon ce modèle, les individus appartenant à ces minorités sont responsables de leurs problèmes et de leur non-intégration. Comme le remarque fortement Geschwender, cette analyse pose un gros problème : elle passe totalement sous silence la réalité de l'exploitation. Or, on ne peut ignorer deux éléments décisifs : 1) les ouvriers noirs américains descendent d'esclaves importés aux États-Unis pour répondre à un besoin de main-d'œuvre docile et bon marché dans les plantations de coton ; 2) les industriels de l'automobile ont consciemment exploité les divisions raciales pour lutter contre la pénétration des syndicats dans leurs usines (voir plus loin dans cet article).

– La même critique peut être adressée au second modèle, qui voit dans les *préjugés* des Blancs l'unique source du racisme. Ce genre d'analyses ne blâme pas les membres des minorités raciales pour leur mauvaise volonté à s'intégrer, mais continue à faire du racisme un problème fondamentalement individuel : on incrimine les représentations erronées qui sont dans la tête des gens, et la lutte contre le racisme serait donc avant tout un problème d'éducation. Là encore, même s'il n'est jamais inutile de lutter contre les préjugés, ces analyses négligent totalement la fonction du racisme dans la stratification sociale.

– Le troisième modèle considère que l'*exploitation capitaliste* serait le principal problème. En effet, le système capitaliste ne peut fonctionner que sur la base de la prolétarianisation de certaines catégories de population. L'importation d'une main-d'œuvre immigrée permet de créer une catégorie de prolétaires qui ne peuvent plus compter sur des formes de solidarité traditionnelles pour se défendre (avantage évident dans le cas des Africains importés comme esclaves dans les plantations du Sud). Cela permet aussi de créer des divisions entre «immigrés» et «nationaux», ou entre différents groupes d'immigrés, pour s'assurer d'une force de travail docile. Ce

modèle rend compte d'une bonne partie de la réalité du racisme dans les pays capitalistes.

– Le quatrième modèle est celui de la *colonie intérieure* et il s'inspire des analyses développées par le Parti communiste, dès la fin des années 20, sur la question noire aux États-Unis. Il était fondé avant tout sur l'analyse de la situation des travailleurs noirs dans les plantations du Sud, situation qui partageait certains traits communs avec ceux des travailleurs indigènes dans les colonies : concentration dans un territoire étendu, dépendance à l'égard de capitalistes blancs, expérience commune de l'oppression. Ce modèle met en valeur la force du sentiment d'appartenance à un peuple opprimé dont la culture a été niée. Il permet également de comprendre le rôle de la stratification sociale à l'intérieur de la communauté opprimée, avec l'apparition d'une classe moyenne dont le rôle dans le maintien de l'oppression est analogue à celui des élites indigènes dans les colonies soumises au régime de l'«*indirect rule*» (gouvernement indirect) : plutôt que d'installer une administration coloniale, le pays colonisateur s'efforçait d'acheter ou de faire émerger des élites locales qui maintenaient l'ordre au moindre coût pour le pays colonisateur et sa loyauté était garantie par différents privilèges.

D'après Geschwender, la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires s'est principalement inspirée des deux derniers modèles d'analyse de la stratification raciale pour mener ses combats. L'auteur considère cependant que le lien entre ces deux types d'analyse n'a jamais vraiment été établi, ce qui expliquerait certaines tensions internes à l'idéologie de la Ligue.

Les ouvriers noirs dans l'industrie automobile.

Après ce chapitre plutôt théorique, Geschwender situe le contexte historique dans lequel est née la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires. Il décrit en particulier la situation des ouvriers noirs dans l'industrie automobile à Détroit, en rappelant un certain nombre de faits essentiels, sur lesquels je m'attarderai un peu parce qu'ils me paraissent nécessaires pour comprendre l'émergence de la Ligue en 1968. Ils donnent des éléments pour comprendre l'histoire des ouvriers noirs des usines automobiles de Détroit.

L'industrialisation du Michigan commence avant la première guerre mondiale, mais au départ ce sont surtout des vagues d'immigrants européens qui fournissent les contingents d'ouvriers nécessaires, les Noirs étant principalement confinés dans les travaux de gardiennage. La première guerre mondiale provoque une forte augmentation de la demande pour la production de matériel de guerre (chars, etc.) en même temps qu'une partie de la main-d'œuvre se trouve mobilisée. Durant ces années s'effectue une importante migration de prolétaires noirs du Sud agricole et ségrégationniste vers les villes industrielles du Nord, et en particulier vers Détroit. En 1910, il y avait 569 ouvriers noirs dans l'industrie automobile à Détroit ; en 1919, il y en a 11 000. Cela provoque une très importante

concentration géographique du prolétariat noir dans l'industrie lourde, dans les postes les moins qualifiés, les moins bien payés, les plus durs et les plus dangereux (en particulier dans les ateliers de fonderie, mais très rarement même sur les chaînes).

Durant cette période, Henry Ford a recours à une stratégie particulièrement retorse. Dans les années 20, l'usine Ford Rouge employait plus de travailleurs noirs, et à des postes un peu plus qualifiés, que les usines des autres grands constructeurs automobiles de Détroit (Chrysler, General Motors, etc.). Lors des grèves, les ouvriers noirs sont souvent utilisés comme briseurs de grèves, d'autant plus qu'ils n'ont pas le sentiment que leurs intérêts soient défendus par les syndicats, majoritairement blancs. Ford avait aussi pris soin d'embaucher des Noirs «loyaux» dans son service du personnel, département qui jouait aussi le rôle de service de sécurité maison. Et il finançait des pasteurs noirs qui remplissaient en échange la fonction de «recruteurs» chargés de sélectionner des ouvriers dociles auxquels on faisait comprendre que M. Ford n'aimait ni les syndicats ni les démocrates, et qu'il valait mieux avoir les mêmes opinions que lui pour garder son travail. Ford utilise ainsi consciemment les ouvriers noirs pour lutter contre l'organisation syndicale des travailleurs de ses usines et pour s'assurer une main-d'œuvre docile (la main-d'œuvre noire restant sous-employée, il est facile de remplacer un ouvrier récalcitrant par un autre ; d'autre part, la possibilité de remplacer un ouvrier blanc par un ouvrier noir est utilisée comme une menace pour ôter aux ouvriers blancs l'envie de se syndiquer).

Dans les années 30, l'United Automobile Workers (Syndicat des ouvriers de l'industrie automobile) mène une lutte très dure pour obtenir le droit de représenter les ouvriers dans les usines des principaux constructeurs automobiles. Un grand nombre de grèves sur le tas ont lieu dans les années 1936-1937. Les prolétaires noirs sont plutôt hostiles aux syndicats, perçus comme des groupements d'hommes blancs destinés à s'occuper des problèmes des Blancs. Ils sont sceptiques à l'égard des déclarations de principe des dirigeants syndicaux en faveur de l'égalité raciale. Des grèves comme celle de l'American Can à Toledo (grève dans un département où travaillent beaucoup de Noirs, qui sont tous licenciés après l'échec de la grève) renforcent l'idée que les travailleurs noirs n'ont rien à gagner à ces luttes. Peu d'ouvriers noirs participent donc aux grèves sur le tas des années 30, et les patrons essaient fréquemment de les utiliser comme briseurs de grève. Les syndicalistes sont conscients de cette situation et savent qu'ils ne pourront gagner la bataille du droit syndical avec l'hostilité des ouvriers noirs. On notera aussi le rôle important des militants du Parti communiste dans la lutte pour le droit syndical, et l'intérêt tout particulier du PC pour les militants noirs.

Ce n'est qu'en 1941 que l'UAW finit par pénétrer dans les usines Ford, au terme d'une lutte violente : une grève spontanée éclate pour réclamer le

droit syndical ; des ouvriers noirs balayent les piquets de grève ; et des représentants nationaux de la communauté noire viennent à Détroit négocier avec l'UAW. Finalement, Henry Ford est contraint d'accepter l'UAW dans ses usines, mais cela n'a aucune conséquence sensible sur les conditions de travail des ouvriers noirs jusqu'à l'entrée en guerre des États-Unis. En fait, bien que l'UAW défende officiellement les luttes pour l'égalité raciale, en particulier dans ses résolutions nationales, ses pratiques au niveau local sont plus ambiguës. Ainsi la ségrégation sera appliquée dans l'union locale d'Atlanta jusqu'en 1962, bien que cela fût en contradiction avec la ligne nationale. Et malgré les beaux discours syndicaux, les ouvriers noirs de l'industrie automobile continuent à être employés aux postes les moins qualifiés, les moins bien payés, les plus durs et les plus dangereux. En même temps, l'union locale de l'usine Ford Rouge devient la plus grande union locale du monde et celle qui comporte la plus forte proportion de travailleurs noirs.

L'entrée en guerre des États-Unis dans la seconde guerre mondiale provoque à nouveau des transformations et des luttes. Un certain nombre de femmes noires sont embauchées dans les usines. Les ouvriers noirs sont obligés de se battre pour obtenir des postes conformes à leur ancienneté dans les usines de guerre. Des grèves sauvages éclatent dans plusieurs usines quand des ouvriers noirs sont promus dans des départements jusqu'alors entièrement blancs, la direction nationale de l'UAW étant souvent obligée d'intervenir pour contraindre les ouvriers blancs à reprendre le travail sous peine de licenciements. Des événements du même genre ont lieu jusqu'à la fin des années 40.

On peut citer ici le témoignage de Jordan Sims, qui raconte les conditions d'embauche en 1948 : *«Quand je suis arrivée à Eldon (l'une des usines de Chrysler), on m'a fait comprendre la chance que j'avais. Quelques décennies plus tôt un Noir n'aurait jamais été considéré comme assez qualifié pour travailler sur des machines dans un endroit aussi sophistiqué que Chrysler, parce que, selon eux, un Noir n'avait pas les capacités intellectuelles pour effectuer de telles tâches (...). Ils m'ont dit que j'avais une sacrée chance. Ils ne m'envoyaient pas au Département 25, dans le service du gardiennage ou ce genre de choses. Ils allaient me faire bosser sur une machine, à cause de mes capacités exceptionnelles. N'est-ce pas dingue qu'à cause de cette bon dieu d'usine tu doives avoir fait tout ça simplement pour devenir conducteur de machine – et que les ouvriers blancs pauvres aient ce genre d'idées dans la tête ? Le type m'a dit que c'était le maximum de ce qu'un Noir pouvait espérer dans l'industrie. On ne parlait même pas de travail qualifié, juste de travailler sur une machine... à la limite, une machine simple qui ne fait qu'une seule opération, mais une machine qui fait plusieurs opérations – alors là, il fallait carrément être un génie.»*

Je n'ai pas la place de détailler l'histoire des relations raciales à Détroit en dehors des conditions propres aux usines. Je rappellerai simplement que, depuis le dix-neuvième siècle, l'histoire de la ville a été marquée par de nombreuses luttes (pour le droit de vote, pour le droit à l'éducation), les discriminations systématiques (les accidents violents relatifs à la ségrégation dans le logement augmentent des années 30 aux années 60), la violence (avec plusieurs pogroms contre la population noire, des violences policières, et une forte présence du Ku Klux Klan, qui avait 200 000 membres dans le Michigan en 1936 et est crédité d'au moins 50 meurtres de Noirs dans ce même État entre 1933 et 1936). Les années 1964-1967 sont une période d'émeutes «raciales» dans tous les États-Unis. L'émeute de Détroit en juillet 1967 (qui n'opposa pas la communauté noire à la communauté blanche, mais à la police – certes majoritairement blanche) fut l'une des plus violentes et des plus meurtrières, avec 43 morts (9 Blancs, 34 Noirs) et de très nombreuses destructions. Elle ne laissa pas seulement un sentiment de tristesse et de colère, mais aussi une certaine fierté parce que la population noire avait répondu aux attaques de la police, et inventé de nouvelles formes d'action et d'organisation pour lutter contre une oppression qui n'avait pas cessé.

Vie et mort de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires.

Le 2 mai 1968, une grève sauvage éclate à l'usine Dodge Main (une usine Chrysler) pour protester contre l'augmentation des cadences sur les chaînes de montage. La grève est déclenchée par un petit groupe de femmes polonaises qui décident spontanément de quitter le travail. La grève est interracial, mais la répression touche plus fortement les ouvriers noirs : sur sept ouvriers licenciés, seuls deux ne sont pas réintégrés, et ils sont tous deux noirs.

Un groupe de militants ouvriers noirs décide alors de créer une organisation autonome pour lutter contre l'oppression des travailleurs noirs. C'est la naissance du Dodge Revolutionary Union Movement (Mouvement syndical révolutionnaire de Dodge) dont l'acronyme DRUM («tambour») explique les tambours qui décorent le bulletin hebdomadaire que crée immédiatement l'organisation. Cette publication dénonce la surexploitation des ouvriers noirs et met directement en cause les bureaucrates de l'UAW. Quelques semaines après sa naissance, DRUM organise un boycott très suivi contre plusieurs bars aux pratiques racistes autour de l'usine, puis une grève de trois jours dont les piquets de grève laissent passer les ouvriers blancs tout en faisant pression sur les ouvriers noirs pour qu'ils restent à l'extérieur. La grève est considérée comme un succès, non en termes de satisfaction des revendications, mais en termes d'éducation politique et de développement de la solidarité noire.

Deux autres syndicats révolutionnaires voient rapidement le jour : Ford Revolutionary Union Movement (FRUM) et Eldon Avenue Revolutionary Union Movement (ELRUM) – l'usine d'Eldon Avenue étant

particulièrement stratégique puisqu'il s'agit de l'unique usine de fabrication d'essieux et de boîtes de vitesses de l'empire Chrysler : bloquer sa production équivaut à bloquer toute la chaîne de production. Une grève sauvage est organisée par ELRUM à l'usine d'Eldon Avenue en janvier 1969 : la production est totalement arrêtée, vingt-six ouvriers seront licenciés. Le groupe de militants investis dans ces mouvements ressent bientôt la nécessité d'une organisation qui pourrait coordonner les actions dans les différentes usines.

En juin 1969, la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires est créée. Elle poursuit la stratégie de confrontation avec la direction des usines et avec l'UAW. Au printemps 1970 plusieurs grèves sauvages sont menées dans l'usine d'Eldon Avenue sur les conditions de sécurité, particulièrement mauvaises. En mai 1970, un ouvrier de 22 ans est écrasé par un chariot chargé d'une tonne et demie de métal ; l'enquête interne révèle de graves manquements dans l'entretien du matériel ; ELRUM déclenche une grève sauvage. D'autres syndicats révolutionnaires sont créés, en particulier dans les secteurs de la santé et chez les travailleurs des journaux, ainsi que dans l'industrie sidérurgique en dehors de Détroit. La Ligue n'organise pas seulement des manifestations, des boycotts et des grèves, elle présente aussi des candidats à plusieurs élections syndicales, ce qui permet de mettre en évidence l'hostilité de l'UAW à l'égard de cette organisation autonome qui demande des comptes à la bureaucratie syndicale au nom des ouvriers noirs.

Qui sont les fondateurs de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires ? Son comité exécutif comprend sept militants : General Baker Junior, Luke Tripp, John Watson, John Williams, Ken Cockrel, Mike Hamlin et Chuck Wooten.

Tous sont issus de familles ouvrières ou prolétaires. Plusieurs sont nés dans des États du Sud des États-Unis. Une partie d'entre eux travaillent en usine, l'un d'entre eux est conducteur de camions. Ken Cockrel, qui s'était engagé dans l'armée sans avoir terminé ses études au lycée, a bénéficié d'un programme spécial pour reprendre des études au niveau universitaire ; il devient avocat et défendra de nombreux militants dans des procès. Les quatre premiers se connaissent depuis longtemps : ils ont milité dans différentes organisations liées au mouvement des droits civiques ; ils ont suivi ensemble un séminaire de Martin Glaberman¹ sur *le Capital* à Wayne

¹ Un de ses derniers ouvrages, coécrit avec Seymour Faber, *Le salariat (travailler pour la paie), les racines de la révolte*, a été traduit dans *Echanges* (<http://www.mondialisme.org/spip.php?rubrique26>), avant d'être publié aux éditions Acratie. On trouvera sur le Net une brève notice biographique sur Martin Glaberman (<http://www.mondialisme.org/spip.php?article1486>) et de nombreux articles (en anglais) : <https://www.marxists.org/archive/glaberman/>

State University. General Baker fut l'un des premiers à refuser la conscription pour aller combattre au Vietnam.

Selon Geschwender, plusieurs membres du comité exécutif entretenaient des contacts avec l'université, ce qui explique en partie la façon dont ils analysent les conditions d'exploitation des ouvriers noirs. Car si ces derniers subissent directement l'oppression raciale (ils savent que les ouvriers blancs bénéficient de différents privilèges, en termes de poste de travail, et donc de conditions de sécurité, de rémunération, d'avancement, etc.), ils n'ont pas nécessairement une perception aussi claire de l'oppression de classe (qui est justement masquée par les divisions raciales), ce qui les rend plus sensibles au discours des nationalistes noirs qu'à un discours mettant l'accent sur leur appartenance à une classe exploitée par le Capital. Par contre, la plupart des membres du Comité exécutif de la Ligue connaissent les analyses marxistes, ce qui ne les empêche pas d'éprouver une certaine sympathie pour des mouvements noirs nationalistes, comme les Black Panthers. Pour l'auteur, la difficulté d'articuler ces deux dimensions a finalement conduit à la dissolution de la Ligue. En tout cas, cette organisation ne partage pas l'enthousiasme des Black Panthers pour les révoltes des jeunes Noirs appartenant au sous-prolétariat urbain. Pour la Ligue, s'enthousiasmer pour de tels mouvements, c'est commettre une erreur tactique fondamentale, car les prolétaires noirs n'ont de pouvoir que dans l'usine, sur le lieu de la production : dans certaines usines de production automobile, 70 pour cent de la main-d'œuvre est noire, et ces entreprises sont situées au cœur du capitalisme américain. Le pouvoir d'arrêter la production représente une arme de première importance dans la lutte. De plus, la concentration de 10 000 ouvriers noirs travaillant au même endroit et partageant les mêmes griefs et les mêmes problèmes quotidiens leur donne une force considérable susceptible d'être mobilisée de manière efficace et durable.

C'est sur cette base d'analyse que la Ligue se constitue. Elle se définit comme une organisation marxiste-léniniste, mais son idéologie incorpore des éléments nationalistes. La Ligue veut constituer une organisation révolutionnaire d'ouvriers noirs dans le but de liquider le racisme, le capitalisme et l'impérialisme. Ces différents problèmes sont vus comme organiquement liés, car si la classe capitaliste blanche possède les moyens de production, la plupart des Blancs et à peu près tous les Noirs doivent vendre leur force de travail pour vivre. Mais les ouvriers blancs profitent de certains privilèges liés à la couleur de leur peau, ce qui fait qu'ils ont intérêt au *statu quo*.

Dans leur très grande majorité, les ouvriers noirs sont les descendants d'esclaves ayant travaillé dans les plantations du Sud des États-Unis. Le statut d'esclave ayant été exclusivement réservé aux Noirs, les questions de classe et de race se sont trouvées mêlées, puisqu'une forme d'oppression économique en venait ainsi à pouvoir être identifiée directement par la

couleur de la peau (Geschwender note d'ailleurs que c'est l'une des raisons qui ont pesé dans le choix d'esclavagiser les Africains : la couleur de leur peau permettait de les repérer facilement s'ils s'enfuyaient). La fin de l'esclavage n'a pas mis fin à la prolétarianisation des Noirs en Amérique, puisqu'ils restent concentrés dans les secteurs les plus durs de l'industrie lourde.

On a vu comment, dans l'industrie automobile en particulier, les divisions raciales ont été consciemment utilisées pour discipliner la force de travail. Mais pour la Ligue, cette concentration dans l'industrie lourde offre aussi des possibilités d'action particulièrement efficaces, car la lutte contre des conditions de travail très éprouvantes pourrait se transformer en une lutte pour le contrôle du processus de production, à condition de convaincre les ouvriers qu'on ne peut pas contrôler les conditions de travail sans contrôler les moyens de production. Cette tâche d'éducation politique était au cœur du projet de la Ligue.

Geschwender qualifie l'idéologie de la Ligue de «syncrétiste», et il insiste sur le fait que les ambiguïtés et les contradictions internes sur la question du nationalisme noir ont considérablement affaibli le groupe et ont finalement conduit à sa dissolution. En juin 1971, John Watson, Ken Cockrel et Mike Hamlin démissionnent pour rejoindre une autre organisation marxiste-léniniste noire : le Black Workers Congress. Les dissensions internes portaient en particulier sur la tolérance à l'égard des tendances les plus réactionnaires du nationalisme noir, sur la nécessité d'un programme sérieux d'éducation politique des militants, sur la question de la coopération avec des militants radicaux blancs. Mais il semble qu'une autre ligne de fracture, non mentionnée par Geschwender, concernait le fait de privilégier ou non les actions concernant les conditions de travail à l'usine (voir ci-dessous). En tout cas, la fin de la Ligue n'a pas signifié la fin du militantisme des ouvriers noirs à Détroit. Geschwender mentionne plusieurs actions menées par des ouvriers noirs durant l'année 1973 autour de graves problèmes de sécurité dans les usines Chrysler. Certaines de ces actions sont lancées par des militants noirs qui développent un discours clairement socialiste, mais sur des questions concrètes liées aux conditions de travail dans l'usine la participation des ouvriers blancs concernés ne semble pas poser de problème.

Dans son chapitre de conclusion, Geschwender se pose la question de savoir comment articuler les analyses en termes d'exploitation capitaliste et les analyses en termes d'oppression raciale pour en faire des instruments de lutte contre toutes les formes d'exploitation.



La lecture du livre *Détroit : pas d'accord pour crever (Une révolution urbaine)* de Dan Georgakas et Marvin Surkin (traduction française par Laure Mistral, Agone, 2015) donne une perspective un peu différente sur l'histoire de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires.

Ce livre, qui met l'accent sur l'histoire culturelle, parle beaucoup moins de la situation des ouvriers noirs dans les usines automobiles de Détroit. On n'y trouvera que peu d'informations sur la stratification raciale dans les usines ou sur l'histoire des relations entre les ouvriers noirs et les syndicats. De ce point de vue, le livre de Geschwender est beaucoup plus riche. Par contre, l'ouvrage de Georgakas et Surkin donne des détails utiles sur la façon dont la Ligue était perçue par certains ouvriers blancs militants, par des militants noirs plus âgés et par les ouvrières noires.

Un témoignage particulièrement intéressant est celui de l'ouvrier blanc John Taylor, tourneur fraiseur à l'usine Chrysler d'Eldon Avenue, qui décrit longuement ses relations avec les membres de la Ligue, avec lesquels il a collaboré de manière répétée entre 1968 et 1971.

Parlant des débuts d'ELRUM, il dit : *«Je les ai découverts quand ils ont commencé à sortir leurs tracts. La réaction a été immédiate : 50 % de positif et 50 % de négatif. Les réponses négatives venaient des ouvriers noirs plus vieux et bien sûr des blancs, surtout parce que le langage d'Elrum était raide.»* Il raconte que le militant noir plus âgé Jordan Sims, que ceux de la Ligue considèrent comme un réformiste mou, défendait les actions d'ELRUM : *«Sims expliquait que leur langage avait beau être choquant, ce qu'ils disaient, c'était la vérité.»* Pourtant lorsqu'il se présente à une élection syndicale en 1971, Sims refuse le soutien d'ELRUM car il pense que ce soutien lui aliénerait une partie du vote noir (c'est d'ailleurs ce qui se passe : ELRUM l'ayant soutenu contre sa volonté, il perd l'élection).

Mais John Taylor montre aussi des côtés nettement déplaisants de la «manière forte» d'ELRUM : *«Ce qui a vraiment arrêté les gens, c'est un tract qu'ils ont sorti sur les secrétaires du syndicat. Dans le bureau il y avait un vieux retraité du nom de Butch et plusieurs secrétaires blanches. Elrum a sorti un tract racontant que ces femmes se prostituaient pour Elroy Richardson, le président noir de la section locale. Ils répandaient toutes sortes de rumeurs immondes que les gens n'ont pas pu supporter. On connaissait ces femmes et on ne les percevait pas de cette façon. Les gens ont vraiment été dégoûtés par ça.»*

Une autre anecdote significative concerne la perception que certaines ouvrières noires avaient des membres d'ELRUM : *«Ce qui est intéressant, c'est que la plupart des gens qui comptaient les votes [lors de l'élection syndicale mentionnée ci-dessus] étaient des femmes noires d'un certain âge, et elles avaient physiquement peur des gens d'Elrum. Elles croyaient qu'ils avaient des revolvers et qu'ils allaient devenir fous furieux. On ne peut pas avoir des gens dans une usine qui ont peur de vous comme ça.»*

Georgakas et Surkin notent d'ailleurs que la Ligue ne réussit pas vraiment à s'adresser aux ouvrières noires, alors même que dans l'usine d'Eldon Avenue les problèmes ne manquaient pas : avances sexuelles constantes de la part des contremaîtres, problèmes de santé (deux ouvrières meurent à l'usine pendant la période d'activité d'ELRUM). Les bulletins s'adressent parfois rhétoriquement aux «sœurs» noires, mais aucun programme concret d'action contre les discriminations spécifiques qui s'exercent à l'égard des femmes n'est élaboré.

Le livre de Georgakas et Surkin présente aussi un tableau un peu différent des contradictions internes qui ont fait exploser la Ligue, du moins au niveau du Comité exécutif (il est difficile de se rendre compte de la pertinence de ces oppositions pour les militants de la base).

On comprend que les positions des membres du comité exécutif formaient un spectre, avec Watson, Cockrell et Hamlin à l'une des extrémités, et General Baker (l'«âme de DRUM» selon Georgakas et Surkin) et Chuck Wooten à l'autre.

Le premier groupe, dont les analyses marxistes semblent plus élaborées, ne paraît pas avoir eu beaucoup de contacts avec les ouvriers d'usine. Ses membres se lancent rapidement dans des entreprises d'envergure nationale qui les éloignent des militants de base. Ils cherchent à collaborer avec des militants blancs de la gauche radicale. Les membres du second groupe leur reprochent d'être élitistes et de ne pas se concentrer sur la mobilisation des ouvriers d'usine.

Le second groupe, dont apparemment les membres travaillent eux-mêmes en usine (bien que ce point important ne soit clairement abordé ni dans le livre de Geschwender ni dans celui-ci), considèrent que la tâche première de la Ligue est d'organiser des noyaux de militants dans toutes les usines et pas d'animer des clubs de lecture pour sympathisants de la gauche radicale. Les membres du premier groupe leur reprochent une trop grande tolérance à l'égard d'un nationalisme noir réactionnaire, et un manque d'effort pour éduquer politiquement les militants qu'ils recrutent.

Visiblement, les membres de la Ligue dont Geschwender était proche appartenaient plutôt au premier groupe, ce qui explique sans doute qu'il ne mentionne même pas cette polarisation sur la question de l'organisation des ouvriers d'usine (il aborde par contre largement le problème du nationalisme), qui semble pourtant jouer un rôle important dans la rupture finale.

Après la lecture de ces deux livres, on a le sentiment qu'il manque une histoire complète de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires, car certaines questions restent relativement obscures (parmi les membres du Comité exécutif, qui travaillaient en usine ? les désaccords idéologiques correspondent-ils à la ligne de séparation entre ceux qui travaillaient en usine et ceux qui n'y travaillaient pas ? quel était le profil des militants de base ? combien étaient-ils ? que faisaient-ils exactement dans

l'organisation ?). S'il existe d'autres témoignages aussi détaillés que celui de John Taylor, mais écrits par des membres directs de la Ligue, ils permettraient sans doute de se faire une meilleure idée de ce qui se passait dans les usines, au-delà des affrontements rhétoriques des uns et des autres.

Camille Estienne

Sam Johnson *Toute ma vie j'ai lutté. De l'Alabama à Los Angeles et à Detroit*, Editions Les bons caractères, 16,50 euros (Commandes à <http://www.lesbonscaracteres.com/>)

Il existe très peu de témoignages d'ouvriers militants, de surcroît noirs américains. Les maisons d'édition préfèrent toujours donner la parole à des dirigeants politiques ou à des intellectuels médiatiques. C'est le premier avantage de ce livre : donner la parole à un ouvrier de base qui n'a jamais été célèbre. Le second est qu'il ne s'agit pas d'une autobiographie exemplaire du type *Fils du peuple* de Thorez ou même *Ma vie* de Trotsky. Sam nous raconte sa vie toute simple d'enfant pauvre, d'adolescent révolté et bagarreur, d'adulte consommateur de drogue, petit dealer et ouvrier à la chaîne. Sa prise de conscience politique est progressive, mais quand il se décide à rejoindre les rangs d'un petit groupe trotskyste (sur les positions de Lutte ouvrière en France) et à militer dans le syndicat de l'automobile (UAW) chez Chrysler, il remue des montagnes.

A travers d'innombrables anecdotes, Sam Johnson nous décrit la lente transition entre l'Amérique des années 50 et 60, encore marquée par la ségrégation totale dans le Sud et le racisme hypocrite dans le Nord, et les années 60 et 70 où le mouvement de libération des Noirs, qu'il s'agisse des Eglises à la tactique non violente, des «nationalistes culturels», des Black Panthers nettement plus musclées ou des militants antisémites et racistes anti-Blancs de la Nation de l'Islam, font changer la peur de camp et donnent aux «Afro-Américains» pour la première fois de leur histoire le courage de relever massivement la tête.

Samuel Johnson naît en 1939 en Alabama. Ses deux parents viennent du Sud rural et sont les premiers de leur génération à migrer vers la ville (Bessemer). Son père travaille d'abord à la mine, puis à la pose des roues de wagons chez Pullman. Il meurt à 41 ans d'un cancer de la gorge, sans doute d'origine professionnelle (comme d'autres membres de la famille de Sam). Sa mère découpe des poulets dans une usine, puis travaille dans des teintureries, des blanchisseries, ou comme femme de ménage — les seuls emplois accessibles aux femmes noires. Le week-end, elle vend de l'alcool de maïs de contrebande, et c'est en fait la principale source de revenu de la famille. Le portrait de cette femme, Sadie B. Ware Johnson, est particulièrement émouvant : elle accueille chez elle successivement tous les jeunes de la famille qui quittent la ferme pour tenter leur chance à la ville, et la maison en est toujours pleine ; elle tient tête physiquement à son mari et à d'autres hommes de la famille, parfois violents, apprenant très tôt à Sam à ne pas se laisser marcher sur les pieds et à rendre les coups ; c'est

aussi elle qui poussera ses fils à partir vers l'Ouest ou vers le Nord pour échapper au racisme et au harcèlement policier dont ils sont victimes.

Pendant l'enfance de Sam, la ségrégation est encore totale dans le Sud : les écoles, les transports, les restaurants, etc., sont soumis à la ségrégation. Dans les magasins, les fontaines à boire sont réservées aux Blancs ; dans le quartier, la piscine est réservée aux Blancs ; les écoles ouvertes aux Noirs ont peu de moyens et sont souvent éloignées. La crainte de transgresser les normes de la ségrégation raciale est inscrite jusque dans les corps, comme le montre cette anecdote : *«Des fois on se baignait tout nus dans le ruisseau, on n'avait pas de maillots à l'époque. C'était un petit cours d'eau qui partait du lac et on allait nager là, cul nu. Un jour où on y était, un ado noir se baignait cul nu, lui aussi. C'est là que des jeunes Blancs sont arrivés avec leurs copines, et ils ont commencé à faire la foire dans l'eau. L'ado a crié : "Hé, personne a un maillot à me passer ? J'en ai vraiment besoin, là." Il avait pris peur, mais vraiment, en voyant qu'il était dans l'eau nu comme un ver avec des Blanches à proximité. Si quelqu'un s'en apercevait, ça pouvait très mal tourner pour lui.»*

La police harcèle constamment les adolescents noirs. *«On avait tout le temps des problèmes avec la police»*, écrit Sam. Il suffit aux jeunes Noirs de circuler en voiture, ou de se trouver dehors après le couvre-feu, même accompagnés par un adulte comme le veut la loi, pour se retrouver en prison pour une nuit. En principe, le couvre-feu s'applique aussi aux jeunes Blancs, mais la police n'arrête que les Noirs. *«C'était le couvre-feu, mais ils s'en fichaient bien parce qu'ils n'étaient pas noirs. On a vu ça de nos propres yeux.»* Il est notoire que nombre de policiers sont membres du Ku Klux Klan. Mais déjà quelque chose a changé : *«La plupart des Noirs d'un certain âge avaient vraiment peur. Ils avaient vu tous ces lynchages, et aussi le KKK, qui était jusque dans la police. Mais moi, vu comment j'ai été élevé, je pensais que si quelqu'un me cherchait, il y arriverait peut-être, mais il me trouverait aussi. C'est ce que je ressentais. Je n'avais pas cette peur.»*

Après avoir travaillé dans une usine de glaces à Bessemer, Sam part rejoindre l'un de ses frères à Détroit où il ne trouve pas de travail. Il revient à Bessemer où il travaille de nouveau à la fabrique de glaces. Mais sa mère a peur que ses garçons bagarreurs ne finissent par être descendus par la police. Elle les pousse à quitter le Sud pour échapper au racisme et trouver un meilleur boulot. Sam, un autre frère et un cousin partent finalement pour Los Angeles, où ils arrivent quelques mois avant les émeutes de Watts en 1965. *«Sur la route, on est passé par ces petites villes, Livingston et York, en Alabama. Les gens portaient des pancartes, ils manifestaient. Ils demandaient le droit pour les jeunes filles et les femmes noires de postuler comme caissières. Il n'y avait rien pour elles. C'était forcément des Blanches qui faisaient ce genre de boulot. Les Noires ne pouvaient faire*

que le ménage dans les magasins. Elles avaient été au lycée, elles étaient qualifiées, mais il leur était impossible de travailler à la caisse.»

A Los Angeles, même s'il n'y a pas de ségrégation ouverte comme dans le Sud, le harcèlement policier dans les quartiers noirs est permanent. Après les émeutes, l'embauche des Noirs dans l'industrie s'ouvre un peu : *«Les patrons ont dû se dire qu'il valait mieux enlever les Noirs des rues pour les caser dans l'industrie lourde, commencer à leur donner enfin du boulot.»* Mais Sam ne trouve pas de travail stable : après des boulots dans des stations de lavage, il trouve un emploi comme régleur de machines dans une usine, mais il se fait virer très vite à la suite d'une bagarre avec un vigile raciste.

En 1967, à vingt-huit ans, il part retrouver son petit frère à Détroit, où il arrive deux mois avant les émeutes de l'été 1967. Il se fait embaucher comme ouvrier sur presse dans une usine de pièces détachées. Comme à Watts en 1965, il assiste au pillage des magasins, dans lesquels les marchandises disparaissent en quelques minutes. Puis l'armée intervient : *«Ils rampaient dans les rues de Détroit avec leurs mitraillettes dans les bras, comme s'ils étaient au combat, en guerre. Contre nous.»* Les émeutes durent environ cinq jours. L'armée même ne réussit pas à rétablir l'ordre en moins de trois jours. *«J'en ai vu de toutes les couleurs dans ma vie, j'ai été victime de discrimination et je sais comment les flics nous traitaient. Alors pour moi, la révolte de 1967, c'était quelque chose. Ça m'a fait un bien fou. J'ai vu comment les flics ne géraient pas vraiment la situation, à Détroit. Ils n'arrivaient pas à nous gérer, nous. C'est pour ça qu'ils ont fait venir l'armée, parce qu'ils n'arrivaient pas à nous gérer. Ça aussi, ça m'a aidé à ouvrir les yeux. Ça m'a fait me dire que, lorsqu'on se rassemble, on arrête aussi de se faire marcher sur les pieds. C'est ce que j'ai compris, à l'époque. Et ça m'a vraiment fait du bien.»*

Après les émeutes, les trois grands constructeurs de l'automobile (Ford, Chrysler et General Motors) ouvrent des bureaux d'embauche en plein milieu du quartier noir. Sam est embauché à la chaîne chez Chrysler, où il restera pendant trente ans. Dès son arrivée, il se prend la tête avec le chef d'équipe à propos de la vitesse de la chaîne. *«Le problème, c'était la cadence.»* Pendant trente années de travail chez Chrysler, cela reviendra comme un leitmotiv. Mais un vent de liberté souffle aussi sur les ateliers : *«On faisait des trucs tellement barrés, ils croyaient tous qu'on mijotait une nouvelle émeute. Quand ça les prenait, les ouvriers qui montaient les autoradios dans les voitures poussaient le volume à fond. James Brown. Les gars qui étaient à un bout braillaient en cœur : «Say it loud, I'm black and I'm proud !» (“Répète après moi : je suis Noir et j'en suis fier !”). Un gars à l'autre bout répondait en gueulant encore plus fort : “Say it loud, I'm black and I'm proud !” Ça nous arrivait aussi de tout laisser en plan pour danser un coup. Les chefs blancs, ils restaient plantés là à nous regarder, comme s'ils ne savaient pas quoi faire, qu'ils se demandaient*

comme cela allait se terminer. Ça se voyait qu'ils avaient peur. Les patrons de Chrysler n'ont pas traîné pour embaucher des chefs d'équipe noirs.» Très vite, pourtant, la drogue détruit de l'intérieur une bonne partie de cette énergie militante. L'héroïne est partout dans l'usine et brise les interactions entre les travailleurs — quelques années plus tard, ce sera le crack, plus destructeur encore.

C'est dans l'usine Chrysler que Sam entre en contact avec des militants du groupe trotskiste *The Spark* (L'Étincelle). Jusque-là, il se décrit surtout comme un garçon fêtard et bagarreur, certes révolté par les discriminations et les injustices, mais d'une manière épidermique, et sans claire vision du «système» dans lequel tout cela s'inscrit, pour reprendre un terme qu'il utilise souvent par la suite.

Ses seuls contacts avec des militants ont été avec les musulmans noirs de la Nation de l'Islam, avec lesquels il discute souvent, sans pourtant en devenir membre. Il apprécie surtout chez eux leur volonté de se défendre et de rendre les coups. *«Ces frères de la Nation de l'Islam ont été les premiers à me montrer qu'ils étaient prêts à défendre leurs droits.»* Sans condamner la stratégie d'action non violente de certains militants des droits civiques, il explique que toute son histoire le prédispose à rejeter une telle attitude : *«J'avais vu ces types par terre, qui se laissaient tabasser sans rien faire par les racistes. Alors là, non merci, pas question. Je n'étais pas prêt pour ça. Moi j'étais pour rendre coup pour coup, pour renverser la situation. Je ne pouvais pas être pour la non-violence. J'étais incapable de laisser quelqu'un me cogner sans broncher. C'était déjà vrai avant que j'entende parler de Malcolm X, de ce qu'il avait à dire. C'est comme ça que j'ai grandi, c'est tout. C'est pour ça que je respectais les frères musulmans de la Nation de l'Islam. C'est des gens qui restaient debout. Et dans leurs discours, ils parlaient de se défendre.»*

Chez Chrysler, l'attitude et les discours d'une militante du groupe *The Spark* lui révèlent clairement la nature de classe de l'exploitation capitaliste. Et dès lors c'est dans cette lutte quotidienne contre l'exploitation (et contre la bureaucratie syndicale) qu'il dépensera toute son énergie.

Son livre n'évoque pas des grèves héroïques mais des dizaines d'actes de résistance collective dans différents départements de l'usine aux divers postes où il est sans cesse muté en raison de son esprit de résistance. Il nous montre comment, même sans être délégué syndical, un travailleur déterminé peut réussir à organiser tout un réseau de correspondants pour alimenter un bulletin d'entreprise ; renforcer les piquets de grève que les syndicats voudraient laisser squelettiques pour arrêter une lutte plus rapidement ; convaincre les salariés de refuser un accord d'entreprise pourri soutenu par les syndicats. Il décrit la lutte (ouverte ou clandestine) contre les petits chefs despotiques (y compris les petits chefs noirs), les licenciements arbitraires, le non-paiement des heures supplémentaires, les

opérations dangereuses sur la chaîne, les dispositifs de sécurité défectueux, les cadences, etc.

Les méthodes d'action utilisées vont à l'encontre des habitudes et des intérêts des bureaucrates du syndicat : réunions fréquentes dans l'atelier, lors des pauses, et non le dimanche, seul jour que les travailleurs peuvent passer avec leur famille ; élection de délégués sur chaque chaîne, pour surveiller les contremaîtres et faire remonter immédiatement les problèmes; lutte concrète contre les divisions raciales et linguistiques (le bulletin est traduit en arabe, en yougoslave, en albanais) ; action collective directe pour défendre ses droits : *«A une de ces réunions, on apprend que des ouvriers ont des soucis avec leur paye. Chrysler devait beaucoup de sous à plein de monde. Ces gars avaient fait des heures sup' et la direction devait leur payer toutes ces heures, mais elle faisait la sourde oreille. Pour certains l'histoire durait depuis un an, et ils n'avaient jamais vu la couleur de leur argent. Alors on a dit : "Venez, on va au bureau du grand chef pour lui parler de cette affaire. On emmène nos sandwiches chez le chef." Il n'y avait pas abandon de poste, c'était la pause. "Aujourd'hui, on mange là-bas." Bref, on descend. On était 25 ou 30, quand même. (...) Quand tous ces gens se pointent ensemble, ils sont une force. Leur nombre envoie un plus grand message que n'importe quel permanent qui y va tout seul. Les ouvriers l'ont vu, parce que le lendemain ils avaient leur argent.»*

Il décrit aussi des actions légales en dehors de l'usine (notamment un procès contre Chrysler pour discrimination raciale et licenciement abusif, procès au cours duquel plusieurs ouvriers blancs témoignent en faveur de Johnson), des manifestations contre la guerre du Vietnam, ou en solidarité avec des grèves dans d'autres usines.

Un chouette bouquin, sans prétention littéraire, mais qui nous donne un excellent aperçu de ce qu'a été et est encore, par de nombreux aspects, la situation des prolétaires noirs américains. Loin des clichés romantiques sur les Black Panthers et leurs affrontements spectaculaires avec les flics, clichés tant prisés dans les milieux gauchistes, ce livre nous dévoile un combat de longue haleine, moins médiatique, moins héroïque, mais nettement plus tenace contre l'exploitation et pour la révolution sociale.

Camille Estienne et Yves Coleman, 11/7/2016

Annelise Orleck, *A l'assaut du Caesars Palace, Comment des mères afro-américaines ont mené leur propre guerre contre la pauvreté (Storming Caesars Palace, How Black Mothers Fought Their Own War on Poverty)*, Beacon Press, Boston, 2005.

We can do it, and do it better.

«Nous pouvons le faire, et nous pouvons le faire mieux.»

(...) it took them a long, long time to destroy us.

«(...) ça leur a pris très, très longtemps pour nous détruire.»

Ce livre raconte comment un groupe de femmes noires de Las Vegas a mené pendant plus de vingt ans (1970-1990) une guerre originale à la fois contre la pauvreté et contre la bureaucratie de l'aide sociale (*welfare*). L'auteur, l'historienne Annelise Orleck, a côtoyé ces femmes pendant une dizaine d'années, menant avec elles de nombreux entretiens dont les citations parsèment le livre. Elle a visiblement développé de forts liens d'amitié avec une bonne partie d'entre elles. Il s'agit donc d'une sorte d'histoire orale de ce mouvement.

Ces femmes sont noires, pauvres, mères célibataires. Elles ont grandi en Louisiane dans les années 40. Elles travaillent à la récolte du coton dès qu'elles ont une dizaine d'années, dans des plantations dont l'économie repose encore exclusivement sur le bas coût de la main-d'œuvre. Elles ne vont pratiquement pas à l'école, et ont souvent leur premier enfant très jeunes (conséquence d'un viol, pour l'une d'entre elles). Pour échapper au monde étouffant des plantations, elles quittent jeunes la Louisiane pour Las Vegas, où l'on dit qu'il est facile de s'enrichir. D'autres enfants suivent rapidement : elles ont sept, neuf, onze enfants. Elles n'ignorent pas la contraception, mais les médecins refusent systématiquement de leur en prescrire, malgré leurs demandes réitérées et parfois désespérées – on ne veut pas donner à ces femmes, noires et pauvres, les moyens de contrôler leur propre corps. Les pères, souvent joueurs et alcooliques, ont disparu, à moins qu'elles ne les aient quittés pour échapper à leur violence.

La survie de leur famille dépend du maigre revenu qu'elles peuvent tirer des seuls emplois qui leur sont accessibles : femmes de ménage, femmes de chambre, lingères – dans les hôtels et casinos de Las Vegas. Mais les maigres salaires ne permettent pas de nourrir correctement et de vêtir une nombreuse famille. Et dès qu'un problème de santé survient (souvent lié à

la pénibilité du travail), elles n'ont d'autre choix que de recourir à l'aide sociale (*welfare*), qu'elles ne reçoivent pas sans payer un lourd tribut d'humiliations de toutes sortes. Les préjugés contre les mères célibataires, surtout si elles sont noires, atteignent en effet un degré d'ignominie qu'on a du mal à imaginer : obsédés par la recherche des fraudeurs, les agents de l'aide sociale n'hésitent pas à sonner la nuit chez ces femmes pour vérifier s'il n'y a pas un homme dans leur lit (ce qui aurait pour conséquence la suppression immédiate des aides, l'homme étant supposé subvenir aux besoins de la famille, même s'il s'agit d'une aventure sans lendemain ; c'est la règle dite de «l'homme dans la maison»).

L'Etat du Nevada est d'ailleurs particulièrement réticent à appliquer les directives fédérales de la «guerre contre la pauvreté» (ambitieux programme du président Johnson en 1964). Il faudra par exemple une longue bagarre pour que le programme fédéral de coupons alimentaires soit finalement mis en place dans le Nevada, qui sera le dernier Etat à le faire. Jusqu'en 1965, les discriminations raciales dans le logement social ou l'emploi ne sont pas illégales dans cet Etat. Jusque dans les années 1970, le quartier noir de Las Vegas (le Westside) ne comporte ni hôpital, ni bibliothèque, ni piscine – l'argent public ne traverse pas la limite tracée par l'autoroute qui sépare le quartier noir du quartier blanc.

Mais les choses commencent à changer. En 1967, une organisatrice du National Welfare Rights Organization (Organisation nationale pour les droits des bénéficiaires de l'aide sociale) frappe à la porte de l'une de ces femmes, Alversa Beals, pour lui expliquer le but de leur organisation et lui demander d'organiser son quartier sur cette base.

Le NWRO est une organisation dans la lignée du mouvement des droits civiques, qui milite pour l'augmentation des prestations sociales à un niveau qui permette à une famille de vivre décemment, et pour la disparition des règlements humiliants et punitifs¹. Alversa Beals remarque :

¹ La militante noire, et mère célibataire de six enfants, Johnnie Tillmon (1926-1995) est l'une des figures marquantes de ce mouvement, dont elle fut un temps la présidente. Elle vit en Californie quand elle tombe malade et doit recourir à l'aide sociale. Elle est choquée par la façon dont les institutions traitent ceux qui reçoivent ces aides, et elle commence dès les années 60 à organiser les femmes qui ont recours à l'aide sociale. Elle se bat pour que l'argent distribué par le gouvernement fédéral afin d'encourager l'implication des bénéficiaires de l'aide sociale dans les programmes qui les concernent soit contrôlé par les intéressés et non par les élites locales.

En 1972, Johnnie Tillmon publie un article intitulé «Welfare is a Women's Issue» (L'aide sociale est une question de femmes) qui commence ainsi : *«Je suis une femme. Je suis une femme noire. Je suis une femme pauvre. Je suis grosse. Je suis d'âge moyen. Et je touche des aides*

«C'est la première fois que j'ai vu les mots "droits" et "aide sociale" l'un à côté de l'autre.» Avec un petit groupe d'autres femmes (Rosie Seals, Emma Stampley, Essie Henderson, Mary Wesley, Eddie Jean Finks et Ruby Duncan) elle s'emploie immédiatement à créer une branche locale du NWRO : le Clark County Welfare Rights Organization (CCWRO).

Parmi leurs premières actions, elles instituent l'accompagnement systématique des femmes qui se rendent dans les bureaux de l'aide sociale. L'une des femmes raconte : «*Avant que l'on s'organise, il n'y avait pas de limite aux questions que posaient les travailleurs sociaux : "Quand êtes-vous tombée enceinte ? Qui vous a mise enceinte ? Combien d'hommes avez-vous fréquenté avant de tomber enceinte ? Pourquoi avez-vous couché avec tous ces hommes ?" Mais après, ils ont cessé de nous demander toutes ces saletés, ces trucs dégueulasses qui nous démolissaient.*»

Les femmes du groupe se radicalisent rapidement. Elles se rendent compte qu'on ne leur laisse aucune porte de sortie : si elles ne travaillent pas, on les accuse d'être paresseuses et de vivre sur le dos des contribuables ; si elles travaillent, on leur coupe les aides sociales et on les accuse d'être de mauvaises mères qui se prennent pour des hommes au lieu de rester avec leurs enfants.

Pendant l'année 1967, le NWRO organise des manifestations dans de nombreuses villes. Une délégation de femmes est reçue par le Sénat. Quand le sénateur de la Louisiane, Long, interrompt la présidente du NWRO, Johnnie Tillmon, pour se plaindre du fait qu'à cause de l'aide sociale il ne trouve plus personne pour lui repasser ses chemises, elle lui répond que ça fait dix-huit ans qu'elle repasse les chemises des autres, mais que maintenant elle est malade et ne peut plus nourrir ses enfants. Tous les sénateurs quittent la salle alors que les femmes sont encore en train de parler. Exaspérées par le comportement des sénateurs, les femmes refusent de quitter la salle si les dix-sept sénateurs ne reviennent pas écouter la fin de leur témoignage. Sous la menace de six mois de prison, elles quittent finalement la salle en criant : «*Nous ne repasserons plus vos chemises, sénateur Long*». Long dira ensuite : «*Si elles trouvent le temps de manifester dans les rues, de faire des piquets et de passer toute une journée dans une salle d'audience, elles peuvent aussi trouver du temps pour faire un travail utile. Elles pourraient ramasser les ordures devant leur maison ou tuer les rats, au lieu de perturber le travail des sénateurs.*» !

Annelise Orleck note à plusieurs reprises dans le livre les comportements insultants, ou parfois simplement le profond malaise, des politiciens et des bureaucrates (presque tous des hommes blancs) quand ils se trouvent face à ces femmes. «*Des hommes politiques puissants*

sociales. Dans ce pays, si on est l'une des ces choses, on compte moins en tant qu'être humain. Si on est toutes ces choses à la fois, on ne compte pas du tout.»

semblaient avoir peur de se trouver face à face avec des bénéficiaires de l'aide sociale.» Les réticences valent d'ailleurs aussi pour les leaders noirs. «Le stigmate social attaché aux mères célibataires pauvres a longtemps empêché Martin Luther King Jr. et d'autres leaders noirs de la classe moyenne de s'allier avec le mouvement pour les droits des bénéficiaires de l'aide sociale. Pendant des années, les mères vivant des aides sociales ont accepté leur invisibilité dans le mouvement des droits civiques. Mais quand King, lors de sa "Campagne pour les pauvres" en 1968, ignore totalement les problèmes de l'aide sociale, Sanders et Tillmon demandèrent à le rencontrer. Assise à côté de King avec son petit-fils sur les genoux, Tillmon "s'est jetée sur Martin comme personne ne l'avait jamais fait", se souvient Andrew Young, l'assistant de King. Tillmon et d'autres femmes du NWRO demandèrent à King quelle était sa position concernant plusieurs points clés de la législation sur l'aide sociale, dont il ignorait visiblement tout. Finalement, Tillmon dit : "Vous savez, docteur King, si vous ne connaissez pas ces questions, vous feriez mieux de dire que vous ne savez pas, et la rencontre pourrait se poursuivre." Un silence étrange a suivi, jusqu'à ce que King, qui n'appréciait guère que les femmes le critiquent, lui présente ses excuses : "Vous avez raison, Madame Tillmon, nous ne connaissons rien sur l'aide sociale. Nous sommes ici pour apprendre."»

Les femmes du CCRWO (un groupe interracial) commencent à étudier la législation répressive du Nevada sur l'aide sociale, et entreprennent des actions en justice pour contester la constitutionnalité de certaines règles. La Cour suprême abolit la règle de «l'homme dans la maison» (suppression des aides sociales pour les mères célibataires qui ont une relation avec un homme).

En 1969, Ruby Duncan, l'une des mères noires originaires de Louisiane dont on a retracé le parcours plus haut, devient la présidente du groupe. Sa personnalité magnétique, parfois agressive, toujours créative et tenace, donnera sa coloration particulière aux actions de ce groupe pendant les vingt années suivantes. Alors qu'elle ne connaissait pas le sens du mot «législature» quelques mois plus tôt, elle se plonge, avec d'autres militants, dans la complexité des lois régissant l'aide sociale, et développe une analyse des tares de ce système.

George Wiley, un professeur de chimie afro-américain qui a abandonné l'université pour s'engager dans le mouvement des droits civiques, passe des nuits entières à expliquer aux femmes du groupe les dernières lois sur l'aide sociale. «Je n'avais jamais rencontré un homme qui voulait que les femmes soient aussi fortes que les hommes», se rappelle Ruby Duncan. Wiley leur dit : «Ils ont des plans pour vous contrôler. Vous devez développer vos propres plans.»

Au niveau national, le NRWO s'efforce d'imposer l'idée que les bénéficiaires de l'aide sociale ont leur mot à dire sur l'organisation des services sociaux. Les plus radicaux voient clairement qu'il ne suffira pas de

mettre des rustines à ce système : il faut le détruire et le remplacer par un meilleur système. Devant une commission, Beulah Sanders, une militante new-yorkaise, s'explique : *«Tout le monde, depuis le président Nixon jusqu'au niveau le plus bas de l'administration, a son mot à dire sur nous. Chacun a son plan concernant ce qu'il faut faire pour les bénéficiaires de l'aide sociale. Eh bien, la seule chose que vous puissiez vraiment faire, c'est de laisser tomber vos attitudes du dix-septième siècle, donner assez d'argent aux pauvres pour qu'ils puissent vivre décemment, et nous laisser décider comment nous voulons vivre.»*

L'organisation lance une campagne de protestations, de boycotts et de sit-ins dans tout le pays. Les femmes de Las Vegas se lancent dans la campagne sans hésiter. Elles occupent le bureau de l'aide sociale pour demander des vêtements et des chaussures pour leurs enfants. *«C'était tellement bon de demander, raconte Ruby Duncan. De savoir qu'on demandait à cette grosse entité, cette institution, l'Etat. Sachant combien ils étaient impitoyables avec les pauvres. Et spécialement nous, un groupe de femmes "sans éducation", comme ils disent. Je crois que ça les a surpris autant que nous.»*

Dans le Westside, le chômage est chronique, la ségrégation dans le logement est toujours aussi forte, et les discriminations raciales à l'embauche sont *«si graves qu'elles mettent en danger toute l'économie de cet Etat»*, rapporte une commission sur l'égalité des droits. Une émeute éclate d'ailleurs dans le Westside en 1969.

Une offensive se prépare aussi dans les bureaux de l'administration pour diminuer drastiquement le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale. Les discours des hommes politiques à ce sujet, condamnant un système qui encouragerait l'immoralité en prenant l'argent dans la poche des honnêtes travailleurs, sont souvent un langage codé pour exprimer des préjugés racistes.

Une grande campagne pour débusquer les fraudes à l'aide sociale est lancée dans le Nevada. L'administration prétend avoir trouvé un taux de fraude de 50 %. Des milliers de familles sont rayées des listes de l'aide sociale. Avec l'aide d'avocats militants spécialisés dans le droit social, les femmes du CCWRO lancent une campagne juridique contre l'Etat du Nevada, plaidant que ces familles auraient dû avoir droit à une audience équitable (*fair hearing*) avant d'être rayées des listes. La justice leur donnera raison.

Elles s'attaquent aussi à un autre bastion de l'aide sociale dans le comté de Clark : la distribution gratuite des surplus de nourriture. Les distributions gratuites de nourriture étaient effectuées au compte-gouttes, après de longues enquêtes pour déterminer si les familles en avaient vraiment besoin, et suivant un cérémonial humiliant et épuisant : devant le Palais de justice, les femmes attendaient pendant des heures avec leurs enfants dans une chaleur infernale ; sur les dernières marches de l'escalier

du Palais, un préposé les appelait une par une pour venir chercher la nourriture, au vu et au su de tous, en haut de l'escalier. Les mères de Las Vegas établissent que l'argent dépensé pour les enquêtes préliminaires rend ce programme bien plus coûteux que dans d'autres comtés, alors même que seul un très petit nombre de familles en bénéficie. Comme le dit l'une des femmes : «C'était absurde de dépenser l'argent des contribuables à enquêter pour savoir qui avait vraiment faim. Quand on a faim, on a faim.» L'absurdité du système saute aux yeux des membres de la commission devant laquelle elles sont appelées à témoigner, et désormais les surplus de nourriture seront mis à disposition dans un magasin dans lequel tous les bénéficiaires de l'aide sociale peuvent venir s'approvisionner.

Mais la campagne de réduction des aides sociales continue, malgré les décisions juridiques, et les femmes décident de frapper plus fort. L'économie de Las Vegas est largement fondée sur le tourisme ; les hôtels et les casinos de la ville en sont le centre. Interrompre la marche d'un casino, pendant ne serait-ce qu'une demi-heure, correspond à un énorme manque à gagner, que personne ne peut même chiffrer tant les bénéfices des casinos sont opaques. Les femmes du CCWRO lancent «Operation Nevada» : une campagne concertée contre les coupes dans les aides sociales et contre son administration répressive, à la fois dans les tribunaux et dans les rues, avec des actions de masse visant des cibles particulièrement sensibles.

Une grande marche est organisée le 6 mars 1971 dans l'avenue centrale de Las Vegas, avec l'objectif (gardé secret) d'occuper le Caesars Palace, l'un des plus prestigieux casinos de Las Vegas. Les risques d'affrontement violent sont élevés. Pour les limiter, les femmes de Las Vegas ont réuni une large coalition comprenant des avocats, des prêtres radicaux, des militants des droits civiques, quelques célébrités (Jane Fonda par exemple). La marche se déroule dans une atmosphère tendue. Les marcheurs sont insultés par une partie des badauds : «Bougez vos gros culs. Ne faites pas un gosse par an.» etc. (Les enfants des militantes, qui participaient à la marche, s'en souviennent encore trente ans plus tard.) Après une hésitation, la foule pénètre dans le casino. «On a arrêté les jeux pendant plus d'une heure.» se rappelle Ruby Duncan «Personne n'avait jamais fait ça.» Les semaines suivantes, les sit-ins, marches et occupations continuent, bien que les stars aient quitté Las Vegas.

Après enquête, le ministère (fédéral) de la Santé, de l'Education et des Droits sociaux conclut que l'Etat du Nevada a largement surestimé le nombre de fraudeurs, que même les erreurs avérées sont, dans au moins un tiers des cas, dues aux bureaucrates et non aux bénéficiaires de l'aide sociale, et que des milliers de familles ont été illégalement privées d'aides auxquelles elles avaient droit. C'est une grande victoire pour le CCWRO, mais comme le remarque l'une des femmes : «c'était une incroyable victoire, mais les conditions dans lesquelles on vivait ne changèrent pas.

Après tout ce qu'on avait fait, on avait simplement gagné le droit de vivre avec 142 dollars par mois.»

Les femmes du CCWRO ressentent la nécessité de donner à leur action de nouvelles formes. Cela rejoint d'ailleurs des problèmes qui se posent au niveau national dans l'organisation. Les préjugés contre les bénéficiaires de l'aide sociale, surtout si ce sont des mères célibataires noires, ne s'arrêtent pas aux frontières du NWRO. Les représentations des pauvres comme paresseux, ignorants, malhonnêtes et... noirs, saturent la culture populaire américaine au début des années 70. *«Pour mesurer les effets de ces représentations, un chercheur a étudié deux groupes de téléspectateurs. On montrait au premier groupe une émission à propos d'une famille de Noirs pauvres, tandis que le second groupe voyait une histoire semblable dans laquelle la famille était blanche. On demandait ensuite aux gens ce qu'ils pensaient de l'aide gouvernementale pour les pauvres. Parmi ceux qui avaient vu l'histoire de la famille blanche, la majorité répondit que le gouvernement devrait fournir plus d'emplois non qualifiés et des taux d'intérêts plus bas. La plupart de ceux qui avaient vu l'histoire de la famille noire répondirent que l'aide du gouvernement serait sans effet. Tous étaient d'accord pour penser que les Afro-Américains devaient développer une éthique du travail plus solide.»*

Dans le NWRO, la frontière passe entre les mères pauvres, qui ont milité bénévolement pendant des années, et les organisateurs salariés, qui sont pour la plupart des hommes blancs. Les femmes de la base ont le sentiment d'être traitées comme des enfants. Elles ont aussi l'impression qu'un certain nombre de dirigeants de l'organisation ont du mal à accepter l'idée que le pouvoir soit exercé par des femmes noires sans éducation. Pourtant elles n'ont aucun doute sur le fait qu'elles sont les véritables experts dans les questions de pauvreté : elles savent ce que c'est de gérer un budget serré, de nourrir et vêtir une famille nombreuse, de trouver des astuces pour que les enfants ne mangent pas toujours des légumes en boîte, etc.

Ces tensions à l'intérieur du NWRO finissent par faire exploser l'organisation en 1975, mais sa branche dans le Clark County vivra encore pendant une vingtaine d'années, grâce à la ténacité et à la créativité des femmes qui l'animent. Ces problèmes les conduisent à inventer de nouvelles formes d'action, qui n'ont plus grand-chose à voir avec les types d'action hérités du mouvement des droits civiques, mais qui sont tout aussi remarquables. *«Au début, les femmes disaient : vous devez faire ça autrement. Mais au bout d'un moment, elles ont commencé à se dire : nous pouvons le faire mieux nous-mêmes»*, raconte un témoin.

Pendant les vingt années qui suivent, les femmes du CCWRO vont créer leur propre programme d'aide sociale : «Operation Life» (Opération Vie). Elles créent un centre social dans un vieil hôtel désaffecté du Westside, ouvert à tous les courants d'air. Dans ce centre, on peut recourir à l'aide

d'avocats spécialisés dans les lois sur la pauvreté, laisser ses enfants à la garderie ouverte 24 heures sur 24 (beaucoup de femmes travaillent la nuit dans les hôtels), bénéficiant de distributions gratuites de nourriture. La fille de l'une des militantes se souvient : *«Les mères qui venaient étaient traitées avec respect. Elles appréciaient. Ce n'était pas seulement une question de nourriture. Venir à Operation Life, ça n'était pas comme d'aller dans les bureaux des services sociaux. On sentait la différence.»*

Un projet particulièrement remarquable est la création d'une clinique dans laquelle tous les enfants du Westside peuvent bénéficier des dépistages précoces prévus par la loi fédérale. (Les enfants de plusieurs des militantes ont traîné toute leur vie des affections graves qui n'avaient pas été dépistées dans leur enfance – il n'y avait ni clinique ni médecin dans le Westside.) Le personnel de la clinique est largement constitué de mères du quartier. Des dizaines de milliers d'enfants y seront examinés. Un centre de prise en charge pour les femmes enceintes ouvre un peu plus tard, avec des distributions spéciales d'aliments riches en protéines pour les mères et leurs jeunes enfants (la malnutrition posait des problèmes particulièrement sérieux pour les femmes enceintes).

Dans un autre immeuble désaffecté, une bibliothèque est installée ; elle est ouverte tous les jours jusqu'à huit heures du soir, pour que les enfants puissent venir y faire leurs devoirs. On y organise des concerts et des repas collectifs. La piscine de l'hôtel désaffecté qui sert de centre social est aussi remise en état ; les gamins du quartier y passeront des jours entiers, pour échapper à la chaleur infernale de Las Vegas.

Un autre combat vaut la peine d'être mentionné : celui pour l'ouverture aux femmes de l'embauche dans des emplois traditionnellement réservés aux hommes. De fait, seuls les emplois dans la domesticité étaient accessibles aux femmes noires, que ce soit dans des familles ou dans des hôtels. En 1976 a lieu la plus grande grève de l'histoire de Las Vegas : 22000 membres du Syndicat des travailleurs des hôtels et restaurants se mettent en grève. La grève était le résultat de décades de frustrations vis-à-vis de l'attitude des patrons d'hôtels, qui refusaient d'embaucher des Noirs pour autre chose que des travaux de domestiques. De nombreuses femmes d'Operation Life participent à cette grève, et elles en profitent pour faire entendre leurs revendications.

L'une des militantes est embauchée comme éboueur. *«En 1977, Mary Wesley devint la seconde femme de Las Vegas à être embauchée comme travailleuse syndiquée dans la collecte des ordures. Wesley avait harcelé le responsable de l'embauche du syndicat jusqu'à ce qu'il ne puisse plus l'ignorer. "J'y suis allée tous les jours pendant six mois avant qu'ils me prennent", dit-elle en riant. Certains de ses collègues noirs trouvaient qu'elle n'aurait pas dû pénétrer sur leur territoire. Mais l'hostilité ne dura pas. "Les types voulaient m'aider à faire mon travail", se rappelle-t-elle. Elle leur dit qu'elle n'a pas besoin d'aide. "A la maison, si je dois déplacer*

un frigo, je le fais. Pourquoi j'aurais besoin d'un homme pour m'aider à soulever une poubelle ?" Tout le monde lui demandait comment elle arrivait à faire ce boulot. Elle sourit. "Quand je rentrais chez moi à la fin de la journée, j'étais tellement détendue, je prenais une douche et je pouvais peindre la maison. Quand je rentrais chez moi après une journée de domestique, j'étais si fatiguée que je tombais sur mon lit. Je ne pouvais plus bouger. Alors j'ai pensé : les hommes ont des boulots bien plus faciles et ils sont payés bien plus."»

Pendant des années, les femmes d'Operation Life continueront à se battre pour obtenir des formations professionnelles permettant d'accéder à des emplois un peu moins mal payés que ceux qui leur sont réservés, et placer des mères célibataires dans ces emplois. Dans leur centre d'aide sociale, les femmes du quartier pouvaient recevoir des informations sur ces questions et être soutenues dans leurs démarches.

Au fil des années, des dizaines de milliers d'enfants et de femmes ont bénéficié des services d'Operation Life. La santé, l'alimentation, la scolarité, l'accès à l'emploi de dizaines de milliers de résidents du Westside ont été améliorés. Toutes ces réalisations – le centre social, la garderie, la clinique, la bibliothèque, la piscine – étaient entièrement prises en charge par les femmes du quartier, avec un intense lobbying (dans lequel Ruby Duncan était devenue experte) pour récolter des fonds auprès des différentes agences gouvernementales ou locales et auprès des fondations privées. En même temps, elles étaient contraintes à des bagarres permanentes contre les bureaucrates de l'aide sociale, dont certains furent particulièrement tenaces aussi dans leur haine pour ces efforts d'organisation à la base.

On ne peut qu'admirer l'énergie, le courage et l'inventivité dont ont fait preuve ces femmes isolées, discriminées et sans moyens. Leur mot d'ordre est toujours resté : *We can do it, and do it better* (Nous pouvons le faire, et nous pouvons le faire mieux). Et elles l'ont fait dans un environnement tellement saturé de préjugés négatifs à leur égard qu'il fallait une force de résistance hors du commun pour ne pas abandonner. Leur travail est resté largement bénévole : même si elles travaillaient à temps plus que complet dans les structures qu'elles avaient créées, elles ne réussirent qu'exceptionnellement à en tirer un salaire ; elles continuèrent donc souvent à dépendre des aides sociales, et leur survie restait très précaire, comme celle de toutes ces structures.

Dans les années 80 et 90, sous les administrations Reagan, puis Bush, les crédits furent coupés les uns après les autres, et le harcèlement bureaucratique se fit de plus en plus intense. On interdit à ces femmes «sans éducation» de continuer à faire ce qu'elles faisaient, sous le prétexte qu'elles n'avaient pas les qualifications requises. Peu à peu, toutes les structures créées par les femmes d'Operation Life seront détruites (remplacées souvent, comme la clinique ou la bibliothèque, par des

structures de type bureaucratique). Aujourd'hui, le Westside n'est plus le bidonville qu'il était dans les années 50, quand les femmes dont ce livre raconte le combat sont arrivées de Louisiane. Mais avec le chômage de nouveau galopant, les ravages du crack aussi, la régression est patente. Si les enfants de certaines des militantes sont devenus avocats ou juges, d'autres ont été tués dans la rue par les balles perdues d'une guerre entre gangs.

Reste ce qu'on perçoit dans de nombreuses scènes (dont je n'ai pu rapporter qu'une partie) : la jubilation de tenir tête à des hommes politiques et à des bureaucrates arrogants et méprisants, et la satisfaction profonde de créer et de faire fonctionner des services sociaux dont l'accès ne soit pas basé sur des principes punitifs.

Je laisserai la conclusion à l'une de ces femmes, qui dit avec une fierté amère : «ça leur a pris très, très longtemps pour nous détruire».

Camille Estienne, 25/07/2016

Débats et Polémiques

Burkini et prétendues «crispations réciproques» : **Quand *Le Monde* raconte n'importe quoi**

La droite, l'extrême droite et une partie de la gauche, Manuel Valls en tête, veulent nous faire croire que le port d'une tenue vestimentaire ridicule par quelques intégristes, ou provocatrices, musulmanes constituerait un problème politique fondamental qui mériterait des arrêtés municipaux, des procès, des amendes et autres gesticulations politiciennes au sous-texte xénophobe, discriminatoire et raciste.

Il est évident que le burkini, comme le hidjab, ou d'autres tenues religieuses (le voile des bonnes sœurs, la soutane des prêtres, la robe de bure des moines, la kippa des juifs, le turban des sikhs, etc.) sont des symboles identitaires, et comme presque tous les symboles identitaires, ils ont une tonalité réactionnaire.

Réactionnaires pourquoi ? Parce que toutes les religions et les philosophies «religieuses» (bouddhismes, confucianisme, etc.) sont réactionnaires. Il n'y en a pas une qui soit plus (ou moins) digne de respect qu'une autre, à commencer par la religion catholique culturellement dominante en France même si l'Église est en perte de vitesse. Nous devons respecter les individus croyants MAIS nous n'avons aucune raison de respecter les diverses formes d'obscurantisme religieux qu'ils défendent.

Le journal *Le Monde* a pondu hier un éditorial hypocrite (http://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/20/le-burkini-de-la-discorde_4985415_3232.html) où il renvoie dos-à-dos la poignée de musulmanes qui portent le burkini en France et les crétins qui veulent son interdiction, en évoquant des «crispations réciproques»...

Entre une majorité catholique, agnostique ou athée et une infime partie de la population musulmane féminine qui veut porter des signes religieux réactionnaires, il n'y a aucun trait d'égalité, aucune «réciprocité», aucune comparaison rationnelle envisageable.

Les signes religieux musulmans ne sont pas plus «ostentatoires» et choquants aux yeux d'un individu rationaliste et épris de liberté que les autres, n'en déplaise aux législateurs gaulois.

Quant au «féminisme» qui est invoqué pour interdire le burkini, on sait bien que ce mot ne veut pas dire grand-chose tant que l'on ne précise pas

son contenu. Les personnes violemment hostiles au mariage des homosexuels, à l'adoption par des lesbiennes, sont aussi celles qui défendent la morale chrétienne la plus rétrograde, sont hostiles à l'avortement et à la contraception libres et gratuits, au fait que les femmes travaillent, etc. On ne peut que douter de leur souci soudain de défendre les droits des femmes.... Pour ne pas parler du «féminisme» imaginaire de politiciens d'extrême droite comme Geert Wilders ou Marine Le Pen.

Malgré toutes les limites de cette expression (cf. Sacha Ismail, «Qu'est-ce que le racisme antimusulmans ?» *NPNF* n° 44-45, 2014) ce qui se manifeste en ce moment en France, c'est bien le racisme antimusulmans, que subit une minorité de la population étrangère et française (rappelons qu'environ 4 000 personnes se convertissent à l'islam chaque année, et entre 4 000 à 7000 au christianisme, surtout aux courants évangélistes ; donc même si les conversions renforcent davantage les chrétiens que les musulmans, n'en déplaise à Houellebecq, les musulmans se renforcent très lentement pour le moment au sein de la population franco-française).

Les «musulmans» sont clairement un enjeu électoral en France, pays qui s'est toujours caractérisé depuis le XIX^e siècle par des législations xénophobes et hostiles au droit d'asile, et qui a toujours pratiqué le fichage et le flicage des étrangers, la discrimination, y compris religieuse, dans ses colonies et territoires d'outre-mer. Ce ne sont pas les récents attentats meurtriers commis par des djihadistes qui auraient tout à coup fait surgir d'une société harmonieuse et tolérante jusqu'alors un racisme et des discriminations systémiques qui sont bien antérieurs, n'en déplaise à l'éditorialiste du *Monde* qui joue les Ponce Pilate.

Certes, il ne s'agit pas de défendre un signe religieux réactionnaire, le burkini, mais simplement de dénoncer la campagne politique menée par la droite et une partie de la gauche, campagne qui occulte les vrais problèmes des exploités et des exploitées en France aujourd'hui.

Le racisme, sous toutes ses formes, est le problème et la responsabilité de la majorité des «Français» titulaires d'une carte d'identité, électeurs du Front national, des Républicains ou des partis de la gauche xénophobe, pas celui d'une minorité obscurantiste de croyantes et de croyants. C'est contre ce racisme des dominants qu'il faut lutter, et de ces causes économiques, sociales et culturelles profondes qu'il faut discuter, pas de «tenues de plage» ou «tenues de ville» portées par telle ou telle minorité religieuse !

Y.C., 21/08/2016

La bataille du burqini : «Islamophobie», «impérialisme culturel» ou laïcité ?

La décision prise par quelques maires d'interdire le burqini en France a mis la question du voile sur le devant de la scène. Les discussions et les débats autour de ce problème, quelles que soient les positions politiques des participants, à la fois dans les principaux médias et sur les réseaux sociaux, sont trop souvent fondés sur de fausses prémisses. Les défenseurs des arrêtés municipaux invoquent les «valeurs de la laïcité», les «valeurs françaises» ou la question de la «sécurité». Les opposants à ces arrêtés fondent principalement leur argumentation sur la dénonciation de l'«islamophobie» et de l'«impérialisme culturel». Les thèmes des droits des femmes, de l'égalité et de la liberté sont également abordés, mais comme des questions secondaires. Je crois que ces prémisses sont fausses et ne permettent pas de défendre une position progressiste qui prenne en considération le respect des droits civils, rejette les discriminations entre les citoyens et défende les droits des femmes. Dans cet article, j'essaierai de traiter ces questions et de présenter les fondements d'une position progressiste et égalitaire.

Le voile

Le voile se présente sous différentes formes : foulard, voile intégral (tchador), burqa, niqab et la nouvelle tenue à la mode : le burqini. Au cours des quatre dernières décennies, les mouvements islamiques ont essayé de toutes leurs forces de répandre le voile dans toutes les sociétés régies par l'islam et dans les communautés «musulmanes». Le voile est devenu le drapeau des mouvements islamiques. Chaque fois que les islamistes prennent le pouvoir dans un endroit, ils forcent les femmes à porter le voile et punissent sévèrement celles qui refusent de leur obéir.

Après la défaite de la révolution de 1979, l'Iran a été le premier pays où le voile est devenu un important sujet de conflit et de contestation pour le mouvement de libération des femmes, et pour les tendances de gauche et anti-islamistes dans l'ensemble de la société. Pourtant, trente-sept ans plus tard, la question du voile est encore fondamentale à la fois pour le régime islamique et pour le mouvement de libération des femmes. Chaque année, le régime islamique déchaîne ses forces brutales contre les femmes, et celles-ci refusent de se voiler comme le régime le leur prescrit. En effet, l'évolution et les innovations constantes dans la «mode» du voile imaginées

par les Iraniennes constituent une forme efficace de protestation qui ridiculise le voile islamique et témoigne de l'échec des tentatives du régime de soumettre les femmes et de les plonger dans les ténèbres.

Maintenant, après le coup d'état en Turquie [après le 15 juillet 2016], nous observons que le même processus se met en place.

Si le voile est l'étendard des mouvements islamiques réactionnaires, il est aussi le symbole et l'instrument de l'oppression des femmes. Tous les progressistes et les mouvements de gauche doivent comprendre sa signification réelle et s'y opposer. Cependant, notre opposition au port du voile signifie-t-elle que nous devrions l'interdire ou défendre la loi qui l'interdit ?

Combats juridiques et combats politiques

La lutte contre le voile est susceptible de prendre deux formes principales : politiques et juridiques. Même si nous ne rejetons pas complètement les moyens juridiques, le combat politique doit être notre principal moyen de nous opposer au voile. Se focaliser sur la lutte juridique est en effet destructeur et généralement voué à l'échec. D'autre part, rejeter totalement les combats juridiques est erroné car cela conduit à ignorer le rôle du droit et du pouvoir politique dans la mise en œuvre des changements sociaux progressistes. Examinons maintenant ces points plus en détail.

Par exemple, l'interdiction du port du voile pour les mineures est un aspect essentiel de la protection des droits des enfants. Ainsi, quand il s'agit de protéger les enfants contre les abus et les violences des adultes, le pouvoir juridique joue un rôle décisif. L'intervention de la loi permet de reconnaître le rôle oppressif du voile et de souligner qu'il sert à opprimer les femmes. En soutenant l'interdiction du port du voile pour les mineures, nous essayons de diminuer l'impact nocif du voile en particulier, et de la religion en général, sur les enfants. C'est pour nous une étape importante vers la protection des enfants contre tous les mauvais traitements.

Nous ne devons pas hésiter à exprimer notre point de vue sur le voile, de peur d'être assimilés à des racistes, ou accusés de violer la liberté de croyance¹ ou la liberté d'expression. Respecter inconditionnellement la

¹ La Constitution française de 1958 «respecte toutes les croyances» **et non** toutes les religions. Bien que ce texte ait été rédigé par des réactionnaires, ce terme est particulièrement bien choisi, puisqu'il désacralise sans le vouloir les religions... C'est pourquoi j'ai traduit *freedom of religion*, terme utilisé par l'auteure, par liberté de croyance et non par liberté de religion. Il est à noter que les défenseurs des religions, c'est-à-dire la plupart des gauchistes, des postmodernes et des multiculturalistes confondent sciemment libertés de croyance, de religion et de conscience (*Note du traducteur*).

liberté d'expression ou la liberté de croyance ne signifie pas respecter les croyances elles-mêmes, ni leur contenu et leur forme d'expression. En tant que progressistes de gauche, communistes, partisans de la liberté et de l'égalité, nous devons respecter le droit de tout individu à croire en n'importe quelle religion et à la pratiquer, mais nous n'avons pas à respecter les religions ou les croyances qui rejettent l'égalité et la liberté des femmes, propagent et renforcent des superstitions, violent les droits des enfants, etc.

Cependant, en ce qui concerne les femmes adultes, elles doivent être libres de choisir de porter, ou pas, le voile. Sur ce point, nous respectons leur droit à la liberté de croyance et d'expression. Il est vrai que, dans certaines situations, elles sont obligées de porter le voile, mais, en imposant une interdiction générale du voile afin d'aider celles qui sont contraintes de le porter, nous risquons de créer une diversion dans notre lutte pour les droits des femmes et contre la misogynie et le rôle destructeur de la religion.

Il nous faut également tenir compte du fait que, durant les dernières décennies, en l'absence d'un mouvement marxiste et d'un mouvement de gauche puissants, capables de prendre une position ferme contre les deux pôles du terrorisme, à savoir le terrorisme d'Etat et le terrorisme islamique, et de mobiliser le troisième pôle, les islamistes ont réussi à présenter leur lutte contre le terrorisme d'Etat comme une lutte «anti-impérialiste». L'agression brutale contre l'Irak en 2003, l'expansion constante d'Israël dans les territoires occupés et sa brutalité contre les Palestiniens ; puis, récemment, l'intervention de l'OTAN en Libye qui a porté au pouvoir des islamistes tribaux, les bombardements de la Syrie ainsi que les discriminations croissantes contre les musulmans et leur stigmatisation en Occident ont conduit de nombreuses femmes dans les communautés musulmanes à porter le voile pour exprimer leur opposition politique et protester contre les puissances occidentales et Israël. Ce choix politique ne devrait pas et ne peut pas être traité par des moyens légaux, juridiques. Toute répression de cette liberté ne peut que provoquer une réaction politique qui aura des effets négatifs. Définir et mettre en œuvre une solution alternative progressiste est la seule attitude positive et efficace face à ce problème.

«Impérialisme culturel» ?

Cet argument repose sur un concept totalement faux. Il a longtemps été utilisé par les mouvements nationalistes des pays en développement pour faire taire les mouvements progressistes de gauche. La lutte contre le colonialisme a été étendue aux domaines de la culture et des valeurs politiques nées en Occident. Par exemple, dans de nombreuses anciennes colonies et dans les pays régis par l'islam, les droits et la liberté des femmes sont identifiés comme des manifestations de l'impérialisme culturel occidental. De nombreuses tendances populistes de gauche

soutiennent également cette attaque réactionnaire contre la liberté et l'égalité, ou ont défendu (ou excusé) les mouvements nationalistes réactionnaire, ou islamistes.

En Iran, le mouvement de libération des femmes a d'abord été principalement attaqué sous cet angle idéologique. Le régime islamique a essayé d'imposer à la société iranienne le voile, les règles et les traditions complètement misogynes de l'apartheid entre les sexes en dénonçant les droits des femmes comme une expression de l'impérialisme culturel occidental. La gauche populiste a été désarmée face à cette attaque idéologique, dans la mesure où, elle aussi, considérait l'adhésion à de prétendues «valeurs occidentales» comme une capitulation face à cet «impérialisme culturel». Par conséquent, le mouvement de libération des femmes en Iran a dû se battre à la fois contre l'imposition forcée du port du voile ainsi que des lois et des traditions islamiques hostiles aux femmes, mais aussi contre la gauche populiste. Les communistes-ouvriers ont réussi à discréditer ces falsifications et ces distorsions idéologiques. Par conséquent on n'entend plus ce genre d'arguments au sein de la gauche iranienne et au sein du mouvement de libération des femmes en Iran depuis longtemps.

Toutefois, ce point de vue est bien vivant et répandu au sein de la gauche internationale, en particulier la gauche nationaliste-populiste des pays en développement. Au cours de la dernière semaine, ce concept est apparu souvent dans les textes des opposants à l'interdiction du burqini en France. A ce sujet, il faut rappeler un exemple historique très révélateur : celui de la présence dominante du thème de «l'impérialisme culturel» dans des discours semblables en Algérie, où, après la fin de la guerre d'indépendance, la situation des femmes s'est considérablement détériorée dans la société algérienne et les valeurs et les traditions islamiques ont pris le dessus.

Islamophobie ?

Il s'agit d'un autre concept idéologique erroné, apparu au cours de la dernière décennie, et qui a eu un effet négatif et réactionnaire sur notre lutte pour l'égalité et la liberté des femmes et pour des valeurs progressistes. Qu'est-ce que l'islamophobie ? Eprouver une phobie contre l'Islam. Est-ce mal, raciste ou discriminatoire d'avoir peur de l'islam et des mouvements islamiques ? A mon avis NON. Si l'on se méfie de toutes les religions, y compris de l'islam, ou si l'on se sent menacé par l'expansion de l'islam ou de n'importe quelle religion dans la société, cela est tout à fait justifié. La religion a été l'un des principaux moyens de propagation de la haine, de la guerre et du meurtre dans le monde à travers l'histoire. La religion et le nationalisme sont les deux principales idéologies responsables de l'assassinat et de la torture de millions et des millions de personnes. Il est impossible d'approuver les interprétations de l'islam fournies par le régime islamique, Al Qaeda, les talibans, ou l'Etat islamique. Au cours des quatre

dernières décennies, de nombreux mouvements brutaux, inhumains, réactionnaires et misogynes se sont construits en utilisant l'idéologie islamique.

Compte tenu de tous ces aspects, il est absolument justifié de craindre l'Islam et les mouvements islamiques. Par conséquent, le terme d'islamophobie ne contribue absolument pas à lutter contre le racisme et la discrimination ; il nuit à ce combat et a un effet négatif. Il s'agit d'une méthode d'intimidation pour essayer de faire taire celles et ceux qui critiquent l'islam.

De la même façon, l'Etat d'Israël et ses défenseurs utilisent l'accusation d'antisémitisme pour intimider et faire taire celles et ceux qui critiquent ses mesures et ses pratiques brutales et oppressives. Ils ont réussi à créer un obstacle important pour le mouvement en faveur des droits des Palestiniens.

Peut-on employer des termes comme ceux de «judéophobie» ou «christianophobie» aujourd'hui ? Si ces notions vous semblent bizarres ou erronées, alors c'est aussi le cas du terme d'islamophobie.

D'un autre côté, on ne peut pas nier qu'il existe des discriminations et un racisme très répandus contre les musulmans. Comment résoudre ce problème?

Eh bien, tout simplement en dénonçant les discriminations contre les musulmans sans avoir recours au concept d'islamophobie. Ce dernier ne désigne pas les discriminations contre les musulmans, et il a de nombreuses implications différentes, trompeuses et dangereuses. Ce terme est utilisé par les mouvements islamistes pour faire taire les personnes qui critiquent l'islam et les mouvements islamiques, en prenant en otage les gens décents qui se livrent à ces critiques. Il s'agit d'une méthode de chantage et d'intimidation.

Laïcité

Les défenseurs de l'interdiction du burkini invoquent la défense du sécularisme (en français de la *laïcité*, terme qui a des implications juridiques plus larges que le «sécularisme» dans un contexte non français). Cependant, ces deux termes signifient politiquement la séparation totale entre les religions et l'Etat, à savoir

- l'Etat ne doit pas être religieux ;
- il ne doit pas défendre une religion particulière ;
- les systèmes judiciaires et juridiques doivent être séparés des religions ;
- dans un pays laïque, il ne doit pas exister une religion nationale ;
- et les citoyens d'un pays ne doivent pas être identifiés par leur religion.

Cela me semble être le sens le plus large et le plus inclusif des deux termes de sécularisme et de laïcité.

Toutefois, cela n'implique aucune restriction à la liberté de croyance aussi longtemps que cette liberté n'impose pas des restrictions ou des abus contre d'autres personnes. Cette définition permet de défendre l'interdiction du voile pour les mineures, dans la fonction publique et au sein des écoles, mais pas l'interdiction du voile que portent des femmes adultes dans des espaces publics. Recourir aux valeurs de la laïcité pour interdire le burqini sur les plages c'est étendre beaucoup trop le sens et le domaine d'application de ce concept.

Les valeurs nationalistes

Manuel Valls a déclaré que le voile, ou dans ce cas le burqini, violerait des «valeurs françaises». Nous avons affaire là à un argument nationaliste qui doit être rejeté et discrédité par les mouvements progressistes et par la gauche. Le Premier ministre français a affirmé en outre que le burqini serait un choix politique. Il est vrai que, pour beaucoup de femmes, c'est le cas, néanmoins, l'Etat n'a pas le droit de supprimer ce choix. Malheureusement, la guerre des terroristes a créé une situation dans laquelle les mouvements réactionnaires extrémistes dominant le discours politique et social. De nombreux droits civils ont été éliminés par les Etats occidentaux sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Les terroristes d'Etat ont lancé une guerre brutale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en commettant des atrocités terribles et, en même temps, ils ont aboli de nombreux droits civils en Occident et imposé le contrôle de la police sur la vie des gens. La France vit sous un état de siège officiel sous prétexte de la menace d'attentats terroristes. Nous avons été témoins de la brutalité policière et de nombreuses violations des droits fondamentaux des travailleurs et des droits individuels au cours des derniers mois. Il va de soi que ces deux pôles du terrorisme font le jeu l'un de l'autre et imposent à la société des mesures régressives et oppressives.

Azar Majedi, 22 août 2016

Réponse à Azar Majedi : La peur et la «phobie» de l’islam ne peuvent, en aucun cas, être «justifiées» !

Dans le texte intitulé «La bataille du burkini. “Islamophobie”, “impérialisme culturel” ou sécularisme ?», Azar Majedi, une des représentantes du courant des communistes-ouvriers d’Iran et d’Irak¹ prend position contre l’interdiction du burkini par l’Etat français et développe une analyse plus générale de la lutte pour les droits des femmes² et contre les

¹ On trouvera de nombreux textes de ce courant sur le site mondialisme.org, traduits par mes soins ou par d’autres camarades, notamment dans la compil’ n° 2 de *Ni patrie ni frontières, Islam, islamisme, «islamophobie»* (2008) sur les sites du groupe Initiative communiste ouvrière (<http://solidariteouvriere.info/> et <http://communisme-ouvrier.info/>) et de la Bataille socialiste (<https://bataillesocialiste.wordpress.com/le-communisme-ouvrier/>). Le site le plus complet est sans doute : <http://www.hekmat.public-archive.net/docIndexEnDT.html>. On lira avec profit l’article de Nicolas Dessaux, «Mansoor Hekmat, du marxisme révolutionnaire au communisme-ouvrier», publié dans le n° 11/12 de *Ni patrie ni frontières* en 2005.

² A ce propos, il est curieux que Azar Majedi évoque dans son article l’interdiction du «voile» pour les mineures **musulmanes** mais ne mentionne pas les autres signes religieux ostensibles que portent les mineures et mineurs d’autres confessions en France. D’autant plus qu’elle est favorable à la fermeture des écoles religieuses en France («Islam politique contre laïcité», *Ni patrie ni frontières*, compil n° 2, p. 228) et que les communistes-ouvriers prévoient des poursuites pour maltraitance contre les parents qui donnaient une éducation religieuse à leurs enfants mineurs (cf. notamment dans le programme du Parti «Pour un monde meilleur» : «*Protection des enfants et des personnes de moins de 16 ans contre toutes les formes de manipulation matérielle et spirituelle par des religions et des institutions religieuses. Interdiction d’attirer des personnes de moins de 16 ans dans des sectes religieuses ou des cérémonies et des*

discriminations (y compris celles qui visent musulmanes et musulmans), afin de définir ce qu'elle appelle une position «*progressiste et égalitaire*».

Le premier problème que pose cet article, comme en général les textes de ce courant, c'est qu'il ne pose aucune ligne de démarcation nette entre des concepts comme «islamique» (qui a au moins deux sens : 1. «*lié à l'islam*» ; 2. «*conforme à la charia ou autorisé par elle*»), «musulman» («*personne dont la religion est l'islam*») et «islamiste» («*mouvement de réforme populaire préconisant la réorganisation de l'Etat et de la société conformément aux lois prescrites par l'islam*¹»), ce qui rend très difficile de comprendre la position d'Azar Majedi et de ses camarades communistes-ouvriers.

Ainsi elle dénonce un «mouvement islamique» dont le «voile» (pour elle, ce terme englobe le tchador, la burka, le niqab, le hidjab et le... burkini !) serait «l'étendard²».

lieux religieux.» (Cf. https://www.marxists.org/francais/hekmat/works/1994/07/hekmat_19940700.htm)

On a légitimement le droit de se demander pourquoi ces points ne sont pas mis en avant par les communistes-ouvriers et pourquoi ce qui est considéré comme de la maltraitance contre les enfants au Proche-Orient et au Moyen-Orient ne l'est pas en Europe pour toutes les institutions chrétiennes et juives qui bourrent le crâne des mineurs... Pourquoi ne s'intéresser qu'aux mineurs **musulmans** en Europe alors qu'elles ne constituent qu'une minorité des mineurs endoctrinés par les «religions du Livre» dès le plus jeune âge ?

¹ Ces trois définitions sont extraites et traduites de dictionnaires **anglophones** pour éviter que le débat ne dévie vers une discussion sémantique oiseuse sur le sens différent de ces mots en anglais et en français.

² On retrouve (hélas !) une grande partie de l'argumentation d'Azar Majedi dans une interview de Catherine Kintzler publiée dans *Le Figaro*, <http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/08/26/31001-20160826ARTFIG00232-burkini-au-conseil-d-etat-le-probleme-n-est-pas-la-laicite-mais-l-islamisme.php>. On remarquera que, pour Kintzler comme pour Majedi, le principal outil de l'oppression des femmes en France semble aujourd'hui être le «voile». Je m'étonnerai toujours des indignations à géométrie variable des «féministes», quelle que soit leur orientation politique : si le «féminisme» consiste à défendre la dignité des femmes, alors quelle importance doit-on accorder à l'influence des publicités sexistes, des films pornographiques, des discriminations sexistes dans l'embauche et la promotion, du harcèlement sexuel dans la rue comme au travail, et des violences au sein des couples et des hommes contre les femmes ? Le «voile» des musulmanes pèse-t-il vraiment **plus lourd** dans

Tout d'abord en français comme en anglais, «islamique» et «musulman» sont presque synonymes, ce qui n'est pas le cas du mot «islamiste». «Islamiste» est synonyme, aujourd'hui en France, de partisan de l'islam politique (notion elle-même confuse¹); de fondamentaliste (terme utilisé par les anglophones) ou d'«intégriste» (terme employé par les francophones) – voire même de djihadiste (terroriste) pour les plus obtus ou réactionnaires.

Considérer que tous les signes religieux dits «musulmans», ou «islamiques», ont la même signification dans tous les pays et dans toutes les situations politiques est évidemment une approximation grossière. Une telle désinvolture, ou un tel manque de précision, ne peut conduire qu'à des amalgames contre-productifs comme ceux contenus dans ce texte d'Azar Majedi.

C'est d'autant plus incompréhensible que, selon l'auteure, certaines femmes porteraient parfois le «voile» pour manifester leur «*opposition politique et leur protestation contre les puissances occidentales et Israël*» ! S'il s'agit d'un signe d'opposition politique («*progressiste*»), je suppose dans ce cas, aux yeux d'Azar Majedi) le «voile» peut difficilement être réduit à un signe simplement «islamique» et encore moins «islamiste»...

L'auteure passe ensuite de la critique abstraite et intemporelle de l'influence «d'un mouvement islamique» international, à celle d'un «mouvement islamique réactionnaire», lui aussi international. Là encore, son point de vue n'est pas clair: si vraiment toutes les religions sont réactionnaires (sur ce point, au moins, nous sommes parfaitement d'accord) et en partie responsables des guerres et des massacres (Azar Majedi écrit que la religion et le nationalisme² seraient «*responsables du meurtre et de la torture de millions et de millions de personnes*»), alors «islamique» et «réactionnaire» sont synonymes. Pourquoi donc accoler ces deux termes ?

Ou alors, Azar Majedi emploie ce terme redondant de «réactionnaire» parce qu'il existerait un mouvement islamique progressiste (traduire «*opposé aux puissances occidentales et à Israël*»), toujours dans l'optique de l'auteure), différent du mouvement islamique «réactionnaire» ? Après

ses effets négatifs sur la société française, ou les sociétés européennes, que tous ces phénomènes ? On me permettra d'en douter...

¹ Cf. cet article de Mansoor Hekmat, «Ascension et chute de l'islam politique» <https://bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/2001-ascension-et-chute-de-lislam-politique/>

² Curieusement, elle oublie de mentionner une des principales catastrophes du XX^e siècle : les crimes et meurtres de masse du stalinisme qui ne relèvent ni de la religion, ni du nationalisme (même si le nationalisme faisait partie intégrante de l'idéologie des régimes stalinien russe, chinois, cambodgien, etc.).

tout, il existe des cathos de gauche et des partisans de la théologie de la libération qui partagent effectivement un certain «anticapitalisme» et le credo «anti-impérialiste» réactionnaire des nationalistes populistes du tiers-monde... que critiquent justement Azar Majedi et ses camarades¹ depuis des décennies. L'auteure et plus généralement ses camarades ne se livrent pas à ce type de différenciations subtiles, du moins dans leurs textes traduits en anglais donc je reste sur ma faim.

Mais les glissements (les ambiguïtés ?) d'Azar Majedi ne s'arrêtent pas là, puisqu'elle passe d'un mystérieux «mouvement islamique» international, à un non moins mystérieux «mouvement islamique réactionnaire» international, puis à un des «pôles» (sous-entendu «islamique», du moins je crois) du terrorisme et aux mouvements islamistes (dans lesquels elle range pêle-mêle les régimes iranien et même turc actuels, Al Qaida, les talibans, Daesh, etc.)

Visiblement, dans ce court article, l'auteure ne souhaite pas faire dans la nuance ni entrer dans les détails. Malheureusement, ce sont justement les «détails» qui comptent lorsqu'on veut combattre efficacement la propagande de la droite et de l'extrême droite et d'une partie de la gauche dite républicaine-laïque européennes contre l'islam et pour la «laïcité».

Aussi athées et matérialistes que nous soyons, notre hostilité à toutes les religions ne doit pas nous amener à tout confondre dans le champ politique : d'un côté, les prêtres et les catholiques brésiliens qui protégeaient les militants ouvriers et syndicalistes sous la dictature et, de l'autre, les très catholiques généraux qui organisaient leur persécution de 1964 à 1985 ; d'un côté, les catholiques qui cachaient des Juifs en Europe sous l'occupation allemande et, de l'autre, le pape Pie XII qui refusait de dénoncer le nazisme ; d'un côté, en Argentine, le futur pape François dit Bergoglio, militant péroniste actif et «provincial» (dirigeant suprême) de l'ordre des jésuites de 1973 à 1980, qui pactisait avec les militaires catholiques qui torturaient et tuaient les militants de gauche, et enlevaient leurs enfants, et, de l'autre, les curés voire même les jésuites qui cachaient des militants menacés de mort, durant les deux périodes récentes où l'armée argentine a exercé sa dictature (1966-1973 et 1976-1983) avec le soutien de l'Eglise catholique locale. Pas plus que nous ne pouvons confondre les écrits sincères d'un intellectuel chrétien partisan de la théologie de la libération et altermondialiste avec ceux d'un théoricien de l'Action française, quel que soit notre attachement au matérialisme athée et à une démarche rationaliste-scientifique.

¹ Cf., par exemple, ce texte de Mansoor Hekmat écrit en 1987 : [https://www.marxists.org/francais/hekmat/works/1987/00/Nationalisme de gauche et communisme de classe ouvriere.htm](https://www.marxists.org/francais/hekmat/works/1987/00/Nationalisme_de_gauche_et_communisme_de_classe_ouvriere.htm)

Il en est de même pour les différents courants qui se réclament de l'islam ou du Coran. Nous ne pouvons pas tout mélanger, ni surtout affirmer, comme le fait Azar Majedi : «*Si quelqu'un se méfie de toute religion, y compris l'islam, ou se sent menacé par l'expansion de l'islam ou de n'importe quelle religion dans la société cela est complètement justifié.*»

Non, la «peur» (ou la phobie) de l'islam¹ n'est jamais «justifiée» !!! Non, il n'y a aucune raison de tracer des liens automatiques entre islam, islam politique (sous différentes formes), fondamentalisme musulman, terrorisme djihadiste, République islamique d'Iran et régime d'Erdogan, et toutes les formes de «voile» portées par des musulmanes !!!

Ou alors il faudrait que des marxistes et des léninistes purs et durs, comme le sont les communistes ouvriers iraniens et irakiens, admettent que les œuvres de Marx, leur interprétation par Lénine et Mansoor Hekmat (principal théoricien du communisme ouvrier), les régimes staliniens, les Khmers rouges, le Sentier Lumineux et le Parti des travailleurs du Kurdistan, tout cela c'est la même chose puisqu'ils ont un point commun : la référence à Marx.

Azar Majedi ne tient aucun compte des problèmes nouveaux que posent la présence de minorités musulmanes en Europe, certains de ses membres étant issus directement de l'immigration maghrébine, africaine, proche ou moyen-orientale, d'autres étant nés en Europe, et d'autres encore étant des Européens «de souche» récemment convertis.

Elle ne tient aucun compte d'autres formes de religiosité chrétienne (extrêmement prosélyte) et juive (militante) qui posent eux aussi des problèmes sérieux en Europe car généralement les obscurantistes s'entraident entre eux, comme on a pu le vérifier lors des manifestations contre le mariage homosexuel.

J'avais, dans un texte de 2005, déjà exposé un peu mon opinion sur «L'essor de l'islam en France et ses conséquences politiques négatives pour

¹ L'auteure, d'ailleurs, confond «peur» de l'islam et «phobie» de l'islam. Or, ce dernier terme désigne des **crain**tes irrationnelles et **injustifiées** (une «*peur persistante, anormale et irrationnelle*» selon un dictionnaire anglophone, ou une «*crainte angoissante et injustifiée*» selon le *Larousse*). Je rappelle que les groupuscules d'extrême droite, Riposte Laïque et sa sœur jumelle Résistance républicaine, dont les dirigeants viennent en partie de l'UFAL (Union des familles laïques) où ils ont sévi pendant quelques années, ont justement un slogan «*L'islamophobie n'est pas un délit, c'est une opinion, c'est de la légitime défiance*», qui doit nous inciter à nous démarquer clairement de ces milieux pseudo-laïques.

les mouvements ouvrier et féministe»¹ et j'ai essayé de reprendre ces questions après les attentats de 2015². Mais je constate que les camarades iraniens et irakiens, qui se réclament du communisme ouvrier et dont un bon nombre sont exilés depuis des décennies en Europe, continuent à raisonner comme si la France, l'Allemagne, ou le Royaume uni pouvaient être comparés à l'Iran, l'Afghanistan, l'Algérie ou la Turquie.

Ces camarades semblent ignorer que, en trouvant «justifiée» la peur de l'islam, ils s'engagent sur une pente très glissante. En effet, ce n'est pas la peur de «toutes les religions» qui monte en Occident, mais seulement la prétendue «peur» (je dirais plutôt la haine) de l'islam et des musulmans. Pourtant, le protestantisme est à l'offensive sur le plan politique non seulement aux Etats-Unis (au plus haut niveau de l'Etat) mais dans des pays du Sud comme le Brésil³ et aussi dans plusieurs pays d'Afrique⁴.

Pourtant l'Eglise catholique interdit l'usage du préservatif en Afrique contribuant ainsi à l'expansion du Sida et au cortège de morts qui l'accompagne. Or, jamais les médias et les politiciens occidentaux ne dénoncent avec autant de violence et de constance les méfaits de l'influence politique de «l'expansion» du protestantisme hors du monde occidental, ou même en son sein, ni ceux de l'influence néfaste de l'Eglise catholique en Afrique ou en Amérique latine. Ni ceux de l'Eglise orthodoxe qui soutient à fond Poutine en Russie...

En n'établissant aucune différence conceptuelle entre «islamique», «musulman» et «islamiste» ; et en reprenant les thèmes de la peur et de l'expansion de l'islam, Azar Majedi et ses camarades⁵ ne font qu'ajouter de la confusion à celle déjà entretenue par tous les courants identitaires de droite ou de gauche.

¹ Cf. Compil n° 2 de *Ni patrie ni frontières, Islam, islamisme, «islamophobie»*, 2008.

² Cf. *Ni patrie ni frontières* n° 48-49 (2015) «1. Prendre clairement et honnêtement position face aux religions et se situer face aux différentes attitudes du mouvement ouvrier à ce sujet» et les articles suivants».

³ Cf. par exemple «Ascension et déclin du pentecôtisme politique au Brésil» de Ari Pedro Oro <https://assr.revues.org/21887?>

⁴ Cf., parmi bien d'autres, ces deux articles : «Les enjeux du pentecôtisme africain» du jésuite Ludovic Lado, <https://www.cairn.info/revue-etudes-2008-7-page-61.htm> et «Cet évangélisme qui veut conquérir l'Afrique» de Cédric Mayrargue http://www.liberation.fr/planete/2016/02/25/cet-evangelisme-qui-veut-conquerir-l-afrique_1435804.

⁵ A ma connaissance, mais je peux me tromper, ne lisant pas le farsi, l'arabe et le kurde, ces positions floues et ambiguës sur l'islam sont partagées par la plupart des communistes-ouvriers.

Enfin, en expliquant que la «judéophobie» n'existerait pas (ou serait un concept inutile) et en sous-entendant que l'antisémitisme en Europe serait uniquement lié aux agissements colonialistes d'Israël (argument d'ailleurs soutenu par les... défenseurs du terrorisme djihadiste), ils montrent qu'ils ignorent même une donnée aussi élémentaire que les statistiques comparées des actes de violence «islamophobes» et «judéophobes» en Europe. Pour ce qui concerne la France, les communistes-ouvriers n'ont rien retenu des meurtres d'Ilan Halimi en 2006, des trois enfants juifs et de leur professeur en 2012 à Toulouse, et des quatre clients juifs de l'Hypercashier en 2015 à Paris. Pour ne pas mentionner les nombreuses victimes juives d'agressions physiques en France comme en Europe. Croient-ils sérieusement que ces meurtres et ces agressions soient uniquement liés à la Palestine et aux agressions colonialistes de l'armée israélienne ? L'antisémitisme aurait-il commencé en 1948 avec la fondation de l'Etat d'Israël ?

Ils ignorent que le comique-politicien d'extrême droite Dieudonné fait salle comble dans toute la France avec des spectacles antisémites et compte des centaines de milliers de fans sur les réseaux sociaux comme son compère le fasciste Alain Soral.

Ils ignorent qu'il existe une vieille tradition antisémite¹ dans le mouvement ouvrier en Europe, et une très ancienne tradition judéophobe dans les religions catholique et protestante qui ont façonné la culture de l'Europe pendant vingt siècles, et dans l'islam qui a façonné les mœurs, les mentalités, la culture du Proche et du Moyen-Orient depuis quatorze siècles.

Il serait temps que ces camarades se penchent sérieusement sur les nouveaux problèmes posés par l'essor de l'islam et de toutes les religions dans le monde actuel, et particulièrement en Europe. Se réfugier derrière des discours généraux, intemporels, anhistoriques sur le «féminisme» et la «laïcité» ne sert à rien pour contrer l'offensive culturelle et politique menée par la droite et l'extrême droite en Europe. D'autant plus qu'une partie de la gauche gouvernementale européenne tient des discours de plus en plus nationalistes et xénophobes.

Les réunions entre démocrates bourgeois pour défendre la «laïcité» ne sont certainement pas des lieux que des communistes (fussent-ils des «communistes-ouvriers») devraient cautionner par leur présence comme le colloque organisé par l'A.I.M.E. le 30 octobre 2004 où un orateur «libertaire» accusa Mahomet d'être pédophile et un autre (islamiste repent) prôna une collaboration accrue entre tous les services secrets du monde, sans susciter la moindre réaction dans le public ; la réunion avec deux ex-ministres, Yvette Roudy et Corinne Lepage, le 6 avril 2006 sur «La liberté d'expression face à l'intimidation intégriste» ; ou en avril 2009, les

¹ Cf. *Ni patrie ni frontières* n° 54-55 (2016) : «Antisémitisme DE gauche : définition et fonctions politiques.»

«Rencontres Laïques Internationales». Pas plus que le «Manifeste des douze contre le nouveau totalitarisme» aux côtés d'intellos réactionnaires comme Bernard-Henri Lévy, Antoine Sfeir et Philippe Val en mars 2006. Initiatives toutes soutenues par des représentantes du communisme ouvrier dont Azar Majedi.

Si l'on ne définit pas des positions politiques claires, si l'on ne s'intéresse pas aux problèmes concrets des travailleurs et travailleurs musulmans en Europe, plutôt que d'intervenir dans des réunions avec des intellectuels et des politiciens réactionnaires «laïques», il ne faudra pas s'étonner si les idéologies identitaires, de droite et de gauche, d'extrême droite et d'extrême gauche, occupent le devant de la scène et gagnent la bataille idéologique qu'ils ont entamée contre les partisans de l'égalité et de la lutte de classe.

Si cette bataille n'est pas déjà perdue...

Y.C., 27/9/2016

«Islamofascisme» et «islamo-gauchisme» : deux concepts inopérants pour comprendre des phénomènes réactionnaires (plus ou moins) nouveaux

Une récente brochure du groupe Mouvement Communiste («Islamofascisme : définition, utilisation, soutiens et actions dans les entreprises et les quartiers») permet de revenir sur ces deux concepts, très utilisés dans le monde médiatique et même, pour le second, par des spécialistes de l'islam comme Gilles Keppel et Olivier Roy dans leurs livres les plus récents¹.

Ni «islamo-...»....

Commençons par la première partie de l'expression «islamo-gauchistes²».

L'adjectif «islamo-...» n'a aucun sens puisque la plupart des militants d'extrême gauche occidentaux qui soutiennent les mouvements de l'islam politique (Hamas, Hezbollah, etc.) ou qui ont une vision simpliste des rapports de forces dans le monde (les gentils Etats du Sud contre les méchants Etats du Nord) ne connaissent rien à l'islam et à ses différents courants, n'ont aucune sensibilité religieuse particulière et sont de surcroît actifs dans des pays où la religion dominante n'a jamais été l'islam mais le christianisme.

Comme le souligne avec raison, sur ce point, Olivier Roy dans *Le djihad et la mort* la sécularisation avancée des sociétés occidentales nous handicape pour comprendre la force des sentiments religieux et donc leurs différentes implications sociales et politiques.

Une anecdote à ce propos : lors d'une réunion internationale d'«ultragauches», en 2005, un camarade soutint que «les Américains» auraient artificiellement introduit en Irak les dissensions entre sunnites et chiïtes, et que les Irakiens ignoraient le sens de ces termes avant l'invasion

¹ Gilles Keppel, *La Fracture*, Gallimard, 2016 ; Olivier Roy, *Le djihad et la mort*, Seuil, 2016.

² Cf. ce texte de 2007, «L'«islamo-gauchisme» est un concept confus et erroné, même s'il désigne une réalité néfaste» paru dans *Ni patrie ni frontières* n°23-24 (2008).

américaine (rappelons que Saddam Hussein massacra 60 000 «chiites des Marais» en 1991-1992). Sa remarque ne suscita aucun commentaire...

Autre exemple caractéristique : cet article d'un trotskiste britannique qui lie les attentats suicides à l'espoir de se voir offrir quelques dizaines de vierges perpétuelles au paradis – ce qui témoigne de l'ignorance des motivations des terroristes musulmans (qu'ils soient palestiniens ou d'autres nationalités) puisque, pour ceux-ci, leur acte leur permettra d'intercéder auprès de Dieu pour leurs familles¹.

Les «gauchistes» justifient leur ignorance en proclamant «Nous ne sommes pas des théologiens», autre version du politiquement correct «Il faut respecter toutes les religions» ou «C'est aux musulmans de décider».

A ce sujet, Mouvement communiste sous-estime gravement certaines dimensions de l'islam lorsque ses camarades écrivent qu'il n'existerait aucun moyen concret de déterminer qui sont «les bons et les vrais croyants» en islam et que donc l'Oumma (la communauté des croyants) n'aurait aucune base matérielle commune à offrir². A mon avis, ces camarades se trompent, puisque de multiples aspects matériels de l'islam sont justement l'objet au centre des discussions théologiques, mais aussi publiques, sur les charias (j'écris «les charias» parce que leur contenu diffère beaucoup selon les pays).

Le fait que les justices civile et religieuse aient été longtemps confondues et se confondent encore dans de nombreux pays dits «musulmans» permet de fixer une quantité énorme de normes pratiques qui contribuent à définir les contours et le fonctionnement quotidien de la

¹ Cf. mon article «Quelques brèves remarques sur les motivations des commandos-suicides islamiques» (2006), *Ni patrie ni frontières* n° 18-19-20 (2007) à la suite d'un article de Sean Matgamma «Caricatures de Mahomet : la liberté d'expression n'est pas un "point de détail"» !

² La gigantesque mobilisation internationale que représente le pèlerinage à La Mecque me semble au contraire offrir une formidable preuve du caractère concret des liens entre les musulmans de toute tendance et de toute origine. Deux émissions sur Arte radio à propos des athées en Algérie et au Maroc illustrent bien la matérialité de l'islam et le caractère très concret des pressions communautaires inspirées par cette religion :

http://arteradio.com/son/61657968/athees_la_menthe_marocaine

http://arteradio.com/son/61657967/athees_la_menthe_algerienne

Comme l'expriment parfaitement les intervenants à propos du contrôle social extrêmement **concret et universel** qu'impose l'islam : «*C'est le peuple lui-même qui est inquisiteur*» ; «*Te dire ouvertement athée c'est entrer en guerre ouvertement contre ton peuple, contre ta société*» ; «*L'islam est une doctrine dont les concepteurs voulaient envahir toute la vie privée*», etc.

communauté des croyants, et qui conditionnent les comportements individuels, familiaux, sociaux, etc.

De plus, les «dhimmis» (donc pas simplement les juifs, comme le dit Mouvement communiste, mais aussi les chrétiens et les minorités ethnico-religieuses) ont été pendant des siècles l'objet d'une «protection» spéciale (traduire : d'un racket permanent, de persécutions cycliques et de discriminations multiples). Protection contre qui ? Comme l'explique le réac Daniel Sibony dans *Un certain «vivre-ensemble». Musulmans et juifs dans le monde arabe* (Seuil, 2016), les dhimmis étaient «protégés» (les guillemets ont ici leur importance) par les pouvoirs en place contre les masses musulmanes qui disposèrent ainsi pendant des siècles de boucs émissaires immédiatement disponibles et contre lesquels leurs dirigeants pouvaient facilement canaliser la colère et les frustrations populaires.

Ces quelques éléments, parmi bien d'autres, montrent que nous avons du chemin à parcourir si nous voulons comprendre la façon dont l'islam modèle les mentalités.

Mais ce n'est pas du tout la préoccupation des «gauchistes» qui se montrent tout aussi ignorants et opportunistes vis-à-vis de l'islam que des autres religions¹. **Ce qui est en cause, ce n'est nullement leur islamophilie supposée (qui justifierait l'usage de l'adjectif «islamo-») mais leur théophilie ou leur théo-compatibilité indécrottables....**

....Ni «gauchistes»

Quant à la seconde partie de l'expression «.. -gauchistes», sauf à lui donner une acception très large², les groupes comme le SWP britannique ou le NPA français qui soutiennent certaines tendances nationalistes de l'islam politique ne le font nullement dans une perspective «gauchiste» – si l'on entend par là radicale ou révolutionnaire – mais anti-impérialiste au sens le plus réactionnaire³ : remplacer une clique bourgeoise par une autre.

De surcroît, ils ne souhaitent pas «déborder» la gauche réformiste qui, de toute façon, pratique le clientélisme depuis des années vis-à-vis des électeurs censés être musulmans de culture ou de religion ; ils se présentent

¹ «Les dix commandements de la Gauche théocompatible» (2008), *Ni patrie ni frontières*.

² Cf. ma définition de ce terme dans l'interview commune avec Jacques Wajnsztein «Réponses aux questions de la revue Phase Zwei : Attentats de janvier et novembre 2015. Réactions de la gauche et de l'extrême gauche», *Ni patrie ni frontières* n° 56-57 (2016).

³ «La gauche et l'anti-impérialisme réactionnaire : la théorie de l'adaptation» (Colin Barker, p. 246-253) et «L'islamisme et la nouvelle gauche arabe» (Sacha Ismail, p. 254-257) dans le n° 27-28-29 de *Ni patrie ni frontières*.

à toutes les élections et appellent généralement les travailleurs à voter pour la gauche dans la plupart des pays d'Europe quand ils ne soutiennent pas activement ces partis. Ce soutien est d'autant plus appuyé quand ces partis réformistes abritent des tendances néo-trotskistes¹ ou d'extrême gauche (cf. au Portugal le Bloc de gauche depuis 2015 ; en Italie, Rifondazione comunista jusqu'à récemment ; en Espagne, Podemos et Izquierda Unida ; en Grèce, Syriza, etc.). Aucun groupe d'extrême gauche en Europe n'appelle à rendre tous les services de l'Etat gratuits afin de mettre en faillite les municipalités comme le faisait le Parti communiste français dans les années 20 ! Leur perspective est la cogestion municipale en attendant la participation gouvernementale à la direction de l'Etat.

Aujourd'hui le «gauchisme» est donc un courant réformiste qui ne se distingue vraiment que sur les questions de mœurs (défense des droits des lesbiennes, homosexuels et transgenres en dehors de toute analyse classiste ; défense du droit à l'avortement totalement déconnectée des discriminations sociales fondamentales et des formes d'exploitation qui touchent les travailleuses, etc.) ; écologie (mais le tournant est récent et pas encore généralisé) ; et antiracisme abstrait (les «gauchistes» ne s'investissent pas dans l'organisation des prolétaires des minorités ethniques en Occident sur des bases de classe ; ils tiennent un discours humaniste anti-xénophobe sympathique mais qui n'a rien de révolutionnaire).

Fondamentalement les positions des groupes d'extrême gauche vis-à-vis de l'islam politique comme du racisme antimusulmans (ce qu'ils appellent «l'islamophobie»²) sont donc des positions **purement opportunistes**, et qui ne se traduisent même pas par l'organisation de la jeunesse travailleuse musulmane (immigrée, d'origine immigrée ou autochtone convertie) sur des bases politiques quelconques. Leur seule utilité pour les courants de l'islam politique est de les rendre acceptables aux yeux d'un public de gauche antiraciste et vaguement «anti-impérialiste»...

L'islamo-fascisme : un concept inopérant, massivement diffusé par la droite conservatrice anglo-saxonne

Pour ce qui concerne le second concept celui d'«islamo-fascisme» employé par Mouvement communiste, il n'est pas plus rigoureux que le précédent.

¹ Cf. «Trotskystes, néo-trotskystes et... dinosaures» (2007), *Ni patrie ni frontières* n° 44-45.

² Cf., entre autres, «De l'usage réactionnaire de la notion d'«islamophobie» par certains sociologues de gauche et... Amnesty International», *Ni patrie ni frontières* n° 49-49 (2015) ; et «Dix questions aux «libertaires» sur l'«islamophobie» et le racisme», *idem*.

D'une part, il est massivement employé par l'extrême droite et la droite dans tous les pays occidentaux, ce qui pose quand même un sérieux problème. Dans le monde anglo-saxon, c'est le terme le plus utilisé pour désigner souvent **tous les courants de l'islam politique**, et pas seulement les courants djihadiste-terroristes type Boko Haram, Al Quaida et l'Etat islamique. Ce concept vise à faire croire à tous les peuples non musulmans du Nord qu'il existerait des affinités particulières, voire déterminantes, entre UNE seule religion (l'islam) et le fascisme.

Il est regrettable que, dans leur brochure, les camarades de Mouvement communiste ne se démarquent pas explicitement de cet usage qui leur est évidemment familier, puisqu'ils dénoncent, dans leur texte, le mythe de la «guerre des civilisations», la «religion de la laïcité», l'état d'urgence comme arme pour discipliner la population, etc.

«Fascisme» partout = fascisme nulle part !

Troisième problème posé par la brochure de Mouvement communiste : à part un passage descriptif et informé sur Molenbeek et quelques éléments factuels sur la création d'un syndicat islamiste au sein de la société Servair, l'essentiel de leur texte ne fournit aucune analyse historique détaillée et abonde en généralités qui demanderaient à être solidement étayées. Ils mettent dans le même sac les régimes baasistes (Syrie, Irak), l'Egypte (de Nassar à Al-Sissi), l'Iran khomeyniste¹, l'Algérie depuis l'indépendance, le Hamas, le Hezbollah (**bref, presque tout le monde politique arabo-musulman depuis 50 ans**) au nom de thématiques idéologiques communes [*«relation aux corps intermédiaires, nationalisme économique, violence extralégale, négation du conflit de classes, interclassisme, nationalisme*

¹ A propos de l'Iran, il est particulièrement absurde de mettre sous la même étiquette («fascisme», «islamo-fascisme» ou «islam politique»)

– l'Afghanistan des talibans (où les petites filles ne peuvent pas aller à l'école et encore moins à l'Université),

– l'Iran où les femmes sont majoritaires dans les universités, au point que le régime a dû tenter d'imposer des quotas pour éviter qu'elles «envahissent» totalement les amphithéâtres des facultés des sciences,

– l'Arabie saoudite et la Syrie des Assad, etc.

Les mouvements musulmans religieux n'ont pas tous de traduction politique (cf. les mouvements salafistes dont une partie s'apparente à des sectes religieuses détestables certes mais pas «fascistes»... ou alors les Mormons, les Témoins de Jéhovah, l'Eglise de scientologie, etc., sont «fascistes») et ces traductions politiques (de l'AKP turc ou du PJD marocain à l'Etat islamique) ne sont pas les mêmes et n'ont pas du tout les mêmes conséquences pour les libertés démocratiques, le droit d'organisation et de grève, les droits des femmes, etc.

exacerbé», «*division entre intérieur (communauté nationale) et extérieur*», «*anticapitalisme de façade*», «*haine des femmes*», «*chef charismatique*»]. Or ces thématiques n'ont rien de spécifiquement «musulmanes» ou «islamistes» puisqu'on les rencontre dans une multitude de régimes réactionnaires sur la planète : de la Thaïlande à la Birmanie en passant par les Philippines ou l'Inde – sans compter toutes les dictatures latino-américaines. **Le fascisme régnerait-il sur presque tous les pays du Sud ?**

Cette brochure donne l'impression confuse à la fois

– que **le fascisme serait un phénomène permanent et dominant sur la planète** depuis pratiquement un siècle (de l'URSS stalinienne à la Chine maoïste en passant par l'Italie mussolinienne, l'Argentine péroniste, l'Allemagne nazie, et la liste hétéroclite des Etats cités dans le paragraphe précédent) ;

– et que **l'islam-religion aurait des affinités particulières avec le fascisme** comme idéologie et comme système de pouvoir (sur ce point les camarades de Mouvement communiste rejoignent, sans le vouloir, ce qu'une grande partie de la droite et de l'extrême droite expliquent, dans le cadre d'une propagande axée à la fois sur le conflit des civilisations, la supériorité de la civilisation chrétienne-occidentale et la défense récente des droits des femmes et des homosexuels pour les plus «malins» d'entre eux : Wilders, Marine Le Pen, etc.).

Pour être juste, il existe des courants laïques républicains de gauche et même des marxistes¹ au Proche et au Moyen-Orient qui ont qualifié ou qualifient encore les mouvements islamistes ou les régimes dans lesquels ils vivent de «fascistes». Mais il s'agit d'un terme très peu argumenté, un peu comme celui de «facho», très courant dans le vocabulaire des gens de gauche ou d'extrême gauche puisqu'ils l'attribuent à n'importe quel réac... Donc, Finkelkraut, Zemmour, Le Pen, Fillon, Coppé, Sarkozy, Thatcher, Reagan, Bush, Trump, tout ça ce serait des «fachos»... Les gens-de-gêche et les «gauchistes», «antifas» et antiracistes démocrates nagent dans l'imprécision conceptuelle, ce qui n'est pas vraiment la démarche habituelle de Mouvement communiste.

Lorsque Mouvement communiste nous explique que le régime algérien du FLN serait fasciste tout comme le FIS contre lequel il a mené une guerre sanglante d'une dizaine d'années, on se dit que ces camarades ont la plume lourde et la réflexion légère. Si tout le monde est fasciste ou presque en

¹ Il est assez amusant que le dirigeant (Tony Cliff) du courant (SWP britannique) qui a le plus théorisé la nécessité d'alliances étroites avec les partis de l'islam politique (Cf. Chris Harman, *Le Prophète et le prolétariat*, 1994, sur marxists.org) ait écrit en 1946 un article qui considérait les Frères musulmans comme un courant «clérical-fasciste» (Cf. <https://www.marxists.org/archive/cliff/works/1946/07/provocation.htm>).

Algérie (les militaires, les soutiens populaires du régime comme les islamistes qui l'ont combattu et ont failli remporter les élections en décembre 1991), alors le terme de fascisme n'a qu'un intérêt polémique et aucune utilité théorique.

Qu'il s'agisse de ce qu'ils appellent l'islamo-gauchisme (qui n'est que **l'ancien tiersmondisme relooké en langage branché postmoderne**), des courants djihad-terroristes, des mouvements de libération nationale qui prennent une tonalité religieuse ou des régimes dictatoriaux qui s'appuient sur une rhétorique islamique, nous avons affaire à des **phénomènes nouveaux qui demandent des études plus précises, plus détaillées, et des conceptualisations plus fines et moins hâtives.**

Si toutes les réalités politiques complexes du Proche et du Moyen-Orient peuvent se comprendre avec des concepts élaborés pour décrire des mouvements politiques **très spécifiques** apparus en Europe il y a un siècle (le fascisme italien et le nazisme allemand), alors **la «science marxiste» a des fondations bien fragiles puisqu'elle dispense de toute «analyse concrète d'une situation concrète» !**

Si l'on peut comprendre le fonctionnement politique et séculier de l'islam en s'appuyant sur un petit texte de Lénine écrit en 1909¹, alors le marxisme de Mouvement communiste n'est qu'une boîte à outils rouillés pour des militants peu soucieux d'étudier vraiment le fonctionnement de l'islam dans des sociétés totalement différentes des sociétés européennes, ou même au sein de l'immigration dans les pays du Nord. (Rappelons que Lénine ne connaissait rien à l'islam et aux sociétés musulmanes ; que son camarade Zinoviev appela à «la guerre sainte (*djihad*) contre les capitalistes anglais et français» et son camarade Skatchko vanta le fait que «*Même selon le Coran, la terre ne peut appartenir qu'à celui qui la travaille*²», au

¹ «De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion» (du 13 mai 1909). Sur la faible pertinence des analyses marxistes ou anarchistes portant sur les religions, on pourra lire la compil' n° 5 de *Ni patrie ni frontières* sur le thème «Religion et politique» (2010) et le recueil de textes de *L'Encyclopédie anarchiste* publié par nos soins sous le titre : *La Raison contre Dieu*, qui permet de constater que la critique des religions n'a guère avancé depuis les Lumières...

² Ces deux citations sont extraites d'un article d'Ian Birchall, membre du SWP britannique <https://www.contretemps.eu/un-moment-despoir-le-congres-de-bakou-en-1920/> Pour un article universitaire plus détaillé on pourra lire http://www.persee.fr/doc/cmr_0008-0160_1985_num_26_1_2029. Sur les falsifications trotskistes à propos des rapports entre les bolcheviks et l'islam cf. «Les bolcheviks, l'Islam et la liberté religieuse» du trotskiste Dave Crouch et ma critique : «Le SWP et l'Islam ou les silences des agneaux (trotskystes)

moment du Congrès de Bakou en 1920.)

L'athéisme et le matérialisme militant sont certes des conditions **nécessaires** pour l'étude des phénomènes sociaux mais ils ne donnent **aucune clé automatique** pour comprendre toutes les cultures, toutes les sociétés, dans tous les pays, à toutes les époques...

Des analogies paresseuses

Il est d'autant plus important de se mettre au travail si l'on veut comprendre les motivations des milliers de convertis occidentaux (20 % des recrues de l'Etat islamique), ou des musulmans d'origine maghrébine ou africaine vivant dans les pays occidentaux qui partent se battre en Syrie ou en Irak, et dont une bonne partie (jusqu'à la moitié selon Olivier Roy), contrairement aux schémas des prétendus «islamo-gauchistes» ne sont ni des cas sociaux, ni des ex-délinquants, ni même des victimes du racisme puisque les convertis sont eux-mêmes européens depuis des générations (sauf les personnes d'origine afro-antillaise).

Les traiter de «fascistes» est commode (ce sont certainement des individus et des groupes qui défendent une idéologie «totalitaire», meurtrière pas de simples «victimes» du racisme ou du capitalisme vis-à-vis desquelles il faudrait éprouver de la compassion et encore moins mentionner leur prétendu «courage» – comme l'ont stupidement souligné Jean-Marc Rouillan et Eric Zemmour¹) car ce sont des ennemis mortels pour les travailleurs.

Mais mettre les djihadistes exactement dans le même sac que des travailleurs réactionnaires, salafistes, comme ceux de la Servair, contribue à brouiller les cartes et à tout confondre sous la catégorie «islamistes» ou pire «musulmans», même si ce n'est pas l'intention des camarades de Mouvement communiste. Les comportements réactionnaires, misogynes, qu'ils décrivent à la Servair, à Air France, à la RATP ou à la SNCF (dans les trois derniers cas, le nombre d'exemples qu'ils donnent est quand même très limité et ne se prête guère à des généralisations) se retrouvent aussi chez les prolétaires, les petits-bourgeois et les bourgeois franco-français, chrétiens ou athées : le harcèlement sexuel n'est pas une

<http://mondialisme.org/spip.php?article1598>. Il existe aussi une réédition *Le premier congrès des peuples de l'Orient, Bakou 1920* disponible chez La Brèche/Radar.

¹ Rouillan avait déclaré : *«Ils se sont battus courageusement: ils se battent dans les rues de Paris (alors qu'ils) savent qu'il y a 2000 ou 3000 flics autour d'eux. (...) Moi, je les ai trouvés très courageux, en fait.»* La «pensée» de l'ex-militant d'Action directe rejoignait ainsi celle du journaliste d'extrême droite Zemmour : *«Et je respecte des gens prêts à mourir pour ce en quoi ils croient – ce dont nous ne sommes plus capables.»*

pratique seulement islamiste (les statistiques et les études sociologiques le démontrent amplement) ; l'homophobie et la volonté d'empêcher les femmes d'accéder à des postes qualifiés ou de disposer librement de leur corps ne sont pas des pratiques seulement musulmanes (La Manif pour tous et l'électorat du Front national ne sont pas vraiment inspirés par le Coran, que je sache).

Cela, les camarades de Mouvement communiste ne l'ignorent pas mais ils restent muets sur le sexisme des travailleurs qui ne sont ni islamistes ni musulmans (c'est-à-dire **la majorité de la population travailleuse masculine occidentale** quand même !) sur les lieux de travail ou même dans la société au sens le plus large. Jusqu'à plus ample informé, les viols, les manipulations sexuelles, les coups, les meurtres commis par des hommes contre des femmes ne sont pas une spécialité islamiste dans les pays occidentaux de culture chrétienne...

La critique des implications politiques et sociétales réactionnaires de l'islam doit aussi venir des musulmans eux-mêmes. Nous ne pouvons y être indifférents. Sinon, les antagonismes «communautaires» ne feront que croître...

Dernier point qui n'est pas secondaire : ces camarades dénoncent le «féminisme islamique¹» ou la «théologie de la libération» à la sauce musulmane comme des «mystifications», ce qui est juste mais très insuffisant. Ils utilisent d'ailleurs un vieil argument contre ces courants pseudo-«progressistes» mais aussi contre l'islam politique : le fait qu'ils représenteraient une «diversion» face à la lutte révolutionnaire (une «*substitution à l'authentique combat de classe*», écrivent-ils).

Cet argument me semble peu convaincant, tout comme l'idée que les djihad-terroristes seraient enfermés dans «le ghetto réactionnaire de l'islam» en quelque sorte **contre leur gré**. Dans *Le djihad et la mort*, Olivier Roy cite de nombreux aspects de la culture djihad-terroriste chez les jeunes de la «deuxième génération» en Europe, et on a plutôt l'impression à le lire que ces aspects ont été très consciemment et délibérément choisis : culte de la violence, pratique des arts martiaux et sports de combat, vision apocalyptique du monde, nihilisme, etc.

Les camarades de Mouvement communiste refusent de voir que **c'est**

¹ Si ce «féminisme islamique» a bien du mal à se définir et recouvre des réalités très différentes, on ne peut exclure que les étudiantes et les universitaires issues de la petite bourgeoisie africaine, nord-africaine ou moyen-orientale aujourd'hui soient demain à la tête d'un MLAC égyptien ou iranien, voire militent pour des organisations sur des bases de classe... A ce sujet on pourra lire les contributions passionnantes de féministes palestiniennes publiées dans la compil' 2 de *Ni patrie ni frontières* sous le titre *Islam, islamisme, «islamophobie»*...

seulement dans les rangs mêmes de l'islam (donc aussi de l'islam politique), chez les croyants, que pourra prendre corps une prise de distance de plus en plus grande avec les aspects les plus réactionnaires du corpus de cette religion (corpus favorable à la domination masculine mais aussi à l'ordre économique dominant – désormais capitaliste – et au respect de l'autorité de l'Etat, **corpus commun à toutes les religions**).

Il n'est pas indifférent de souligner que des protestants et des catholiques (pas toujours de gauche d'ailleurs) ont caché des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale ; que des chrétiens de gauche ont été à la pointe de la dénonciation de la torture en Algérie ou à l'origine de tendances syndicales ou féministes contestatrices. Si l'on prend l'exemple des Etats-Unis, beaucoup de militants noirs d'extrême gauche sont passés par les Eglises protestantes ou les Black Muslims, écoles de formation à la résistance contre les violences policières voire l'autodéfense (même si l'idéologie religieuse de ces courants, et antisémite pour la Nation de l'Islam, était fondamentalement réactionnaire et interclassiste). Il ne faut ni s'ébahir stupidement face à la moindre tentative de réformer l'islam (ou toute autre religion obscurantiste), ni abandonner notre esprit critique face aux chefs d'éventuels mouvements religieux «progressistes» (dont les dirigeants ont souvent un plan de carrière en tant que porte-parole auto-désignés des «minorités visibles¹»), ni «jeter le bébé avec l'eau du bain».

Quiconque s'est intéressé à la situation au Brésil ou en Argentine sous la dictature sait que les clivages de classe ont toujours traversé l'Eglise catholique et que des prêtres (pas la majorité, bien sûr, et certainement pas Bergoglio²) ont protégé au péril de leur vie des militants syndicaux et politiques de gauche et d'extrême gauche, et ont permis à des structures syndicales de perdurer ou d'apparaître...

Si dans des régimes dictatoriaux islamiques comme l'Iran, ou dans l'Egypte d'Al-Sissi, ou la Turquie d'Erdogan des croyantes et des croyants se mettent du côté des travailleurs pour soutenir la création de syndicats, de comités de lutte ouvriers ou d'organisations défendant les droits des femmes **au nom de leur conception de l'islam, aussi fantasmatique que soit cette vision à nos yeux**, ce peut être un premier pas vers la séparation radicale entre la religion et l'Etat, entre le droit civil et le droit religieux,

¹ On lira à ce propos, en anglais, une critique intéressante formulée par Adolph Reed Jr. («Splendeurs et misères de la gauche antiraciste») à propos du fonctionnement, de l'idéologie et des dirigeants autoproclamés du mouvement Black Lives Matter. <http://nonsite.org/editorial/splendors-and-miseries-of-the-antiracist-left-2>

² Pourquoi *Appelez-moi François* est une mystification cinématographique et historique: «Desaparecidos, appelez-moi Bergoglio» de Roberto Massari, *Ni patrie ni frontières* n° 54-55 (2016).

séparation qui est loin d'être acceptée par la majorité des exploités dans les pays d'islam.

Il est étonnant que les camarades de Mouvement communiste ne voient pas l'importance d'analyser plus en détail ce qu'est l'islam, sous toutes ses facettes, y compris politiques, et préfèrent vouloir faire entrer de force des phénomènes nouveaux dans des cases déjà vermoulues. En effet, généralement, lorsqu'ils écrivent, ils ne se contentent pas de répéter des «vérités» écrites il y a un siècle, mais tentent de confronter leurs dogmes marxistes ou léninistes avec les réalités actuelles¹.

Cette brochure illustre bien la paresse intellectuelle qu'ils reprochent si souvent au milieu gauchiste.... et avec raison !

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 26/11/2016

¹ Cf. justement leurs deux brochures sur la Tunisie et l'Égypte disponibles sur leur site mouvement-communiste.org et reproduites dans *Ni patrie ni frontières* n° 40-41.

Pourquoi l'esprit critique est-il si peu répandu à gauche et dans les milieux libertaires ? (débat)

Soumis pour avis à plusieurs camarades, un texte initial répondant à la question posée ci-dessus s'est ensuite transformé en un débat suite aux nombreuses réflexions et critiques reçues par mail. Chacun a relu sa contribution et celle des autres et un peu réécrit ses courriels. Nous avons donc tous un peu débordé par rapport au thème original dont l'objectif était de mieux cerner les particularités et difficultés de la situation actuelle, notamment par rapport aux années 60, pour ce qui concerne à la fois l'esprit critique «à gauche» et dans les milieux «radicaux» et les capacités de débattre entre militants....

Yves : Un certain nombre d'événements récents peuvent nous amener à nous demander si «l'esprit critique» que prétendent défendre la gauche, l'extrême gauche ainsi que les groupes radicaux (post-situs, autonomes, insurrectionnistes, etc.) et anarchistes est encore un principe valorisé dans ces milieux¹. Voire s'ils ne l'ont pas définitivement enterré au profit de politiques identitaires. Parmi ces événements récents, plusieurs incidents violents ont concerné des intellectuels et des lieux aussi politiquement opposés que Caroline Fourest (à la fête de *L'Humanité* en 2012) ; Alexis Escudero et le Salon des éditions libertaires anarchiste à Lyon, en 2014 ; Alain Finkielkraut (lors des Nuits debout parisiennes en 2016) ; la librairie anarchiste La Discordia (Paris, à de nombreuses reprises en 2015 et 2016) et la librairie Mille Bâbords (Marseille en 2016).

Au-delà de l'extrême diversité des cibles attaquées, on a pu constater une certaine homogénéité des réactions dans les milieux gauchistes et libertaires² : soit un silence assez lâche, soit une surenchère verbale pour

¹ Une discussion avec des camarades qui voulaient créer un nouveau groupe politique en 2007 m'avait d'ailleurs déjà amené à écrire sur ce sujet : «Sur les microsectes et la nécessité d'un bilan préalable» (Compil' n° 6, *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras «gauchistes»*, 2011) et «Gauche radicale : discussions et régressions» (*Ni patrie ni frontières* n° 27-28-29, 2009)

² Voire néo-altermondialistes dans le cas des Nuits debout parisiennes fort accueillantes pour des idéologues sociaux-chauvins comme

approuver ces diverses attaques. La Discordia et Mille Bâbords, pourtant clairement situées «à gauche», n'ont bénéficié que de très peu de soutien réel. Quant aux auteurs, anonymes ou pas, de ces agressions, ils ont beaucoup de points communs et se retrouvent dans les mêmes manifestations et les mêmes meetings : Indigènes de la République, anarchistes identitaires, féministes dites radicales, etc.

S'il ne s'agissait que des agissements de quelques groupuscules ou individus isolés, cela ne vaudrait guère la peine d'en parler. Malheureusement, cela relève d'un climat de sectarisme, de violence verbale, d'ignorance et d'affirmation identitaire qui a des causes beaucoup plus larges que ces «faits divers» dans le microcosme gauchiste ou para gauchiste.

Pour être honnête, il y a toujours eu des affrontements verbaux et physiques à gauche. Il n'est que de rappeler comment le Parti «communiste» fit la chasse aux militants d'extrême gauche dans les usines au moins jusqu'aux années 70 (les dénonçant à la direction et aux flics et en envoyant un certain nombre à l'hôpital) ; comment son service d'ordre cogna à de nombreuses reprises des militants et militantes d'autres organisations dans des manifestations durant les mêmes années voire encore plus tard ; et même comment, dans les années 60 et 70, certains groupes maoïstes ou trotskistes se combattirent à coups de barres de fer en France comme en Italie.

Cette dimension violente et autodestructrice des courants qui se prétendent de gauche ou «révolutionnaires» a amené certains théoriciens à affirmer depuis longtemps qu'il existerait des affinités entre religion et politique, que les marxismes (ou les anarchismes) seraient des sortes de «religions civiles», que le fonctionnement des groupes «révolutionnaires» ressemblerait à celui des sectes, etc.

Si l'on entend par là qu'une idéologie et a fortiori un groupe politique relie des individus entre eux (sens étymologique du mot religion) ; qu'une idéologie se fossilise souvent en des dogmes ; que les militants d'une idéologie (comme les fidèles d'une religion) ont besoin d'une explication simple du monde ; qu'ils n'ont ni l'envie ni le temps de se lancer dans de longues recherches ou des vérifications systématiques de leur corps de doctrine ; que tout groupe désireux d'être efficace repose sur une confiance mutuelle et une confiance encore plus grande envers les camarades plus expérimentés, tout cela est assez juste, mais ne suffit pas pour comprendre les particularités de la situation actuelle.

Pour revenir au sujet de notre discussion, le problème est que les idéologies dites révolutionnaires (marxismes et anarchismes) se présentent,

Lordon, Ruffin ou Varoufakis ; un bonze syndical comme Philippe Martinez de la CGT ; des politiciennes comme Ségolène Royal (ministre de l'Environnement) et Anne Hidalgo (mairie socialo de Paris).

non pas comme des explications assez subjectives et très imparfaites du monde (ce qu'elles sont), mais comme des théories «scientifiques», ou au moins des philosophies extrêmement critiques de toutes les «idéologies dominantes», qui sont, comme chacun sait, «les idéologies de la classe dominante».

Soyons honnêtes : malgré tous les schématismes et les mythes historiques qu'ils ont propagés, les groupes d'extrême gauche et anarchistes ont, durant une certaine période, été des centres de formation de l'esprit critique, de minuscules «universités populaires» (sans qu'ils arborent ce label), des lieux où l'on rencontrait de nombreux autodidactes (au bon sens du terme, des travailleurs vraiment curieux – pas des individus brouillons). A travers des cours d'histoire ou de théorie politique, des discussions internes, des lectures imposées, des écoles de formation, des rencontres en tête à tête, etc., ils ont incité leurs sympathisants à lire davantage, et pas seulement des livres ou des brochures de leur propre organisation. Donc il est difficile (du moins, à ma connaissance, avant les années 80) d'affirmer que les organisations d'extrême gauche ou anarchistes n'auraient jamais encouragé l'esprit critique.

Même si les militants «gauchistes» des années 1960 et 1970 avaient souvent des attitudes irritantes de Monsieur-Je-Sais-Tout, ils étaient partie prenante d'un questionnement radical de toutes les institutions et hiérarchies, questionnement qui les dépassait et les poussait sans doute à accepter voire encourager les débats.

Cependant, force est de constater que plusieurs phénomènes nouveaux sont intervenus depuis trente ans qui ont aggravé des tendances dogmatiques, sectaires, ou «religieuses» qui ont toujours existé dans le mouvement ouvrier :

– paradoxalement, la généralisation de l'enseignement obligatoire, le collègue unique jusqu'à 16 ans, l'accès d'un nombre de plus en plus important d'individus à l'enseignement supérieur (29% des hommes et 32,6% de femmes ont fait des études supérieures parmi les 25-64 ans. Parmi les 25-34 ans, ils sont 47,3% de femmes et 38,3% d'hommes à être diplômés de l'enseignement supérieur) a entraîné que les organisations politiques ont rempli beaucoup moins le rôle «culturel» qu'elles avaient pu avoir auparavant, puisque celles et ceux qui le souhaitaient ont pu trouver d'autres sources de formation.... quitte à abandonner leurs études supérieures en cours de route, ce qui est très fréquent dans les départements d'histoire et de sciences sociales, où l'on trouve les étudiants les plus intéressés aux problèmes politiques et sociaux ;

– l'enseignement transmis par les manuels d'histoire au collège comme au lycée qui visent à dégager des «problématiques» morcelées sans offrir aux élèves des connaissances historiques élémentaires ; les modes intellectuelles de plus en plus antimatérialistes et antiscientifiques (sur le plan philosophique) et le triomphe des idéologies identitaires dans

l'université ont favorisé un relativisme généralisé qui a affecté la société en général, et aussi les milieux militants peu préparés à cette évolution et peu armés.

Jacques : Tu dis que les militants seraient «peu armés». Je trouve, au contraire, que ceux qui ont suivi des études ont participé à la diffusion du relativisme. C'est le cas de manière latente mais constante à Paris X Nanterre et de manière quasi institutionnalisée à Paris VIII Saint-Denis pour ne citer que ces deux exemples d'université dites politisées. Ils y sont d'autant mieux préparés qu'ils en ont été les agents actifs. Qu'ils ne soient pas armés tient à mon avis au fait d'une rupture objective avec le fil rouge des luttes de classes et avec le mouvement ouvrier, ce qui fait que même ceux qui parlent encore en termes de classes le font à travers les identités particulières ; quant aux autres, ils produisent d'eux-mêmes la rupture en déconstruisant toutes les catégories de l'humanisme révolutionnaire dont le mouvement ouvrier est partie intégrante (l'ouvrier ne serait qu'un abruti qui est pour la nation, pour la République, pour les centrales nucléaires et contre l'écologie ; ce serait en outre un affreux macho homophobe et raciste, bouffeur de viande rouge de surcroît) et en reconstruisant toute une nouvelle histoire sur cette base, celle des «vaincus», le mouvement ouvrier (réduit à un mouvement masculin et blanc) est donc rangé dans les «vainqueurs». Bien sûr, cela ne donne pas un «roman national», mais participe de la même démarche.

Gzavier : Il faut bien se rendre compte que, avec la massification au niveau des universités, un grand nombre de nouveaux militants passent et s'imprègnent de ce qui s'y dit, vit et fait. Dès lors on peut facilement comprendre que leur première approche de la politique ne soit pas principalement fondée sur une pensée critique mais plutôt sur les courants universitaires actuels. Une approche holiste¹ n'est plus qu'une tendance possible parmi d'autres alors qu'elle a constitué (par exemple avec Bourdieu), l'une des bases de la pensée universitaire critique en sciences sociales pour les deux générations précédentes, quand Foucault et les

¹ Le terme d'holisme signifie simplement une appréhension des rapports sociaux comme un tout supérieur aux parties. Il a longtemps été occulté par la prégnance du marxisme (qui est aussi une forme de holisme) et est réapparu au niveau scolaire et universitaire en tant que méthode d'analyse par rapport à celle de l'individualisme méthodologique. Sans en abuser, aujourd'hui on peut l'utiliser en rapport avec les notions d'universalité et de totalité en opposition avec les particularismes radicaux qui justement reposent, sans le savoir forcément, sur l'individualisme méthodologique (l'intersectionnalité, le multiple, le moléculaire) libéral/libertaire.

diverses thèses sur la nécessaire «déconstruction» permettent aujourd'hui de s'affirmer immédiatement contre le «biopouvoir» des dispositifs multiples et omniprésents (et non le capital et les rapports sociaux capitalistes dans leur ensemble). Le néo-militant se trouve dès lors dans l'affirmation de ses idées comme suspendu à l'environnement universitaire mais aussi, voire surtout, activiste du soi. L'affirmation de soi à partir du slogan «Le personnel est politique» est interprétée de façon extensive. Les débats d'idées sont vécus sur le mode existentiel ; la remise en cause des conceptions politiques de son interlocuteur, ou de son interlocutrice, est interprétée, le plus souvent, comme une attaque personnelle. C'est le soi qui est en jeu sans aucune protection politique ; si l'on entend par là ce qui a trait au collectif, rien ne l'est moins que le sens qui lui est donné par ces militants à l'identité à vif.

Par exemple, étant personnellement imprégné de ces errements, c'est en faisant mon premier débat, seul au sujet de mon bouquin avec Jacques Wajnsztein (*La tentation insurrectionniste*), que les choses ont commencé à se décanter. Je me suis retrouvé en débat, non pas à défendre mon goût pour *Temps Critiques*, mais des idées qui étaient celles de la revue, des conceptions qui faisaient sens au-delà d'une question de personne, que ce soit la mienne ou tous ceux ayant participé à la revue. C'était à la fois nouveau et réjouissant de toucher une construction politique qui ne te fasse pas traverser une énième crise personnelle, même si ce n'était pas facile non plus (il n'y a pas de kit théorique clés en main pour ce que nous avançons).

Yves : Dans les facteurs nouveaux susceptibles d'expliquer la faiblesse de l'esprit critique dans les milieux militants, je crois qu'il faut souligner aussi l'apparition d'Internet et des réseaux sociaux, qui, loin de favoriser une recherche de sources contradictoires sur les infos reçues ou les théories défendues, a nourri la constitution de familles affinitaires (dont Facebook avec ses «amis» et ses «like» est le symbole), familles affinitaires qui évidemment ne souhaitent pas discuter, même en leur propre sein, mais seulement échanger des remarques tripales, lapidaires, ou procéder à du copier-coller systématique sans même avoir lu les articles transmis.

Jacques : Oui, mais la presse écrite et responsable n'a pas joué son «rôle» non plus en triant l'info et ses titres de façon à aller dans ce même sens globalement post-moderne et identitaire. *Le Monde*, malgré le fait qu'il ait été dénoncé jadis comme «le journal de tous les pouvoirs», a gardé un certain sérieux pendant longtemps et était lu par des étudiants. Aujourd'hui, ce sérieux est moins présent et les étudiants ne le lisent presque plus. Quant à *Libération*, sa clientèle est jeune et gauchisante, mais son contenu est typique de ce que dénonçait Mark Lila dans *Le Monde* à propos des journaux américains («La gauche doit dépasser l'idéologie de la

diversité», *Le Monde*, 8/12/2016).

Gzavier : Pour rester sur la questions des réseaux sociaux et des outils technologiques, dans leur ensemble ils massifient des comportements qui pouvaient être latents ou minoritaires tout en permettant de renouveler un rapport aux autres. A mon avis, ils donnent à voir des aspects de nos rapports sociaux contemporains dont on retrouve évidemment des traces dans les milieux politisés dont nous parlons. Cela vaut autant pour la mise en scène de soi que pour la fragmentation identitaire.

En tant que militant j'ai, par exemple, pour habitude de cloisonner virtuellement des aspects différents de ma vie. J'ai donc de multiples comptes dans lesquels je peux me mettre en scène comme l'usage d'un avatar te le permet (rien que le choix de ton pseudo en dit long). Un compte facebook pro par exemple où tu mets quelques photos des paysages de tes vacances pour faire envie à tes collègues, une boîte mail avec seulement tes contacts militants, etc. Objectivement, cela ne te protège qu'en surface, les métadonnées te trahissant facilement, mais, en attendant, pour le commun tu es le petit bout que tu leur donnes.

Sur le fond, les militants sont facilement accro à internet, beaucoup ne peuvent plus s'en passer aujourd'hui. Et pourtant les pratiques, logiciels et objets qui prennent le dessus sont en adéquation avec le présent de la société capitalisée¹. Ils sont là pour capter l'attention, nourrir des flux d'informations et autres, le tout dans une mise en réseaux la plus large

¹ La défaite des mouvements de luttes des années 1960/70 a enrayé la dynamique émancipatrice qui en était à l'origine et celle-ci a été retournée en ce que la revue *Temps critiques* appelle «la révolution du capital». Celui-ci s'est fait société et non plus seulement rapport social de production comme dans la société bourgeoise de la période de «domination formelle» du capital jusqu'au début des années 20, ou dans la société capitaliste de la période de «domination réelle» du capital jusqu'à la fin des Trente glorieuses. L'Etat-nation en crise s'est restructuré sous sa forme réseau en «résorbant» ses institutions comme le montre l'exemple de la justice où le développement des relations contractuelles de prévention et de négociation tend à résorber le glaive de la sanction. L'interdépendance Etat/capital s'est manifestée au niveau stratégique de la domination rendant impossible tout nouveau citoyennisme (la «société civile» n'existe plus). 1995 en représente sûrement le dernier sursaut en tant que mouvement du «tous ensemble». Enfin et surtout, toutes les activités humaines, dans ce processus, tendent à être capitalisées alors que beaucoup y échappaient encore dans les phases précédentes (voir tout le développement du «social» et des métiers nouveaux qui y sont attachés, le «care», etc). Dit autrement, le capital n'est pas face à nous, mais en nous, d'où la difficulté à saisir un ennemi alors qu'il existe pourtant des forces de domination.

possible. Les militants utilisent à fond la plupart du temps ces tendances (voir le succès des vidéos de manif au printemps 2016). Certains ont le snobisme d'être pour les logiciels libres dont la charge critique sur les technologies est faible tant elle entérine les tendances que j'ai décrites juste avant, et tant le propos tourne autour d'un bon usage des technologies.

Yves : Troisième facteur nuisant à l'esprit critique : il me semble que, sur le plan politique, les offensives antimarxistes, antimatérialistes et antiscientifiques (y compris à gauche) ont fini par nourrir à la fois un relativisme absolu (qui justifie l'inanité de tout débat puisque toutes les opinions seraient «respectables¹» ; et qui revient à tracer un trait d'égalité entre sciences et idéologies) ; un hypercriticisme qui n'a rien à voir avec un esprit critique méthodique et rationnel, et favorise parfois le complotisme.

Leo : Le postmodernisme permet de voir l'émergence des discours sur les minorités de manière perverse: la minorité ne se vit plus comme opprimée par le discours majoritaire (qui représente un mode de production) mais comme pouvant potentiellement faire émerger un discours permettant de juger de manière moralisatrice le langage majoritaire et ainsi produire une niche idéologique. De la sorte, la minorité ne se perçoit plus comme devant se battre contre un système de production pour ne plus être aliénée, mais comme s'affranchissant du seul discours majoritaire pour se libérer.

Cette ère postmoderniste fait triompher le relativisme épistémologique où triomphe l'anarchie du savoir : «Tout se vaut.» Les institutions du savoir participent de ce programme en vantant les bienfaits du constructivisme dont la figure française est Edgar Morin. La complexité y est vantée au détriment du principe de parcimonie, les différents niveaux techniques du langage sont confondus en un seul cours commun: tout se vaut donc le discours transcendentaliste (religieux notamment) est juxtaposé au discours scientifique et il émerge l'idée que rien ne permet de démontrer que le discours scientifique soit vrai et que le discours religieux soit faux. La validité empirique y est oubliée comme étant la notion arbitrale du savoir

¹ On en trouve une illustration particulièrement frappante et ridicule sur le site de Mille Bâbords qui, suite à l'agression dont ce lieu de débats et les participants à une discussion sur les méfaits de l'idéologie raciale ont été victimes à Marseille, a «démocratiquement» reproduit le communiqué des agresseurs ! Comme le souligne avec raison le GARAP (cf. «Sortie des classes, l'identité menace - La race à la casse ! Communiqué 53 - Décembre 2016»), imagine-t-on cette librairie reproduire le communiqué d'un groupe d'extrême droite qui aurait attaqué son local ? Misère du relativisme postmoderne !

qui décide de ce qui est faux et de ce qui est vrai. Le seul fait de tenir un discours le valide et toute hypothèse devient admise de fait.

Le manque de critique mène à l'hypercriticisme que permet le relativisme omniprésent dans les médias et les institutions du savoir. Le relativisme épistémologique permet de mettre sur un plan d'égalité une idéologie (ou un simple parti pris) et une thèse scientifique, sans répondre à l'exigence de cette dernière de la vérification empirique. En somme comme tout se vaut :

– Soit tout est incommensurable car les paradigmes se juxtaposent mais ne peuvent dialoguer...donc une idéologie vaut la science... Ce qui fut notre conception en tant que marxistes, mais on se servait de la science pour nous justifier alors qu'aujourd'hui on prétend que la science serait une idéologie comme une autre (Bruno Latour, Samuel Kuhn). Je ne dis pas que la science ne sert pas l'idéologie mais que la science, en ses résultats, ne doit pas être idéologique.

Ce point de vue explique la remise en cause perpétuelle du darwinisme, même si tout résultat scientifique doit être remis en cause mais par d'autres résultats scientifiques. Aujourd'hui, un scientifique ne peut plus remettre en cause le GIEC ce qui est dommageable (même s'il semble évident que le réchauffement climatique existe, il n'est plus un résultat scientifique mais une idéologie dogmatique).

- Soit, autre point de vue postmoderne, tout résultat est mis en cause jusqu'à une régression infinie. On se retrouve précisément devant un hypercriticisme où plus rien ne vaut rien. Un résultat objectif ne l'est donc plus car on suppose un complot, et cet irrationalisme est d'autant plus pernicieux que l'histoire est aussi précisément un moment où des complots réels peuvent avoir lieu.

Camille : Sur la question du relativisme très présent dans l'enseignement des sciences sociales, je voudrais faire quelques remarques.

J'étais étudiante (en philosophie) dans les années 90. En fait à cette époque j'ai pas mal lu Bourdieu en même temps que je participais au mouvement de décembre 1995 contre le plan Juppé. Donc j'étais un pur produit de la vague citoyenniste, si l'on veut. Eh bien j'avais un sentiment permanent d'impuissance et de décalage : il y avait toutes ces analyses des formes de domination, mais pour moi c'était sans prise sur la réalité, sur l'action ; c'était très rhétorique aussi, donc pas si éloigné des penseurs postmodernes, même s'il y avait quand même une base empirique plus consistante (statistiques, entretiens, enquêtes). Mais c'était quand même un discours magistral, dont les disciples reprenaient tous les tics d'écriture, ça ne donnait pas de méthodes pour se poser des questions soi-même et avancer.

Rétrospectivement, il me semble que ce qui manquait totalement dans ces analyses, et qu'on pouvait sans doute trouver dans les petits groupes

politiques dont Yves parle, ces groupes qui jouaient aussi un rôle de formation intellectuelle, c'était la conflictualité. D'une part, les gens qui fréquentaient les petits groupes cherchaient à acquérir des connaissances pour nourrir leur révolte, et pas pour obtenir des titres, donc du pouvoir, comme c'est le cas à l'université (même si on en a une conscience complètement mystifiée, et même s'il faudrait nuancer, puisque, dans un groupe, il existe aussi des enjeux de pouvoir). D'autre part, dans les années 90, l'apprentissage des méthodes de la critique rationnelle était déjà «ringarde», on n'avait le choix qu'entre un relativisme agressif et un moralisme naïf. Donc on pouvait apprendre ce qu'on voulait, on n'apprenait pas la conflictualité (à la fois au niveau du discours : l'idée que les controverses ont un sens et peuvent être fructueuses, et au niveau de la réalité : le vocabulaire de la «domination» évacuait celui de l'antagonisme, de la lutte, du conflit).

Je crois que João Bernardo¹ a raison quand il prend la défense de la raison instrumentale, c'est-à-dire cette démarche par laquelle on se pose des questions relativement délimitées, on émet des hypothèses, on fait des expériences, on raisonne sur les résultats, on essaie autre chose, etc. Bien sûr le militantisme n'est pas une science dure, mais sans discussions (plus ou moins) rationnelles à partir d'une base empirique (pas des expériences de laboratoire, mais d'un côté des pratiques individuelles et collectives sur lesquelles on peut réfléchir, et de l'autre des informations ou des données à caractère plus général qui peuvent donner des éléments de comparaison), on n'a plus aucun cadre pour avancer.

Peut-être faut-il aussi remettre en circulation des notions très peu sophistiquées mais utiles, comme l'idée de la différence entre l'être et la conscience, avec l'idée qu'on se forme des représentations de la réalité qui peuvent être en décalage avec cette réalité (d'où la possibilité de la fausse conscience).

Par contre j'ai l'idée que ça n'est peut-être pas un hasard si les marxistes ont été si démunis face à l'offensive relativiste, parce que les discours sur la «science bourgeoise» ne donnaient pas tellement de billes pour critiquer l'idée que la science n'est qu'une idéologie parmi d'autres.

La critique des usages sociaux et économiques de la science ne s'accompagnait pas souvent d'une défense de la démarche scientifique elle-même, dans le sens d'une méthode d'investigation rationnelle et empirique, ouverte à la critique. En même temps, les marxistes prétendaient détenir une «science» de la société, ce qui n'était certainement pas le cas et témoignait de toute façon d'une méprise, puisqu'une science ce sont des hypothèses provisoires, révisables, ouvertes à la critique, pas un discours dogmatique acquis une fois pour toutes. Ce qui reste important malgré tout,

¹ Cf. João Bernardo, «Manifeste sur la gauche et les gauches», *Ni patrie ni frontières* n° 58-59 (janvier 2017) et mondialisme.org

à mon sens, c'est l'idée matérialiste qu'une théorie sociale doit partir de la façon dont les gens vivent, travaillent, etc., et pas de conceptions idéalistes ; dans ce sens, la démarche marxiste était «scientifique», parce qu'elle partait des faits, de la réalité brute et complexe des conditions d'existence et de reproduction, et pas de présupposés métaphysiques. Mais quant au caractère révisable des hypothèses, sans lequel on ne peut parler de science, je trouve que c'était un peu léger...

Yves : Quatrième et dernière caractéristique que je voudrais souligner et qui pourrait expliquer le manque d'esprit critique dans les milieux de gauche et libertaires : une absence totale de culture historique (la connaissance du passé étant désormais inutile voire réactionnaire, puisque seul compte le glorieux présent, ou alors un passé qui renvoie à des origines mythiques, culturelles, religieuses ou ethniques chimiquement «pures») ; et en même temps une crispation dans les milieux d'extrême gauche et anarchistes.

Thomas : Pourquoi dis-tu que «la connaissance du passé est réactionnaire» ?

Yves : Parce que la vision identitariste rejette toute perspective historique et de classe. Si tu crois que le mouvement ouvrier a une histoire et un sens (à la fois une signification et une direction plus ou moins prévisible), ce n'est pas du tout la même chose que si tu t'intéresses à la seule histoire de ta «minorité» (réelle ou supposée), qui est en général éternellement victime et persécutée.

Jacques : Je nuancerais un peu l'affirmation d'Yves sur l'absence de culture historique. Aux salons libertaires, un des stands les plus fréquentés est celui des bouquins d'occasion dont une bonne partie sont des travaux historiques à un degré ou un autre (et on y trouve des raretés comme *Le droit maternel* de Bachofen). D'autre part, il existe encore un marché pour le nombre très élevé de livres qui paraissent autour de la guerre d'Espagne. Donc, la connaissance historique n'a pas disparu mais elle ne correspond plus à une culture politique que nous concevions indissociablement comme étant à la fois théorique, historique et critique. Quand Yves parle d'«origines mythiques», il faudrait préciser que la rupture avec le fil historique ouvre le champ à tous les courants primitivistes, décroissants, anti-industrialistes et au retour à la mode des bons «sauvages» qui ne connaissaient pas l'argent (cf. Christophe Darmangeat) ; quant aux origines ethniques ; on a les textes du bon commandant Marcos et tous les Georges Lapierre et Jérôme Baschet du monde.

Yves : Jacques, tu as raison d'introduire ces nuances. Peut-être faut-il se demander quelles sont les sources de cette crispation dans les milieux d'extrême gauche et libertaires, crispation qui mène à la violence verbale quand elle n'est pas physique. En dehors des causes traditionnelles (sectarisme d'organisation destiné à protéger le groupe et ses dirigeants contre toute critique ; difficulté des individus à reconnaître des évolutions imprévues et dérangeantes, etc.), les quelques facteurs que j'ai énumérés, et que les autres participants au débat ont précisés ou ajoutés, ont certainement joué un rôle.

Il faut aussi souligner que l'adoption rapide des thèses identitaires, multiculturalistes, postmodernes et anti-universalistes dans les milieux marxisants et anarchistes, par des courants dont l'universalisme, la référence à la science et le classisme avaient toujours été les marqueurs... identitaires, explique peut-être aussi le raidissement de ces militants obligés de jeter la plus grande partie de leur patrimoine théorique à la poubelle pour ne pas paraître «ringards» et pris dans des contradictions insolubles entre des références à un passé universaliste-scientifique-matérialiste-prolétarien et un présent identitaire-antimatérialiste-antiscientifique-et-interclassiste.

Leo : Que tu envisages le postmodernisme comme la période historique s'ouvrant en 1945 ou à la fin des Trente glorieuses, les caractéristiques globales sont celles que tu cites:

- individualisme forcené (contre toute perspective holiste) mettant en avant les minorités comme sujet de la cité et comme possible sujet de la «polis» au sens grec ;
- augmentation d'informations entraînant un mésinformation sur socle des critères affinitaires ;
- quête d'une transcendance (futile = «peuple» ; anthropologique = religion) battant en brèche les perspectives progressistes de la science.

Camille : Je crois que dans le climat idéologique actuel, les gens, donc pas simplement les militants de gauche, ont du mal à se placer à la bonne distance pour voir les choses : d'une part il y a de l'oppression partout, d'autre part on ne la voit pas quand on l'a sous les yeux sous la forme du rapport salarial. Une copine me racontait une discussion à son boulot entre plusieurs patrons ou gérants de salles de spectacles et leurs salariées ou stagiaires. Les patrons discutent entre eux (ils votent manifestement à droite), une stagiaire se révolte contre leur discours méprisant, ils répondent que les jeunes ne comprennent rien. Ma copine était indignée de la morgue de ces types, mais c'était une indignation morale, impuissante, et surtout les jeunes femmes qui travaillaient là avaient le sentiment que ces mecs étaient des cons, mais ne semblaient pas faire le lien entre leurs discours et leur position sociale. Etrangement, dans ces milieux de l'industrie culturelle

censés être ultrasensibles à toutes les oppressions (racistes, homophobes, sexistes, etc.) il ne semble pas y avoir de conscience de ce rapport d'exploitation. Les patrons essaient d'être des copains et leurs employés ne voient pas ces manœuvres ou ne s'y opposent pas. C'était comme ça aussi quand je bossais dans un labo, et ce sont aussi des endroits où les jeunes qui travaillent pour des clopinettes espèrent ne pas faire de vieux os, donc ils serrent les dents et ont une perspective très individualiste, ça rend difficile la solidarité et la lutte.

Jacques : La crainte de la «ringardise» que Yves évoque n'est ressentie que parce qu'il n'y a plus les «bases», la principale étant l'activité du prolétariat ou des ouvriers, mais aussi une théorie qui rende compte de la situation. Or comment le marxisme peut-il continuer à faire croire que sa théorie de la crise est la bonne, alors qu'il proclame, depuis 1930, que c'est la dernière ? Comment les militants peuvent-ils continuer à dire que la pauvreté n'a jamais été aussi grande dans le monde à cause du capitalisme, alors que toute personne qui voyage un peu loin peut se rendre compte maintenant que des centaines de millions de personnes sur cette planète ont été intégrées peu ou prou au monde de l'argent et à la consommation, au moins dans les pays dits «émergents» ? Ce qui évidemment, à l'autre bout ne peut qu'accroître les inégalités. Mais que ce dernier point ne soit pas perçu comme un autre problème ne peut qu'entraîner les pires confusions quant à l'analyse de ce qu'est le capital et le retour à une vision misérabiliste et dix-neuviémiste. Il y a un moment où le croyant est victime de sa foi d'origine et alors il se convertit, certes pas à l'islam (quoique !), mais à tout ce qui passe et qui est moins «engageant». Sauf pour quelques fous furieux, on peut risquer un jeu de mots : s'engager dans le relativisme représente un engagement tout relatif, une sorte d'air du temps.

Les anarchistes, eux, n'ont pas ou plus de références véritablement solides à part la révolution espagnole et encore car elle est difficilement exportable aujourd'hui. Eux aussi savent bien que l'Etat d'aujourd'hui n'est plus celui de Bakounine ! Nombre d'entre eux travaillent d'ailleurs pour l'Etat ou des organismes parapublics ou municipaux. Ils lisent plus la prose des Tarnacois (le courant né autour de *L'insurrection qui vient*) que Malatesta. Plus important, ils sont dans l'attrape-tout de la révolte contre toute domination pour les plus activistes, et dans les universités, populaires ou non, pour ceux qui pensent un anarchisme culturel plus que politique. La culture permet mieux que le politique de faire tout tenir dans la baraque anarchiste d'autant plus que ces courants disposent d'encore moins de boussoles propres que par le passé. C'est pour cela que la tendance est grande d'aller picorer dans la philosophie (Spinoza, Deleuze, Foucault) ce qu'ils ne produisent plus dans la théorie.

Yves : On peut se demander si finalement les milieux militants ne sont pas le parfait reflet du monde que le système capitaliste tend à façonner à travers ses tendances contradictoires : un monde d'individus fortement narcissiques, repliés sur leurs identités imaginées (appartenance ethnique, religieuse, nationale, sexuelle, etc.). Ces individus à la fois atomisés et rassemblés en «tribus» fictives dramatisent leur vécu actuel (souvent, ils disent «souffrir») quitte à fusionner toutes les périodes historiques en un long récit sacrificiel qui, par définition, ne laisse plus de place à la moindre perspective collective d'un devenir autre. La lutte n'est plus qu'un immédiat de survie, sans contenu éthique ni subversif. Leur critique ne porte finalement que sur la situation anormale qu'ils vivaient.

A partir de cette situation, ils s'engagent dans une compétition identitaire qui correspond à autant de niches marchandes (des chaînes de télévision aux magasins de vêtements, des lieux affinitaires aux musiques identitaires, des fêtes religieuses aux événements festifs communautaires). Il ne s'agit plus de lutter pour créer ensemble un monde reposant sur une solidarité et un savoir universels mais de s'enfermer dans des ghettos autarciques sur le plan des idées, des sentiments, comme des rapports humains. Dans de tels microcosmes politiques, l'esprit critique n'a plus droit à aucune place puisqu'il nuit au bon fonctionnement des échanges capitalistes segmentés, parcellisés et illusoirement autosuffisants que pratiquent ces ghettos militants.

Cela dit, peut-être suis-je en train d'exagérer les différences entre les militants des années 60 et les «activistes» actuels, mais sur cet aspect de la souffrance il me semble qu'il y a des choses à dire. De notre refus global de la société dans sa totalité nous ne faisons pas une souffrance individualisée. Nous ne l'exposons pas sur la place publique en quelque sorte, et cela explique sûrement certains suicides dans nos rangs parce que, comme le dit Gzavier plus haut, nous clivions nos vies de telle façon à pouvoir justement garder une part privée (même dans les communautés) et une part publique. Dans cette part publique, notre souffrance n'était rien, ou alors nous la rendions toute relative en comparaison avec celle que subissaient les Vietnamiens et les prolétaires. Cela pouvait avoir ces effets désastreux comme chez ces militants qui n'avaient littéralement plus de vie autre que celle tournée vers l'extérieur, le militantisme, leur groupuscule, mais pour tous ceux qui se gardaient aussi de ça, on pouvait être un individu singulier «militant» sans se mettre en scène.

Rétrospectivement, car à l'époque je ne m'en rendais pas du tout compte, je me demande en effet si nous (les militants d'extrême gauche ou anarchistes dans les facs) n'avons pas intimidé pas mal les gens autour de nous. Je me souviens que je tenais tête à tel petit chef trotskiste ou stalinien devant cent personnes. A l'époque, c'était des discussions spontanées qui s'engageaient dans le hall de Censier autour des tables de presse militantes, discussions qui commençaient à dix participants et finissaient à cent ou

plus. Le «public» était-il vraiment intéressé ou assistait-il à ces joutes oratoires juste comme un passe-temps marrant entre deux cours... ? De même nous intervenions beaucoup dans les amphis et même dans les TD. Comme nous avions de la tchatche et n'étions guère minés par le doute, les profs nous répondaient, mais ces dialogues intéressaient-ils vraiment la masse des étudiants en histoire ? Ce n'était peut-être pas du «terrorisme intellectuel» comme le prétendent tant de «repentis» actuels, mais nous étions quand même très arrogants et méprisants, me semble-t-il.

Cette arrogance et cette confiance en soi des militants d'extrême gauche (et je suppose anarchistes) a-t-elle disparu ou se cache-t-elle désormais sous d'autres oripeaux ?

Les gens qui assistaient aux discussions de Nuits debout étaient-ils des spectateurs assez passifs comme beaucoup d'étudiants de 68 lors de ces discussions publiques entre groupuscules (idem à la Sorbonne) d'ailleurs ou vraiment différents ?

En 1968 les seules discussions vraiment démocratiques furent celles auxquelles j'ai assisté dans des quartiers parisiens encore populaires à l'époque (XV^e et XIII^e) où là il y avait un ou deux gauchistes et des dizaines de gens qui voulaient s'exprimer et continuaient à discuter pendant des heures, une fois les gauchistes partis...

Jacques : Pour ce qui concerne le mouvement «Nuits debout», ce qui a prédominé, dans ce que j'ai entendu et vu à Lyon, c'est entre autres, une nouvelle pratique visant à ce que toutes les paroles puissent s'exprimer à partir du moment où elles n'étaient que des «idées» équivalentes en valeur, des opinions au sens de l'opinion publique. Finalement les prises de position véritables étaient rares d'abord et ensuite limitées par des temps de parole dérisoires. Or, cette pratique était mise en exergue par rapport à celle qui aurait régné en 1968 où la «terreur intellectuelle» se serait abattue sur les amphis et dans les grèves et manifs. C'est une manifestation de l'antipolitique d'aujourd'hui (ce qu'on peut regretter) mais qui repose aussi sur une critique de la politique et des théories politiques qui a sa raison d'être («on» préfère lire Foucault que Marx, Judith Butler que Rosa Luxembourg ou Emma Goldman, *Fakir* que *Temps critiques* ou *Ni patrie ni frontières*, etc.).

Camille : Jacques signale une défiance vis-à-vis de la politique. Elle est réelle je pense, mais justement là aussi c'est ambigu, parce que ça n'est pas une critique frontale de la démocratie bourgeoise, des mécanismes de la représentation, des privilèges matériels associés aux fonctions de coordination, etc. – une critique qui se traduirait par une volonté de comprendre les mécanismes de cette «réalité politique» pour mieux s'en défendre (par exemple en s'intéressant aux faiblesses intrinsèques des mouvements d'occupation des places, en partant peut-être des remarques de

João Bernardo : facilité de manipuler des mouvements composés d'individus qui n'ont de liens réguliers ni dans leur quartier ni sur leur lieu de travail ; étrange activité qui consiste à discourir pendant des heures pour retourner travailler incognito le lendemain, laissant intacts les rapports sociaux de travail) mais justement une simple «défiance» qui d'ailleurs touche aussi l'idée même d'une action collective organisée sur des bases communes (donc «politique» dans un sens, mais pas dans le sens des politiciens).

Jacques : Par rapport à Mai 68, je n'ai pas du tout la même perception que Yves.

A Lyon comme à Paris, le mouvement (en dehors des usines) est parti des campus (Nanterre et La Doua, à Lyon) et des cités universitaires (dont Anthony) où la situation était différente (no man's land, étudiants désargentés ou boursiers). Les vrais «chefs» n'y étaient pas car ils étudiaient dans les facs du centre-ville à Paris (par exemple les gens de la «Gauche syndicale») et parce que les étudiants des campus étaient plus jeunes (en premier cycle à La Doua). La parole était beaucoup plus libre et la démocratie beaucoup plus grande comme le montre la décision d'occupation à Nanterre prise par 300 personnes contre l'avis de Daniel Cohn-Bendit et des Jeunesses communistes révolutionnaires.

Ailleurs qu'à Paris, et en tout cas dans pas mal de villes comme Lyon, les groupuscules étaient soit en décomposition (c'est particulièrement le cas à Lyon pour la Fédération anarchiste et les Jeunesses communistes révolutionnaires) soit contre le mouvement (Fédération des étudiants révolutionnaires, trotskiste, et Union des jeunes communistes marxistes-léninistes, maoïste) et ont vite disparu. Les militants politiques de la future Lutte ouvrière (Voix ouvrière à l'époque) n'avaient pas assez de poids et ses militants ouvriers qui venaient à la fac se mêlaient à l'ensemble. Quant à l'Union des étudiants communistes, elle a été invisible à la fac sauf à l'Insa où elle a tenu une semaine et a retardé l'apparition de drapeaux rouges et de drapeaux noirs pendant quelques jours durant les manifs.

Par ailleurs, il faut signaler d'autres spécificités lyonnaises. Tout d'abord, des rapports s'étaient établis avant 68 avec les ouvriers de la Rhodia et ils participaient à des manifs communes avec les étudiants (il en était de même à Nantes et à Toulouse). Ensuite, nous (c'est-à-dire un certain nombre d'étudiants ou assimilés qui allions à la Rhodia en 1967, avons quitté les groupes susnommés en décomposition, avons tiré la brochure du Mouvement du 22 mars et participions à la naissance des Comités d'action lycéens) étions présents dans des maisons des jeunes, dans des quartiers comme Saint-Jean, Gerland, Etats-Unis ou une banlieue comme Saint-Fons, où nous avons rapidement tissé des liens avec des jeunes ouvriers dont certains membres des Jeunesses communistes qui ont tout de suite été réceptifs (à l'époque une ville de province,

géographiquement ce n'est qu'une grosse bourgade et le tissu urbain et industriel est facile à couvrir !). Enfin, il faut souligner le rôle important des ESU lyonnais (étudiants du Parti socialiste unifié) qui ont débordé très facilement leurs dirigeants de l'UNEF plus bureaucrates que politiques et se sont aussi fondus dans l'ensemble en tant que militants disons «intermédiaires».

J'ai ressenti immédiatement l'intérêt des étudiants par différence. Etant «basés» en droit, sciences éco et sciences politiques avant 68, les camarades et moi qui avons repris le local de l'UNEF droit et Sciences-éco aux mains des Jeunesses socialistes, nous apparaissions à l'extérieur, comme des zombies pour les autres étudiants et même ceux qui nous parlaient le faisaient par empathie plus que pour des raisons politiques.

Mais, à partir de mars-avril 1968, la situation a commencé à se modifier, puis elle a changé du tout au tout. C'est aussi l'ambiance qui faisait ça, qui créait une chambre d'écoute d'abord et des prises de parole ensuite. Cela n'empêchait pas des déclarations tonitruantes du style «L'idéologie dominante est toujours l'idéologie de la classe dominante», mais même ce type d'affirmations était discuté. Il pouvait y avoir une certaine arrogance en AG ou dans les amphis, mais il y avait aussi beaucoup d'interventions en petits groupes ailleurs, dans de petites salles ou dans les jardins intérieurs et aux portes de la fac.

Il faut reconnaître aussi que le «niveau» de ces étudiants, du point de vue culturel, historique, et même politique, n'avait rien à voir avec celui d'aujourd'hui. Les sociologues progressistes nous le disent assez : «Ce n'était pas les mêmes étudiants !» Le fait qu'on sortait d'un moule uniforme élitiste, malgré nos différentes origines sociales, créait une base commune à la critique de l'université et dans l'université : par exemple, la critique de la sélection, des mandarins, la critique du système des classes prépas et des grandes écoles, etc. Donc je ne crois pas que nous étions méprisants comme Yves le suggère.

Le mépris venait de ceux qui refusaient le milieu étudiant comme les maos de l'UJCml ou du CMLF (qui méprisaient les «petits bourgeois») ou alors les quelques individus ayant un vernis situationniste (influencés par le pamphlet «De la misère en milieu étudiant...»). Pour moi qui diffusais la brochure du Mouvement du 22 mars depuis avril 1968 à Lyon, il ne pouvait y avoir de mépris pour des étudiants qui étaient justement notre «cible» et l'exemple de Nanterre montrait que c'était possible de s'appuyer sur cette première vague de la massification de l'enseignement.

Et notre assurance nous l'avons aussi construite, même si, pour les plus jeunes comme moi, cela se faisait en accéléré.

C'est cette assurance qui a disparu peu à peu avec le changement de période dès les années 80, la fin des groupuscules, la critique de la politique, le passage à des formes de militantisme occasionnels et flous, à la carte, affinitaires, identitaires, où ce sont les codes de bonne conduite qui

comptent et où les positions ne correspondent pas à des prises de position politiques (avec tous les risques de cynisme qui les accompagnent), mais à des jugements moraux.

Les contenus s'étant quelque peu perdus, on est passé d'une certaine dictature du contenu (il comptait plus que la forme discursive ou décisionnelle utilisée) à une dictature de la forme avec les tours de parole et les temps de parole depuis grosso modo le mouvement anti-CPE en 2007.

En 2016, «Nuits debout» n'a fait que rationaliser cela à une plus grande échelle, qui n'était pas exclusivement étudiante. Mais la plus ou moins grande passivité que Yves évoque ne me semble pas un indicateur. L'effervescence de moments comme 1968 empêche toute passivité parce que tout ne passe pas par le discours, même si ce discours était encore celui de la «grande politique», des grands récits pour parler comme les postmodernes, et qu'il avait donc une apparence «terroriste» du point de vue intellectuel. Celui qui était passif n'avait pas à être là et rapidement n'était plus là (c'est schématique évidemment, mais j'essaie de dégager «l'idéal-type», comme disait l'autre). Cette situation prévalait déjà durant la révolution française quand le citoyen est défini comme celui qui pratique la révolution à quelque niveau que ce soit et quel que soit son rang ; peu importe que la discussion dans les clubs respecte une démocratie formelle quand ce sont les passions qui s'y expriment et tant que les clubs ne sont que des clubs et n'ont pas de pouvoir de contrainte extérieure qui leur ferait supprimer d'autres clubs ou prendre le pouvoir réel de domination comme ce fut le cas avec le Comité de salut public.

Concrètement, cela veut dire que, suivant le contexte de l'époque, il se faisait un tri dans les opinions exprimables et qu'il ne restait donc finalement que celles «dignes» d'être exprimées. Politiquement et sociologiquement, c'est comme ça qu'apparaît «l'opinion publique» sous la royauté finissante; l'opinion publique, c'est l'opinion qui mérite d'être rendue publique. Elle se situe donc en dehors de tout caractère démocratique.

Or, aujourd'hui, l'opinion publique c'est tout autre chose, c'est l'opinion du public, c'est-à-dire de l'individu rendu passif. Or, comme l'affirmait Bourdieu (qui ne disait pas que des bêtises) : une voix n'est pas égale à une voix, que ce soit pour les élections ou dans un sondage.

D'une part, la démocratie en général n'est pas une question de forme et, d'autre part, dans la pratique et particulièrement en période révolutionnaire elle est subordonnée aux passions avec tous les dangers que cela représente.

Cette passion doit être contenue dans des discussions sans intervention de pouvoir donc pour ce qui nous préoccupe ici en dehors de rapports de violence comme ils se manifestent pourtant, à nouveau, depuis quelque temps. Or, aujourd'hui, dans l'approche relativiste, toute position qui cherche à éviter l'immédiatisme pour prendre un peu de hauteur par rapport à un événement se trouve taxée de «surplombante» et donc d'être une

position d'autorité. Dans le même mouvement, toute position d'autorité est suspectée, ou même déclarée être une position de pouvoir. Dans cette approche, tout discours de vérité devient discours de pouvoir, et donc est sujet à rejet, y compris violent.

En mai 68, de nombreuses idées circulaient qu'il fallait mettre en rapport, mais nous n'avions pas tant de positions à confronter quand il s'agissait de les mettre en pratique. C'est d'ailleurs le même processus que j'ai vécu dans les AG de lutte d'enseignants, entre 1973 et 2006. Au moins au niveau de mon établissement (et j'en ai fait plusieurs), de l'enseignant agrégé jusqu'au cuisinier en passant par le factotum, la plupart des 250 salariés de diverses conditions (cadre A à C) pensaient que j'étais l'une des paroles qui faisaient autorité, même s'il existait une parole syndicale à côté de la mienne ou contre elle. Et dans mes cinq dernières années (2004-2009), ce qui a été vrai pendant trente ans ne l'a tout à coup plus été. Pourtant je tenais encore à peu près le même discours, mais ma parole a été invalidée par le contexte différent. En conséquence, j'ai été, comme d'autres camarades enseignants, d'abord isolé puis livré au harcèlement au travail et enfin à la répression. Dans un cas comme dans l'autre il n'y a pas eu besoin de vote et de «démocratie» pour en arriver là. Dans une lutte ou un conflit, ce qui compte ce n'est pas la démocratie, c'est de dégager la parole autorisée et de savoir si cette parole sera respectée et se faire respecter au cours de négociations ; lorsque le vent tourne, nous ne sommes même plus audibles et il n'y a pas besoin de prendre position contre nous par la voix démocratique, «la voix de son maître» suffit.

Nous, nous sommes maintenant dans le «post-moderne» qui impose le discours de tous comme étant celui de «petits récits» de même importance (je reprends à nouveau un terme clé du post-modernisme car il ne faut pas lui nier son côté descriptif. Il s'est fait discours idéologique, mais il n'est pas que ça, il indique aussi à sa façon, que nous récusons, une rupture réelle qu'il serait vain de nier). Donc à la limite, tout le monde est amené à participer comme dans un *talk show* parce qu'on nous fait croire que toutes les paroles se valent, mais ça ce n'est pas de la démocratie. C'est de l'idéologie (il y a bien du pouvoir et de l'idéologie derrière ce qui se présente comme une évidence) ; c'est également valorisant et cela peut même s'accompagner d'un petit «selfie» (le nombrilisme de certains intervenants pendant les Nuits debout était éloquent).

Tous ces petits ruisseaux de la parole libérée de la parole politique prétendument tyrannique ne font pas les grandes rivières et encore moins un grand fleuve. Ils sont comme des parallèles qui ne se rencontrent jamais, ce qui renforce leur validité ou au moins leur légitimité car ils ne sont pas contredits. Ce qui est intégré par là, c'est qu'il n'y a pas d'antagonisme entre les fameux «99%» et que la polémique n'est qu'une mauvaise façon de procéder puisque l'ennemi c'est la méchante société, l'Etat, la finance, le méchant patron, les «1%». Bref, nous, on y est pour rien, le capital n'est

pas un rapport social qu'on participe à reproduire, l'Etat ce n'est pas nous. Cette dissociation artificielle et générale, par rapport au «Système» vient supplanter la séparation ou distinction ancienne entre les classes.

Mais attention et c'est là qu'on a un peu divergé, aussi bien Yves par rapport à Gzavier et moi que avec certains camarades de *Temps critiques* au cours de ce «printemps en France», en 2016, il n'y a pas eu que cela. A côté de la passivité entretenue par certains comme Anselm Jappe délivrant son cours magistral sur la valeur place de la République à Paris, à côté de tous les particularismes voulant se tailler une petite place sur un stand ou à la tribune, il y a bien eu (en tout cas j'y ai participé et y suis intervenu à Lyon) des prises de parole assez argumentées quand elles n'étaient pas contraintes par le temps. J'ai assisté à des discussions intéressantes, surtout les après-midi dans ce qui ressemblait parfois à des petits séminaires. Je n'y ai pas vu de passivité et, pour tout dire, c'est plutôt ceux qui étaient chargés d'instruire le thème et le débat qui faisaient un peu pitié parce que leur parole n'apparaissait justement pas plus autorisée (vu le contenu qu'ils exprimaient) que celle des présents et que du coup on se demandait bien un peu quand même par qui et pourquoi ils faisaient office «d'experts» !

Au printemps 2016, ce n'était donc pas une question de passivité individuelle ou même collective dont il s'agissait, mais d'une autre sorte de passivité, celle de l'incapacité de ce mouvement à dépasser discussions en rond et manifestations à répétition. Dit autrement, la passivité était externe et non pas interne ; c'était une passivité objective plus que subjective, une passivité de mouvement hors sol, parce que le sol de la société capitalisée se dérobe à nous comme le sol de l'usine s'est progressivement dérobé aux ouvriers.

Commentaire de Pierre Sommermeyer

Je viens de lire tout ce que vous avez écrit et je n'ai, quant à moi, pas de désaccords. J'aimerais cependant revenir sur un certain nombre de points avant d'aborder le seul problème que pose cet échange.

- La première question est celle de l'ambivalence de nos plus jeunes compagnons face à leur formation. La grande majorité d'entre eux a eu une formation scolaire niveau bac et souvent plus. Pour ceux que je connais, l'envie de se replonger d'une façon ou d'une autre dans une quelconque formation militante est absente. Celle qu'ils ont «subie» à l'école, au sens large, leur en a ôté toute envie. S'ils ne lisaient pas déjà avant d'affronter le lycée, ils y ont perdu toute envie de le faire. D'où leur rapport fantasmé à l'Histoire.

L'autre chose est la quasi-inexistence de militants formés dans des sciences dures comme si cela empêchait toute spéculation intellectuelle hors champ. Cela dit, pour les anciens que nous semblons être, l'instruction

et la culture ont semblé être le passage obligé vers la liberté, je crois que l'on peut dire aujourd'hui que ce n'est plus le cas, l'instruction, même à haut niveau, ne conduit plus à la culture. Pour ma part je dirais même que l'instruction a tué la culture au sens où nous pouvions l'entendre jadis.

Je reprendrai à mon compte ce que disait sur Mediapart quelqu'un que je ne connaissais pas, un homme de pouvoir, Martin Alduy: *«au moment même où le consommateur culturel croyait redevenir souverain, grâce à la surdiffusion numérique [de la culture], et ainsi se libérer des choix des producteurs et des éditeurs, le voilà de nouveau enserré dans une prescription culturelle autrement plus forte, celle née de sa propre habitude ou de l'intérêt d'algorithmes qu'il ne peut maîtriser».*

En ce qui concerne l'Histoire, l'impact du postmodernisme sous toute ses formes est flagrant, je ne reviendrai pas là-dessus mais s'est aggravé par la vogue du droit-de l'hommisme (cette revanche de l'idéologie des «libertés formelles» sur les «libertés réelles») qui, reconnaissant la libre expression totale, ce qui est indispensable par ailleurs, considère du coup la critique/analyse des propos comme une atteinte à la libre parole.

Puis il y a le silence de toute cette (notre ?) mouvance par rapport à la question de la violence, si des clameurs se sont élevées au début de 2015 des «Je ne suis pas Charlie» répondant au «Je suis Charlie», à la fin de la même année ce fut le silence le plus complet alors que c'était la même chose.

Mais je crois que notre critique telle qu'elle apparaît ici ne prend pas en compte l'extrême difficulté de porter un jugement clair, si ce n'est serein, sur les défis que sont les transformations et les périls à venir. Ils sont au moins de trois sortes :

- La monstrueuse capacité du capital à faire face à toutes ses contradictions, la *baisse tendancielle du taux de profit* a vécu, dépassée par la financiarisation sans limites de l'économie liée au retour d'une violence qui dépasse notre entendement qu'elle soit religieuse ou expansionniste ;

- La numérisation du vivant, de la vie, c'est-à-dire de toutes nos activités comme de nos projets à venir, le tout magnifié par le projet transhumaniste ;

- et enfin la détérioration inéluctable du monde physique dans lequel nous vivons.

Tout cela invite à un repli sur ce qui nous entoure, loin des envolées internationalistes de jadis, que ce soit une ZAD ou un café autogestionnaire à la Tarnac, ou bien attaquer les divergents politiques proches que nous pouvons être.

De la dénonciation des petits bourgeois à celle des bobos¹ : comment la gauche reprend le vocabulaire de l'extrême droite

(Suite à l'enthousiasme d'un camarade pour les écrits de Christophe Guilly, j'ai écrit ce petit texte. Je reviendrai dans un article plus long sur les positions de ce géographe et les raisons de son succès qui ne sont, à mon avis, pas très différentes des raisons de la popularité de Michéa dans les milieux d'extrême gauche ou libertaires, milieux qui manquent toujours singulièrement d'esprit critique vis-à-vis des intellectuels «de gauche» à la mode et sont incapables de produire leurs propres analyses de classe².)

Pendant des décennies, sous l'influence idéologique des «marxistes», de tendance léniniste, trotskiste, maoïste et stalinienne, les militants de gauche et d'extrême gauche dénonçaient le mode de vie petit bourgeois, et l'influence politique néfaste de la petite bourgeoisie (qu'elle soutienne le Parti radical, Poujade ou le CID-UNATI en France, les fascistes en Italie ou les nazis en Allemagne). Avec la victoire des mouvements de libération nationale on vit même, dans certains groupes trotskistes, l'adjectif petit bourgeois s'étendre à la nature de classe du Vietnam, de l'Algérie ou du Cuba, devenus des Etats petits bourgeois, notion pour le moins bancal, celle de capitalisme d'Etat étant plus adéquate, dans la mesure où elle indiquait clairement qu'il s'agissait d'un régime d'exploitation moderne.

Bref, ce concept de petit bourgeois n'a jamais été utilisé de façon très rigoureuse malgré les prétentions de leurs utilisateurs. Au départ, la plupart des vulgarisateurs de cette notion s'inspiraient des écrits politiques de

¹ Je n'avais pas lu cette interview d'Anne Steiner avant d'écrire ce texte, mais je ne peux qu'en recommander chaudement la lecture : <https://i-d.vice.com/fr/article/jeunes-bobos-coupables-et-si-on-navait-rien-compris-la-gentrification>

² Sur Michéa et plus généralement le social-chauvinisme qui sévit à gauche on pourra lire : «A propos du réac Jean-Claude Michéa (alias Nietzsche), des Editions l'Echappée et de leur "vigilance"... en carton pâte» (*Ni patrie ni frontières* n° 42-43, 2014) «Idéologues et militants du social-chauvinisme» (*Ni patrie ni frontières* n° 54-55, 2016) ; et «*Les Mystères de la gauche : de la manipulation historique chez Jean-Claude Michéa*» (*Ni patrie ni frontières* n° 50-51, 2015).

Marx, notamment ceux concernant les luttes de classe en France, au milieu du XIX^e siècle, époque durant laquelle la «petite bourgeoisie» désignait surtout **trois groupes sociaux déjà très différents**, les petits paysans propriétaires, les artisans et les petits commerçants. Marx en donnait surtout une définition politique, comme une «classe intermédiaire» «au sein de laquelle s'émoussent les intérêts de deux classes opposées». Quant à Lénine, il affirmait que le propre de cette classe (ou de cette couche car il utilise les deux termes), «*c'est de vouloir l'impossible, de rechercher l'impossible, bref[une] ligne moyenne*» visant à éviter tout conflit.

Avec le développement de **l'appareil d'administration des Etats puis celui des entreprises**, et plus généralement le processus de salarisation de l'essentiel de la population active (y compris les patrons !), la notion de petite bourgeoisie s'est encore élargie, certains marxistes allant jusqu'à parler de «petite bourgeoisie salariée», de «nouvelle petite bourgeoisie» ou de «petite bourgeoisie intellectuelle» (cette dernière pouvant être salariée ou pas) ou plus récemment encore de «classe de l'encadrement capitaliste»¹.

¹ Alain Bihr distingue entre

– d'un côté «*la petite bourgeoisie des travailleurs indépendants (agriculteurs, artisans et petits commerçants, professions libérales) mettant en valeur par leur travail des moyens de production qui leur sont propres, classe d'origine précapitaliste mais que les rapports capitalistes de production tendent simultanément à dissoudre et à reconstituer sur de nouvelles bases*» ;

– et, de l'autre, ce qu'il appelle la **classe de l'encadrement** : «*classe de salariés chargés des tâches de conception, d'organisation, de contrôle et d'inculcation des rapports de domination, dans le travail aussi bien que hors du travail, par lesquels le capital assure sa reproduction – je la dénomme encadrement pour cette raison : elle regroupe le gros (mais non l'intégralité) de ce que la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles que l'INSEE répertorie comme "cadres et professions intellectuelles supérieures" et comme "professions intermédiaires"*» (<https://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet/article/210114/les-rapports-sociaux-de-classes-entretien-avec-alain-bihr>).

João Bernardo, quant à lui, décèle un dédoublement dans la classe bourgeoise au cours de l'histoire du capitalisme, avec l'apparition de la classe des gestionnaires (cf. les textes de cet auteur traduits dans *La Gauche identitaire contre la classe : aux sources d'une régression*, Editions *Ni patrie ni frontières*, 2017).

Sur toutes ces questions on pourra lire, entre autres, Nikos Poulantzas, *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Seuil, 1974; Paul Bouffartigue (dirigé par), *Le retour des classes sociales, inégalités,*

Je ne rentrerai pas dans ces débats théoriques complexes qui demanderaient de longs développements et me contenterai ici de m'intéresser à l'usage commun, quotidien, à la compréhension de ce concept par les militants.

Du «petit bourgeois»....

Dans les années 60, «petit bourgeois» était donc à la fois pour nous, militants trotskistes ou maoïstes de base, un «concept» sociologique approximatif, une qualification politique et une insulte, ou au moins un qualificatif méprisant : Marx ne dénonçait-il pas les «*canailles petites bourgeoises*» et ne traitait-il pas Freiligrath, qui avait collaboré avec lui à la *Neue Rheinische Zeitung*, de «petit bourgeois» ? Les marxistes n'ont-ils pas toujours assimilé les anarchistes à des courants «petits bourgeois» et Lénine ne dénonçait-il pas «*l'élément petit bourgeois de la classe ouvrière*» lorsqu'il dénonçait «l'aristocratie ouvrière» ?

Il s'agissait, en outre, d'un mot bien commode pour les militants appartenant aux «classes moyennes» dans les groupuscules gauchistes des années 60, car il leur permettait de se démarquer symboliquement de leur classe sociale en affichant une idéologie voire un style vestimentaire prétendument «prolétariens».

Mais aujourd'hui ce terme est passé de mode pour différentes raisons, l'une d'elles étant que les petits-bourgeois salariés exercent désormais une influence idéologique, politique et sociale déterminante :

– sur le plan **électoral** parce qu'ils croient encore aux élections et y participent beaucoup plus massivement que les ouvriers et les employés ;

– sur le plan **politique et militant** parce qu'ils forment le gros des troupes des partis de gauche et associations humanitaires qui font du «social» ;

– sur le plan **économique** parce qu'ils ont un rôle important dans le secteur tertiaire en expansion permanente ;

– sur le plan **social**, notamment parce qu'ils contribuent (volontairement ou involontairement) à chasser les classes populaires des quartiers où celles-ci vivaient depuis des décennies, que ce soit dans les centres villes ou dans la périphérie immédiate des villes, pour les envoyer «vivre»

dominations, conflits, 2^e édition 2015 ; Larry Portis, *Les classes sociales en France*, Editions ouvrières, 1988 ; Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*, Seuil, 2002 ; Paul Bouffartigue et Charles Gadea, *Sociologie des cadres*, Repères, 2000 ; Alain Bihr, *Les rapports sociaux de classe*, 2012, Page Deux (téléchargeable sur Internet) et Alain Bihr, *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste*, Paris, L'Harmattan, 1989. Enfin l'article de *Ni patrie ni frontières* «Classes sociales et catégories socio-professionnelles en France : un casse-tête» (2009) <http://mondialisme.org/spip.php?article1614>

toujours plus loin du cœur des grandes agglomérations, ou bien pour les enfermer dans des ghettos, véritables poches de misère et de désespérance.

Le terme péjoratif de petit bourgeois est donc devenu non seulement démodé mais pratiquement obsolète dans les milieux militants. Il a été remplacé par celui de «bobo» (bourgeois bohème), mot au sens encore plus vague que le précédent, ne recouvrant plus rien puisque la notion de classe y a disparu et que ce terme désigne des goûts alimentaires comme la bouffe bio ou le véganisme, mais ayant la même fonction symbolique à gauche et à l'extrême gauche.

Avant de m'intéresser au terme de «bobo», je ne peux cependant m'empêcher d'exprimer une certaine nostalgie pour le concept de petit bourgeois, malgré ses limites évidentes. En effet, ce mot avait au moins une utilité et un avantage sur le plan politique : il désignait des individus, ou des groupes sociaux, insérés dans une société comportant des classes aux intérêts antagonistes, classes engagées dans une lutte permanente. Ces petits bourgeois étaient censés osciller politiquement et socialement entre la bourgeoisie et le prolétariat entre le Capital et le Travail. Ils pouvaient donc aussi bien soutenir les partis démocratiques bourgeois, les partis nationalistes-indépendantistes ou les mouvements populistes du tiers-monde, le fascisme et le nazisme que se radicaliser et adhérer aux partis dits socialistes communistes, voire à l'extrême gauche... à condition, dans ce dernier cas, de renier les positions politiques de leur classe, bien sûr.

Ce caractère **génétiquement oscillatoire des petits bourgeois** (ce que Lénine appelait leur «*double nature politique et économique*» et leurs «*éternelles oscillations*»), lié aussi à la façon dont les crises économiques affectaient (et affectent encore, particulièrement dans le Sud) les artisans, les commerçants, les paysans et ce que les marxistes appelaient aussi les «classes moyennes» (concept aussi flou que celui de petite bourgeoisie et qui se confond souvent avec la précédente dans la littérature marxiste) avait (et a toujours) une utilité certaine pour comprendre la versatilité et l'imprévisibilité des choix politiques de ces couches, strates ou classes sociales... et donc aussi la difficulté à les catégoriser de façon définitive.

La situation actuelle des classes sociales (et notamment de la petite bourgeoisie, qu'elle soit ancienne ou «nouvelle») est plus complexe qu'au XX^e siècle, même si elle conserve certains points communs avec les années 30 ou même avec les années 50 et 60, deux périodes durant lesquelles la petite bourgeoisie traditionnelle a connu de grands bouleversements :

– les couches de la petite bourgeoisie traditionnelle (artisans, commerçants, paysans) sont en voie de disparition accélérée dans le monde capitaliste occidental (et en voie de prolétarianisation accélérée dans les pays les plus dynamiques du Sud) ;

– par contre, la petite bourgeoisie salariée, la nouvelle petite bourgeoisie, s'est considérablement développée (déjà Lénine affirmait qu'elle constituait jusqu'à 40% de la population !) et est l'objet de toutes

les attentions électorales et militantes des partis de droite et d'extrême droite comme de gauche et d'extrême gauche.

... **au bobo : une régression «conceptuelle»**

Dans ce contexte, un nouveau terme a remplacé celui de petit bourgeois et a été adopté très rapidement par les militants d'extrême gauche ou libertaires, de façon totalement acritique : celui de «bobo».

Mais ce mot est aussi largement utilisé par toutes sortes d'idéologues et de politiciens d'extrême droite (type Marine Le Pen ou Alain de Benoist) ou de gauche (comme Jean-Claude Michéa et Christophe Guilly pour ne citer que deux auteurs à la mode dans les milieux de gauche).

Cette proximité idéologique ne gêne pas ces auteurs «de gauche» (elle leur permet de s'assurer un train de vie confortable en critiquant certains aspects du «Système¹» ou de la mondialisation). Phénomène plus inquiétant, cette proximité et cette récupération n'incommodent pas du tout les militants de gauche – fussent-ils eux-mêmes des petits bourgeois au style de vie «bohème» donc aussi des... «bobos».

Car, soyons sérieux, autant le terme de «bobo» peut être amusant et inoffensif dans le cadre d'une discussion de comptoir ou d'un repas entre copains, même s'il dispense de toute réflexion théorique approfondie, autant son usage généralisé dans les médias et dans tous les courants politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche devrait nous inciter à réfléchir et à en faire un usage modéré voire à le bannir de notre vocabulaire.

Le concept de «bobos» est tellement élastique qu'il va du bibliothécaire qui travaille en banlieue et loue un studio dans le XVIII^e arrondissement de Paris au cadre supérieur qui a acheté un trois pièces dans ce même quartier car il n'a pas les moyens d'en acquérir un dans le V^e ou a fortiori dans le VIII^e arrondissement ; il peut désigner l'intermittent du spectacle qui touche le SMIC (voire moins) et ne sera jamais propriétaire de son logement, mais aussi l'acteur de cinéma ou de théâtre qui fait des boulots alimentaires pour payer son loyer, le journaliste coté qui cumule les rémunérations dans tous les types de médias, le réalisateur de cinéma ou le chanteur à succès. **Les frontières de la boboïté (ou de la boboïtude ?) sont décidément trop larges pour être honnêtes et ce concept beaucoup trop répandu pour que nous l'utilisions en permanence.** Ce n'est pas un hasard si les discours anti-bobos sont souvent diffusés par des militants et idéologues d'extrême droite ou de la droite dite «populaire», individus qui sont devenus des spécialistes de la confusion politique....

Toutes sortes de prétendus «bobos» habitent dans des quartiers

¹ On remarquera que ce terme confusionniste de «système» (et non de système **capitaliste**) est utilisé par l'extrême droite, la gauche, la droite et une grande partie des intellectuels de gauche, altermondialistes, etc.

populaires : beaucoup sont en première ligne dans les combats pour l'amélioration des conditions de vie et de travail locales **ET** pour la défense des droits des sans papiers ; de plus, ils insistent pour mettre leurs enfants dans les écoles qui accueillent une majorité d'enfants d'immigrés (c'est d'ailleurs l'un des rares aspects positifs du multiculturalisme) et de prolétaires (même s'ils n'emploient pas ce terme, lui aussi passé de mode). Certes, ils sont davantage prêts à la «mixité sociale» totale pour leur progéniture à la maternelle et à l'école élémentaire, qu'au collège dans le cas où ce type d'établissement accueille une majorité d'enfants immigrés pauvres.

Ce n'est pas le niveau des profs qui pose problème aux parents pseudo-«bobos» mais plutôt l'accumulation de difficultés scolaires et périscolaires : bagarres fréquentes dans les établissements ou à proximité ; bandes qui pratiquent le racket à l'intérieur ou à l'extérieur du collège ; trafic de drogue accompagné de violences – il y a du trafic de drogue partout, y compris dans les lycées prétendument d'élite, mais il est plus violent et visible dans les collèges populaires – ; boycott voire tabassage des élèves soucieux d'étudier surtout s'ils sont d'origine africaine ou maghrébine par des élèves de même origine en échec scolaire, etc. C'est entre 11 et 15 ans que cela devient plus difficile pour les enfants de prétendus «bobos» sauf s'ils font du sport ou des sports de combat, auquel cas ils auront moins de problèmes pour se faire respecter physiquement.

Cela dit, les stratégies scolaires des «bobos» hostiles à la «mixité sociale» sont exactement les mêmes que celles de parents prolétaires chinois, africains, turcs ou maghrébins qui veulent que leurs enfants réussissent leurs études et grimpent dans l'échelle sociale... Car ceux qui se refusent à s'engager dans des combats collectifs pour l'amélioration des conditions de leurs enfants et l'amélioration des conditions de vie locale et de leurs conditions de travail (et encore une fois, n'en déplaise à Guilly et Michéa, ce n'est pas le cas de tous les prétendus «bobos»), mettent en œuvre les mêmes stratégies individuelles d'évitement.

La défense de l'identité nationale est le véritable programme commun de la gauche¹ et de la droite

Nous devons donc nous méfier des concepts communs à l'extrême droite et à l'extrême gauche, et le terme de «bobo» en est un bon exemple (tout comme celui de «gauchisme culturel» d'ailleurs qui est commun à l'extrême droite et aux pamphlétaires «de gauche»)... Et chez Michéa comme chez Guilly la dénonciation des liens supposés entre les «bourgeois bohêmes» (qui emploieraient tous des femmes de ménage sans papiers, ne

¹ Cf. «L'identité nationale : un mythe rance et dangereux. Une vieille question jamais réglée à gauche», (2009) dans le numéro 33/34/35 de *Ni patrie ni frontières*.

mettraient pas leurs enfants dans les mêmes écoles que les immigrés, et autres sornettes) et la défense des droits des migrants, ce que Michéa appelle le «nomadisme» et l'extrême droite «l'immigrétisme», montrent bien **ce qui est au cœur de la dénonciation des prétendus «bobos mondialistes» : la défense de l'identité nationale.**

Et cette défense de l'identité nationale se décline dans toutes sortes de versions :

- lepéniste (Jean-Marie, Marine ou Marion-Maréchal Le Pen) ;
- altermondialiste (qui défend les traditions religieuses les plus réactionnaires au nom du multiculturalisme et vante les bienfaits de l'agriculture traditionnelle quitte à maintenir les paysans enchaînés à leurs champs avec des techniques de production qui les rendent esclaves de leur travail) ;
- citoyeniste et social-chauvine (avec le mirage d'une bonne Sixième République et d'un «roman national» type Mélenchon) ;
- néofasciste (à la Soral) ;
- ou social-démocrate (la défense de l'«exception culturelle française» et du «patrimoine culturel» français est inséparable de la défense de l'identité nationale, et ce n'est pas un hasard si **c'est la gauche qui a introduit cette thématique dans le champ politique après 1981, et a fait «rimer culture et identité nationale», bien avant la droite sarkozyste et l'extrême droite lepéniste¹.**

Aujourd'hui, comme hier, les défenseurs nostalgique de la nation et de l'Etat national², à droite comme à gauche, tous xénophobes masqués, font flèche de tout bois. Leur combat pour imposer la confusion dans le vocabulaire politique joue un rôle essentiel³. Restons donc vigilants et ne

¹ C'est ce que démontre, à son corps défendant d'ailleurs, puisqu'il défend lui aussi un programme social-chauvin, Vincent Martigny dans son livre *Dire la France. Culture(s) et identité nationale. 1981-1995*, Presses de Sciences Po, 2016.

² On remarquera que cette confusion nationalo-gauche-féministo-identitaire est mondiale puisque aussi bien lors de l'appel à une réunion d'Agir contre l'islamophobie et le racisme soutenu par une pléiade d'intellectuels identitaires de gauche et altermondialistes, le NPA et toutes sortes d'associations, que lors de la dernière «marche des femmes» contre Trump aux Etats-Unis on a vu fleurir des affiches représentant des femmes musulmanes portant **des «hijab» particulièrement amples aux couleurs de la République française à Paris et de la République américaine à Washington**. Se draper dans le torchon national revendiqué par leur bourgeoisie et leur Etat est devenu du dernier chic chez les identitaires gauchistes et féministes.

³ On en trouvera de nombreux exemples dans le n° 36/37 de la revue *Ni patrie ni frontières* intitulé *Extrême droite/Extrême gauche : inventaire de*

nous laissons pas séduire par les discours pseudo radicaux des intellos «de gauche» (Michéa, Lordon, Guilly) qui sévissent dans les médias et par de pseudo concepts comme ceux de «bobo».

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 31/1/2017

Deux affiches des nationalo-gauche-identitaro-féministes : de Paris à Washington même confusion !



la confusion. La circulation de termes comme les «élites», «l'oligarchie», dans toutes les tendances politiques, souligne bien l'existence de vases communicants entre les démagogues populistes ou d'extrême droite (de Trump aux Le Pen), d'un côté, et, de l'autre, les intellectuels de gauche, altermondialistes ou pas, ainsi que les militants de mouvements comme Podemos, Syriza, Occupy et Nuits debout.

«La Discordia», les «dieux», La mort, l'humour, le mauvais goût et les fascismes...

Après l'assassinat délibérément sauvage — on n'est pas davantage mort égorgé, mais ça frappe l'imagination : c'est fait pour ça — d'un prêtre dans son église par des fanatiques d'un autre «dieu» que le sien, une militante et élue (ou ancienne élue, on s'en moque) écologiste, **Julie Le Goïc** a posté sur Twitter le message ci-dessus.

Après un tel crime, assimiler (sans éléments de preuve, à ma connaissance) la victime à ses confrères violeurs d'enfants est du plus mauvais goût.

Même si je comprends qu'on puisse sainement réagir à l'horreur par l'humour noir, et si je n'empêche personne de sourire : avec la meilleure volonté du monde, je n'arrive pas à trouver ça drôle...

D'ailleurs, pourquoi le mauvais goût produirait-il automatiquement de l'humour de qualité ? Si la scatologie, par exemple, était une garantie d'hilarité, ça se saurait...

Ce que je trouve encore moins réjouissant, ce sont les réactions suscitées sur les dits «réseaux sociaux» par le message ci-dessus reproduit : **menaces de coups et blessures, menaces de viol, menaces de mort, injures sexistes et «roussophobes»** (la dame Le Goïc arbore une chevelure flamboyante, ce que tout le monde peut constater d'après les photos publiées dans la presse régionale et désormais nationale).

La mauvaise blague produite par notre twiteuse n'aurait pas déparé une couverture ou une page intérieure de *Charlie Hebdo* (peut-être est-ce encore le cas? Je ne suis pas cette publication). Il est étrange que tant de gens, dont je ne doute pas que certains ont manifesté l'année dernière et affiché une brusque identité satirique et «Charliesque», se (re)découvrent intolérants à l'humour antireligieux qui a fait l'essentiel de la veine dudit hebdomadaire. Comme les foules sont versatiles !

Des ami[e]s m'ont rapporté un incident qui n'est pas sans rapport avec les mésaventures de la damoiselle.

Pendant les récentes manifestations contre la «Loi travaille!», apparaît un graffiti à la bombe de peinture sur un mur de je ne sais où. Je n'en ai pas le texte exact, mais l'auteur(e) y rapprochait l'utilisation du canon à eau et du gaz lacrymogène dans une formule qui disait en substance: «**Ils [les CRS] nous douchent avant de nous gazer**».

L'allusion au déroulé des opérations d'extermination menées dans certains camps de concentration nazis est transparente.

Voilà encore une plaisanterie d'un goût douteux, dont je n'éprouve pas, pour ce qui me concerne, un pouvoir déridant mieux établi que celle de Julie Le Goïc (qui n'appréciera peut-être nullement celle-ci, d'ailleurs).

Bref, ça ne me fait pas rire.

Ça ne me fait rien.

Or, certaines gens ont voulu y voir une plaisanterie antisémite...

Cette surinterprétation me paraît, pour le coup, aussi douteuse que l'«humour» de la formule initiale. Sauf à considérer que toute allusion ironique à un dispositif antisémite, ou irrévérencieuse à des personnes de confession ou d'origine juive serait *en soi* antisémite, ce qui condamnerait une bonne partie de l'«humour juif» (ou en réserverait l'usage aux seuls «juifs» eux-mêmes)... Au Diable ne plaise !

Au fait, l'anecdote reste à venir: comme des partisans de l'explication antisémite du graffiti en discutaient entre eux, survint un excellent camarade — mille fois croisé et apprécié dans les luttes des réfugié(e)s — qui avoua naïvement n'avoir rien vu de tel dans la formule.

Insultes, coups, œil au beurre noir s'ensuivirent...

Il y a quelque mois, un local parisien baptisé **La Discordia** était l'objet d'attaques diverses (graffitis injurieux traitant précisément ses animateurs de «racistes», puis bris de vitres) pour avoir hébergé un débat sur la notion d'«islamophobie», débat auquel j'ai assisté, notion que j'ai critiquée ici-même.

Je me suis associé sur ce blogue aux protestations des animateurs de **La Discordia**.

Dans leur texte de protestation, ils écrivaient, entre autres vérités :

Des individus *qui identifient leurs ennemis de la sorte*, et considèrent, en plein mouvement social qui n'arrête pas de commencer, alors que de nombreux camarades et compagnons défilent devant la justice, que l'urgence est à s'acharner sur les vitres de La Discordia, sont *a minima*, des ennemis absolus de l'intelligence.

J'adresse exactement la même critique aux imbéciles, de droite, de gauche, ou d'extrême radicalité (d'un bord ou de l'autre), qui pensent que l'urgence est de dépister les «vrai(e)s» racistes ou racialistes, fût-ce à travers une plaisanterie de huit mots et de leur casser la gueule à eux et/ou à ceux qui ne s'indignent pas de leurs plaisanteries dans les termes qu'il souhaitent imposer *urbi et orbi* comme seuls admissibles.

Que des fachos menacent une femme anticléricale, c'est dans l'ancien ordre des choses (qu'il importe de détruire). Que d'autoproclamés incarnations du vrai prolétariat révolutionnaire s'instituent en milices pour traquer le mauvais esprit ne saurait être toléré parmi nous. On a assez à faire avec les fachos, les flics et les barbus.

Hostile à l'assassinat des prêtres (pour lesquels je n'éprouve aucune sympathie) et des femmes rousses (pour lesquelles j'en éprouve beaucoup), je suis disposé à défendre le droit de toutes et tous — moi compris ! — à critiquer toutes les idéologies, mêmes si elles se targuent de rallier des opprimé(e)s, et de moquer tous les «dieux» et toutes les religions.

Comme aussi le droit de toutes et tous aux mauvaises intentions et au bon goût. *Et vice-versa.*

Contre toute espèce d'adversaire.

Et à coups de marteau, si nécessaire.

Ajout, le 30 juillet

On m'indique sur **Paris-Luttes Infos**, une version photographiée du slogan évoqué au début de ce billet (pas celle que j'avais vu passer moi-même; qu'importe; les auteur(e)s brodent les uns à partir des autres).

Il semble en revanche que c'est bien celle qui a été à l'origine de l'échange de coups entre un «discordiste», dont je n'étais pas certain de l'identité jusqu'ici, et un camarade (rencontré depuis).

L'essentiel serait dans l'adjectif «douteux», lequel chercherait à induire, non pas seulement un rapprochement entre douche et gaz, écho pour aller vite du «CRS SS», mais un doute *sur la réalité de l'extermination* à laquelle ils sont associés dans notre mémoire.

Il faudrait comprendre non pas: «C'est d'un goût douteux d'user des mêmes moyens de répression que les nazis ont associés pour une extermination», mais... Mais quoi au fait ?

J'ai beau retourner les termes dans tous les sens, je ne vois toujours pas comment la formule serait censée exprimer l'intention antisémite de son auteur(e), inconnu(e), je le rappelle.

Il se trouve que le *discordiste* en question se et me demandait récemment par mail — à propos de débats connexes — s'il devait/pouvait me considérer comme un frère avec qui continuer à débattre.

Qu'il entende ici ma réponse: **Je te considère comme un fou dangereux mon garçon. Ni comme un frère ni comme un camarade.**

Je n'ai rien à retirer à la solidarité de principe manifestée à l'égard de La Discordia, mais, quels que soient nos accords sur certaines positions politiques, je n'aurai plus jamais rien à faire ni avec ce local ni avec ceux qui soutiendront dans l'avenir les pratiques paranoïaques et viriloïdes de ses animateurs.

Claude Guillon

Réponse à Claude Guillon : L'humour juif n'a rien à voir avec les «plaisanteries» antisémites ! Tout comme l'humour africain n'a rien à voir avec les «blagues» racistes du Front national !

«Humour : *Forme d'esprit qui s'attache à souligner le caractère comique, ridicule, absurde ou insolite de certains aspects de la réalité.*» (Dictionnaire Larousse)

«*Ce serait une erreur de limiter l'humour juif à son aspect "défensif" : outil de lutte contre l'injustice, dérivatif à la dureté du temps surtout dans un monde hostile, exutoire contre la fatalité. Bref, d'en faire "la langue des désarmés" et, pire, "la politesse du désespoir" ; (...) (l'humour juif) «se veut libérateur et révélateur, témoignage d'optimisme et de joie de vivre, et, dans le même temps, il entend déranger et faire "rire jaune"».* (Alain Oppenheim)

Claude Guillon, lecteur assidu de *Ni patrie ni frontières* et dont cette revue a souvent publié les textes, a commis un billet très... douteux suite à une obscure petite bagarre dans laquelle fut impliqué l'un de ses amis qui a eu le malheur de nier le contenu antisémite d'un graffiti....

Si Claude¹ n'avait pas noirci beaucoup de papier à propos de cet incident, cela ne vaudrait pas la peine de l'évoquer. Néanmoins, le contenu de son texte est révélateur de plusieurs maux qui affectent les milieux qui se prétendent «révolutionnaires»

- le copinage sans principes,
- la conviction que l'on peut tout dire et tout écrire puisque l'on est (au choix) anarchiste, trotskyste, libertaire, défenseur des réfugiés et des sans papiers, révolutionnaire autoproclamé, etc.
- l'oubli (volontaire, ou involontaire chez les plus ignorants) de ce qu'ont été le nazisme et le judéocide et donc la manipulation sans complexe du massacre systématique des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, dans les discours, les affiches, les slogans de certains gauchistes,
- la défense absurde et dangereuse d'une liberté d'expression totale.

¹ Je me permets de l'appeler «Claude» car nous nous sommes croisés à plusieurs reprises dans des événements militants et avons discuté ensemble fort paisiblement et amicalement. Donc inutile de faire comme si nous ne nous connaissions pas !

J'avais déjà eu l'occasion d'expliquer mes désaccords avec Claude concernant le rôle ambigu joué par la librairie La Vieille Taupe (1965-1972), les absurdités et les stupidités publiées dans la revue *La Banquise* (1983-1986¹), la vacuité des écrits de Gilles Dauvé (alias Jean Barrot) et de Serge Quadrupani à cette époque et les prétendues «recherches historiques» menées par les négationnistes. (Cf. le numéro 46-47 de *NPNF* intitulé «Incrévables négationnistes»). Je ne reprendrai donc pas ici mon argumentation.

Je remarque, avec tristesse, encore une fois que, pour Claude (comme pour bien d'autres militants libertaires, trotskistes ou ultragauches), le copinage rend malheureusement soit totalement aveugle soit dangereusement indulgent.

Pour mieux comprendre le contexte de ma critique, il faut rappeler que quelques ultragauches français (dont certains d'ailleurs étaient juifs – comme Jean-Gabriel Cohn Bendit – et dont la famille avait même été victime du nazisme) ont rencontré, dans les années 70, le négationniste Faurisson pour discuter avec lui et surtout pour défendre sa prétendue «liberté d'expression». (On voit que les défenseurs de gauche de Dieudonné s'inscrivent en réalité dans une vieille tradition qu'avait illustrée à l'époque... Noam Chomsky).

Cette poignée d'individus avait elle-même des amis (et aujourd'hui quelques disciples ou fans chez des militants plus jeunes) qui ne leur ont jamais tenu grief de ces rencontres et de cette défense de la «liberté d'expression» des négationnistes. Cette indulgence fut telle que le Scalp Reflex (organisation au label ô combien «antifasciste») publia, en 1996, un article lamentable de Gilles Dauvé dans un fort mauvais ouvrage² sur le négationnisme, accompagné d'une préface de Gilles Perrault et d'un article de François Lavacquerie. Les auteurs de *Libertaires et ultragauches contre le négationnisme* essayèrent de présenter sous un jour favorable les pires errements d'une poignée d'ultragauches ou de libertaires dans les années 70.

Certains «libertaires et ultragauches» n'ont pas non plus trouvé problématique que la librairie La Vieille Taupe (dite «n° 1», donc avant qu'elle ne devienne une officine officiellement négationniste sous la houlette de l'ex-ultragauche Pierre Guillaume, animateur de ce local durant les deux périodes, ultragauche puis négationniste) ait diffusé non seulement les livres antisémites de Paul Rassinier mais aussi pléthore de livres

¹ Ses quatre numéros sont reproduits ici : <http://archivesautonomies.org/spip.php?article306>

² Une première édition de cet ouvrage fut d'ailleurs pilonnée à cause d'une «plaisanterie» du même Dauvé pour qui les camps de concentration étaient un «gigantesque détail de la Seconde Guerre mondiale», faisant ainsi écho aux propos de Le Pen sur les chambres à gaz.

anticommunistes de droite et d'extrême droite (les seuls, reconnaissons-le, à contenir beaucoup d'infos utiles sur les Etats staliniens à l'époque), la revue *Est-Ouest*¹ (favorable à la guerre froide très bien documentée sur le bloc de l'Est vu ses liens avec les services de renseignements), *Le Crapouillot*² (publication anticommuniste très bien informée) tout comme les œuvres complètes de Karl Marx et de nombreuses brochures ultragauches.

Bref la «confusion» et le «confusionnisme» que les jeunes «antifas» actuels pourfendent avec raison (mais souvent comme s'il s'agissait d'un phénomène récent et en s'appuyant sur une analyse rudimentaire du fascisme) ont une longue histoire et reposent souvent sur des liens d'amitié et de copinage durables. Cette confusion est alimentée par l'admiration récurrente de jeunes nouveaux lecteurs pour la prose pseudo radicale. Des situationnistes au Comité invisible, les effets de style (totalement factices et creux à mon humble avis) sont une caractéristique du milieu radical dont les lecteurs ne sont guère exigeants sur le sérieux et la qualité scientifiques du contenu des ouvrages qu'ils révèrent).

Tout comme François Mitterrand protégea Bousquet, d'autres, à une échelle microscopique, protègent encore la réputation d'un théoricien ultragauche qui rencontra le négationniste Faurisson, cet «Eichmann de papier³», à plusieurs reprises ; défendit sa «liberté d'expression» et son droit à diffuser des thèses négationnistes ; et recommanda les écrits de l'écrivain anticommuniste et antisémite Paul Rassinier ; ou d'un auteur de romans policiers qui participa à l'entreprise confusionniste et mystificatrice de *La Banquise* (tant sur l'antisémitisme et le négationnisme que sur la pédophilie) et ne tira jamais aucun bilan politique honnête de ses erreurs comme de celles de ses amis ou camarades.

Le dernier billet de Claude (intitulé ««La Discordia», les “dieux”, La mort, l'humour, le mauvais goût et les fascismes») mélange tout :

¹ *Est-Ouest* fut fondée par un ex-collaborateur qui après trois années de prison se reconvertit dans le conseil à Force Ouvrière et dans la propagande anticommuniste, n'hésitant pas embaucher d'anciens collaborateurs comme Claude Harmel (proche du journaliste d'extrême droite Montaldo, et de politiciens de droite pro-américains comme Novelli et Madelin) mais aussi des ex-communistes comme l'historien Boris Souvarine.

² Cette revue pratiqua toujours le mélange des genres, entre écrivains maurassiens et staliniens avant la seconde guerre mondiale, puis après la Libération entre libertaires, pacifistes, gens de gauche et individus d'extrême droite (Coston, Rassinier, etc.).

³ L'expression est de Pierre Vidal-Naquet : cf. <http://www.anti-rev.org/textes/VidalNaquet87a/> «Un Eichmann de papier (1980) - Anatomie d'un mensonge» republié dans les *Les assassins de la mémoire*, Points Seuil, 1995.

l'antisémitisme, l'humour juif, les attaques contre la librairie anarchiste La Discordia¹, le slogan «Je suis Charlie», l'humour de «*Charlie Hebdo*», les réactions d'une écologiste face au meurtre d'un prêtre à Saint-Etienne du Rouvray et...l'obscur agression physique d'une de ses connaissances par un autre militant.

On peut considérer que les coups de poing ou la violence physique ne sont pas une solution entre «camarades». C'est d'ailleurs mon cas... du moins tant que ces «copains» ne passent pas à l'extrême droite ! Je suis même hostile à l'usage de la violence physique² contre le PS... c'est tout dire ! Et cette position m'a valu en son temps une volée de bois vert. Je peux donc comprendre en partie la position de Claude... même si je doute qu'il partage la mienne sur certaines violences anti-PS (pour être honnête, mes interlocuteurs avaient souligné dans leurs témoignages que l'initiative des bagarres venait le plus souvent des «soc-dém» et de leurs SO appartenant à des boîtes de sécurité)...

Mais pourquoi diable Claude mélange-t-il la question de l'antisémitisme et celle de l'humour juif comme s'il y avait le moindre point commun entre les deux ?

Claude écrit en effet à propos du graffiti antisémite qui provoqua la polémique puis l'agression de son ami : *«Or, certaines gens ont voulu y voir une plaisanterie antisémite... Cette surinterprétation me paraît, pour le coup, aussi douteuse que l'“humour” de la formule initiale. Sauf à considérer que toute allusion ironique à un dispositif antisémite, ou irrévérencieuse à des personnes de confession ou d'origine juive serait en soi antisémite, ce qui condamnerait une bonne partie de l'“humour juif” (ou en réserverait l'usage aux seuls “juifs” eux-mêmes)... Au Diable ne plaise !»*

Claude Guillon n'a-t-il jamais entendu un seul sketch de Dieudonné sur le Net ? Ignore-t-il que l'humour de «mauvais goût», selon lui, du graffiti qui a causé quelques horions à l'un de ses potes, fait écho à celui de Dieudonné ? Dieudonné ne joue-t-il pas constamment sur les ambiguïtés de son statut d'«humoriste» d'un «mauvais goût» assumé et commercialement rentable³ pour diffuser l'antisémitisme et le négationnisme ? Exactement comme le sexiste Bigard et son sketch sur le «lâcher de salopes», le raciste

¹ Cf. «La bibliothèque La Discordia attaquée une troisième fois pour sa lutte sans concessions contre les identitaires, qu'ils soient nationalistes, religieux ou racistes», *Ni patrie ni frontières*, avril 2016.

² Cf. «Aujourd'hui, ils cognent le PS, demain à qui le tour ? Faut-il purger le mouvement altermondialiste de ses réformards ?» (*Ni patrie ni frontières* n° 6/7, novembre 2003).

³ C'était déjà le cas quand il faisait équipe avec Elie Semoun et avait l'antiracisme pour fonds de commerce.

Michel Leeb et ses «plaisanteries» sur les Africains¹, Dieudonné plaide toujours qu'il fait de «l'humour».

L'humour juif n'a rien à voir avec ces pitreries réactionnaires. Il est le fruit de la réflexion subtile de certains membres d'une minorité sur les stéréotypes qui la disqualifient. Cet humour ne sert ni à justifier les persécutions antijuives ni à vanter les mérites supposés du judéocide, comme le fait «l'humoriste» Dieudonné, ni à banaliser ou nier l'antisémitisme, bien au contraire.

L'humour antisémite (conscient ou pas, je m'en moque), lui, joue constamment sur les limites entre blagues de «mauvais goût» et propagande nazie, néonazie et négationniste.

Mettre sur le même plan l'humour antisémite et l'humour juif, ou même comparer l'usage des stéréotypes antijuifs dans l'un et l'autre cas, c'est faire preuve d'une mauvaise foi inquiétante (ou alors d'une ignorance crasse, mais Claude n'est pas un ignorant), tout cela pour défendre un pote. Et faire passer la défense d'un ami agressé pour la défense de grands principes ne me semble guère adroit, tant la ficelle est grosse.

Ai-je besoin de le rappeler ? L'antisémitisme s'exprime de multiples façons, y compris par des «blagues» ou des slogans de «mauvais goût» émis par des «camarades»... Il est peut-être malvenu de leur casser la gueule mais c'est leur rendre service que de leur expliquer avec virulence qu'on ne plaisante pas avec l'antisémitisme... même si l'on a affaire à un grand défenseur des «réfugiés», des «sans papiers», bardé de diplômes antiracistes.

Défendre, comme le fait Claude en conclusion de son article, «*le droit à toutes et à tous aux mauvaises intentions au bon goût. Et vice versa*» c'est tenir un discours totalement abstrait, déconnecté des réalités actuelles. C'est ignorer les multiples manifestations des haines religieuses, nationales, communautaires, racistes et nationalistes qui pullulent en Europe, et bien sûr aussi en France, sur la Toile et les réseaux sociaux comme dans notre vie quotidienne. C'est ignorer qu'une partie de la gauche, la majorité de l'extrême gauche et de l'ultragauche et la plupart des anarchistes ont nié l'existence de meurtres antisémites en France pendant neuf ans, de l'assassinat d'Ilan Halimi en 2006 aux meurtres de l'Hyper Cacher en 2015.

Et c'est aussi (même s'il s'agit d'un point très mineur) totalement incohérent de la part de quelqu'un qui a applaudi, comme Claude, à l'expulsion d'Alain Finkielkraut de la Place de la République lors des

¹ «Les comiques “antiracistes” surmédiatisés renforcent les préjugés qu'ils prétendent combattre», *Ni patrie ni frontières*, 2004.

«Nuits debout»¹. Si la liberté d'expression est un principe absolu pour Claude alors je ne comprend pas pourquoi l'application de ce principe varie tant....

«On nous douche avant de nous gazer» est un graffiti négationniste d'un individu qui devrait écrire des punchlines (phrases chocs) pour Dieudonné. Que l'auteur anonyme en ait été conscient ou pas, peu m'importe. Que Claude Guillon déclare : «*Bref, ça ne me fait pas rire*» est le minimum syndical que l'on attende d'un anarchiste. Qu'il poursuive en écrivant «*Ça ne me fait rien*» est nettement plus inquiétant car cela suppose de sa part une totale cécité face à une manifestation évidente (au mieux) d'insensibilité face à l'antisémitisme, (au pire) face à une manifestation d'un négationnisme décomplexé. Aucune digression sur le contenu et les formes de réception et de compréhension de l'humour ne peut dissimuler la nocivité d'un tel graffiti.

L'antisémitisme décomplexé actuel, si répandu à gauche², doit être combattu autant que le racisme décomplexé. D'autre part, les négationnistes de l'antisémitisme d'hier, fussent-ils anarchistes ou d'ultra-gauche, ne sont pas plus respectables que les négationnistes du racisme anti-arabes, antimusulmans, ou anti-Africains d'aujourd'hui, fussent-ils ultragauches ou libertaires.

Y.C., 31/07/2016

¹ Cf. «Nuits debout ou pensée couchée ? Un bouffon (Alain Finkielkraut) se fait jeter de la place de la République mais un autre (Yanis Varoufakis) est chaleureusement accueilli avant d'aller rencontrer son ami Macron», *Ni patrie ni frontières*, avril 2016.

² «Antisémitisme DE gauche : définition et fonctions politiques», *Ni patrie ni frontières* n° 54-55, 2016.

Réponse à Yves Coleman sur divers sujets d'importance

Yves,

Je m'adresse à toi de cette manière familière — même si tu me traites dans ta «réponse» comme une espèce d'«antisémite par inadvertance» ou par sottise, ce qui n'est guère amical, et très douloureux à lire — puisque tu rappelles justement que «nous nous sommes croisés à plusieurs reprises dans des événements militants et avons discuté ensemble fort paisiblement et amicalement».

Je trouve ta «réponse» assez peu cohérente, pour tout te dire.

Passons sur le fait que tu annonces d'abord «ne pas revenir sur ton argumentation» à propos de mon erreur — d'il y a trente-quatre ans — et de mon autocritique au sujet des chambres à gaz, avant d'y consacrer *un quart* de ton texte. Les positions sont connues et facilement accessibles sur le net (les miennes, sur ce blogue). Je n'y reviens donc, de mon côté, *vraiment pas*.

Par ailleurs, tu écris : «Je remarque, avec tristesse, encore une fois que, pour Claude (comme pour bien d'autres militants libertaires, trotskistes ou ultragauches), le copinage rend malheureusement soit totalement aveugle soit dangereusement indulgent.»

Là, je dirais volontiers que tu te moques du monde.

En effet, dans la rixe qui a opposé un camarade impliqué dans la lutte des réfugié(e)s et un «Discordiste» (que j'appellerai «D.» dans la suite), le second agressant le premier sous prétexte de négationnisme-antisémitisme-«PIRisme[1]»-etc., il se trouve que tu connais beaucoup mieux, et depuis plus longtemps, l'agresseur que moi la victime.

Est-ce que tu ne tomberais pas là sous ta propre critique à propos du «copinage sans principes» ?

Ça n'est pas seulement par amitié solidaire pour un camarade dont j'ai apprécié les qualités et le dévouement à maintes reprises (mais dont je ne connais ni le nom ni l'adresse, comme c'est fréquent dans les rapports militants (parisiens, au moins), et avec lequel je n'ai discuté, au milieu de pas mal de monde, que trois ou quatre fois autour d'une bière), mais *par principe*, précisément.

Pas un principe essentiellement moral, un principe tactique. Il est inacceptable que des camarades en agressent physiquement d'autres à propos de malentendus ou même de désaccords. Je le répète : nous avons suffisamment à craindre et faire avec les islamistes, les flics et les fachos sans devoir nous méfier des réactions violentes *et théorisées* de tel ou tels.

Tu rappelles ton papier antérieur intitulé «Aujourd’hui, ils cognent le PS, demain à qui le tour ?»

Eh bien, tu as la réponse à ta question : des camarades proches. Et non pas : «Un copain de Guillon».

Or, il se trouve que, tout non-violent que tu te proclames, en participant à la théorisation évoquée ci-dessus du geste de D., tu l’excuses, tu l’encourages, et tu justifies les récidives à venir.

Je voudrais attirer ton attention sur la manière dont tu évoques la rixe qui a motivé le billet auquel tu réponds : «Obscure agression physique» ; «Petite bagarre» et «quelques horions».

Cette façon de minimiser l’incident est inexacte factuellement, et hors de propos. Inexacte : j’ai vu les cicatrices du copain, dont une sous l’œil. Hors de propos : je me félicite que ni l’agresseur ni l’agressé n’ait été mutilé ou gravement blessé dans l’affrontement. Tu sais comme moi qu’un mauvais coup est vite donné et vite reçu, une tête porte facilement contre un angle de trottoir... Et tout le monde se retrouve dans une situation dramatique qu’il n’a pas voulue, et qui entraîne représailles et autres drames. C’est ça qu’il faut *par principe* condamner, pour essayer autant que faire se peut de le prévenir.

«À qui le tour ?» demandais-tu. J’ai une réponse pour l’avenir. Tu ignores peut-être que dans certain micromilieu parisien, d’autant plus vindicatif et viriloïde qu’il se constate impuissant et isolé politiquement, il se dit qu’une bonne façon de lutter contre les idées du PIR et d’Houria Bouteldja — non ! ça n’est pas une «copine» à moi —, serait de casser la gueule à son éditeur Éric Hazan (avec qui je polémique courtoisement).

Imagine ce qu’une «petite bagarre» et «quelques horions» infligés à un homme de 80 ans pourraient avoir comme conséquences non voulues par les crétins qui s’y risqueraient...

Je dis, moi, fermement et par avance, que les crétins en question devraient être mis hors d’état de nuire.

Venons-en maintenant à ce que tu dis du graffiti qui a fourni le sujet de la discussion et le prétexte de l’agression :

«“On nous douche avant de nous gazer” est un graffiti négationniste d’un individu qui devrait écrire des punchlines (phrases chocs) pour Dieudonné. Que l’auteur anonyme en ait été conscient ou pas, peu m’importe.»

Et c’est tout.

Or tu prétends *répondre* à quelqu’un — moi — à qui tu reproches d’avoir pensé et écrit :

L’allusion au déroulé des opérations d’extermination menées dans certains camps de concentration nazis est transparente.

Voilà encore une plaisanterie d’un goût douteux, dont je n’éprouve pas, pour ce qui me concerne, un pouvoir déridant mieux établi que celle de Julie Le Goïc (qui n’appréciera peut-être nullement celle-ci, d’ailleurs).

Bref, ça ne me fait pas rire.

Ça ne me fait rien.

Or, certaines gens ont voulu y voir une plaisanterie antisémite...

Cette surinterprétation me paraît, pour le coup, aussi douteuse que l'«humour» de la formule initiale. Sauf à considérer que toute allusion ironique à un dispositif antisémite, ou irrévérencieuse à des personnes de confession ou d'origine juive serait *en soi* antisémite, ce qui condamnerait une bonne partie de l'«humour juif» (ou en réserverait l'usage aux seuls «juifs» eux-mêmes)... Au Diable ne plaise !

Ta «réponse» à l'imbécile que je suis (puisque pas «ignorant»), assez imbécile pour ne pas voir ce qu'il y a de «négationniste» dans cette formule de mauvais goût, c'est : rien.

J'ai tort, un point c'est tout.

Et quoique prétendant me «répondre», tu te moques que je ne comprenne pas en quoi c'est négationniste, comme tu te moques de savoir si l'auteur du graf était conscient de sa faute.

Car c'est bien d'une *faute* qu'il s'agit, au sens de «péché». **Puisqu'elle échappe au raisonnement, à la connaissance, à la raison.**

À la discussion, courtoise et amicale, ou non.

La question n'est donc pas, ou plus, d'expliquer à l'imbécile (moi, en l'espèce) en quoi il se trompe, mais de savoir *quelle punition il mérite*. Et là, tu nous rappelles ta non-violence de principe... À condition toutefois que l'imbécilité du mis en cause ne l'ait pas, «sans qu'il en soit conscient» peut-être, fait «passer à l'extrême droite» !

Or, qui juge de ce qui est «négationniste» ou de qui a basculé dans le camp de l'ennemi ? Eh bien, en l'occurrence : toi, Yves Coleman, et D.

Selon des critères dont la seule hypothèse qu'ils pourraient ou devraient être soumis à la critique collective met D. dans une rage violente.

Voilà où nous en sommes.

Tu vas objecter qu'il te paraît suffisant d'associer le graffiti en cause et la répugnante propagande négationniste et antisémite d'un Dieudonné. Tu ajoutes, en abandonnant pour l'occasion l'amical «Claude» : «Claude Guillon n'a-t-il jamais entendu un seul sketch de Dieudonné sur le Net ?»

Alors vois-tu, Yves, cette question, dont je comprends bien l'intérêt stratégique dans ton *absence de démonstration*, ne peut se justifier que par l'ignorance ou la mauvaise foi retorse. Ignorance, parce que je me suis imposé, et c'est méritoire ! le visionnage d'un certain nombre de sketches de Dieudonné pour rédiger un texte intitulé «Céline, Dieudonné, Faurisson : toujours les maux pour rire», qui a été lu des milliers de fois en ligne et publié dans la revue sur papier *Barricata*. Mauvaise foi, parce que *puisque tu considères comme acquis ce que tu refuses de démontrer*, je me trouve non plus imbécile, mais coupable conscient.

En effet, si je connais un tant soit peu les saloperies de Dieudonné, je suis *nécessairement conscient* que le graf est du même tonneau. Et

nécessairement menteur quand je prétends le contraire. Beaucoup de tes lecteurs et lectrices penseront que tu veux laisser entendre que *je feins l'imbécillité* pour mieux faire passer un message (négationniste) que je ne veux pas, ou plus, assumer...

Est-ce qu'il te reste assez de bon sens pour réaliser que nous ne sommes plus là dans la discussion ni même dans la polémique, mais dans le simple anathème.

Je suis mis dans l'impossibilité de me défendre par un raisonnement, puisque je ne suis pas condamné par un raisonnement.

Je ne te demande pas, Yves, au nom de nos échanges courtois, de faire preuve de mansuétude à mon égard, je te suggère de t'adresser aussi aux centaines de personnes qui ont trouvé comme moi de mauvais goût le graf en question, sans rien y voir de «négationniste», et qui n'admettront pas qu'on frappe un camarade sous prétexte de cette divergence de vue.

Explique-toi. Avec «virulence» si tu veux.

Je dis en passant comment j'ai compris, moi, les graffitis, dans la formulation que tu as retenue, et dans celle dont j'ai retrouvé une photo.

«On nous douche avant de nous gazer» peut signifier : par l'allusion conjointe à ces deux «marqueurs de mémoire» de la barbarie nazie, je laisse entendre que le gouvernement actuel, dont la police utilise les canons à eau et les gaz lacrymogènes contre les manifestant(e)s, est sur la pente du fascisme, ou pire (cf. «CRS SS !»). [Faut-il préciser que cette «analyse» me paraît absurde et sans vertu pédagogique aucune ?]

«Le gaz, la douche, c'est douteux...» peut signifier sensiblement la même chose : il est de mauvais goût, d'un goût douteux — pour le gouvernement —, d'utiliser ces moyens de répression, tant ils sont associés dans notre mémoire collective au génocide nazi. Et ça ne laisse présager rien de bon pour la suite... [Même remarque que *supra* sur la pertinence et l'efficacité du procédé.]

Dans le titre de ton texte, tu axes ta «réponse» sur un «mélange», un signe égal, que je mettrais entre plaisanteries antisémites et humour juif. Rien n'est plus éloigné de mon intention. Je rappelle que je suis hors d'état de réfuter le fait que le graffiti incriminé serait de nature antisémite et/ou négationniste puisque tu n'as pas daigné l'établir toi-même. Or, c'est justement *en l'absence d'une telle démonstration* que j'ai émis la double hypothèse qui me venait à l'esprit, c'est-à-dire 1°] qu'une personne juive pourrait se juger seule qualifiée pour attribuer ou épargner le label «antisémite» à une plaisanterie (qu'elle soit de bon ou de mauvais goût), ou bien 2°] que toute allusion, sur un mode ironique ou humoristique au sort des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale (et pourquoi pas : en URSS, etc.) devrait être considérée automatiquement comme une agression antisémite. Ce qui aurait pour conséquence, entre autres, de réserver le droit de rire de l'humour juif aux juifs eux-mêmes. Ce qui serait bien dommage.

Ça n'a rien à voir avec le fait de dire que Dieudonné pourrait être en quoi que ce soit excusé, «au nom de l'humour juif». Ce serait en effet un comble !

Par ailleurs, je suis effectivement en faveur d'une absolue liberté d'expression (légale). Cela ne signifie nullement que je pense que toutes les idées, tous les propos se valent. Ni qu'un Dieudonné est *politiquement* fondé à s'en prévaloir. Mais je ne joue pas avec l'État, ni ne lui délègue rien.

Je ne doute pas que ta réponse à venir permette de dissiper ces malentendus pénibles et que nous verrons sur quoi nous restons en désaccord.

À te lire.

Claude Guillon

Post scriptum. Ayant traité l'essentiel plus haut, j'ajoute ici quelques remarques.

a) Sur le «point très mineur» que représente l'expulsion d'Alain Finkielkraut : Ce personnage n'a pas été jeté comme «bouffon», même si on peut *aussi* employer ce terme pour le désigner, mais comme propagandiste salarié de la contre-révolution et éditorialiste passant son temps à cracher sur tout ce qui se *discutait* à et agitait Nuit debout. D'autres personnages, des militants d'extrême droite ont été également virés (pour ce que j'ai vu et su). Je ne suis pas un admirateur de Varoufakis, mais il était invité à parler et à débattre. Ce qui est un autre statut, et créé d'autres rapports de forces.

b) Je te donne raison sur un point : le côté dérisoire et le danger des «effets de style» — au moins de certains d'entre eux — à la tentation desquels je ne sais pas toujours résister.

c) D., dont il est question plus haut, m'a envoyé un courriel, postérieur à la mise en ligne de ton texte. Je n'avais pas reçu pareil mélange d'insultes et de considérations politico-sexuelles depuis le texte «Claude Guillon un cadavre», qui me reprochait entre autres... ta fréquentation. La vie est bizarre, quand même !

[1] Positions proches de celles du Parti des indigènes de la République.

Deuxième réponse à Claude Guillon : De la cécité face au négationnisme

Puisque dans ta réponse, tu me demandes de t'expliquer en quoi le graffiti d'un anonyme «On nous douche avant de nous gazer» est antisémite et négationniste, je vais me permettre de te rappeler quelques trucs élémentaires...

Mais, avant cela, je voudrais préciser ce qui est pour moi essentiel et ce qui est secondaire. Cela te permettra de comprendre la nature et l'ampleur de nos divergences.

Dans ta réponse tu mélanges deux questions : celle de l'usage de la violence entre «camarades» ou «compagnons» (**violence que je n'«excuse», ni «encourage» ni «justifie», contrairement à ce que tu prétends**) et celle de l'antisémitisme. Or, à la lecture de ton texte, il apparaît clairement que nous n'avons pas les mêmes priorités ni les mêmes lunettes pour regarder la réalité française actuelle. Ni même pour comprendre ce que sont vraiment l'antisémitisme et le négationnisme.

Pour ma part, je crois

1. qu'il y a une montée meurtrière de l'antisémitisme en France (enlèvement, tortures et assassinat d'Ilan Halimi en 2006 ; meurtres de trois enfants et d'un professeur juifs à Toulouse en 2012 ; meurtres de quatre clients juifs à l'Hyper cacher en 2015) sans compter toutes les agressions physiques contre les Juifs, profanations de cimetières et de synagogues, etc. ;

2. que cet antisémitisme meurtrier et violent est accompagné par la montée électorale du Front national, parti qui compte une importante proportion de militants et de cadres antisémites et négationnistes. L'implantation locale et populaire croissante de ce parti est particulièrement inquiétante, même si le fascisme ne menace pas de prendre le pouvoir demain ;

3. que, depuis au moins une quinzaine d'années¹, l'antisémitisme est totalement banalisé en France, dans une partie de la jeunesse (cf. le succès des spectacles prétendument «comiques» de Dieudonné et des vidéos du fasciste Soral) et de la population françaises ;

¹ Pour une chronologie plus détaillée, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on pourra se reporter au tome 3 de la série *Nos tares politiques, Ni patrie ni frontières* n° 46/47 intitulé «Incevables négationnistes», 2014.

4. que la banalisation de l'antisémitisme ne peut qu'alimenter la recrudescence de la négation du judéocide et les discours antijuifs à tonalité «anti-impérialiste» et/ou «anticapitaliste» à l'extrême droite comme à l'extrême gauche,

5. que la plus grande partie de l'extrême gauche et du mouvement libertaire nient la montée de cet antisémitisme et la banalisation du négationnisme, tout comme ils nient que certaines ¹ formes d'«antisionisme» (favorables au droit de tous les peuples à avoir un Etat... sauf le peuple juif) contribuent à aggraver la situation.

Par conséquent, une bagarre entre deux «camarades» (aussi regrettable soit-elle, je le répète) me semble un fait divers secondaire qui ne mérite pas de commentaires particuliers. Mais **sa cause (un graffiti antisémite et négationniste) et son contexte politique plus général ne peuvent être passés sous la table comme tu le fais allégrement dans tes deux textes.**

Je vais maintenant essayer de te répondre sur quelques points.

Le négationnisme avance presque toujours masqué

Ta conception du négationnisme me semble particulièrement naïve ou en tout cas très limitée.

En effet, les négationnistes (que ce soit du judéocide, du colonialisme ou de la traite négrière) se présentent rarement comme tels, tout comme les racistes (qu'ils soient antijuifs, anti-Roms, anti-Africains, anti-Arabes ou antimusulmans). Et de même qu'il y a des degrés dans le racisme et l'antisémitisme, il y a des degrés dans le négationnisme. De la conversation de bistrot entre deux individus avinés aux théories inspirées par Hitler, il y a toute une gamme de préjugés, d'idées fausses, de faits inventés, de légendes anciennes, de bobards religieux, de considérations pseudo-scientifiques et de calculs politiques sophistiqués².

Les négationnistes militants du judéocide ont très souvent prétendu être des «révisionnistes», c'est-à-dire de gentils historiens amateurs qui voulaient uniquement débarrasser l'Histoire officielle de ses mythes. Et ce

¹ Contrairement à une légende répandue sur la Toile par certains faussaires (notamment du PIR, de l'UJFP, du NPA, etc.), je ne trace nullement un trait d'égalité entre antisémitisme et antisionisme ; je souligne seulement les **limites** de l'antisionisme qui, comme toute idéologie, a une pluralité d'interprétations, dont certaines sont dangereuses.

² Cf. «Haine de l'autre, racisme et religion» (*Ni patrie ni frontières* n° 40-41, 2014), texte dans lequel j'essaie d'établir les différences entre le racisme tripal qui fait référence à des notions pseudo-scientifiques ; la xénophobie ; le «racisme ordinaire», et le racisme idéologico-politique, militant ou intellectuel.

avec la caution, dans les années 70 et 80, d'une infime partie des ultragauches ou libertaires¹ français.

Les racistes aux Etats-Unis ont pris toutes sortes de masques : celui du Blanc sudiste persuadé de sa supériorité sur l'Afro-Américain, ce «sous-homme», proche du singe selon lui ; mais aussi celui du bourgeois blanc nordiste éclairé, assimilationniste, qui considérait les Afro-Américains comme de grands enfants. Ceux-ci, s'ils étaient mieux éduqués et contrôlaient mieux leurs pulsions (forcément... «primitives»), pourraient, selon lui, arriver à rattraper un jour les Euro-Américains à condition qu'ils restent modestes, patients et tendent la joue gauche quand les flics les frappaient, les patrons les discriminaient et leurs collègues de travail blancs les méprisaient ou s'opposaient à leur embauche.

Cette position ne fut pas seulement l'apanage des Euro-Américains ; il y eut aussi des intellectuels afro-américains pour affirmer que la «culture de la pauvreté» expliquait la raison pour laquelle il y avait autant de délinquants, de criminels et de personnes incarcérées parmi les Afro-Américains.

Fidel Castro, d'ailleurs, tint le même raisonnement dans son autobiographie-interview avec Ignacio Ramonet du *Monde diplomatique...* sans que ces propos racistes² ne suscitent le moindre commentaire dans la «gauche de la gauche» antiraciste...

Tous ces discours sur la «culture de la pauvreté» ont pour fonction, en Amérique du Nord, de dissimuler les séquelles de la traite négrière, de l'esclavage et de la ségrégation ; et en Amérique latine ils servent notamment à dissimuler les effets des massacres de masse commis par les colonisateurs espagnols, les conséquences de l'importation d'esclaves africains et la stratification raciale des sociétés latino-américaines, stratification imposée par les minorités d'origine européenne (principalement espagnole et portugaise) aux Indiens et aux esclaves noirs et à leurs descendants. Cette stratification n'est pas non plus absente à Cuba, n'en déplaisent aux tiers-mondistes...

4. Rappelons que l'écrivain antisémite Paul Rassinier fut membre de la Fédération anarchiste pendant dix ans, et qu'il écrivit pendant cette période à la fois dans la presse d'extrême droite et dans la presse anarchiste. Pour plus de détails on se reportera à l'article de J. Valjak et M. Argery, *Dossier négationnisme* paru dans *L'Affranchi*, section suisse de l'AIT, n° 16, printemps-été 1999, reproduit dans la Compil' n° 1 de *Ni patrie ni frontières* (2008) sur l'antisionisme, l'antisémitisme et le négationnisme. Par ailleurs *Le Monde libertaire* se montra très tendre avec Céline en 1950 (cf. le blog de Floréal : «Louis-Ferdinand Céline et *Le Libertaire*», 2011).

² Cf. mon introduction à l'article de Samuel Farber : «Race et marginalité à Cuba», *Ni patrie ni frontières* n° 21-22, 2007.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, du moins en Europe et aux Etats-Unis, **le racisme fanatique et le négationnisme fasciste se présentent donc rarement à visage découvert !**

Les racistes antimusulmans¹ avancent eux aussi masqués : ils affirment que l'islam serait une «religion incompatible avec la démocratie» ou, de façon plus retorse, que les «sociétés européennes seraient les seules capables d'autocritique et de réflexion sur elles-mêmes»².

Les racistes anti-Arabes expliquent que les «Arabes» n'ont jamais digéré leurs défaites face à Israël et qu'ils voudraient que tous les autres peuples deviennent (ou redeviennent) leurs «dhimmis». Et ils ajoutent que, après tout, si la traite négrière transatlantique a été meurtrière, l'esclavage pratiqué par les Arabes a eu, lui aussi, des conséquences catastrophiques...

Ou alors, comme certains ultragauches³, ils avancent de pseudo-raisonnements marxistes sur la baisse des salaires due à la présence de travailleurs étrangers et ils attaquent bien davantage l'antiracisme et les organisations de sans-papiers que l'Etat qui pratique le racisme institutionnel ou le mouvement ouvrier qui se montre passif face aux divisions de la classe ouvrière quand il ne les entretient pas sciemment.

Bien sûr, tous ces gens-là nient, la main sur le cœur, éprouver le moindre sentiment raciste, approuver la moindre discrimination, ou vouloir remettre en cause l'existence des crimes de masse et les génocides commis par les puissances européennes. Ils peuvent même tenir des discours super radicaux en faveur de l'abolition du salariat et de la destruction de l'Etat.

Il faut donc toujours se creuser un peu la tête pour deviner, ou percevoir, qui est négationniste ou ne l'est pas, qui est raciste, ou antisémite, et qui ne l'est pas. Surtout dans les pays européens (moins en Amérique du Nord) où des limites ont été posées à la liberté d'expression, notamment en France. Par conséquent, il faut effectivement parfois «surinterpréter» des textes et des paroles qui semblent anodins ou qui ont un masque anti-impérialiste (cf. les écrits

¹ Cf. «Racisme antimusulmans et antisémitisme en Europe : deux fléaux qu'il faut combattre ENSEMBLE», *Ni patrie ni frontières* n° 48-49, 2015.

² Cf. *Ni patrie ni frontières* n° 40-41, 2012, «Soulèvements arabes» : il est temps de dire «Bye, bye, Castoriadis !» et la discussion violente qui a suivi notamment avec le groupe Lieux communs et Guy Fargette. Ces adeptes de la pensée «radicale» ou «critique», même s'ils ne sont pas consciemment racistes, tiennent des propos très ambigus sur la «civilisation occidentale», les «Arabes» et les «musulmans».

³ Cf. «Les 10 commandements du petit xénophobe “ radical ”», *Ni patrie ni frontières* n° 42-43, 2014, ; et «A propos d'un ultragauche xénophobe, de ses écrits et de ses charmants amis», 2013.

de Michel Collon¹, James Petras² ou Jean Bricmont³), anticapitaliste⁴ ou «ultragauche».

La **vigilance** s'impose et la paresse intellectuelle en cette matière (qui consiste à attendre qu'un individu tienne des discours néonazis pour le qualifier d'antisémite ou de raciste) fait le jeu des négationnistes.

Antisémites et négationnistes : quels critères ?

Dans ta réponse tu me demandes de t'indiquer quels sont mes critères pour qualifier rationnellement un individu d'antisémite ou de négationniste. Ta question est bizarre, car vu ta longue expérience politique, tu devrais déjà t'être forgé une opinion personnelle sur ce sujet. Ou alors, si tu ignores totalement ce que sont les fondements de l'antisémitisme et du négationnisme, je m'inquiète non seulement pour toi, mais aussi pour tous les milieux anarchistes ou ultragauches que tu as fréquentés et qui ne t'ont pas encore permis d'acquérir quelques points de repère élémentaires en cette matière. Mais bon, je vais essayer de me coller (une nouvelle fois) à l'exercice puisque apparemment il s'agirait d'un continent inconnu pour toi... et sans doute pour ton «copain» «agressé» dont le sens politique est tel qu'il ne sait pas faire la différence entre un moustique et un éléphant.

L'antisémitisme est une forme de racisme spécifique qui met en jeu un nombre considérable de stéréotypes religieux, ethniques, nationalistes, pseudo-scientifiques, nazis, anticapitalistes, anti-impérialistes, socialistes, marxistes, staliniens et anarchistes. Ces stéréotypes ont l'avantage de pouvoir être combinés de diverses façons et sous divers emballages. Pour la liste de ces stéréotypes et leurs convergences évidentes je te renvoie au tableau que j'ai réalisé à partir de dizaines de citations provenant de personnages très différents⁵. Cette liste de clichés est forcément incomplète mais elle devrait te permettre de t'orienter un petit peu, et te montrer qu'il ne s'agit pas de critères totalement subjectifs et arbitraires. A partir de là, ces stéréotypes peuvent être utilisés à des fins très diverses : expliquer des échecs personnels ; justifier des discriminations qu'on pratique soi-même ou que l'Etat pratique à sa place ; favoriser des choix de militer dans tel ou

¹ Cf. «Sur Michel Collon, *Ni patrie ni frontières* n° 36-37, «Inventaire de la confusion», 2011.

² «Limites de l'antisionisme (8) James Petras : Un gringo chauvin, antisioniste et antisémite» *Ni patrie ni frontières* n° 18-19-20, 2006,.

³ Cf. «La véritable raison pour laquelle Jean Bricmont soutient la liberté d'expression des antisémites et des néonazis» (2013), *Ni patrie ni frontières* n° 42-43, 2014 ; «A propos de quelques nouveaux mensonges de M. Jean Bricmont», (2014) et «Sur Jean Bricmont» (extrait de l'"Inventaire de la confusion"), 2011, *Ni patrie ni frontières* n° 36/37.

• ⁴ Cf. «Antisémitisme de gauche : définition et fonctions politiques», *Ni patrie ni frontières* n° 54-55, 2016.

⁵

tel parti ou de voter pour lui ; se livrer à des violences physiques contre des Juifs ou appeler à leur expulsion de tel ou tel pays ; justifier des attentats ou une guerre contre Israël ; donner des clés d'explications simplistes sur le fonctionnement du monde, etc. La liste est longue, trop longue, si l'on veut énumérer l'utilité psychologique, sociale, politique, économique, religieuse des diverses formes de judéophobie et d'antisémitisme.

Le négationnisme, lui, est plus récent : il commence avec la tentative des nazis de détruire toutes les traces du judéocide ; il se poursuit dans la propagande de l'extrême droite après-guerre pour nier ou minimiser les crimes des nazis et de leurs collaborateurs dans toute l'Europe ; il est relayé par certains libertaires ou gens-de-gâche désireux de montrer que le colonialisme est aussi barbare que le nazisme, Hiroshima aussi criminel que Dresde et que Auschwitz, ce qui les amène à considérer que le judéocide serait en fait le fruit d'un «complot juif» ou «américano-sioniste» ; leur propagande est reprise, ou plutôt réinventée, à une échelle beaucoup plus importante par l'URSS stalinienne qui recycle tous les vieux mythes judéophobes, qu'ils soient religieux ou anticapitalistes, mais aussi un certain nombre de falsifications historiques plus récentes, au service de sa politique «pro-Arabes» et pour réprimer les Juifs soviétiques ; mais l'histoire ne s'arrête pas là puisqu'une partie des antisionistes actuels tentent de montrer que l'Etat d'Israël serait le fruit d'une coopération entre «sionistes» et nazis dans les années 30 et qu'aujourd'hui cet Etat serait un Etat quasi nazi ; ces «raisonnements» sont évidemment accueillis avec enthousiasme par les néonazis et les antisémites puisqu'ils tendent à prouver que les Juifs auraient été responsables en partie du judéocide ; enfin, de toute façon, puisque les Israéliens (ou les «sionistes», expression codée et plus commode) seraient en train de commettre un «génocide» contre les Palestiniens et que Tsahal se comporterait comme la SS, les Juifs n'ont qu'à faire profil bas et à ne plus évoquer la responsabilité des Etats européens dans le judéocide et à accepter sans broncher la résurgence de l'antisémitisme, qui ne serait qu'un «retour de bâton» bien mérité.

J'espère qu'avec ces quelques éléments sommairement esquissés tu sauras désormais quels sont les critères élémentaires pour reconnaître les éléments les plus classiques d'un raisonnement antisémite ou négationniste, fût-il le fruit de l'ignorance ou d'une bonne intention anticolonialiste ou antisioniste.

Une sous-interprétation systématique et bien française de l'antisémitisme

Troisième point important : la situation particulière de l'antisémitisme et du négationnisme dans ce pays. En France, l'extrême gauche et les libertaires ont plutôt tendance à «sous-interpréter» qu'à «surinterpréter» (comme tu le prétends à propos de ce graffiti) les discours antisémites et même les actes antisémites.

Je te rappelle qu'entre 2000 et 2004 Dieudonné a multiplié les déclarations antisémites, mais que cela n'a pas empêché des groupes de Juifs antisionistes et plusieurs organisations de gauche ou d'extrême gauche, de le soutenir, de nier qu'il y ait eu la moindre évolution antisémite dans ses propos, etc. Ce n'est que lorsque ses liens avec Soral, Le Pen et le Front national furent évidents qu'on vit les mêmes gens-de-gâche-et-d'extrême-gâche voire libertaires et «juifs antisionistes» commencer à **lentement** à prendre leurs distances. Et encore, je tairai par charité les noms de quelques ultragauches qui défendent encore Dieudonné comme un... humoriste !

Il a donc fallu quatre ans pour que des militants chevronnés «découvrent» que Dieudonné était antisémite. Certains anarchistes d'ailleurs ne l'ont toujours pas compris, comme en témoigne la mise au pilon d'un supplément du *Monde libertaire*¹ en 2014 à cause d'un article en faveur de Dieudonné, ou les positions de certains gauchistes hostiles à l'interdiction du spectacle du comédien-politicien fascisant.

Quand Ilan Halimi a été torturé puis laissé pour mort en 2006, la gauche, l'extrême gauche et l'immense majorité des libertaires ont refusé d'y voir un acte antisémite². **Dix ans plus tard**, nous nous sommes retrouvés à Paris à une **soixantaine** seulement pour dénoncer l'antisémitisme montant en France, lors de la commémoration du dixième anniversaire de la mort d'Ilan Halimi. Et, parmi les personnes présentes, un certain nombre appartenaient, au vu de leurs badges, à des organisations qui ont toujours nié le caractère antisémite du meurtre d'Ilan **Halimi et n'ont jamais expliqué pourquoi ils s'étaient aussi lourdement trompé...**

Quand trois enfants juifs et un professeur de l'école Ozar-Hatorah ont été assassinés à Toulouse en 2012, presque toute l'extrême gauche, une partie de la gauche et des organisations libertaires ont nié le caractère antisémite de son acte. **Et elles continuent à le nier quatre ans plus tard.**

Quand quatre clients ont été assassinés dans un hypercacher parisien en 2015 parce qu'ils étaient juifs, c'est seulement du bout des lèvres que la gauche, l'extrême gauche et la plupart des anarchistes ont dénoncé le caractère antisémite de cet acte tant ils étaient obnubilés par «l'islamophobie» qui aurait frappé à.... «*Charlie Hebdo*» et à la Porte de Vincennes. Et, même en 2015, la gauche, l'extrême gauche et les libertaires n'ont organisé aucune manifestation pour dénoncer la montée de l'antisémitisme en France.

En fait, **depuis vingt-six ans**, depuis la manifestation contre la profanation du cimetière de Carpentras **en 1990**, la gauche et l'extrême

¹ Cf. «Quand Michel rime avec Quenelle» sur le blog de Floréal et dans *Ni patrie ni frontières* n° 42-43, 2014.

² Cf. *Ni patrie ni frontières* n° 16-17, «Le meurtre d'Ilan Halimi et le malaise de la gauche multiculturaliste».

gauche ne descendent plus dans la rue, en France, aux côtés des organisations juives pour dénoncer l'antisémitisme, comme elles le faisaient auparavant¹... Ce qui pourrait se justifier, si elles organisaient **leurs propres manifestations** pour montrer qu'elles rejettent l'antisémitisme. **Mais ce n'est jamais le cas.**

La cécité face à l'antisémitisme et au négationnisme : une tare persistante dans l'extrême gauche, «l'ultragauche» et le mouvement libertaire

Dans un tel contexte, et avec les slogans, les pancartes et les banderoles, antisémites qui foisonnent dans les manifestations dites «pro-palestiniennes», les drapeaux du Hamas (organisation antisémite et négationniste) qu'on aperçoit à chaque rassemblement, tu me permettras de penser qu'une certaine «cécité», pour ne pas dire une certaine complaisance, s'est développée en France face à l'antisémitisme et à son corollaire moderne et bien français, le négationnisme.

J'ai essayé d'analyser, dans différents textes² depuis 2002, les manifestations et les causes profondes de cette cécité volontaire ou involontaire, sans toutefois me pencher trop sur les intentions (conscientes ou inconscientes) de ceux qui sont affectés par cette tare. Coller une étiquette d'antisémite sur le dos de tel ou tel groupe ou individu me semble un exercice inutile, surtout s'il est de gauche, car il usera de toutes sortes de stratagèmes pour se défendre ; il me paraît plus important de comprendre les causes de la persistance de l'antisémitisme, causes qui n'intéressent ni l'extrême gauche, ni «l'ultragauche» ni le mouvement libertaire. Comme tu devrais le savoir...

Cette cécité, cette apathie, se sont traduites aussi dans le fait que Dieudonné, après son virage ouvertement fascisant, a pu continuer à faire carrière pendant dix années supplémentaires en utilisant l'antisémitisme et le négationnisme comme fonds de commerce, sans que l'extrême gauche et la gauche **n'appellent à boycotter activement ses spectacles**. C'est seulement quand Manuel Valls, en 2014, a fait un peu de cinéma en interdisant **un** spectacle de Dieudonné, que tout à coup on a vu fleurir des articles dans la presse gauchiste pour expliquer que Dieudonné était un antisémite d'extrême droite.

Voilà le contexte dans lequel nous militons en France. Un contexte dans lequel les arguments antisémites et négationnistes ont été banalisés.

Or, qui trouvons-nous à l'origine de cette banalisation, du moins en France, en dehors de l'extrême droite vichyste et des groupes nationalistes-

¹ Cf. mon texte «Pour une histoire de l'antisémitisme et des Juifs en France (1945-2017)» qui sera publié.. bientôt !

² Cf. *Ni patrie ni frontières* n° 46-47, 2014, «Multiplicité des formes de l'antisémitisme mondialisé actuel» et «Sur les sources de l'antisémitisme de gauche, anticapitaliste et/ou anti-impérialiste».

révolutionnaires ? Une petite poignée d'«ultra-gauches» (dont quelques-uns sont passés ensuite à l'extrême droite) qui, à la fin des années 70 et au début des années 80, ont pris au sérieux les mensonges de Faurisson et ses prétentions à être un historien amateur et un pourfendeur de mythes. Qui ont défendu sa «liberté d'expression». Qui se sont livrés à des comparaisons entre les numéros tatoués sur les bras des déportés et les codes barres des supermarchés, etc.

Ces «ultra-gauches» (du moins ceux qui sont restés plus ou moins officiellement fidèles à leurs convictions originelles et sont encore considérés comme des «penseurs» radicaux) non seulement **ne se sont jamais livrés à une analyse du nazisme et de l'antisémitisme (analyse qu'ils nous promettaient d'effectuer déjà il y a plus de 30 ans)**, mais ils ont continué à nier pendant des années que les écrits de Rassinier étaient antisémites. A nier que *Auschwitz ou le grand alibi*, brochure publiée en 1960 par le Parti communiste international, sous prétexte de dénoncer l'utilisation politique du judéocide par la bourgeoisie démocratique (utilisation bien réelle d'ailleurs... mais surtout après le procès Eichman de 1963, en Israël comme aux Etats-Unis), reprenait des stéréotypes antijuifs, notamment sur le rôle économique supposé de la petite bourgeoisie commerçante juive, sans se livrer à la moindre étude matérialiste de la question. L'auteur de cette brochure pérorait dans le vide sur les points communs entre démocratie bourgeoise et fascisme, sans tenir compte de la propagande acharnée des nostalgiques de Vichy et des ex-collaborateurs qui mettaient sur le même plan miliciens et résistants¹ et du contexte de la guerre froide qui exigeait une certaine subtilité.

Si tu lis (ou relis) la prose de «*La Banquise*» des années 1983-1984, ou les écrits de Gilles Dauvé (alias Jean Barrot) de 1999 (comme «Le fichisme ne passera pas») tu trouveras les mêmes effets de style consistant à gommer toutes les différences entre démocratie et fascisme, entre camps de concentration et supermarché, et aussi d'ailleurs entre éducation bourgeoisie et pédophilie².

On retrouve ce radicalisme creux à l'œuvre dans le graffiti qui fait l'objet de notre discussion. Confondre délibérément les effets humides de quelques camions à eau sur des manifestants et des «douches» **dans des camps d'extermination (et non dans des «camps de concentration»)**, cela ne te semble pas favoriser des associations d'idées négationnistes ?

Si les nazis utilisaient le terme de «douches» lorsque les déportés étaient éjectés des wagons à bestiaux dans lesquels ils avaient été entassés, c'est pour leur faire croire qu'ils allaient être désinfectés. En réalité, il ne coulait aucune eau dans les chambres à gaz. Laisser entendre que les déportés prenaient des douches avant d'être gazés, c'est soit être totalement ignorant

¹ Cf. *Incredibles négationnistes, Ni patrie ni frontières* n° 46-47, 2014.

² *Idem.*

(donc ne s'être jamais intéressé au judéocide), soit être une crapule finie... Un négationniste, comme l'auteur du graffiti que tu présentes comme une simple mauvaise plaisanterie. On n'est donc pas dans le domaine de la «plaisanterie», fût-elle de «mauvais goût», mais de la propagande nazie et néonazie quand on «plaisante» avec des «douches» qui n'ont jamais existé dans les camps d'extermination.

De plus, confondre les effets des gaz lacrymogènes et ceux du zyklon B sous le terme de «gazage», cela ne te semble pas un procédé classique chez les ultragauches négationnistes ?

Tu as dans ce graffiti deux exemples parfaits de propagande négationniste : confondre des douches réelles avec les douches fictives des nazis ; confondre les gaz lacrymogènes avec les gaz toxiques qui s'échappaient des pastilles de Zyklon B.

Tu sembles considérer que certains Juifs auraient davantage le droit de s'indigner du contenu antisémite ou négationniste de ce graffiti (du moins c'est ainsi que j'ai compris ton hypothèse *«une personne juive pourrait se juger seule qualifiée pour attribuer ou épargner le label "antisémite" à une plaisanterie (qu'elle soit de bon ou de mauvais goût)»*.) Je suis en désaccord total avec cette affirmation.. si je l'ai bien comprise. Je ne suis ni Juif, ni Tsigane, ni Indien d'Amérique latine ni Rohingya, cela ne m'empêche pas de prendre position sur les questions qui peuvent concerner ces groupes ethniques ou ethnico-religieux. C'est le B-A-BA de l'universalisme et de l'internationalisme.

De même que je ne vois pas ce que vient faire «l'humour juif» à propos de ce graffiti dont tu nies le caractère antisémite (*«certaines gens ont voulu y voir une plaisanterie antisémite»*) et le caractère négationniste. Tu écris en effet : *«Sauf à considérer que toute allusion ironique à un dispositif antisémite, ou irrévérencieuse à des personnes de confession ou d'origine juive serait en soi antisémite, ce qui condamnerait une bonne partie de l' "humour juif" (ou en réserverait l'usage aux seuls "juifs" eux-mêmes).»*

Tu affirmes ne pas mettre l'humour juif sur le même plan que le «mauvais goût» supposé de ce que tu appelles une «plaisanterie» qui ne te fait pas rire. Mais tu ranges bien les deux sous la catégorie abstraite et historiquement désincarnée de «l'humour» de bonne ou de mauvaise qualité. Tu écris toi-même que l'auteur (et son interprète malchanceux) n'ont pas pu ne pas penser au judéocide puisque tu évoques une *«allusion conjointe à ces deux «marqueurs de mémoire» de la barbarie nazie»* et tu écris même : *«l'allusion au déroulé des opérations d'extermination dans certains camps de concentration est transparente»*. Crois-tu que n'importe qui puisse faire des «plaisanteries» sur les camps d'extermination sans avoir la moindre arrière-pensée antisémite et/ou négationniste ?

En fait, tu cherches des explications généreuses mais abracadabrantes (je dirais des excuses plutôt) à l'auteur anonyme de ce graffiti et surtout à l'interprétation indulgente qu'en a faite la personne qui s'est pris quelques

coups de poing dans la figure. **(Je te signale au passage que tu ne connais rien du déroulement concret de la discussion qui a précédé les coups et des arguments qui ont été échangés de part et d'autre** puisque tu n'y as pas assisté et qu'il n'existe pas pour le moment de récit circonstancié de l'enchaînement de ces événements microscopiques¹...)

Le «radicalisme de la phrase» n'est pas simplement une tare passagère de tel ou tel jeune (ou vieux) gauchiste ignorant, ou simplement con. C'est aussi le produit d'un climat idéologique favorisé par une insensibilité et un aveuglement grandissants face à l'antisémitisme et au judéocide². Cette insensibilité, cet aveuglement et parfois ce choix stratégique (cf. par exemple le dernier livre ignoble de Mme Bouteldja publié par La Fabrique) ne sont d'ailleurs pas du tout contradictoires avec l'usage abusif des comparaisons entre Vichy et Sarkozy³, entre le ghetto de Varsovie et Jenine, entre sionisme et nazisme, et comme tu le dis toi-même avec le «CRS-SS» remis à la mode en 1968 ou même avec le «Nous sommes tous des Juifs allemands» qui jouait, lui aussi, avec les symboles et oubliait commodément le rôle de l'Etat français et des collaborateurs dans l'extermination de plus de 75 000 Juifs de France. C'est aussi une forme de style pseudo-littéraire, très française, qui permet à des individus fascinés par une prose creuse⁴ de renoncer à exercer leur sens critique sous prétexte qu'un texte serait «bien écrit».

Que ce soit sous le masque de «l'humour», de la «recherche» historique indépendante, de la «provocation littéraire ou artistique», d'un discours paternaliste à tonalité sociologique ou ethnologique, d'une rhétorique tiersmondiste et «anti-impérialiste», ou sous le couvert d'acrobaties verbales néosituationnistes, le négationnisme, l'antisémitisme et le racisme ont de multiples visages.

Nul besoin d'être «imbécile» ou «ignorant» pour ne pas le voir. Ni même d'être antisémite. Il suffit d'être politiquement aveugle, de ne pas

¹ Depuis l'écriture de ce texte, la «discussion» sur les circonstances de l'altercation s'est poursuivie en termes extrêmement violents, cf. notamment <https://www.non-fides.fr/?Et-Claude-Guillon-crea-l-excommunication-et-oublia-le-negationnisme>.

² Cf. la série «Limites de l'antisionisme» dans la revue *Ni patrie ni frontières* (notamment dans la Compil' n° 1, parue en 2008 qui porte sur l'antisémitisme, la «question juive» et l'antisionisme) et sur le site mondialisme.org depuis 2002.

³ Cf. les articles «Pourquoi le gouvernement Sarkozy n'est pas Vichy 2»; «Sarkozy = Vichy 2 ? Débat» et «Le temps des bouffons gaullogauchistes», *Ni patrie ni frontières* n° 25-26, 2008.

⁴ Cf. le numéro 27/28/29 de *Ni patrie ni frontières* (2009) sur le «gauchisme postmoderne» et notamment l'article «Qui tient la plume et qui remplit l'encrier?».

vouloir regarder en face certaines réalités. Or la cécité politique est une maladie particulièrement répandue dans les milieux radicaux, obnubilés par la volonté de se montrer toujours plus «révolutionnaires» que les autres... en l'absence de révolution. Ces milieux «radicaux» sont incapables de s'intéresser aux réalités triviales des préjugés, des jalousies, des haines, et des passions meurtrières quotidiennes, parce que ces réalités ne rentrent pas dans leurs schémas dogmatiques, primaires, qu'ils soient marxistes ou anarchistes. Parce qu'elles leur demanderaient de se coltiner avec des questions prosaïques, terre à terre, mais complexes, auxquelles ils n'ont aucune réponse concrète à fournir. Comme la «révolution» tarde à venir, il ne leur reste plus que de misérables et méprisables graffiti pour exister...

Tu joues donc un bien mauvais rôle en produisant des interprétations aussi généreuses de ce graffiti ignoble, en grossissant l'importance d'un fait divers regrettable et surtout en passant sous silence le contexte antisémite actuel...

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 9/08/2016

PS. Tu m'apprends dans ton article que je connaîtrais «l'agresseur» (je ne m'étais pas enquis de son identité car cela me semblait sans intérêt). De plus, tu affirmes que ma réponse à ton texte peut être interprétée comme du copinage, alors que je défends publiquement des positions identiques sur l'antisémitisme et l'antisionisme depuis 2002! Tu devrais le savoir puisque tu es abonné à la revue depuis des années...

Je n'ai pas fait d'enquête auprès de La Discordia pour connaître l'identité de «l'agresseur» supposé car les circonstances précises de l'altercation m'intéressaient moins que sa cause politique profonde... que tu veux ignorer ou minimiser. Et aussi parce que je ne fréquente pas assidument cette librairie et ses animateurs, ne t'en déplaie. Si tu lisais les commentaires de militants proches de La Discordia à mon sujet, y compris un article récent, tu saurais que ces camarades n'ont jamais ménagé les critiques à mon égard («social-démocrate», «confusionniste», «extrotskiste», etc.), donc que nous ne sommes certainement pas dans un cas de copinage sans principes !

Enfin, lors du seul débat à La Discordia auquel j'ai assisté (et qui a été enregistré par Radio Vosstanie¹), j'ai expliqué que certains camarades niaient l'existence d'un «groupe ethnique dominant en France», ce qui les a bien sûr fait bondir ; et j'ai comparé, par provocation et pour les faire réfléchir, le radicalisme creux d'un tract publié dans *La Banquise* contre la «Marche des beurs» (dont j'ai lu des extraits) et leur critique peu élaborée

¹ cf. <https://vosstanie.blogspot.fr/2016/03/emission-pour-une-critique-de.html>

de la «Marche contre le racisme et pour la dignité¹» de 2015. Je peux t'assurer que mon intervention n'a pas vraiment suscité des réactions amicales à mon égard. Je n'étais d'ailleurs pas venu à cette réunion pour recevoir des câlins mais pour avoir une confrontation politique avec ces camarades sur nos points de désaccord !

Mon objectif était de montrer que la critique du PIR² en France et plus généralement la critique de thèses contestables et réactionnaires importées des universités anglosaxonnes (postmodernisme, études postcoloniales, intersectionnalité, etc.) reposent sur une ignorance totale des débats qui agitent la gauche et l'extrême gauche aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne depuis les années 60. Et, plus grave, une absence totale de réflexion sur le fonctionnement du racisme dans la société américaine (cf. à ce sujet la série d'articles entamée sur le site mondialisme.org³) comme dans la société française.

PPS. Je suis en total désaccord avec les termes de ton «autocritique»⁴, et **pas simplement avec ce que tu as écrit des années auparavant dans *Suicide mode d'emploi sur Faurisson***. Nous n'avons pas la même vision de la fonction politique et sociale de l'antisémitisme comme je l'ai montré dans de nombreux articles cités dans les notes de ce texte. Plus que d'«autocritiques» (qui ont toujours un côté moraliste et ne font pas progresser la compréhension de nos erreurs passées), ce dont nous avons besoin c'est de solides analyses historiques de l'antisémitisme, du racisme et du négationnisme. Force m'est de constater que l'extrême gauche, «l'ultra-gauche» et le mouvement libertaire **n'ont rien écrit d'intéressant à ce sujet durant les cinquante dernières années (et je pourrais d'ailleurs même dire depuis les débuts du mouvement ouvrier)**... Cela devrait, au minimum, t'interpeller face à la montée de l'antisémitisme, du racisme et du négationnisme en France et t'inciter à réfléchir à la signification de ces phénomènes et à creuser les raisons de l'incompétence théorique de tes camarades libertaires et ultragauches.

¹ Cf. A ce sujet, même si le texte concerné n'est pas de La Discordia, «Suite de la discussion à propos de la marche contre le racisme du 31 octobre et de la "lettre ouverte" qui critique cette initiative», *Ni patrie ni frontières* n° 54-55, 2015. Et aussi «Modèles d'interprétation du racisme et conséquences politiques actuelles» (*idem*).

² Cf. *Ni patrie ni frontières* n° 54-55, 2016, «Dialogue autour du Parti des Indigènes de la République: articulation entre antiracisme et lutte de classe».

³ Cf. les articles sur les luttes du prolétariat afro-américain au début de ce numéro.

⁴ *Incrévables négationnistes*, tome 3 de *Nos tares politiques*, *Ni patrie ni frontières* n° 46-47, 2014.

Pour ma part, j'ai effectué une petite partie de ce travail depuis 2002. A toi de sortir de ta réserve et de ton silence sur ces sujets et de nous dire ce que tu en penses...

Agressions contre La Discordia et Mille Babords : les Identitaires de gauche, héritiers honteux de SOS Racisme, détestent les librairies, les livres et les débats d'idées !

Une série d'attaques violentes ont été menées contre une librairie anarchiste à Paris (à trois reprises) et une librairie de gauche œcuménique à Marseille¹. Les auteurs de ces agressions (graffiti, bris de vitrines, interruption d'une réunion et coups distribués à ses participants) sont évidemment de lâches anonymes. Donc, à part leur communiqué mal écrit et confus, il est difficile de savoir qui ils sont... Et comme ils croient (avec raison hélas !) que les personnes objets de leurs agressions ne porteront pas plainte² contre eux, ils jouent sur du velours....

Ce qui a provoqué la mise en scène orchestrée³ de leur «colère» simulée et théâtralisée serait les positions critiques défendues par les animateurs de la librairie anarchiste La Discordia à Paris et par les organisateurs d'une réunion à Marseille au sein d'un lieu associatif (Mille Bâbords) qui accueille aussi bien des altermondialistes que RESF, plusieurs syndicats Sud, des groupes anarchistes et d'extrême gauche, l'UJFP, Génération Palestine et une pléthore d'intellectuels de gauche.

Si les deux locaux n'ont pas du tout la même ligne politique, ils ont au moins un point commun qui gêne beaucoup les Identitaires de gauche : ils admettent le débat et la contradiction. Et ces deux librairies ont raison (même si les membres de l'association Mille Bâbords ne partagent certainement pas tous la critique des thèses racialisatrices – il suffit de consulter la liste des membres de cette association pour s'en convaincre) de donner la parole à des gens qui ne prennent pas pour argent comptant les thèses multiculturalistes et/ou postmodernes propagées par les institutions

¹ Cf. le communiqué <http://www.millebabords.org/spip.php?article30041>

² Le principe de ne jamais porter plainte poussé à l'absurde conduit à faire le jeu de tous les racketteurs mafieux, des violeurs, des maris violents, des harceleurs au boulot, etc. Quant à «se faire justice soi-même» c'est prôner la loi du talion, les vendettas interminables pour une minorité et la passivité pour la majorité.

³ Orchestrée notamment par des contributeurs anonymes sur des sites comme Indymedia, par exemple.

internationales (ONU, UNESCO, Union européenne), certains Etats (avec en pointe les Etats-Unis, le Royaume uni et le Canada), et la plupart des médias de gauche français y compris des radios publiques comme France Culture. Les idées de cette clique politico-médiatique convergent sur certains points (et divergent sur d'autres) avec la propagande de certaines forces religieuses et des 57 Etats musulmans de l'Organisation pour la conférence islamique, par exemple en faveur de l'interdiction du blasphème, de l'extension indéfinie des droits des croyants et de leurs Eglises, de la constitution de communautés fermées, etc.

Loin d'être minoritaires, les thèses postmodernes et raciales¹ des Identitaires de gauche sont répandues dans les départements de sciences humaines et de littérature de toutes les universités, que ce soit aux Etats-Unis, au Royaume uni ou même en France. Les militants d'extrême gauche et libertaires étant majoritairement issus de la petite bourgeoisie salariée et du milieu étudiant ont évidemment gobé ces thèses hostiles (ouvertement ou sournoisement) à la classe ouvrière et à ses combats historiques.

La campagne menée contre la constellation de groupes minuscules et très hétérogènes des partisans d'une analyse de classe (qu'elle soit d'inspiration marxiste ou anarchiste) est donc surprenante tant ces positions dites «classistes» sont aujourd'hui ultraminoritaires, dans l'intelligentsia comme chez les militants de gauche, gauchistes et libertaires.

Le mouvement altermondialiste et les écologistes qui ont formé (en réalité déformé) des dizaines de milliers de militants et de sympathisants depuis 20 ans ont toujours été hostiles à des notions comme celles de classe ouvrière et de lutte de classe, puisqu'ils mènent un combat dirigé uniquement contre les «1%», «la caste», la «supercaste», les «élites», la «finance», etc., jamais contre le capitalisme lui-même.

Le PCF et même la CGT parlent bien davantage des «salariés», des «pauvres» ou du «peuple» que des travailleurs et en tout cas jamais des prolétaires. Il est rarissime de les entendre vanter les vertus de la lutte de classe ou évoquer la classe ouvrière et ses combats pour abattre le capital et supprimer le salariat.

¹ Pour donner un exemple de la nocivité et de l'absurdité des thèses qui prétendent combattre le racisme tout en... racialisant la population, il suffira de mentionner cette action menée le 27 octobre 2016 à l'université de Berkeley en Californie interdisant l'entrée de l'université aux «Blancs» et aux «Asiatiques» – ces derniers étant considérés comme n'étant pas victimes du racisme dans un pays qui mit des dizaines de milliers de Japonais dans des camps de concentration durant la seconde guerre mondiale et dont les comportements racistes sont encore flagrants dans les pays asiatiques où les Américains ont des bases militaires, comme au sein même des Etats-Unis d'ailleurs !

Reconnaissons que les Identitaires de gauche auraient du mal à s'attaquer aux réunions du PCF et de la CGT, sous prétexte que ces organisations ne défendent pas leurs thèses racistes, sans apparaître comme des supplétifs du Front national ou des Identitaires... de droite avec lesquels ils partagent bien des thèses communes¹.

Une de leurs tactiques (cf. à Lyon lors du Salon du livre anarchiste en novembre 2015 et de leur intervention contre le réac Alexis Escudero²) est de pousser les organisateurs à appeler les flics à la rescousse pour mieux pouvoir ensuite dénoncer une collusion éventuelle que ces perturbateurs auront eux-mêmes provoquée. La ficelle est grosse, mais la technique bien rôdée, qui consiste à mettre en première ligne des éléments féminins qui chercheront à pousser à bout leurs adversaires à coups d'insultes, voire de bousculades, pour ensuite appeler au secours des renforts situés en deuxième ligne, disséminés dans la salle ou planqués à quelque distance.

Il faut dire aussi que les Identitaires de gauche, que l'on retrouve au NPA, chez les anarchistes, Les Verts, les altermondialistes tout comme au PCF et au PS (**après tout c'est bien la social-démocratie française qui a massivement diffusé et imposé, par le biais de SOS Racisme, les concepts racistes de «Blacks, Blancs, Beurs» et qui promeut les thèses identitaires sur toutes les questions sociales** dans la jeunesse scolarisée et les médias en France depuis les années 80 bien avant que ces idées ne deviennent à la mode) ne sont pas très courageux ni cohérents³ sur le plan idéologique : ils voudraient pouvoir à la fois s'inscrire dans une tradition politique de la gauche au sens le plus large et le plus confus du terme (donc pouvoir récupérer certains acquis politiques et en tout cas l'aura des combats passés du mouvement ouvrier, voire le prestige de tel ou tel courant, ou auteur, marxiste ou anarchiste, ce qui leur permettrait de s'inscrire dans une tradition assez ancienne pour ne pas être réduits à une mode passagère) et en même temps participer au lavage des cerveaux organisé par les institutions étatiques et internationales qui parlent toutes un

¹ Cf. «Inventaire de la confusion», *Ni patrie ni frontières* n° 36-37, 2011.

² Cf. <http://www.mondialisme.org/spip.php?article2208>.

³ Cette **incohérence** des Identitaires de gauche est flagrante à la fois sur le terrain de l'homophobie et du racisme. En effet, les nombreuses réunions où intervient la très médiatique Mme Houria Bouteldja du PIR, hostile à la fois à l'homosexualité et au métissage, ne sont jamais perturbées par ces *«femmes, gouines et trans de tous horizons politiques»* comme ils se définissent eux-mêmes. Pour reprendre leur terminologie vulgaire, c'est bien la preuve que ces branquignols «chient» sur les quelques principes qu'ils prétendent défendre.

langage multiculturaliste, «généré»¹, prétendument favorable aux droits de toutes les «minorités»² et de toutes les «identités» particulières pour mieux enterrer les valeurs universalistes, rationalistes et scientifiques et surtout les combats unitaires (ou potentiellement unitaires) des prolétaires, quelles que soient leurs origines nationales ou ethniques, leur religion (ou leur absence de religion), leurs traditions, leur culture et leur sexe.

Les Identitaires de gauche, d'extrême gauche ou libertaires ont d'autant plus intérêt à soutenir cette évolution idéologique liée à la mondialisation capitaliste qu'ils trouvent ainsi des postes et des niches dans les universités, les médias, les ONG et toutes sortes d'institutions.

Les individus qui attaquent des librairies anarchistes ou de gauche et molestent les participants à des réunions, s'ils prétendent (sans jamais en apporter la preuve) être victimes du «racisme» et de l'homophobie de ceux qui ne partagent pas leurs théories racialistes, sont en réalité des fantassins bénévoles, des «idiots utiles», au service d'une restructuration économique, sociale et idéologique à l'œuvre dans tous les pays capitalistes avancés.

Débutant après les grandes défaites ouvrières des années 70, cette restructuration sociale et économique et cette offensive idéologique multiforme (qui a pris le relais de la vieille propagande anticommuniste avec l'avantage non négligeable d'avoir élargi son audience à gauche) visent à délégitimer tous les liens de solidarité de classe, toutes les formes d'organisation autonomes de la classe ouvrière, pour ne plus donner la parole (et distribuer postes, contrats et subventions) qu'aux représentants autoproclamés d'une myriade d'identités particulières en augmentation constante, contradictoires entre elles et hostiles à toute perspective émancipatrice de lutte commune des exploités contre le capitalisme.

¹ C'est ainsi que l'on voit se généraliser les participes passés ou adjectifs imprononçables avec des terminaisons absurdes du type «eurs-euses», «éEs», «teurs-trices» ou des mots comme «illes» (contraction de ils et de elles), pratiques élitistes inversement proportionnelles à la maîtrise de l'orthographe, de la grammaire et de la syntaxe chez ces pratiquants et pratiquantes idéalistes (idéalistes parce qu'ils croient qu'on change les rapports sociaux en changeant le genre des mots).

² On ne s'étonnera pas que le communiqué des zigotos ayant attaqué Mille Bâbords fasse référence à des «*militant-es racisé-es majoritairement femmes, gouines, trans de différents horizons politiques marseillais*». A ce catalogue hétéroclite, ils (ou elles) auraient pu ajouter les antispécistes, les végétariens, les végétaliens, les écologistes, les musulmans, et j'en oublie, soit tous les «identitaires» de «différents horizons politiques» dont les «représentants» aiment à se constituer en lobbies pour quémander des prébendes auprès des municipalités ou de l'Etat... le tout au nom d'un discours pseudo «radical».

C'est pour mieux dissimuler leurs projets politiques et carriéristes¹ que, en dehors des calomnies qu'ils déversent abondamment sur les réseaux sociaux et Internet, ils utilisent la violence afin de faire taire leurs critiques.

Y.C., 3/11/2016

¹ Il ne faut pas oublier qu'une partie des cadres gauchistes des années 60 et 70 en Europe sont aujourd'hui bien placés dans les médias et les institutions politiques et les entreprises, à droite comme à gauche, qu'ils aient milité chez les maos (José Manuel Barroso, Denis Kessler, Serge July), les trotskistes (Jospin, Cambadélis), les anarchistes (Daniel Cohn-Bendit) ou d'autres mouvements radicaux (Joshka Fisher). En Grande-Bretagne, c'est le Parti travailliste qui a su profiter le mieux et profite toujours de l'expérience des cadres des mouvements féministes, antiracistes et trotskistes. Les mêmes phénomènes se sont produits, à une échelle plus ou moins grande, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Pologne, en Grèce, etc. Nous pouvons d'ores et déjà parier sur la reconversion institutionnelle de nombreux cadres «radicaux» d'aujourd'hui tant le processus a tendance à se répéter, chaque fois que le capitalisme se modernise et a besoin de se relooker : la première étape du retournement de veste (ou au minimum d'une indifférence cynique face à l'exploitation) consiste toujours à s'attaquer aux analyses classistes.

Pistes de réflexion

Insurrection et production

Nous avons déjà écrit quelques textes sur la «stratégie révolutionnaire», en nous concentrant sur les relations entre la vie des travailleurs dans le processus social de production, les expériences quotidiennes de luttes et la possibilité d'un mouvement plus large de la classe ouvrière – que d'autres appellent «grève sociale»¹.

Nous continuons à penser qu'il faut partir d'une analyse des luttes quotidiennes concrètes de notre classe pour faire des propositions d'organisation fécondes. Mais nous pensons aussi qu'il peut être utile se demander à quoi une situation révolutionnaire pourrait ressembler au XXI^e siècle. Penser à demain clarifiera peut-être notre vision d'aujourd'hui.

Nous ne sommes pas seuls dans cette entreprise. Depuis les soulèvements des années 2010-2011 («Printemps arabes», etc.) et la montée globale des vagues de mouvements sociaux et de grèves générales ces dix dernières années, la gauche (plus ou moins) radicale a beaucoup discuté de *transition*, *post-capitalisme*, *grèves sociales* ou de *l'ère des émeutes* et des *insurrections qui viennent*.

Dans ce texte, nous discutons certaines des idées qui ont été mises en avant dans les analyses récentes d'une transformation sociale en profondeur. Nous souhaitons ainsi mettre en évidence certaines limites de ces théories et dégager leurs conséquences politiques. Nous considérons en particulier deux types d'analyse actuellement en vogue dans le milieu radical. D'une part, ceux qui privilégient une approche *insurrectionnaliste* de l'action politique (émeutes dans les rues, action prolétarienne spontanée, ou activités de la «population en surplus» marginalisée). D'autre part, ceux qui se concentrent sur le pouvoir collectif des travailleurs *dans les lieux de production* – mais qui ne relient pas nécessairement leur analyse à une vision plus large de l'appauvrissement global du prolétariat et ne prennent pas en compte les autres domaines de la vie et de la lutte.

Nous proposons une perspective qui essaie de dépasser les approches traditionnelles – insurrectionnelle ou syndicaliste – pour réfléchir de manière moins abstraite à ce qu'impliquerait réellement une révolution

1

AngryWorkers:

<https://angryworkersworld.wordpress.com/2015/05/26/contribution-to-debate-on-social-strikes-and-directional-demands/>

<https://angryworkersworld.wordpress.com/2015/09/11/on-the-social-strike-contribution-for-the-plan-c-fast-forward-festival-september-2015/>

<https://angryworkersworld.wordpress.com/2014/07/30/general-thoughts-on-relation-between-capitalist-development-class-struggle-and-communist-organisation/>

communiste. Dans ce but, la partie principale du texte est une étude empirique de ce que nous appelons «les industries de base» au Royaume Uni, qui concernent environ 13 millions de travailleurs. Nous pensons que dans la période de transition révolutionnaire elles représenteront la colonne vertébrale de notre capacité à nous reproduire nous-mêmes alors que les forces contre-révolutionnaires essaieront de nous écraser. Même si cela peut sembler une sorte de fuite en avant dans un futur imaginaire et inconnu, un réexamen des relations entre la violence prolétarienne, l'insurrection et la production dans le cadre de la composition de classe du XXI^e siècle nous aidera à ancrer dans la pratique notre orientation politique actuelle – en un temps de désorientation politique générale (dont la Corbyn-mania nous semble un signe évident !) à la suite des défaites et de la répression des soulèvements dont nous avons été témoins ces dernières années dans le monde entier. En bref, dans le texte qui suit nous voudrions replacer certaines présuppositions élémentaires d'une révolution communiste dans un cadre plus concret.

1. La réalité de la lutte

Retour rapide sur les soulèvements de 2010-2011 dans une perspective révolutionnaire

Les luttes des années 2010-2011, sans lesquelles les présentes considérations seraient encore plus abstraites qu'elles ne le sont, ont remis à l'ordre du jour la question du rapport entre *soulèvements* et *grèves* dans une situation révolutionnaire. Les thèses politiques sur la révolution que nous avons mentionnées plus haut, ainsi que les recherches empiriques sur les structures industrielles et la composition de classe, doivent être discutées dans le cadre des luttes actuelles et de leurs limites. Nous faisons ici référence aux occupations de places, aux batailles de rue et aux grèves, qui ont pris leur forme la plus avancée en Egypte mais se sont aussi produites en Grèce, en Espagne et en Turquie.

Dans une perspective révolutionnaire – en termes de menaces vis-à-vis du pouvoir de l'Etat et d'appropriation des moyens de production – ces soulèvements ont rencontré essentiellement deux limites, qui réagissent l'une sur l'autre :

1. D'un point de vue «politique», ces mouvements sont restés focalisés sur la structure gouvernementale : les gens se sont rassemblés dans la sphère publique, ont fait l'expérience de la participation de masse et ont affronté les forces de répression de l'Etat. A un certain moment, la violence répressive et les problèmes de reproduction matérielle ont rendu difficile la poursuite du mouvement.

2. Les grèves sont restées en grande partie confinées à la sphère «économique» des luttes salariales et ne sont devenues «politiques» que

dans la mesure où l'encadrement industriel était lié aux structures gouvernementales. Ces grèves ont exercé une pression économique décisive (par exemple les grèves de cheminots ou de dockers à Suez en Egypte) mais elles n'ont pas débouché sur une véritable solution alternative d'appropriation sociale et de réorganisation de la production – laissant ainsi les mouvements de rue dans une sorte de vide politique.

Les mêmes limites se sont manifestées lors du soulèvement de 2001 en Argentine. Les *piqueteros* et les manifestations ont réussi à renverser un gouvernement après l'autre – mais l'attention des manifestants restait fixée sur le siège du gouvernement comme symbole du pouvoir. Des entreprises ont été partiellement reprises en main par les travailleurs – mais leur choix s'est fait en fonction des difficultés économiques (faillites) et non de l'importance sociale des industries concernées. Les rapports marchands ont été maintenus : l'industrie de la viande a continué à fonctionner et à exporter tandis que la malnutrition et une mortalité infantile due à la faim ont refait leur apparition dans le pays le plus développé d'Amérique du Sud.

Les soulèvements de 2010-2011 ont échoué, mais ils ont poussé la gauche – et pas seulement la gauche – à s'intéresser de nouveau à la «transformation sociale». Certains ont expliqué les limites du mouvement par le point de vue limité de ses participants (par exemple, le «fétichisme de la démocratie» chez les occupants des places ou la «conscience syndicaliste» des grévistes), ce qui nous semble un peu superficiel.

D'autres ont appliqué une perspective plus déterministe, insistant sur le fait que les soulèvements ne sont pas nés d'une crise du capitalisme en tant que tel mais plutôt d'un déclin du néolibéralisme qui aurait mis en évidence la corruption de l'élite politique. Dans cette perspective les soulèvements devaient nécessairement se limiter à une critique d'une forme particulière de gouvernance et de distribution de la richesse. Certes, cette crise des «régimes néolibéraux» peut expliquer en partie la convergence régionale et géographique et les limites de ces soulèvements, mais il n'y aura jamais de crise du capitalisme sous une «forme pure» qui imposerait mécaniquement au mouvement l'objectif du «communisme». Les luttes elles-mêmes, dans les conditions globales de la pauvreté industrielle, devront mettre cet objectif à l'ordre du jour.

Ces interprétations un peu frustes – idéaliste et déterministe – mises à part, d'autres positions s'efforcent de relier la nature des soulèvements aux transformations matérielles réelles :

- le rôle de la jeunesse urbaine diplômée précaire et /ou de la «classe créative» (Paul Mason, etc.) ;
- la population pauvre en surplus (théorie de la communisation, insurrectionnalisme) ;

• les travailleurs intégrés dans un processus de production plus large ou dans une vague de migration (Beverly Silver, Immanuel Ness, etc.)¹.

En ce qui concerne le rôle de la «jeunesse diplômée précaire» nous insistons ici sur Paul Mason parce que son essai sur les soulèvements de 2010-2011² a eu une certaine influence sur la gauche radicale au Royaume Uni. Son essai insistait sur le rôle de la «classe créative» et des «diplômés précaires» dans les soulèvements en Egypte et ailleurs. Cela s'accordait bien avec les idées d'une partie de la gauche radicale qui a fait ses adieux à la «classe ouvrière traditionnelle».

On peut déceler une certaine cohérence logique entre l'insistance de Mason sur la jeunesse précaire diplômée, sa croyance en leur «potentiel créateur et démocratique» et sa position selon laquelle au bout du compte la domination du «capitalisme monopoliste» et de la «finance» ne pourra être dépassée que par une alliance entre ce segment des classes moyennes et l'Etat «social-démocrate/technocratique».

Les positions nationalistes pro-Brexit que défend Paul Mason semblent aujourd'hui à des milliers de kilomètres de son essai de 2011, mais son hypothèse fondamentalement élitiste perdure : la classe ouvrière n'étant pas à la hauteur, la classe créative a besoin d'alliés puissants et l'Etat reste donc l'objectif. Mais l'Etat est une institution nationale, et les tentatives des étatistes pour contrôler le capital finissent inévitablement par une défense du protectionnisme nationaliste :

«Si vous souhaitez créer des emplois très qualifiés et bien payés pour les décorateurs de l'East End, il vous faut un autre type de secteur privé. Si vous ne voulez pas tomber sur des foules d'hommes mendiant du travail au noir quand vous quittez la branche locale de B&Q³, vous devez limiter l'offre de travail transfrontalier peu qualifié. Il vous faut développer l'offre de logement bon marché pour que les jeunes n'aient pas à dépenser plus de la moitié de leur salaire en loyer⁴.»

«S'il était possible de passer un accord avec la zone économique européenne, je serais en faveur de cette solution. Mais il faudrait imposer une nouvelle politique migratoire destinée à limiter la libre circulation des personnes. Cette politique devrait être humaine, généreuse et orientée par les besoins des employeurs, des communautés locales et des universités – et les membres de l'Union européenne devraient être privilégiés. Mais la

¹ <https://libcom.org/library/forces-labor-beverly-j-silver>

²

http://www.bbc.co.uk/blogs/newsnight/paulmason/2011/02/twenty_reasons_why_its_kicking.html

³ compagnie multinationale de commerce britannique spécialisée dans la vente d'articles liés au jardinage, bricolage, à la décoration

⁴ <http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/jul/20/young-skint-self-employed-new-labour-market>

libre circulation a fait son temps – et nous, les travaillistes, nous devons changer notre état d'esprit sur cette question. Ce principe fondamental de l'Union européenne, nous ne l'acceptons plus, et, pour retrouver le contact avec notre base électorale – je ne parle pas des racistes mais des milliers d'électeurs travaillistes ordinaires, y compris les Noirs et les Asiatiques – nous devons concevoir une politique migratoire qui marche pour eux, et non pour les patrons de la construction arnaqueurs ou les fermiers négriers de l'East Anglia¹.»

Comme on l'a vu récemment en Espagne et en Grèce, la promotion d'une avant-garde «révolutionnaire» issue de la classe moyenne s'est traduite par l'obtention de places au gouvernement pour les classes moyennes précaires qui se sont ensuite retournées contre leurs alliés pauvres. Et ce, alors même qu'elles avaient combattu plusieurs fois ces dernières années au coude à coude avec des fractions moins favorisées de la classe ouvrière, ce qui n'a pas été le cas en Grande Bretagne. Comme Paul Mason, les nouveaux «gouvernements de gauche», avant tout en Grèce, se sont rapidement rendu compte que le pouvoir d'Etat ne peut être manipulé librement tant il est limité par son caractère national – et ils se sont inclinés devant lui...

2. L'essence révolutionnaire du capitalisme

Brèves remarques sur le débat «population en surplus» (émeutes)/«classe ouvrière globale» (production globale) pour attaquer la question des contradictions révolutionnaires fondamentales du capitalisme

Quant aux tentatives plus sérieuses pour comprendre la subjectivité révolutionnaire et les limites internes des soulèvements récents, elles nous laissent devant une division stérile entre deux types d'analyses.

Certains insistent sur le nombre croissant de prolétaires expulsés du processus de production immédiat (population en surplus, chômeurs), tandis que d'autres mettent l'accent sur le pouvoir productif collectif des travailleurs dans les chaînes mondiales d'approvisionnement qui sont en train d'émerger (débat sur la classe ouvrière globale).

Les premiers ont découvert une «ère des émeutes»² tandis que les autres annoncent une «vague mondiale de grèves»³. On peut trouver des

¹ <https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/jun/25/britain-rainy-fascist-island-progrexit-brexit>

² <https://libcom.org/library/era-riots-update>

³ <https://libcom.org/library/worldwide-strike-wave-austerity-political-crisis-global-governance-steven-colatrella>

arguments sociologiques pour soutenir l'une ou l'autre position – le nombre d'habitants des bidonvilles ou l'intégration mondiale de la production.

Nous pouvons nous demander ce qui a provoqué cette séparation dans les perspectives politiques. Même si cette division peut être mise en relation avec la position sociale, la localisation géographique et les préférences politiques de ceux qui se livrent à ces analyses, elle traduit surtout une séparation *réelle* au sein de l'existence de la classe ouvrière. En effet, la façon dont les travailleurs font l'expérience de leur appauvrissement ou de leur pouvoir productif collectif est structurée et diversifiée géographiquement, sectoriellement, en termes de genre, etc. Parce qu'elles ne s'intéressent qu'à un seul aspect de la réalité, beaucoup d'analyses théoriques ne font que *reproduire* cette réalité sans l'*interroger*.

Avant de nous engager dans une analyse plus empirique, nous voulons poser une question théorique fondamentale qui est escamotée par le choix de l'une des branches de l'alternative «population en surplus»/«classe ouvrière globale» : quelles sont les tendances révolutionnaires à l'intérieur du capitalisme ? Les sociétés de classes ont toujours été fragiles et la lutte contre l'exploitation et l'oppression est leur principale contradiction, mais en quoi le capitalisme est-il spécifique ? Nous pensons que deux dynamiques internes au capitalisme sont potentiellement révolutionnaires :

1. L'accroissement de la productivité augmente les inégalités et engendre un appauvrissement relatif des masses travailleuses.

Dans un système capitaliste, la pauvreté ne résulte pas du manque de ressources ou du fait que les exploités s'emparent d'un plus gros morceau de la richesse produite. Le capitalisme dépend de l'extension de la production, bien qu'un accroissement de la productivité sociale se traduise par un accroissement de la pauvreté relative pour la grande masse des prolétaires. L'application de nouvelles technologies ou de nouvelles connaissances se traduit souvent par des suppressions d'emplois et une hausse du chômage, et par la prolétarisation des artisans, des travailleurs indépendants et des paysans, tandis que, dans l'industrie, les travailleurs sont surexploités ou sous-employés. Cette contradiction se manifeste principalement comme un résultat objectif du processus de production : surproduction et surdimensionnement (fermeture d'usines, etc.) d'un côté, développement d'une «population en surplus» ou des «travailleurs pauvres» de l'autre. L'augmentation de la pauvreté oblige à utiliser une fraction plus importante du surproduit pour financer l'appareil répressif. Par ailleurs, cette contradiction montre que le potentiel pour un avenir meilleur est objectivement donné.

2. L'accroissement de la productivité intensifie la coopération entre les travailleurs et mine le pouvoir du capital.

Alors que le premier niveau de la contradiction se présente plutôt comme un résultat objectivé du processus de production, le second a un impact sur la forme d'organisation matérielle de la production. Le capital doit aussi accroître la productivité pour calmer les travailleurs en leur donnant quelques miettes supplémentaires d'un gâteau de plus en plus gros. La concentration du travail et des machines dans la grande industrie fondée sur une étroite coopération des travailleurs représente le principal moyen d'accroître la productivité. Historiquement, cela conduit à l'action collective et à l'agitation de la classe ouvrière, non seulement autour des miettes disponibles, mais aussi autour du *contrôle* du processus de production en tant que tel. Plus les travailleurs coopèrent étroitement, moins le capital (et ses représentants sous la forme de l'encadrement) apparaît comme une précondition nécessaire de la production sociale. Or ce rôle apparent d'organisateur nécessaire de la production fonde la légitimité sociale et du pouvoir du capital – bien plus que ses forces armées, sa capacité de manipulation des médias ou ses prisons. Le capital est donc forcé de diviser le processus de production pour des raisons «politiques» (en sous-traitant ou en délocalisant les entreprises, en séparant le travail intellectuel du processus de production, en reproduisant la division entre la production et la sphère domestique, etc.), ce qui diminue la productivité sociale. Du point de vue des travailleurs, cette segmentation apparaît d'abord comme un acte illogique de «mauvaise pratique de gestion» ou de bureaucratie – «ils veulent qu'on coopère, mais ils ne nous laissent pas le faire» – ou comme une opération marchande neutre («les petites unités économiques sont plus efficaces», etc.). Cette contradiction est au cœur de la réalité du capital, qui n'est que l'inversion de notre coopération sociale, dont le produit semble avoir un pouvoir indépendant de nous. Pour le dire de manière positive : la capacité qu'ont les travailleurs de découvrir leur coopération globale et de l'utiliser pour se battre et créer un monde meilleur.

La contradiction fondamentale du capital se présente donc à la fois comme un élément interne de la production (coopération séparée) et comme son résultat (appauvrissement relatif). Les partisans de la «population en surplus» ou du «pouvoir productif des travailleurs» séparent ces deux dynamiques au lieu d'analyser comment, dans la réalité, les expériences de l'«appauvrissement» et de la «productivité collective» coïncident, ou sont séparées, au sein de la classe ouvrière mondiale. Cette séparation conduit aussi à une compréhension différente de la révolution et par conséquent du rôle des révolutionnaires.

Si l'on considère seulement le premier aspect de la contradiction – la création d'une population en surplus appauvrie – on percevra avant tout le processus de changement social comme une sorte de tendance automatique : le capital s'accumule et éjecte un nombre croissant de chômeurs mécontents. Cela conduit à une vision plutôt déterministe des

développements sociaux – que l'on peut seulement observer et qui ont peu à voir avec l'activité des exploités – et à une vision assez superficielle et mécanique de la révolution comme insurrection et rupture : à un moment donné, les pauvres deviennent simplement trop nombreux pour être contrôlés.

Nous devrions plutôt analyser comment l'expérience de la coopération et de la productivité collective et les luttes des travailleurs sont liées à l'expérience de l'appauvrissement. Mais malheureusement, jusqu'à maintenant, les tentatives pour dépasser cette séparation dans l'analyse (travailleurs salariés de l'industrie/autres formes d'existence prolétarienne) se révèlent «pluralistes» dans le mauvais sens du terme – avec par exemple la discussion sur l'«histoire mondiale du travail» qui évite de parler des tendances révolutionnaires pour coudre ensemble un patchwork de travail industriel salarié et de production à petite échelle et de travail non salarié¹. A trop vouloir éviter une vision déterministe du développement capitaliste et des luttes, on n'essaie même plus de rechercher les tendances qui affaiblissent le contrôle du capital et pointent vers d'autres possibles.

Il ne suffit donc pas de prendre en compte empiriquement cette séparation, que ce soit en prouvant aux défenseurs de la théorie de la «population en surplus» que les habitants des bidonvilles sont intégrés à la production mondiale, ou en montrant aux défenseurs de l'analyse des chaînes d'approvisionnement combien les zones rurales ou une économie de ghetto dominant dans de nombreuses régions. Dans leur article sur «La classe ouvrière mondiale»² nos camarades du groupe *Wildcat* ont tenté de décrire l'existence de la classe ouvrière mondiale sous ses multiples formes – non pas en procédant à un simple collage, mais en gardant à l'esprit la question des tendances à la transformation sociale. Ce texte très utile demanderait à être développé sur plusieurs points :

- l'impact du *développement inégal* au sein de la classe ouvrière et ses implications politiques : la relation entre l'expérience immédiate (participer à la coopération sociale dans la grande industrie ou dépendre de boulots stupides et des aides sociales) et la segmentation ou la généralisation de la lutte des classes ;
- le rôle spécifique de la «classe ouvrière productive» dans le développement d'un programme social sous la pression des prolétaires «marginalisés» ;
- la question de la transition révolutionnaire, la relation entre soulèvement (renversement de l'État) et appropriation (reprise en main des moyens de production) ;

¹ <http://www.iisg.nl/publications/globalabourhistory.pdf>

² Traduit dans *Ni patrie ni frontières*, n° 54-55, 2016.

- en lien avec les trois questions précédentes : le rôle des organisations politiques de classe.

3. Les divisions matérielles (régionales) dans la classe ouvrière

Quelques réflexions au sujet de l'impact du développement inégal sur la façon dont les travailleurs font l'expérience de l'appauvrissement et du pouvoir productif collectif

Nous ne ferons ici qu'effleurer un domaine qui demanderait une exploration plus approfondie. Les différences régionales de développement forment l'arrière-plan nécessaire de la section suivante consacrée aux industries de base et à l'insurrection dans la zone du Royaume Uni. La composition de classe dans cette zone est très spécifique, du fait que la séparation entre les travailleurs au cœur de la production sociale et les sections marginalisées du prolétariat est moins prononcée que dans la plupart des autres régions du monde. Cela pose aussi la question des liens entre un ex-centre impérialiste ayant subi un processus de désindustrialisation et les conditions propres aux pays du Sud.

Nous ne savons pas grand-chose sur la théorie du *développement inégal* (ou *développement combiné*), ni même s'il s'agit vraiment d'une théorie. Mais ce débat s'efforçait de répondre à des questions de stratégie révolutionnaire très proches de celles auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui : une révolution ouvrière mondiale doit compter avec des différences régionales de développement et ces différences ne peuvent être conceptualisées en termes purement «nationaux», même si les États-nations jouent un rôle important dans leur mise en forme.

Au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, on s'interrogeait sur la façon dont la dynamique capitaliste de pays développés dotés d'États bourgeois entre en relation avec des régions comportant une part importante de travail «non libre» dans des États de forme monarchique/non bourgeoise.

Marx lui-même se focalisa pendant longtemps sur le potentiel révolutionnaire d'une classe ouvrière qui croissait rapidement et luttait. Mais après que les défaites de 1848 et 1871 eurent détruit l'espoir en une victoire rapide, le centre de son analyse se déplaça vers la question de savoir ce qui rendait le capitalisme «stable et instable» à la fois. Il se tourna de nouveau vers ce qui se passait dans le reste du monde. Dans son échange de lettres avec Vera Zassoulitch, il parle d'une «opportunité historique particulière» : lorsque la crise du «mode de production asiatique» en Russie coïncide avec la crise du capitalisme en Europe occidentale, il existe une possibilité pour que les luttes des ouvriers rejoignent celles de la population rurale. Quelque chose de révolutionnaire et de «nouveau» pourrait se développer sur cette base. Marx avait conceptualisé le «dualisme inhérent» à la communauté villageoise russe : propriété collective et production

privée. Une révolution en Russie pourrait arrêter la destruction de la communauté villageoise, et si les moments collectifs dans l'«environnement historique» (la crise du capitalisme occidental) rencontraient la «révolution ouvrière» ce pourrait être le point de départ d'une nouvelle forme de communisation [*Vergemeinschaftung*].

On utilise souvent ces lettres pour établir que Marx n'avait finalement pas une «vision déterministe de l'histoire» ou pour prouver qu'il admettait qu'un «saut» était directement possible à partir des communautés précapitalistes. Cependant, le plus important est la manière dont Marx analysait ces problèmes. Il abordait la question à travers la notion de «recomposition mondiale» – mais aujourd'hui, nous pouvons et nous devons débattre de ces questions en des termes différents (par exemple, le problème ne se pose plus en termes de conservation du meilleur de deux mondes)¹.

Des décennies plus tard, Trotski souligna que, dans certaines circonstances, le «sous-développement» des régions arriérées est reproduit et fortifié par l'échange avec les pays capitalistes développés (voir par exemple le soutien matériel au despotisme en Pologne et en Russie par le commerce agricole ou les investissements industriels). On peut dire la même chose des luttes : une interaction particulière se produit entre les luttes dans les zones centrales et les luttes dans les zones «arriérées». Bien que schématique, le concept de développement inégal n'était pas statique : il n'est pas vrai que «chaque pays doit passer par toutes les étapes» (comme le défendait la social-démocratie) car des interactions ont lieu entre les différentes étapes. Cette conception était révolutionnaire parce qu'elle n'était pas «pluraliste». Au lieu de se borner à décrire l'existence de différentes conditions, elle se demandait : comment le développement inégal est-il reproduit, par exemple comment le capitalisme moderne et le marché mondial renforcent-ils les «modes de productions archaïques» ? Comment une classe ouvrière industrielle peut-elle constituer un foyer d'attraction révolutionnaire et proposer un programme qui vise des objectifs allant au-delà d'elle-même ? Et comment des luttes menées dans des conditions «précapitalistes» (propriété villageoise communale, contre la police d'État, etc.) peuvent-elles influencer les luttes qui se produisent dans les centres capitalistes ?

«La loi du développement combiné des pays arriérés – dans le sens d'un mélange particulier d'éléments arriérés et de facteurs très modernes – se manifeste à nous ici sous sa forme la plus développée et donne la clé de l'énigme fondamentale de la révolution russe. Si le problème agraire, un héritage de la barbarie de l'ancienne histoire russe, avait été résolu par la bourgeoisie, si la bourgeoisie avait pu résoudre ce problème, le prolétariat russe n'aurait jamais pu prendre le pouvoir en 1917. Pour que l'État

¹ http://www.wildcat-www.de/en/wildcat/82/w82_bauern_en.html

soviétique soit possible, il fallait la mise en relation et la pénétration mutuelle de deux facteurs appartenant à des formes historiques totalement distinctes : une guerre de paysans – c'est-à-dire un mouvement caractéristique des débuts du développement bourgeois – et une insurrection prolétarienne – mouvement propre au déclin de ce même développement. Telle est l'essence de 1917¹.» (Trotski)

Aujourd'hui il semble obsolète de parler de l'impact du développement inégal, peut-être à cause de la généralisation de la «condition prolétarienne» du salariat et de la généralisation de la «démocratie parlementaire» dans le monde. Tout semble à la fois tellement identique dans l'ensemble (le «village planétaire») et tellement différent quand on entre dans les détails. Nous voyons clairement l'effet des différences régionales sur la lutte des classes au niveau mondial, mais :

- nous avons tendance à expliquer ces différences en termes géopolitiques («pays producteurs de pétrole»), en termes d'«économies nationales» (BRIC²) ou même en termes ethniques («printemps arabes») ;
- nous entretenons un pluralisme grossier («patchwork de travail libre et non libre», prolétaires vivant de toutes sortes de revenus, etc.) ;
- nous ne développons pas de stratégies révolutionnaires sur la façon dont les luttes régionales ou les luttes menées à des périodes de développement différentes pourraient se relier les unes aux autres.

Il ne suffira pas de copier les catégories très générales du débat passé (centres industriels et démocratiques/zones rurales et féodales). Il nous faut au contraire analyser les principales tendances et forces matérielles qui séparent, neutralisent ou surmontent les deux types d'expérience prolétarienne que nous avons mentionnés (appauvrissement/coopération productive). La carte qui résulte du débat sur la «classe ouvrière mondiale» met en évidence des expériences générales qui peuvent devenir une base pour une organisation mondiale :

- les expériences du travail des migrants sapent l'existence de mouvements ouvriers nationaux, mais elles renforcent aussi les sentiments nationaux/protectionnistes au sein des classes ouvrières locales ; le «statut national» des prolétaires devient une question centrale, et l'État le principal médiateur entre les différentes étapes du développement et pour l'accès aux territoires ;
- les chaînes d'approvisionnement mondiales mettent en relation les lieux de travail et les secteurs ; elles remettent aussi en question l'encadrement par les syndicats professionnels ou industriels, mais il y a une limite à la création de liens directs entre les travailleurs sur la base d'une coopération étendue (il est difficile d'imaginer une coopération entre

¹ <https://www.marxists.org/archive/trotsky/1930/hrr/>

² Acronyme désignant le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

les travailleurs de la logistique et ceux d'une usine ou d'un port de la même chaîne d'approvisionnement si un océan les sépare) ;

- la prolétarianisation (l'exclusion des moyens de subsistance) est un phénomène mondial qui crée des expériences sociales semblables pour les paysans en Inde ou en Bolivie, mais cela signifie simplement qu'il devient plus facile de comprendre les nouvelles qui viennent de l'autre bout de la terre – une condition commune ne crée pas automatiquement des liens matériels.

Si nous pouvons voir dans ces phénomènes une sorte de colonne vertébrale pour une organisation internationale de la classe ouvrière, nous pouvons aussi nous rendre compte facilement qu'il existe un certain nombre de tendances et de forces matérielles qui, par leur immédiateté, neutralisent ces expériences (sans parler des problèmes de langue, etc.). Pour le dire plus simplement : les prolétaires du monde entier font l'expérience d'une détérioration de leurs conditions de vie, des mêmes stratégies de gestion et d'austérité de la part de l'État, et sont parfois exploités par les mêmes entreprises ou dans les mêmes chaînes d'approvisionnement. Mais ces expériences immédiates sont souvent masquées par des conditions qui semblent avoir un impact plus immédiat sur les intérêts des travailleurs – avant tout, les conflits nationaux et les guerres.

Pour que ces différents aspects puissent être débattus plus facilement dans le cadre d'une réflexion sur une possible stratégie mondiale, peut-être nous faut-il être plus schématiques. Serait-il possible de définir six ou sept «conditions prolétariennes»/«étapes fondamentales de l'accumulation» sous lesquelles la classe ouvrière existe aujourd'hui pour analyser le type de pouvoir matériel et de limitations politiques qui résultent des luttes dans ces conditions et la manière dont elles pourraient se rapporter les unes aux autres ? Comment ces différentes «zones» croisent-elles la colonne vertébrale évoquée plus haut (industrie mondiale, migration) ? Nous pourrions par exemple distinguer :

- des zones de travail industriel combiné, dans les conditions politiques d'un État démocratique avec un accès national à l'assistance sociale ;
- des zones dans lesquelles les luttes ouvrières et les luttes démocratiques sont encore entrelacées ;
- des «économies d'extraction» avec un petit secteur industriel et des formes politiques plus coercitives ;
- des zones dominées par une semi-prolétarianisation, une crise de la paysannerie et d'importantes migrations internes ;
- des zones caractérisées par un fort taux de chômage urbain, des relations de travail informelles, une économie mafieuse et des formes violentes de médiation politique ;

- des zones d'affrontements militaires (nationaux, religieux) et/ou d'États en décomposition.

Dans chacune de ces zones, le rôle des travailleurs dans les centres industriels, des pauvres urbains et ruraux, des étudiants et des autres segments de la classe, et leurs relations, seront différents. Les luttes n'auront pas le même rapport à la richesse capitaliste et à sa distribution ou à la question du pouvoir de l'État.

Pour ne pas être trop schématique, cette analyse devrait aussi discuter les différents exemples d'organisations et de mouvements de la classe ouvrière qui furent capables de combler le vide d'expérience immédiate entre les ouvriers de l'industrie et les chômeurs, la classe ouvrière locale et les migrants, les prolétaires de différentes nationalités en temps de guerre, etc. Il nous faudrait aussi reconsidérer les «mouvements globaux» du passé, comme en 1968, quand les relations entre les luttes du Nord et du Sud étaient moins foncées sur les expériences des prolétaires que sur le fait que les anciennes puissances coloniales et les centres impérialistes étaient attaqués à la fois au centre et à la périphérie. Les efforts politiques pour conceptualiser la connexion entre le centre et la périphérie comme une alliance entre les «travailleurs» et les «opprimés» étaient déjà douteux à l'époque, mais, cinquante ans plus tard, nous devons toujours tenter de comprendre les points communs et les différences entre les travailleurs – points communs et différences que l'opposition Nord/Sud ou la théorie démodée de l'impérialisme (qui voit les travailleurs avant tout comme des citoyens pauvres) ne font que simplifier. Une analyse qui prendrait pour base les différences de développement plutôt que les rapports entre États-nations ou l'opposition Nord/Sud nous permettra peut-être de comprendre quel est réellement l'impact régional et mondial des luttes des travailleurs dans les nouveaux centres industriels (Pearl River Delta, etc.) et comment les organisations politiques de classe peuvent rendre ces expériences accessibles aux segments les plus marginalisés du prolétariat.

On se rendra alors peut-être compte que les organisations politiques de la classe ouvrière ont encore un rôle particulier à jouer, à la fois pour répondre à la question des expériences immédiates et des intérêts séparés régionalement au sein de la classe, mais aussi pour répondre au défi du développement d'un programme de transition révolutionnaire en liaison avec les conditions générales de la classe. Si l'on se reporte encore une fois aux soulèvements de 2010/2011, il est certes nécessaire d'identifier la composition de classe matérielle qui détermina les limites de ces mouvements, mais on ne peut simplement balayer comme du volontarisme l'insistance sur l'absence, au sein de la classe ouvrière, d'une force organisée qui aurait été capable de proposer des mesures révolutionnaires allant au-delà de l'occupation des places. La classe ouvrière industrielle n'a sans doute plus l'hégémonie sociale qui lui permettrait de proposer un programme politique et social de conseils ouvriers, mais il est évident aussi

que les émeutes et les occupations d'espaces publics ne peuvent aller très loin : si elles ne touchent pas aux *moyens* de produire une autre société, ces luttes seront écrasées par la répression de l'État ou placées sous la dépendance d'une nouvelle élite politique qui a accès aux fonds nécessaires (en concluant des alliances interclassistes). Pour dépasser cette situation, des liens organisationnels conscients sont nécessaires.

4. La colonne vertébrale de l'insurrection

Matériau empirique concernant la structure des industries de base au Royaume Uni

Dans cette section, nous essayons de placer le débat sur l'insurrection et la révolution, ainsi que la question du développement régional, dans un contexte concret – la zone économique du Royaume Uni avec sa composition industrielle spécifique. Quel est l'objectif politique de cet exercice sociologique ?

Nous espérons ainsi détruire quelques mythes d'une gauche qui est aujourd'hui principalement un mouvement mobilisant des éléments des classes moyennes. Leur idéologie de la transition révolutionnaire repose sur l'idée que la production serait désormais en grande partie immatérielle, que tout va être automatisé et que le travail ou les lieux de travail ne joueraient plus un rôle fondamental dans la socialisation prolétarienne. Cet exercice empirique nous donnera une idée des chiffres : combien de personnes travaillent dans des industries qui assurent notre survie matérielle ? D'autre part, ce qui est plus important, ces résultats peuvent aussi servir de base à un travail de propagande dans la classe ouvrière : de combien pourrions-nous réduire le temps de travail si tous effectuaient un travail socialement nécessaire ? La synthèse empirique qui suit donne les grandes lignes du cadre matériel dans lequel se déroulerait une insurrection régionale avec reprise des moyens de production, et indique les défis fondamentaux que rencontrerait le prolétariat insurgé :

- Combien de nourriture pourrions-nous redistribuer avant que ne commence un carnage causé par la pénurie ?
- Qu'est-ce qui manquerait immédiatement si les échanges commerciaux avec l'extérieur étaient interrompus (ainsi que la fourniture d'énergie extérieure) ?
- Combien de travailleurs œuvrent dans les industries de base et quelle est leur composition ?
 - Où ces industries sont-elles concentrées géographiquement ?
 - Quelle est l'importance numérique de la classe moyenne ?
 - Quelle est la composition de classe de l'agriculture locale ?

• Comment l'armée et les forces de police se reproduisent-elles matériellement ?

(*Note* : nous sommes conscients du fait que le cadre choisi dépend de l'existence de statistiques bourgeoises pour la région du Royaume Uni, et peut-être d'un certain traumatisme lié au Brexit. Il y a là certainement un danger, mais nous y reviendrons.)

Population totale du Royaume Uni : 64 millions

Population active : 31,58 millions (dont 23,12 millions à plein temps)

Chômeurs : 1,69 millions (chiffres officiels)

Travailleurs dans les industries de base : entre 13 et 16 millions

Population d'origine étrangère (migrants nés à l'étranger, concentrés dans la classe ouvrière et dans les plus grandes villes) : 8 millions

Population en fonction de la taille des villes (2011) :

Londres : 8 millions

Birmingham : 1 million

Nombre de villes entre 200 000 et 600 000 habitants : 25

Nombre de villes entre 100 000 et 200 000 habitants : 51

Nombre de villes entre 50 000 et 100 000 habitants : 108

Nombre de villes entre 10 000 et 50 000 habitants : 817

Nombre de villes entre 5 000 et 10 000 habitants : 522

Nombre de villes de moins de 5 000 habitants : 6 300

On considère comme urbaines les zones où vivent au moins 10 000 personnes. En 2011, 81,5 % (45,7 millions) de la population de l'Angleterre et du Pays de Galles vivaient dans des zones urbaines et 18,5 % (10,3 millions) dans des zones rurales. Les habitants des zones rurales ont une probabilité plus grande d'être nés au Royaume Uni (94,9 % par rapport à 84,7 % dans les zones urbaines) et d'être «blancs» (95 % par rapport à 77,2 % dans les zones urbaines). Dans une perspective insurrectionnelle, analyser la signification de l'existence de plus de 6 300 petites villes reste un défi.

Taille des entreprises au Royaume Uni (2015) :

Nombre total d'entreprises privées : 5,4 millions

Nombre total de salariés : 25,8 millions

Entreprises sans salariés : 4 millions

Entreprises de moins de 10 salariés : 1 million (4 millions de salariés)

Entreprises de plus de 10 mais moins de 50 salariés : 200 000 (4 millions de salariés)

Entreprises de plus de 50 mais moins de 250 salariés : 32 555 (3,2 millions de salariés)

Entreprises de plus de 250 salariés : 7 000 (10,2 millions de salariés)

Quand nous parlons de 13 à 16 millions de travailleurs dans les industries de base, nous avons en vue les industries directement pertinentes pour la reproduction sur une période prolongée dans le contexte d'un soulèvement : de quoi avons-nous besoin pour assurer notre survie matérielle et notre autodéfense face à l'ennemi de classe ? Déterminer ces chiffres à partir des statistiques bourgeoises est une méthode assez incertaine. L'estimation que nous avons retenue exclut les enseignants et les petits fonctionnaires, même si nous risquons d'exclure par la même occasion le personnel des piscines municipales, pourtant essentiel ! Notre estimation inclut par contre toutes sortes d'industries non pertinentes, comme l'industrie de l'armement ou l'industrie automobile, qui pourront cependant jouer un rôle essentiel en matière de transfert de connaissances et de technologies. Nous regardons cet ensemble de plus près ci-dessous.

Agriculture : 500 000 personnes

Environ 53 % de la nourriture consommée au Royaume Uni sont produits localement, le reste est importé. Les fruits et légumes constituent la part la plus importante des importations (en termes monétaires). Les principaux fournisseurs sont les Pays-Bas (5,6 %), l'Espagne (5,1 %), la France (3,1 %), l'Allemagne (3,1 %) et l'Irlande (3 %). Trois pays fournissent 90 % des produits laitiers et des œufs (les fermes britanniques fournissent 86 % de la consommation totale). Trois pays fournissent 90 % de la viande et des préparations à base de viande (le Royaume Uni contribue à 84 % de la consommation). Douze pays fournissent 90 % des céréales et des préparations à base de céréales (y compris le riz). Le Royaume Uni fournit 56 % de la consommation de céréales. L'importation ou l'exportation des aliments de base (pommes de terre, blé, riz) sont en partie dictées par les prix du marché et non par la capacité de production. Par exemple, en 2015 environ 1 250 000 tonnes de blé furent importées des États-Unis, mais, dans le même temps, le Royaume Uni exportait 61 000 tonnes de blé aux États-Unis. Il n'en est pas de même pour les 100 grammes de riz consommés par personne et par semaine au Royaume Uni : 30 % sont importés des pays européens, le reste des pays du Sud.

Vingt-quatre pays fournissent 90 % des fruits et légumes (le Royaume Uni ne couvre que 23 % de la consommation). Si des relations directes avec les serres espagnoles ou néerlandaises ne sont pas rapidement rétablies, il sera difficile de respecter la règle des «cinq fruits et légumes par jour» ! Mais pour un pays réputé être si peu autonome au niveau alimentaire par rapport à d'autres, les chiffres de la dépendance mondiale ne sont pas si mauvais – en tout cas pas aussi mauvais qu'en Égypte où 60 % du blé sont importés. Prise dans son ensemble, l'Europe produit à peu près 90 % de ce qu'elle consomme.

Qu'en est-il de la concentration de l'industrie ? Tout d'abord, il est intéressant de noter que sur les 2 millions de tonnes de réserves de blé (sur

une production annuelle de 15 millions de tonnes environ, soit 65 % de la culture céréalière), 38 % se trouvent dans les fermes et 62 % dans les ports, les coopératives et les magasins – c'est-à-dire hors de portée des propriétaires individuels. Par comparaison, le rapport des réserves à la consommation est de 30 % pour le blé et 20 % pour le riz. Au Royaume Uni, la plus grande partie du blé stocké dans les fermes est destinée à l'alimentation des animaux. Non seulement les réserves de blé sont concentrées, mais les minoteries le sont aussi : en 2011, il a suffi de 56 minoteries pour transformer en farine 5 millions de tonnes de blé. Les deux plus grandes entreprises se partagent 40 % de la production de farine au Royaume Uni.

Que peut-on dire de la composition des fermes ? Elles comprennent environ 235 000 propriétés avec une surface de culture moyenne de 54 hectares. Environ 70 % des fermes sont occupées par leur propriétaire et le reste est loué à des fermiers qui les exploitent. Environ 41 000 fermes (à peu près 14 % du total) possèdent plus de 100 hectares et comptent pour plus de 65 % de la surface agricole. Les fermes céréalières sont plus souvent familiales que celles qui produisent de la viande ; environ 930 millions de poulets à rôtir furent produits au Royaume Uni en 2012, dans 2 500 fermes et 30 abattoirs. Des entreprises comme Lower Farm produisent plus de 1,3 millions de poulets chaque année. L'industrie de la volaille emploie environ 55 000 personnes dans tout le Royaume Uni, dans des fermes, des couvoirs, des usines d'aliments et le transport.

Malgré la nature capitaliste de l'agriculture au Royaume Uni (il n'y a plus de «question paysanne»), nous sommes face à 200 000 entreprises individuelles situées à l'écart des zones urbaines, qui dépendent du travail saisonnier – il ne pourra donc pas s'agir simplement de «reprise ouvrière» mais d'une dynamique sociale plus complexe.

Agro-alimentaire : 2,2 millions de personnes.

Ici la dynamique capitaliste est évidente : sur les 2,2 millions de travailleurs de ce secteur, seuls 500 000 travaillent dans l'industrie, tandis que 1,6 millions sont employés dans la restauration «non résidentielle», c'est-à-dire les cantines et les restaurants. Bien que tout le travail effectué dans les restaurants ne soit pas socialement superflu, il est cependant encore largement dominé par des schémas de consommation individuelle. Mais, dans tous les cas, la nourriture doit être cuite et préparée et la productivité du processus de production dans un restaurant ne sera sans doute pas tellement différente de ce qu'elle serait pour une unité domestique de 200-250 personnes. Le niveau de productivité des restaurants ne peut être comparé à celui des usines : par exemple, dans quatre usines de Southall, Noon Foods produit 2,4 millions de repas par semaine, avec environ 3 000 travailleurs (en incluant la direction, les équipes administratives et les travailleurs qui produisent des plats préparés).

Cela correspond à environ 200 repas par travailleur et par jour. Il est aussi intéressant de noter que ces usines ne sont pas très mécanisées mais font plutôt appel à une main-d'œuvre abondante.

Note pour nos amis insurrectionnalistes, amateurs de pillages et de blocage de l'économie : sur la base d'une expérience personnelle dans l'industrie agro-alimentaire et dans les entrepôts qui alimentent les supermarchés, nous pouvons dire que les réserves de produits d'épicerie dans les supermarchés de Londres ont une durée de vie de 24 à 48 heures. Les entrepôts les plus importants sont situés hors des limites de la ville et contiennent au maximum deux à cinq jours de réserves. L'approvisionnement des principales usines de production de produits alimentaires vient souvent de l'arrière-pays rural (élevages de poulets, minoteries, cultures de pommes de terre) ou de l'étranger (fruits frais). La «communisation» durerait trois jours au maximum !

Distribution et traitement de l'eau, collecte et traitement des ordures, nettoyage des rues et autres : respectivement 166 500, 145 000 et 480 000 personnes.

Les chiffres relatifs au traitement des déchets ne précisent pas la part de la grande industrie et la part de la consommation individuelle. On ne sait pas non plus combien, parmi les 480 000 travailleurs du nettoyage, sont employés par des particuliers, mais une autre source affirme qu'au Royaume Uni 6 millions de personnes emploient quelqu'un pour faire le ménage.

Industrie de l'énergie : environ 680 000 personnes.

Étant donné l'important lobbying dans ce secteur (charbon, mais aussi énergies renouvelables), les chiffres sont peut-être moins fiables :

Industrie du gaz : 142 000

Centrales électriques : 87 000

Charbon : 6 000

Pétrole : 150 000 (environ 50 000 sur les plates-formes de pétrole et de gaz)

Énergie nucléaire : entre 44 000 et 60 000

Énergies renouvelables : 112 000

Pour le reste : maintenance du réseau et administration.

En 2014, une production électrique totale de 335 TWh (après un pic à 385 TWh en 2005) fut générée par les sources suivantes :

Gaz : 30,2 % (0,05 % en 1990). D'après d'autres sources : 54 % en 2016.

Charbon : 29,1 % (67 % en 1990). D'après d'autres sources : 6 % en 2016.

Nucléaire : 19,0 % (19 % en 1990)

Éolien : 9,4 % (0 % en 1990)
Biomasse : 6,8 % (0 % en 1990).
Hydroélectrique : 1,8 % (2,6 % en 1990)
Solaire : 1,2 % (0 % en 1990)
Fioul et autre : 2,5 % (12 % en 1990)
Importations : 7,69 %

La vieille question de Bordiga doit être modifiée : prendre le pouvoir ou prendre les usines... ou prendre la centrale électrique ? L'énergie est probablement l'un des secteurs les plus concentrés en termes d'importance sociale et aussi l'un des mieux protégés par l'État. Le Royaume Uni possède 10 centrales nucléaires, 16 grandes centrales au charbon, 33 centrales au gaz et 7 centrales au fioul. L'État traitera les travailleurs de ces industries comme un bastion idéologique et militaire, et ils ne sont évidemment pas faciles à remplacer. La récente « vague de grèves » de juin 2016 en France a montré le caractère central de ce secteur. Au Royaume Uni aussi le nombre de raffineries et de dépôts de pétrole a diminué drastiquement : il n'y a que six raffineries principales sur la côte, reliées par un réseau de pipelines (l'UKOP, United Kingdom Oil Pipeline) surveillé par des hélicoptères qui effectuent des patrouilles.

Il est intéressant de noter qu'aujourd'hui c'est la gauche du « changement climatique » (ainsi que les militants des « brigades de sécurité alimentaire ») qui s'intéresse au processus de production dans le secteur de l'énergie – du point de vue limité de la transition environnementale, mais en s'efforçant de partir des problèmes réels. Dans l'ensemble, la gauche radicale a plutôt un point de vue syndical sur les suppressions d'emploi dans ce domaine.

Transport : 1,4 million de personnes

Une partie du travail dans ce secteur aura beaucoup moins d'importance (les aéroports et les services au sol contribuent pour 433 000 emplois et les compagnies aériennes pour 200 000). Certains moyens de transport ne sont pas trop difficiles à faire fonctionner (285 000 conducteurs de camions), mais une bonne partie dépend toujours d'une coopération et d'une connaissance très spécialisées, par exemple pour le rail, qui emploie environ 200 000 personnes – sans compter les trains locaux et les métros.

Le trafic portuaire exige aussi des compétences sophistiquées. En 2014, plus de 500 millions de tonnes ont transité par les ports britanniques (380 millions de tonnes ont été déchargées et 180 millions expédiées). On estime que 118 200 travailleurs sont directement employés dans les ports du Royaume Uni. Environ 95 % du volume (et 75 % de la valeur) de l'import-export passe par les ports maritimes.

Le trafic portuaire est fortement concentré : il y a 51 ports principaux, par lesquels transite 98 % du trafic total, les dix plus grands ports ayant

traité 340 millions de tonnes sur 500 millions. Grimsby & Immingham dans le nord est du Lincolnshire est toujours le port le plus actif du Royaume Uni, avec 12 % du marché britannique en 2014. Le nouveau «London Gateway/Port de Dubai» déplacera une grande partie du trafic vers l'est de Londres. Dans les marchandises transportées, on trouve environ 80 millions de tonnes de pétrole brut et de dérivés du pétrole, 40 millions de tonnes de charbon. Une autre partie importante des marchandises sèches en vrac est constituée par les combustibles de la biomasse sous forme de granules ou de copeaux de bois, à destination des centrales électriques de Drax et de Lynemouth au nord de l'Angleterre.

Les ports sont spécialisés : Milford Haven pour les marchandises liquides, Grimsby pour les marchandises sèches en vrac, Felixstow pour les conteneurs (41 % de tout le trafic de conteneurs) et Dover pour les rouliers (27 % du total). En 2014, 204,1 millions de tonnes de marchandises ont circulé entre les principaux ports du Royaume Uni et les pays de l'Union européenne (42 % du trafic des ports principaux). En 2014, 54,8 millions de tonnes de fret ont circulé entre le Royaume Uni et les Pays Bas, soit 14 % du trafic international.

Une partie non négligeable du trafic par cargo est plus ou moins inutile. Par exemple, presque un quart (23 %) du trafic international à l'unité (conteneurs et autres) concerne l'importation et l'exportation de voitures individuelles. En 2014, 4,1 millions de véhicules motorisés sont passés par les ports du Royaume Uni.

Vente au détail : 2,7 millions de personnes.

Logistique : 1,8 millions.

Entrepôts : 360 000 travailleurs.

La question est moins de savoir combien de personnes travaillent à «vendre des choses» que de savoir combien de personnes sont employées à faire circuler les marchandises. Au total, 2,7 millions de personnes travaillent dans la vente, la plupart sont employées dans les magasins. La logistique emploierait 1,8 million de personnes, mais cela inclue les chauffeurs de camions déjà comptés dans les transports et certains travailleurs de la messagerie ainsi qu'une partie des services postaux. Les chambres froides, les centres de distribution et les entrepôts locaux seront encore utiles, et ils ne nécessitent pas une connaissance très spécialisée.

Technologies de l'information et de la communication : 1,2 million de personnes.

Ce chiffre est certainement très peu précis. D'autres sources parlent de 280 000 travailleurs dans le secteur des communications, depuis la maintenance des installations (câbles internet) jusqu'au travail administratif. D'autres sources encore signalent 350 000 professionnels des logiciels travaillant au Royaume Uni, mais ce nombre inclut à la fois les

programmeurs des systèmes ferroviaires et les programmeurs pour le courrage en ligne. Le principal défi sera d'établir rapidement un système d'intranet entre les unités domestiques et les lieux de travail qui ne puisse être facilement détruit par l'empire actuel de l'internet. Nous n'avons pas les connaissances techniques pour comprendre les efforts que cela implique, mais il existe une scène alternative de mise en réseau qui est relativement importante et bien organisée¹. Nous n'avons pas réussi à trouver de données plus fiables sur la structure matérielle des connexions internet au Royaume Uni, par exemple l'emplacement des principaux nœuds et postes serveurs, mais ces informations seront cruciales pour les deux camps lors de l'insurrection.

Secteur des soins : entre 3,2 et 3,5 millions de personnes.

Une grande partie de ce travail pourra échapper à l'isolement social en étant effectué dans des unités domestiques plus importantes, mais il importe de savoir combien de travailleurs sont employés dans ce secteur, et il faudra du temps pour socialiser ces activités.

Soins aux adultes : 1,55 million de personnes.

Soins aux enfants : 426 500.

National Health System : entre 1,2 et 1,5 million.

En 2015, dans les cabinets de généralistes et les services hospitaliers, le NHS employait 149 808 médecins, 314 966 infirmières qualifiées, 25 418 sages-femmes, 23 066 infirmières travaillant dans un cabinet médical, 146 792 membres du personnel scientifique, thérapeutique et technique qualifié, 18 862 ambulanciers qualifiés et 30 952 directeurs, qui s'occupent de 1 million de patients toutes les 36 heures. (En 2010, dans tout le Royaume Uni, plus de 1 000 sites hospitaliers avaient plus d'un lit. Plus de la moitié étaient de petits établissements de quartier ou psychiatriques avec en moyenne 35 et 68 lits respectivement. Plus de sept sites sur dix avaient moins de 100 lits. Il y a 7 800 cabinets médicaux.)

Construction : entre 1 et 2,1 millions de personnes.

Là encore les chiffres ne sont pas fiables car il ne distinguent pas l'ouvrier embauché par un particulier pour agrandir sa cuisine des entreprises de travaux publics qui construisent les aéroports. On pourrait se demander dans quelle mesure la construction importera pendant une période révolutionnaire, mais nous pouvons imaginer que la conversion rapide d'anciens immeubles de bureaux en logements ou en espaces pour les unités domestiques nécessitera un nombre important de travailleurs qualifiés.

¹ Exemple d'expériences de réseaux de communication alternatifs : <http://awmn.net/content.php?r=288-AWMN&s=c5217ebf903e411769286b4cefb4b80c>

Ingénierie/fabrication : environ 3 millions de personnes.

Ce chiffre inclut toutes sortes de travaux socialement inutiles, comme les industries de l'armement et de l'automobile. Malheureusement, c'est souvent dans ce type d'industries que l'on trouve les plus hauts niveaux de connaissance productive collective et les standards technologiques les plus élevés, alors que l'industrie agro-alimentaire, le textile, etc., reposent plutôt sur le travail intensif. Un transfert de technologie et de connaissances peut être commencé, ce serait aussi une mesure politique destinée à montrer que le «communisme» est en marche et que nous pouvons espérer avoir beaucoup moins de travail à fournir si le soulèvement réussit. D'autres secteurs de la fabrication seront d'une nécessité plus immédiate : l'emballage, la production de pièces de rechange, de matériaux de construction, de médicaments, etc.

Industrie automobile : 250 000 personnes (en comptant la chaîne d'approvisionnement)

Acier : 30 000

Aérospatial : 111 000 (+ 120 000 indirectement)

Armement : 146 000

Électronique : 800 000 (Centerprise possède au pays de Galles l'une des plus grandes unités de production de PC du Royaume Uni ; 10 % des ordinateurs sont fabriqués au Royaume Uni, pas d'information sur les pièces détachées ; il y a une usine de semi-conducteur NXP à Manchester)

Plastique : 300 000

Ameublement : 115 000

Chimie/pharmacie : 105 000 dans l'industrie chimique, 53 000 dans l'industrie pharmaceutique (+ 500 000 indirectement)

Vêtements/textile : entre 150 000 et 300 000 (20 000 créateurs)

On peut penser que cela traduit une mentalité révolutionnaire d'épicier que de supposer que, par exemple, l'industrie de l'ameublement aura la moindre importance sociale pendant les six premiers mois d'un soulèvement, mais il faut comprendre que les gens luttent sans savoir encore sur quelles bases la société se réorganisera.

Media : environ 310 000 personnes.

Dans la presse écrite, environ 167 000 personnes, à la radio 20 000, à la télévision 30 000 et dans l'industrie cinématographique 70 000 – la BBC emploie à elle seule 35 000 personnes, en incluant les contrats temporaires. La diffusion se fait principalement depuis le siège social à Londres (Portland Place), aussi bien pour la radio que pour la télévision.

Poste : 200 000 personnes.

En 2015, Royal Mail employait encore à lui tout seul 160 000 personnes. Il est difficile de trouver des chiffres pour les messageries privées. DHL emploie 18 000 personnes. Là encore, nous ne nous intéressons pas à la distribution individuelle du courrier mais à la logistique révolutionnaire.

Fonction publique : 5,1 millions de personnes.

Nous n'avons pas inclus ces travailleurs dans le total des salariés des industries de base, bien que certains employés de la fonction publique aient certainement des connaissances socialement importantes (par exemple, les 27 000 bibliothécaires). Et les connaissances bourgeoises enseignées par les 1,5 millions d'enseignants du public ne sont certainement pas toutes de l'idéologie pure, une grande partie pourrait s'avérer utile.

Autorités locales : 2,3 millions

Autorités centrales : 2,9 millions

Éducation : 1,5 million

Administration publique : 1,1 million

Construction : 150 000

Police : 250 000

Pompiers : 45 000

Armée : 180 000 personnes.

Nous n'avons trouvé ni le temps ni les sources pour une description plus fine de la composition de l'armée : quelles sont les principales divisions de classe au sein des forces armées et comment l'appareil se reproduit-il matériellement ? À ce stade nous ne faisons seulement deux remarques :

1. En 2009, alors que la moitié des officiers ont étudié dans des écoles privées (contre 10 % seulement de la population), 31 % des 14 000 soldats nouvellement recrutés ont moins de 18 ans, ce qui laisse entendre qu'ils viennent de la classe ouvrière. L'armée recrute principalement dans les «écoles défavorisées».

2. L'armée est largement entretenue par des entreprises privées, c'est-à-dire par des travailleurs qui ne bénéficient pas des conditions de travail et de la sécurité de l'emploi du secteur public. Des entreprises comme Sodexo ou ESS (Compass) organisent la restauration, la vente et les «loisirs» du personnel de l'armée, avec un personnel de 6 000 à 9 000 travailleurs. Amey/Carillion s'occupe de la maintenance de 280 bases de l'armée et de 49 000 appartements.

5. Tout le monde peut-il dire «communisme» ?

Avant de considérer les conditions d'un soulèvement de la classe ouvrière au Royaume Uni sur la base des données présentées plus haut,

nous voulons tirer quelques conclusions politiques rapides. «Communisme» est devenu un terme à la mode, utilisé par tout un spectre de gens aux positions divergentes – comme le terme «révolution». Nous sommes donc d'accord avec certains camarades autour de *Wildcat* pour soulever la question : «*Tout le monde peut-il se réclamer du communisme ?* ¹» Sur la base de nos brèves remarques sur les limites des soulèvements de 2010/11, de nos considérations sur la contradiction révolutionnaire fondamentale du capitalisme et de l'aperçu empirique relatif à la structure matérielle de la production sociale dans la zone du Royaume Uni, nous affirmons :

- Comme on a pu le voir en France en 1936², au Chili en 1973³ ou en Grèce en 2014, la participation parlementaire et les politiques de nationalisation n'ouvrent pas d'espace aux mouvements de la classe ouvrière, mais confinent au contraire l'impulsion révolutionnaire dans un cadre «démocratique» qui se retournera toujours contre nous (ou sera même ouvertement méprisé pour maintenir le pouvoir de la classe dominante). Cela ne prépare pas non plus les travailleurs à la tâche difficile de s'emparer des moyens de production et de les défendre contre l'ennemi de classe – au contraire cela les empêche de le faire en créant l'illusion d'un processus de réforme graduel et souvent pacifique, donnant ainsi du temps aux forces réactionnaires pour préparer leur contre-attaque.

- L'espoir que l'«automation» (pour les accélérationnistes⁴) ou tout autre «progrès technologique» (pour les partisans de Negri ou les disciples de Paul Mason⁵) crée la base matérielle d'un «communisme sans révolution» ou d'une «révolution sans la classe ouvrière» est une utopie bourgeoise fondée sur l'élitisme. En dernier ressort, ces conceptions s'appuient sur l'État comme «agent de transformation», avec par exemple

¹ http://www.wildcat-www.de/en/wildcat/86/w88_communism_en.html

² <https://libcom.org/library/1914-1946-third-camp-internationalists-france-during-world-war-ii>

³ <https://www.youtube.com/watch?v=b5GeEzBKGsQ>

⁴ En novembre 2015, Verso Books fit parvenir une copie du livre *Inventing the Future* de Nick Srnicek et Alex Williams à chacun des membres du cabinet fantôme du Parti travailliste du Royaume Uni ; ce livre en appelle à la main providentielle de l'Etat pour accélérer le développement technologique et faire advenir un monde au-delà du travail.

https://en.wikipedia.org/wiki/Inventing_the_Future:_Postcapitalism_and_a_World_Without_Work

<https://libcom.org/library/aufheben/pamphlets-articles/stop-the-clock-critiques-of-the-new-social-workhouse/reforming-the-welfare-state-in-order-to>

⁵ Sur le post-capitalisme selon Paul Mason :

<https://peopleandnature.wordpress.com/2016/04/04/i-have-seen-the-techno-future-and-im-not-so-sure-it-works/>

la revendication d'un «revenu universel» ou l'espoir que l'État soutienne l'«innovation» contre les «capitalistes monopolistes» réticents.

- L'idée de présenter à l'État des revendications «de transition» comme un moyen d'élever la conscience de classe est profondément enracinée dans la «gauche radicale». Consciemment ou non, cette attitude est dans la continuité des vieilles formules gauchistes des programmes de transition comme politique paternaliste pour «*dépasser la contradiction entre la maturité des conditions objectivement révolutionnaires et l'immaturité du prolétariat et de son avant-garde*» (Trotski). Pour nous, la transition désigne le temps qu'il faut pour s'emparer des moyens de (re)production et pour les transformer en moyens non seulement de satisfaire nos besoins matériels mais aussi de briser notre isolement social, notre condition d'appendices de la machine, notre ennui suburbain ou rural, la concentration spatiale et la séparation des infrastructures de base (des universités aux centrales électriques) par rapport au reste de la société. Cette transformation prend du temps et elle n'est pas séparée de la lutte. Ce n'est pas encore le communisme, mais c'en est le chemin. Une telle transformation ne peut se produire dans un cadre capitaliste ou sur ordre d'une structure hiérarchique comme l'Etat. Aucune revendication ni aucun décret ne peuvent préparer les travailleurs à cette tâche. Aucun insurrectionnaliste élitiste ne peut s'emparer des infrastructures sans les travailleurs concernés¹. Il s'agit d'un changement qualitatif et le seul processus qui pointe dans cette direction est l'expérience accumulée et les capacités d'organisation acquises par la classe ouvrière à travers son expérience de la production capitaliste et des luttes.

- Ceux qui mettent leur espoir dans un «progrès technologique neutre» supposent que la création semi-automatique d'une «population en surplus» (une population appauvrie exclue du processus de production) fournira la base de la révolution comme insurrection et rupture (théories vulgaires de la communisation)². Mais il suffit de se pencher d'un peu plus près sur le processus de production actuel et sur la classe ouvrière pour se rendre compte que les idéologies de «l'insurrection sans production» sont avant tout des rêveries romantiques qui ont peu à voir avec la possibilité du communisme.

- Une analyse de la composition mondiale de la classe ouvrière montrera aussi que les modèles traditionnels «anarcho-syndicalistes» de la révolution (comme développement graduel de l'organisation, grève générale et reprise en main des moyens de production) négligent la question des divisions fondées sur l'industrie et le marché du travail au sein

¹ Cf. le Comité invisible, *A nos amis*, La fabrique, 2014.

² Sur les récentes théories de la communisation :

<http://libcom.org/library/communisation-its-theorists-friends-classless-society>

de la classe ouvrière, ainsi que le fait imprévisible de la crise capitaliste et le fait prévisible de la violence d'État.

- De même, les expériences actuelles sur les espaces communs, les villes de transition, l'autogestion ou les tentatives pour abolir la propriété intellectuelle sont des éléments potentiellement fertiles de la lutte des classes, mais elles dégénèrent en bulles créatives dans le cadre du capitalisme dès qu'elles sont isolées de la question du pouvoir social.

- Les contributions apportées par les débats sur le travail reproductif et la «révolution du soin» méritent d'être prises en compte. En particulier, tout changement social fondamental devra prendre à bras le corps la question de la socialisation des travaux domestiques et de soin. Cependant, le danger est que le débat retombe dans une perspective eurocentrique et de classe moyenne si nous ne prenons pas en compte la matérialité des relations de soin¹.

- Enfin, il nous faut questionner nos propres présupposés opéraïstes² : si le «refus du travail» des ouvriers à la chaîne dans les années 60 et 70 était l'expression la plus radicale de la classe ouvrière à cette époque, la fétichisation de cette expression nous a empêchés de discuter le défi d'une reprise en main et d'une transformation des moyens de production aujourd'hui.

6. Quelles devraient être les premières mesures d'une révolution de la classe ouvrière durant les premiers mois de son existence ?

Que signifie la révolution au XXI^e siècle ? Nous sommes d'accord avec nos camarades de *Wildcat* quand ils expliquent que les luttes quotidiennes et le comportement des masses prolétariennes «révolutionnent» la société en permanence : *«Comment les luttes des travailleurs deviennent-elles révolutionnaires ? On ne peut pas déduire la révolution des conditions objectives. Si, dans une société caractérisée par des relations patriarcales, les travailleuses luttent collectivement pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, si elles prennent des risques en luttant, franchissent des limites, découvrent de nouvelles potentialités et veulent en apprendre plus sur le monde, alors ce processus est probablement "révolutionnaire".»* Il nous faut pourtant regarder en face la question d'une véritable rupture qualitative avec les relations sociales capitalistes.

¹ <http://www.weareplanc.org/blog/a-syndicalism-of-everyday-life-a-conversation-on-the-social-strike/>

² Sur le refus du travail : <https://libcom.org/library/refusal-work-workers-committee-porto-marghera-1970>

Dans ce qui suit, nous présumons l'existence des luttes et la formation, à une échelle significative, d'une coordination politique des travailleurs formée dans les luttes et capable par son enracinement à la base de proposer le saut. Les luttes des travailleurs ont porté la société au bord de l'effondrement, ils ont vu comment leur coopération sous le capital est structurée par le résultat de leurs grèves et de leur agitation. Un «plan» de reprise de la production n'apparaît pas simplement comme une bonne idée, mais comme un acte nécessaire de survie, à la fois au point de vue matériel et pour obtenir l'hégémonie sociale. Nous ne nous attardons pas sur le fait que la transition doit se caractériser avant tout par la création de relations humaines émancipées – ce qui est vrai. Nous nous plaçons au moment où la lutte de classe au niveau mondial a mis en crise le contrôle du capital et de l'État et où dans certaines zones la classe ouvrière devra sauter dans l'inconnu sans avoir le privilège d'attendre que le reste de la classe franchisse ce pas avec elle. Nous ne présumons pas que la classe ouvrière britannique sera la première à franchir ce pas, ni que la région en question sera limitée aux îles britanniques.

Les analyses qui suivent ne constituent ni une esquisse de «principes fondamentaux de la production et de la distribution communiste»¹ ni un essai sur les «relations entre l'Etat, le parti et les syndicats pendant la phase de dictature du prolétariat». Nous apprécions certains efforts antérieurs, comme ceux d'*Insurgent Notes*², pour discuter d'un «programme révolutionnaire initial», mais nous voudrions être plus concrets.

Nous n'avons pas d'idée claire sur ce qui pourrait provoquer une situation révolutionnaire et nous ne savons pas ce qui se passera quand les travailleurs descendront dans la rue. Mais nous savons comment la production et la reproduction sociale sont organisées aujourd'hui et nous connaissons la composition de classe des travailleurs qui y participent. Nous savons ce qui nous sépare, ce qui crée les bases de la professionnalisation et des hiérarchies de genre. Nous pouvons imaginer une sorte de colonne vertébrale minimale de la révolution, quelque chose que la classe ouvrière devrait accomplir dans un certain laps de temps pour abolir la domination de l'économie monétaire, de la gestion du profit et du contrôle étatique – et pour saper les divisions en son sein. On pourrait

¹ *Fondements de la production et de la distribution communiste* : texte rédigé en 1930 par le groupe communiste de conseils hollandais Groepen van Internationale Communisten (GIC). On trouve une traduction française ici :

<https://bataillesocialiste.wordpress.com/2014/04/11/fondements-de-la-production-et-de-la-distribution-communiste-gic-1930/>

² Loren Goldner, «Le moment historique qui nous a produits», traduction française : <http://mondialisme.org/spip.php?article2547>. Reproduit dans *La Gauche identitaire contre la classe*, Editions NPNF, 2017.

penser que tout cela est abstrait ou hypothétique, mais ces dernières années nous avons vu des gens risquer leur vie pour défendre une place ou prendre d'assaut un parlement – la volonté révolutionnaire ne manque pas, mais peut-être a-t-elle besoin d'une force sociale qui soit à la fois enracinée dans les industries de base et parmi les pauvres et dotée d'un plan concret (« nous savons où sont les centrales électriques, les centres logistiques, les minoteries, les nœuds internet qui sont cruciaux si l'on veut changer les choses en profondeur»). Les soldats qui tirent sur une « foule rebelle dans la rue » seraient peut-être moins enclins à nous tuer s'ils savaient que nous défendons des travailleurs qui connaissent les méthodes de production et veulent faire fonctionner les centrales ou l'industrie alimentaire au bénéfice de tout le monde.

Quels sont donc les potentialités et les défis d'une insurrection sur le territoire du Royaume Uni ?

Sur la base des réflexions précédentes, nous présentons douze thèses élémentaires sur les caractéristiques, les exigences et les étapes initiales d'une révolution de la classe ouvrière :

1. *Défi régional.* Le soulèvement dépendra de manière cruciale de sa capacité à se maintenir au niveau régional. Même si nous parlons d'une révolution mondiale, le processus ne sera pas nécessairement synchrone ; il nous faudra affronter des situations insurrectionnelles localisées qui devront se reproduire elles-mêmes pendant un certain temps en étant partiellement et temporairement coupées du marché mondial.

2. *Émancipation et misère.* L'insurrection dépendra aussi de sa capacité à améliorer globalement les conditions de vie : une révolution communiste doit être capable d'améliorer rapidement les conditions de vie de la majorité, de garantir la reproduction matérielle de la population, tout en laissant du temps pour la réorganisation de la société et en détruisant les hiérarchies actuelles sans cesser de mener la bataille. Son attrait principal consistera dans les relations plus égalitaires et émancipatrices nées de la lutte, mais la misère matérielle saperait rapidement ces relations, quelle que soit la volonté des gens de supporter les effets de la pénurie.

3. *Reprise des industries de base, insurrection productive.* D'importantes fractions de la classe ouvrière doivent se préparer à une réponse organisée dans une situation de crise spontanée : cela dépendra largement de la convergence entre les travailleurs des industries de base et la violence organisée de la classe prolétarienne au sens plus large pour prendre possession, défendre et transformer les industries de base. Cette prise de possession ne se produira pas graduellement, mais sera conduite par une « minorité active/avant-garde » constituée de 30 à 40 % de la classe ouvrière formée dans les luttes précédentes. Cette prise de possession est le cœur productif et matériel de l'insurrection, l'action qui peut faire balancer le reste de la population, en particulier si des « mesures populistes »

(redistribution des espaces de vie, mesures de santé, etc.) sont prises pour les pauvres et s'ils sont mis à contribution dans les travaux de rénovation. Les matériaux empiriques fournis plus haut montrent que le noyau de la production et de la circulation qui doit être pris en charge et défendu est relativement petit (non pas toutes les épiceries de quartier mais les principaux centres de distribution, non pas toute l'industrie manufacturière mais surtout les ateliers de mécanique pour la production de pièces détachées et les matériaux de construction, etc.).

4. *Formation d'unités domestiques plus étendues.* Le soulèvement et la reprise des industries de base doit marcher main dans la main avec la formation d'unités domestiques comprenant entre 200 et 250 personnes : des espaces communs (hôtels, écoles, immeubles de bureaux, etc.) qui deviendront les points centraux pour la distribution, le travail domestique et les décisions à prendre au niveau local. La formation rapide de ces unités domestiques est aussi importante que la reprise des industries de base – pour briser l'isolement du travail domestique et les hiérarchies de genre, mais aussi pour créer une dynamique opposée à celle de la centralisation des industries de base : la décentralisation d'un certain nombre de tâches sociales et de prises de décision. Les unités domestiques et leur expérience réorienteront la tendance à une «production pour la production» en faveur d'une situation où le fait de vivre ensemble et de créer les moyens de subsistance seront des processus moins séparés. 250 semble un nombre arbitraire, mais il est suffisamment petit pour rendre possible une certaine familiarité entre les gens qui organisent ensemble les tâches quotidiennes (garde d'enfants, cuisine, lessive, etc.) et suffisamment grand pour permettre une distribution efficace des biens produits. La proximité sera suffisante pour garantir un certain respect et engagement mutuel entre les membres de ces unités en cas de disputes.

5. *Prolétarianisation du contrôle de la production agricole.* Une fraction importante de la classe ouvrière urbaine devra s'efforcer d'aller convaincre les propriétaires de petites fermes du secteur agricole de partager la charge et les difficultés de la culture du sol et de créer des liens directs, non marchands, entre la ville et la campagne. En même temps que les travailleurs urbains se déplacent dans les zones rurales pour soutenir les ouvriers agricoles saisonniers (dont beaucoup, de toute façon, effectuent des allers-retours entre la ville et la campagne), une partie des équipements agricoles peut être rapprochée des villes – sur ce point nous pouvons peut-être apprendre quelque chose de l'expérience cubaine (expériences significatives de jardinage urbain et conversion rapide d'une agriculture dépendant du pétrole à une agriculture moins liée aux énergies fossiles). Ces deux mouvements – de la ville vers la campagne et inversement – seront un premier pas significatif vers une dissolution de la division géographique du travail dans le capitalisme. Il faudra aussi impliquer les

adeptes de la permaculture pour atténuer le caractère destructeur de l'agriculture industrielle.

6. *Participation des prolétaires marginalisés.* Les industries de base doivent être reprises en main à la fois du dedans et du dehors. Cela dépendra de la capacité des prolétaires des secteurs moins centraux à exiger (par la participation à la production et par l'organisation de sa défense armée) des travailleurs dans les industries de base qu'ils socialisent la production et mettent gratuitement en circulation les biens produits, plutôt que de traiter les entreprises et les produits comme leur appartenant. Seule une participation massive des fractions les plus pauvres ou les plus marginalisées du prolétariat rendra visible l'étendue des besoins sociaux. Leur expérience de la violence d'État et leur connaissance de l'improvisation urbaine (depuis l'auto-défense jusqu'aux réseaux économiques) devra être utilisée. Un programme «populiste» doit être lancé immédiatement en direction des fractions du prolétariat qui sont à la marge de la production de base – les «pauvres urbains» ou le prolétariat «en surplus». Cette fraction de la classe ouvrière n'a pas une importance aussi grande au Royaume Uni que dans d'autres pays. Pour enfoncer un coin entre ces prolétaires et la strate moyenne qui a le bras assez long pour les acheter, une action coordonnée d'appropriation des espaces de vie est nécessaire. En ce sens, la «construction» pourrait être essentielle, même pendant une insurrection : si les ouvriers du bâtiment et les «pauvres urbains» reprennent des immeubles de bureaux inutilisés, des hôtels vides, etc., et les convertissent ensemble en lieux de vie, cela pourrait créer un lien pour convaincre les gens de défendre le reste des industries de base.

7. *Participation des travailleurs des industries avancées.* Comme on l'a souligné plus haut, d'importantes parties des industries les plus avancées en termes de concentration, de connaissances et de machinerie ne sont pas essentielles en termes de survie matérielle. Outre le fait que ces industries peuvent être des centres de luttes collectives et voir émerger des organisations de travailleurs, le rôle des travailleurs de ces secteurs (automobile, construction de machines) est de rendre la technologie et les connaissances disponibles pour améliorer les industries de base et les unités domestiques. Ce ne sont ni les robots ni l'intelligence artificielle qui nous libéreront des corvées, mais la collaboration des travailleurs dans les industries de base et dans les industries avancées, ainsi que dans les unités domestiques, prouvera que l'on peut effectivement réduire de manière drastique le temps de travail nécessaire.

8. *Briser la collusion des travailleurs intellectuels.* Une appropriation rapide et coordonnée ne sera possible qu'avec le soutien d'une minorité significative des techniciens et des travailleurs intellectuels (ingénieurs, médecins, etc.) employés dans les centres de production. Les mesures prises collectivement par les trois segments principaux de la classe ouvrière (industries de base, secteurs avancés, marginaux) devront briser la

collusion des travailleurs intellectuels (ingénieurs, certains segments du monde scientifique) avec la direction capitaliste et l'appareil d'État et en amener une fraction notable à accepter les termes et les conditions communistes – c'est-à-dire l'effondrement de la division entre le travail intellectuel et le travail manuel. Pour briser cette collusion, la classe ouvrière en lutte devra impressionner par sa connaissance de l'organisation de la production, dans le cadre de relations humaines libérées et d'une responsabilité sociale envers l'environnement.

9. *Établissement d'un internet communiste et d'une base de données productives.* L'appropriation suppose un réseau de communication sociale et des processus élaborés de prise de décisions, facilités par une structure de communication en parallèle pour relier les unités domestiques, les industries de base, les lieux de travail et les «milices prolétariennes». Ce sera un aspect important de la «production» nécessaire pendant l'insurrection. Cette structure devra permettre la communication entre la production et la consommation et être assez robuste pour résister aux attaques. Elle sera reliée au réseau de la presse et de la télévision dont les infrastructures auront été prises en main. Il faudra aussi mettre en place une structure parallèle de communication directe par un réseau de messagers susceptible de prendre le relais en cas de rupture du système «virtuel» de communication.

10. *Diminuer l'influence de la classe moyenne.* Au Royaume Uni le bloc de la «classe moyenne» représente encore une force considérable – il y a 4 millions de petits entrepreneurs sans employés, dont la plupart peuvent être considérés comme des prolétaires déguisés ; il y a au moins 1,2 millions de «patrons» (si on suppose que chaque boîte a un seul patron) qui emploient entre 1 et 50 personnes, constituant la fraction exploiteuse de la classe moyenne ; 1,75 millions de personnes ont un revenu de propriétaire – une grande partie appartient sans doute aussi à la catégorie précédente ; 1,1 million de personnes gagnent bien leur vie en étant salariés dans la finance (bien que certains puissent être des opérateurs de saisie ou des agents de nettoyage). Il y a 120 000 avocats et notaires au Royaume Uni qui représentent une fraction professionnelle de la classe moyenne sans lien avec le processus social de production. Il y a environ 50 000 petits commerces, dont la majorité est tenue par un propriétaire individuel, ce qui forme une section inférieure de la classe moyenne. Ces individus ont un poids politique et un appareil répressif. Nous ne parlons pas du mystérieux 1 % mais plutôt d'un bloc de 15 % de gens qui n'ont pas seulement de l'argent mais aussi du prestige et de l'influence sociale à perdre. La meilleure manière de minimiser leur influence est de les couper de la production de base et de la circulation et de les forcer à réaliser que leur position sociale privilégiée était largement improductive – et qu'ils sont les bienvenus s'ils souhaitent participer productivement comme des égaux.

11. *Diviser les forces armées selon des lignes de classe.* Historiquement, aucune révolution n'a réussi sans une scission dans l'armée, la plupart du temps du fait d'une situation préalable de guerre ou de guerre civile. La possibilité qu'aura une révolution communiste de diviser l'armée selon des lignes de classe dépendra à la fois des conditions objectives (les soldats ne veulent pas mourir pour une guerre entre leurs maîtres) et de sa capacité subjective à attirer les soldats de la classe ouvrière : le mouvement organisé de la classe ouvrière peut nous libérer des relations hiérarchiques et sait comment nourrir, vêtir, soigner tout le monde. Cependant, une révolution doit aussi créer sa propre menace matérielle en affaiblissant l'appareil militaire par la non-coopération, c'est-à-dire le refus de fournir à l'armée les biens et les services de base, et par la défense armée des principales unités de production. Cela implique aussi la lutte contre le sabotage par la (petite) bourgeoisie et le sous-prolétariat (par exemple, au Chili, pendant la période d'agitation sociale de l'année 1973, les propriétaires de camions et de bus organisèrent une «grève» ou plutôt un boycott dans le but de créer le chaos économique).

12. *Dépasser l'isolement régional en utilisant les capacités productives qui ont été prises en main.* Nous n'avons pas d'illusions : aucun soulèvement dans une zone limitée ne pourra se reproduire matériellement et «militairement» pendant une période prolongée. Nous connaissons les pièges de la «politique étrangère bolchévique»¹ et du régionalisme anarchiste. Le défi pour toute classe ouvrière locale est de découvrir ses liens avec le reste du monde et d'engager des efforts supplémentaires pour utiliser de manière stratégique – afin de briser son isolement géographique – l'attrait de ses expériences et les moyens de production qu'elle s'est appropriés. Nous ne savons pas à quoi cet effort ressemblera, au-delà de l'envoi de personnes et de matériaux pour faire connaître au-dehors les expériences de lutte. Il faudra observer la situation mondiale et peut-être envoyer des milices prolétariennes ayant une connaissance de la production pour soutenir les soulèvements de travailleurs dans d'autres régions du monde – en utilisant les moyens logistiques que le capitalisme a développés à l'échelle mondiale. À quoi ressembleront les centres de coordination et de débats qui permettront d'accomplir tout cela ? En termes de production sociale et de structures de prise de décision, un grand nombre de choses imprévisibles se produiront, les gens découvriront de nouveaux désirs et de nouvelles manières de s'organiser horizontalement, et ainsi de suite – mais nous pensons que durant la phase d'insurrection, outre les rues, les places et les barricades, les trois lieux suivants joueront un rôle fondamental, à la fois en termes de production et en termes de prises de décision :

a. les *industries de base*, qui garantiront la production sociale et constitueront le premier lieu principal de prise de décision ;

¹ <https://www.marxists.org/archive/mattick-paul/1947/germany.htm>

b. les *nouvelles unités domestiques*, qui socialiseront la reproduction et constitueront le second lieu principal de prise de décision ;

c. les *industries non essentielles*, pour transférer les connaissances et l'équipement.

Le travail sera réparti en fonction des nécessités, de la capacité des unités de production dans les industries de base et des capacités individuelles, à peu près comme suit :

a. *Quatre heures dans les industries de base*. Cela implique un transfert massif de temps de travail et de main-d'œuvre vers les industries de base, de façon à réduire le temps de travail individuel tout en maintenant les niveaux de production. La participation de tous (les anciens chômeurs, y compris ceux qui accomplissaient un travail domestique non payé – mais aussi les anciens banquiers et autres «privilegiés») sera essentielle, pour socialiser les expériences et les prises de décision : les «conseils» dans les industries de base et les unités domestiques seront les principales «unités productives et politiques». Il faudra s'attaquer immédiatement aux hiérarchies internes à l'industrie, en particulier à la séparation du travail intellectuel et du travail manuel. Les besoins en main-d'œuvre devront être communiqués aux unités domestiques et aux autres lieux de travail – plus les demandes seront communiquées rapidement et de façon transparente, plus il sera facile de fournir la main-d'œuvre. Les chaînes d'approvisionnement devront être restructurées en fonction de l'extension (mondiale) du soulèvement.

b. *Trois heures dans les unités domestiques*. Le contre-point au travail dans les industries de base sera la participation aux unités domestiques : mise sur pied de cuisines collectives, espaces de soins, «intranet communiste» et communication des besoins sociaux aux centres de décision des industries de base. La double participation aux industries de base (souvent centralisées) et aux unités domestiques (décentralisées) sera d'une importance fondamentale pour saper les divisions sociales et les hiérarchies (de genre, par exemple). La double participation et la communication nous permettront de décider quels éléments de la production sociale peuvent être décentralisés au sein des unités domestiques (combinées) et lesquels seront mieux organisés dans un cadre industriel plus centralisé.

c. *Deux heures dans les industries non essentielles*. Il sera important de conserver le contrôle des industries «non essentielles» et de garder le contact avec ses anciens collègues. On pourra discuter les développements en cours et procéder à des bilans : quelles connaissances et quels moyens de production sont disponibles ? à quoi étaient-ils utilisés jusqu'à présent ? à quoi pourrait-on les utiliser ? qui étaient les fournisseurs et à qui les biens étaient-ils distribués ? Ces informations devront être ajoutées à la base de données générale sur la production. Les industries les plus développées

(armement, automobile) auront la responsabilité d'un transfert de connaissance et de technologies.

Nous ne spéculerons pas sur la possibilité d'assemblées supplémentaires au niveau des quartiers ou des régions, etc. Nous pensons que les décisions principales devront être prises non par des «citoyens» ou par les «membres d'une assemblée» mais par les participants à un nouveau processus de (re)production sociale. Les débats et les décisions sur des questions qui dépassent la portée des industries de base et des unités domestiques (situation mondiale, mouvements de l'ennemi de classe, questions relatives aux grandes infrastructures, etc.) devront naître des nouvelles relations créées par la coopération quotidienne – et non dans une sphère de représentation séparée.

En quoi la situation au Royaume Uni diffère-t-elle de la situation mondiale et comment ces deux situations interfèrent-elles ?

Il faudrait rassembler des données empiriques du même ordre pour d'autres régions du monde, mais il est assez évident que dans la zone du Royaume Uni et de l'Europe occidentale, une insurrection ne rencontrerait pas de problèmes aussi sévères que dans bien d'autres régions du monde – en particulier : un important arrière-pays rural dont les liens avec les centres industriels ou urbains sont fragiles ; un niveau de pauvreté plus désespéré à une échelle massive, ce qui laissera moins de temps entre l'appropriation des ressources et la reprise des moyens de production ; des seigneurs de guerre ou des structures mafieuses plus intégrées à la vie et à la reproduction du prolétariat ; un nombre important de paysans moyens ou de petits commerçants qui sont moins susceptibles de s'identifier à une révolution de la classe ouvrière ; le manque de ressources énergétiques fondamentales – pour ne mentionner que les principales difficultés. D'un autre côté, il est pratiquement certain qu'une insurrection ne se produirait au Royaume Uni que si le monde entier était en effervescence – en ce sens, le lien fondamental entre une révolution régionale et une révolution mondiale est évident.

Pour le moment, nous pouvons seulement considérer quelques aspects généraux :

- Des luttes se produisent dans le monde entier dans des situations industrielles et sociales de plus en plus semblables – de sorte que le caractère mondial de la classe ouvrière se manifeste principalement par l'échange d'expériences et d'inspirations, en particulier par le biais des migrations de travail : les travailleurs migrants au Royaume Uni sont en lien avec leurs régions d'origine et seront capables de communiquer leurs expériences, en particulier dans les grandes villes. Nous avons vu l'influence du «printemps arabe» sur les travailleurs migrants dans le secteur de la logistique en Italie ou l'impact qu'ont eu les luttes en Amérique du Sud sur la confiance en soi des travailleurs hispaniques aux

États-Unis. Ce ne sont que quelques aperçus de la façon dont les membres de la classe pourront communiquer et apprendre de leurs luttes au niveau mondial.

- D'un point de vue régional, il est évident que l'isolement engendrerait rapidement la pénurie de certains biens, en particulier des denrées alimentaires, mais sans doute aussi de certaines matières premières nécessaires à l'industrie électronique, etc. Les travailleurs des industries de base devront restructurer «politiquement» leurs chaînes d'approvisionnement, en analysant les luttes mondiales et l'émergence d'organisations ouvrières qui pourraient aider à rétablir les approvisionnements interrompus. Là encore, les travailleurs migrants joueront un rôle important en ce qui concerne l'évaluation de la situation et l'établissement de liens directs.

- Le dernier point ne concerne pas un problème à sens unique : le Royaume Uni et de larges portions de l'Europe occidentale sont considérés comme «désindustrialisés», mais, en tant que centres capitalistes, ils possèdent toujours d'importantes capacités manufacturières par rapport à de nombreuses régions du monde. Le transfert des capacités de production sera partie prenante de l'extension du soulèvement : soutien des luttes et organisations prolétariennes dans d'autres régions par le transfert des moyens de production en surplus – sur la base du soutien des travailleurs des transports à l'échelle mondiale. Si l'aspect «économique» de ce transfert semble être une question de bon sens (atténuation des disparités régionales, «nous avons besoin de riz, ils ont besoin de pièces de rechange pour les pompes à eau», etc.), l'aspect «politique» est aussi important et risque d'être plus controversé : des efforts de production seront temporairement nécessaires, au-delà de la satisfaction des besoins locaux immédiats, pour soutenir les soulèvements qui se produisent ailleurs. Le transfert des moyens de production (ou plutôt des moyens de les créer) sera l'une des principales armes pour briser les bastions des forces réactionnaires dans les zones moins développées.

7. L'organisation révolutionnaire

Nous suggérons pour finir que cette perspective sur la révolution de demain n'est pas sans incidence sur notre activité d'aujourd'hui, dans la mesure où elle implique dès maintenant certains efforts d'organisation.

Nous comprenons tous ceux qui nous diront : «Mais en quoi cette insurrection imaginaire a-t-elle le moindre rapport avec la situation actuelle ? Est-ce que vous allez sortir dans les rues et arrêter des gens au hasard pour leur dire où se trouve la plus proche centrale électrique stratégique ?!» Nous reconnaissons qu'à ce stade ce texte peut surtout contribuer (dans le meilleur des cas !) à une discussion dans le milieu

radical sur ce à quoi pourrait ressembler une situation révolutionnaire aujourd'hui, ou plutôt sur le cadre matériel général pour une transformation sociale. Nous pensons aussi que les propositions fondamentales esquissées dans ce texte ont des conséquences sur nos objectifs politiques actuels : considérons-nous le «travail» ou les «travailleurs» comme une catégorie identitaire qui s'ajoute aux autres ? la participation à la politique parlementaire peut-elle être une étape vers une transformation sociale ou bien ne fait-elle que distraire les prolétaires des véritables défis auxquels ils sont confrontés ? des organisations ouvrières à caractère politique peuvent-elles jouer un rôle, maintenant et dans le processus révolutionnaire, et si oui en quoi consiste-t-il ? Nous pensons qu'il y a une certaine continuité dans le rôle des organisations ouvrières, depuis l'ici et maintenant jusqu'à une possible situation d'insurrection – ce qui ne veut pas dire que l'insurrection ou son succès dépendra nécessairement de ces efforts d'organisation. C'est nous qui posons la question de savoir comment nous pouvons contribuer à ce processus – et la question reste ouverte à la discussion et à la collaboration.

Dans la situation actuelle

- *Clarification historique* : une réflexion historique sur les précédentes insurrections, et en particulier sur les relations entre les travailleurs révolutionnaires et l'Etat, est sans doute plus importante que les exercices empiriques comme celui que nous avons proposé ci-dessus. Il faudrait examiner dans cette perspective la grève générale à Seattle en 1919¹, la guerre d'Espagne en 1936², Oaxaca en 2006³, le Rojava en 2016.

- *Compréhension de la composition de classe* : plutôt que d'affirmations paresseuses («tout sera automatisé», ou «nous sommes tous des précaires»), nous avons besoin d'analyses plus précises de certains processus internes à la production – ceux que l'on désigne par les expressions idéologiques : «automatisation complète», «travail immatériel» ou «*general intellect*». Cela implique une analyse de la division actuelle du travail et de la hiérarchie entre le travail intellectuel et le travail manuel dans les industries de base («Que sait le travailleur de base ?») ainsi que l'étude des formes prises aujourd'hui par les chaînes mondiales d'approvisionnement, l'industrie agro-alimentaire, etc. du point de vue d'un contrôle possible par la classe ouvrière.

- *Implantation parmi les travailleurs des industries de base, dans le domaine de l'ingénierie et parmi les «pauvres»*. Nous parlons de priorités

¹ <https://libcom.org/history/1919-the-seattle-general-strike>

² Cf. Michael Seidman, *Ouvriers contre le travail, Barcelone et Paris pendant les fronts populaires*, éditions Senonevero, 2010.

³ <https://libcom.org/history/looking-back-oaxaca-rebellion>

politiques, pas d'exclusivité ! Au sein des conflits quotidiens nous devrions nous intéresser de nouveau à des formes de «transfert de connaissance» en nous inspirant par exemple des matériaux utilisés par les vieux IWW pour expliquer les processus d'ingénierie d'une industrie donnée à ses travailleurs de base.

- *Pour en revenir au problème du développement inégal* : nous devons essayer de comprendre et de relier les uns aux autres différentes étapes et différents segments de la composition de classe. Par exemple, aux États-Unis à la fin des années 60 et au début des années 70, les militants de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires réussirent à s'implanter à la fois dans les quartiers pauvres (sur les thèmes de la violence contre la police, des politiques racistes dans les écoles, de l'hygiène sexuelle), parmi les étudiants, dans les principales usines automobiles, dans les «communautés» (hôpitaux, logement) – et s'efforcèrent d'établir des liens avec les expériences des migrants du «tiers-monde» (les «Arabes de Détroit»). Étant donné la situation sociale générale ils furent capables de créer non seulement des «alliances» entre ces différents segments mais aussi des formes d'organisation qui englobaient la totalité de la vie prolétarienne.

- *Création de réseaux de travailleurs ayant une expérience des luttes* : tout en soutenant activement les grèves et les luttes, nous devons aussi nous efforcer de repérer les travailleurs qui ont développé le désir et la capacité de s'engager dans une activité politique allant au-delà des conflits particuliers – non pas pour les recruter mais pour développer un réseau de camarades à la base. Lors des luttes quotidiennes, nous pourrions déjà expérimenter avec eux d'une façon plus concrète nos idées sur la nécessité d'une appropriation sociale des moyens de production. Cela suppose aussi un langage nouveau et plus concret.

- *Rester informé des autres types d'efforts «coopératifs» ou «autonomes»* (depuis le «contrôle ouvrier» jusqu'aux «jardins urbains», «villes transitionnelles», «médecine alternative», «critique de la science») *et les encourager à participer à la lutte de classe sur une base plus large.* Développer les échanges d'expériences entre les tentatives d'autogestion ouvrière et les grèves¹, entre les coopératives de soins et les luttes contre les fermetures d'hôpitaux, etc.

- *Documenter nos tentatives et nos expériences pour les autres.* Nous encourageons les groupes locaux qui ont des affinités avec la perspective d'une insurrection et s'efforcent en même temps de s'implanter dans le quartier ouvrier où ils militent (que ce soit sur leur lieu de travail, à l'université ou autour de questions relatives à la condition prolétarienne) à débattre de leur point de vue et de leurs expériences, sans être sur la défensive concernant leur propre organisation. Sur la base de ces échanges

¹ <http://www.workerscontrol.net>

et de ces discussions, nous pourrions nous engager dans la voie d'une meilleure coordination de nos efforts.

Dans une situation révolutionnaire

- Développer au sein d'un réseau de travailleurs – formé à travers plusieurs cycles de luttes et une réflexion commune – un programme clair pour le moment crucial du soulèvement : où sont les installations principales (équipements) ? comment coordonner un processus d'appropriation «populiste» ? comment toucher la fraction de l'armée qui appartient à la classe ouvrière ? Ces questions doivent être examinées de manière réaliste, en cherchant à convaincre sur la base d'une connaissance de l'organisation industrielle et de contacts concrets, plutôt qu'avec des proclamations politiques enthousiastes.

- Une organisation de travailleurs devra aussi jouer son rôle quand il s'agira de défendre une «perspective de classe» contre la tendance au «contrôle ouvrier» après la reprise des entreprises particulières. La main-d'œuvre des grandes industries pourrait être tentée d'utiliser sa position pour défendre ses privilèges ; les milices de travailleurs pourraient utiliser leur force collective contre un intérêt de classe plus large. Une organisation de travailleurs doit se préparer à saper l'influence d'un possible régionalisme (de la part des régions naturellement plus riches, avec un sol plus fertile, etc.).

- Sur la base d'échanges prolongés et d'une perspective politique plus large, une organisation de travailleurs devrait encourager le transfert de moyens de production et de connaissances pour soutenir les luttes ouvrières «à l'étranger» ; encourager si nécessaire à fournir un travail supplémentaire au-delà des besoins strictement locaux ; défendre cette position contre les tendances «locales» dans la classe ouvrière. Cette perspective internationaliste ne sera pas imposée par l'intermédiaire d'un programme politique ou d'une force armée (État ouvrier) mais sur la base d'une large implantation parmi les travailleurs des chaînes mondiales d'approvisionnement et l'encouragement des échanges directs – pour mettre en évidence l'interdépendance mondiale.

Suite à des discussions plus longues avec des collègues de travail et des voisins autour des questions «comment caractériser le système actuel ?» et «une société différente est-elle possible ?» nous avons le projet d'écrire une série d'articles dans notre journal *WorkersWildWest*¹ en utilisant certains des matériaux et des idées présentés ici. Ce sera un défi de présenter les

¹ <http://www.workerswildwest.wordpress.com>.

choses de manière brève et précise, et nous sommes curieux de voir si de tels articles auront un effet sur nos interactions quotidiennes.

Vos remarques sont les bienvenues !

Angry Workers, septembre 2016.

(Traduit de l'anglais par Camille Estienne.)

Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

Reuves (photocopiées)

N° 1 : Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau Parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière (2002), 7, 5 €

N° 2 : Famille, mariage et morale sexuelle (2002), 7, 5 €

N° 3 : Que faire contre les guerres ? (2003), 7, 5 €

N° 4/5 : États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin (2003), 10 €

N° 6-7 : Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion (2003), 10 €

N° 8-9 : Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 10 : Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €

N° 11-12 : Terrorismes et violences politiques (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 13-14 : Europe ? Référendum ? Démocratie ? (2005), 10 €

N° 15 : «Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : «Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE (2006), 10 €

N° 18-19-20 : Dieu, race, nation : mythes mortifères (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

Reuves (imprimées)

N° 21-22 : Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskistes et obsessions électorales – Questions noires en France (2007), 10 €

N° 23-24 : Justice sociale contre démocratie occidentale (2008), 10 €

N° 25-26 : Sans-papiers – Venezuela – Précarité (2008), 10€

N° 27-28-29 : Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme (2009) 12 €

N° 30-31-32 : Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968), 12 € (2010)

N° 33-34-35 : Les pièges mortels de l'identité nationale (2011), 12€

N° 36-37 : Inventaire de la confusion (2011), 10 €

- N° 38-39 : De l'altermondialisme aux Indignés (2012), 10 €
 N° 40-41 : Soulèvements arabes (2012), 10 €
 N° 42-43 : Nos tares politiques, tome 1 (2014), 10 €
 N° 44-45 : Nos tares politiques, tome 2 (2014) : Antisémitisme de gauche et antisionisme 12 €
 N° 46-47 : Nos tares politiques, tome 3 : Increvables négationnistes (2015) 10 €
 N° 48-49 : Exécutions djihadistes des 7/8/9 janvier : Antisémitisme et racisme antimusulmans en Europe – Libertaires et «islamophobie» (avril 2015), 10 €
 N° 50-51 : Nos tares politiques tome 4 (juin 2015) : Fictions autogestionnaires – Vieux dogmes – Extrême gauche face au racisme antimusulmans et à l'antisémitisme – Pierre Tevanian, jésuite postmoderne 10€
 N° 52-53 : Premiers questionnements sur les causes immédiates et lointaines des massacres du 13 novembre 2015 (décembre 2015) 12€
 N° 54-55 : Nostalgies et manip identitaires : PIR – Marche contre le racisme et pour la dignité – Social-chauvinisme – Antisémitisme de gauche (février 2016) 12 €
 N° 56-57 : Retours sur les massacres de novembre 2015 – Bilan des mouvements contre la loi El Khomry, 10 €

Anthologies thématiques

- Compil' 1 : «Question juive» et antisémitisme, sionisme et antisionisme, 2008, 336 p., 10 €
 Compil' 2 : Islam, islamisme, «islamophobie», 2008, 344 p., 10 €
 Compil' 3 : La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie, 2008, 360 p., 10 €
 Compil' 4 : De la violence politique, 2009, 300 p., 10 €
 Compil' 5 : Religion et politique, 2010, 400 p. 12 €
 Compil' 6 : Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes, 12 €

Livres

- Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €
 Karim Landais, *Anarchisme et anarcho-indépendantisme*
 Encyclopédie anarchiste : *La Raison contre Dieu* (anthologie), 484 p, 2010, 12 €
Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale (recueil articles d'Échanges et Mouvement 1979-2009), 230 p, 2010, 6 €
 Patsy, *Le monde comme il va, Chroniques 1999-2010*, 345 p., 2010, 12 €

- G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*, 400 p., 2012, 12 €
- Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l'émigration parmi les communistes oppositionnels*, 326 p., 2012, 12 €
- Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, 600 p., 2013, 14 €
- *L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires*, 332 p., 2013, 12 €
- *L'anarchisme d'Etat et la Commune de Barcelone*, A. Guillamon, H. Rüdiger, H. Oehler, 2015, 10 €
- *Balance n° 38 : Correspondance entre Diego Camacho (Abel Paz) et Juan Garcia Oliver*, 2016, 10 €
- Amalia Alvarez, *Cinq histoires de femmes «sans papiers»*, 192 p., 2016, 10 €
- João Bernardo, Loren Goldner, Adolph Reed Jr., *La Gauche identitaire contre la classe*, 2017, 12 €
- João Bernardo, *Contre l'écologie*, 2017, 12 €

Site : mondialisme.org puis cliquer sur *Ni patrie ni frontières* et chaque numéro ou rubrique

Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@wanadoo.fr

Frais de port gratuits en France – et à l'étranger (du moins pour le tarif livres, assez lent)

Livres imprimés sur des papiers labellisés FSC
Certification garantissant une gestion durable de la forêt
Dépôt légal 2^e trimestre 2017
Achévé d'imprimer sur les presses du
Centre Littéraire d'Impression Provençal
Artizanord n° 203
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille
www.imprimerie-clip.com
N° d'impression 07100227